

L'Afrique et la seconde guerre mondiale

Documents de travail
et rapport final du colloque organisé
par l'Unesco à Benghazi (Jamahiriya arabe libyenne)
du 10 au 13 novembre 1980

Histoire
générale
de l'Afrique
Études et
documents 10

Dans cette collection :

1. *Le peuplement de l'Égypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique*
2. *La traite négrière du XV^e au XIX^e siècle*
3. *Les contacts historiques entre l'Afrique de l'Est, Madagascar et l'Asie du Sud-Est par les voies de l'océan Indien*
4. *L'historiographie de l'Afrique australe*
5. *La décolonisation de l'Afrique. Afrique australe et Corne de l'Afrique*
6. *Ethnonymes et toponymes africains*
7. *Les relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique et le monde arabe de 1935 à nos jours*
8. *La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine*
9. *Le processus d'éducation et l'historiographie en Afrique*
10. *L'Afrique et la seconde guerre mondiale*

L'Afrique et la seconde guerre mondiale

Documents de travail et rapport final
du colloque organisé par l'Unesco
à Benghazi (Jamahiriya arabe libyenne)
du 10 au 13 novembre 1980

Unesco

Publié en 1985
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75700 Paris

Imprimerie des Presses Universitaires de France
Vendôme, France.

ISBN 92-3-202324-5
Édition anglaise 92-3-102324-1

© Unesco 1985

Préface

En 1964, la Conférence générale de l'Unesco, dans le cadre des efforts déployés par l'Organisation pour favoriser la compréhension mutuelle des peuples et des nations, a autorisé le Directeur général à prendre les mesures nécessaires en vue de l'élaboration et de la publication d'une *Histoire générale de l'Afrique*.

Des colloques et des rencontres scientifiques, consacrés à des sujets connexes, ont été organisés au titre des travaux préparatoires. Les communications présentées et les échanges de vues qui ont eu lieu sur toute une série de sujets lors de ces réunions constituent les éléments d'une documentation scientifique de grande valeur à laquelle l'Unesco se propose d'assurer la plus large diffusion possible en la publiant dans le cadre d'une collection intitulée « Histoire générale de l'Afrique — études et documents ».

Le présent ouvrage, qui constitue le dixième volume de cette collection, contient les communications présentées lors du colloque sur « L'Afrique et la seconde guerre mondiale », qui s'est tenu à Benghazi (Jamahiriya arabe libyenne) du 10 au 13 novembre 1980. On y trouvera également le compte rendu des débats auxquels elles ont donné lieu.

Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans cet ouvrage ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'Unesco et n'engagent pas l'Organisation.

Les appellations employées dans cette publication et les données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Unesco aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Table des matières

Introduction	9
L'Afrique et l'héritage de la seconde guerre mondiale sur le plan politique, économique et culturel, <i>par Ali al-Mazrui</i>	13
L'Afrique du Nord et la seconde guerre mondiale, <i>par Idris S. el-Hareir</i>	29
L'évolution de l'Afrique du Nord pendant la seconde guerre mondiale, <i>par Charles-Robert Ageron</i>	41
L'Afrique noire et l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, <i>par Alexandre Kum'a Ndumbe III</i>	55
La Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale dans la décennie du conflit mondial (1935-1945), <i>par Negussay Ayele</i>	81
La Corne de l'Afrique dans une décennie de conflits mondiaux (1935-1945), <i>par A. Eshete</i>	97
L'Afrique australe et la seconde guerre mondiale, <i>par Basil Davidson</i>	115
Le seconde guerre mondiale dans le volume VIII de l' <i>Histoire générale de l'Afrique</i> , <i>par Jan J. Milewski</i>	133
Rapport du colloque sur l'Afrique et la seconde guerre mondiale	143
Annexe — Note d'orientation	161

Introduction

L'Unesco a entrepris la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique* dont les premiers volumes publiés ont déjà commencé à faire changer les démarches méthodologiques appliquées depuis longtemps à l'étude de l'histoire du continent africain. Par sa nature même comme par son envergure et son caractère scientifique, cet ouvrage aidera sans nul doute les peuples africains à progresser dans la recherche de la définition et de l'affirmation de leur identité culturelle. Décrivant de l'intérieur la vision africaine du monde, il mettra en évidence l'originalité des valeurs et des cultures des peuples de l'ensemble du continent.

Le projet a été lancé en 1965. Le travail des cinq premières années, consacré à l'établissement d'un inventaire critique des sources documentaires, a abouti à la création de la collection intitulée « Guide des sources de l'histoire de l'Afrique », qui comprend les volumes suivants :

1. *République fédérale d'Allemagne* (publié en 1970).
2. *Espagne* (1971).
3. *France I. Sources conservées dans les archives* (1971).
4. *France II. Sources conservées dans les bibliothèques* (1976).
5. *Italie I* (1973).
6. *Italie II* (1974).
7. *Saint-Siège* (1983).
8. *Scandinavie : sources existant au Danemark, en Norvège et en Suède* (1971).
9. *Pays-Bas* (1978).
10. *États-Unis d'Amérique* (1977).
11. *Grande-Bretagne et Irlande* (1971).

Les volumes suivants sont en cours de préparation : *Portugal, Inde*.

Les huit premiers volumes ont été publiés par Inter Documentation Company AG, de Zug (Suisse), le volume IX par KG Saur Verlag KG, de Munich, et le volume X par l'African Studies Association de Waltham (Massachusetts).

Les travaux sont dirigés par un comité scientifique international composé de trente-neuf membres représentant toutes les grandes aires géoculturelles. Celui-ci a décidé de diviser l'*Histoire générale de l'Afrique* en huit volumes de trente chapitres chacun, allant de l'époque préhistorique à nos

jours. L'ouvrage peut être considéré notamment comme un exposé des connaissances actuelles et des grands courants de la recherche. De plus, il met en relief les divergences de doctrines et d'opinions qui peuvent exister. Chaque volume traite d'une période particulière et décrit l'évolution des idées et des civilisations, des sociétés et des institutions qui s'est produite pendant cette période.

Tout en visant la plus haute tenue scientifique, l'*Histoire générale de l'Afrique* ne prétend pas à l'exhaustivité, mais veut plutôt être une œuvre de synthèse dénuée de tout dogmatisme. Elle applique à l'histoire de l'Afrique les méthodes et les techniques de toute une série de disciplines : linguistique, anthropologie, archéologie, étude des traditions orales, histoire des religions, art, musicologie, sociologie, droit, sciences exactes et naturelles.

Trois volumes : le volume I (*Méthodologie et préhistoire africaine*), le volume II (*Afrique ancienne*) et le volume IV (*L'Afrique du XII^e au XVI^e siècle*), ont été publiés en 1980 (version française), 1981 (version anglaise) et 1984 (version anglaise). La version arabe du volume I a été publiée en 1983 et du volume II en 1985 ; les textes arabes des volumes IV et VII sont en cours de préparation. Les autres volumes paraîtront selon le calendrier suivant :

Volume III : *L'Afrique du VII^e au XI^e siècle* (1985-1986).

Volume V : *L'Afrique du XVI^e au XVIII^e siècle* (1985-1986).

Volume VI : *Le XIX^e siècle jusque vers les années 1880* (1985-1986).

Volume VII : *L'Afrique sous domination coloniale* (1985).

Volume VIII : *L'Afrique depuis 1935* (1986-1987).

Les volumes sont numérotés dans l'ordre chronologique, mais ils seront publiés à mesure que leur rédaction aura été achevée.

Dans un premier temps, l'ouvrage sera publié intégralement en anglais, en français et en arabe. Les volumes I et II ont déjà été publiés en espagnol et en portugais ; la traduction des volumes IV et VII est en cours. La traduction de l'ouvrage en italien va commencer ; des versions dans d'autres langues, européennes ou asiatiques, sont aussi prévues, l'un des objectifs primordiaux du projet d'histoire générale de l'Afrique étant de faire connaître les cultures et les civilisations des peuples africains à un public aussi large que possible. Cet objectif s'inscrit dans la mission de l'Unesco qui est d'encourager et de renforcer la communication entre les peuples du monde en favorisant une meilleure compréhension mutuelle des cultures.

Des versions abrégées de l'*Histoire générale de l'Afrique* sont actuellement préparées en vue de leur publication en swahili, en hausa et dans d'autres langues africaines. Sont également prévues une édition en bandes dessinées, tirée des versions abrégées, et différentes versions en langues africaines enregistrées sur cassettes.

Des colloques et des rencontres scientifiques ont été organisés pour

mettre le maximum de matériaux à la disposition des auteurs et pour faire le point des recherches les plus récentes sur les questions traitées dans chaque volume. Les documents rédigés pour ces réunions sont publiés dans la collection intitulée « Histoire générale de l'Afrique — études et documents ». Les volumes suivants ont déjà paru :

1. *Le peuplement de l'Égypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique.*
2. *La traite négrière du XV^e au XIX^e siècle.*
3. *Relations historiques à travers l'océan Indien.*
4. *L'historiographie de l'Afrique australe.*
5. *La décolonisation de l'Afrique : Afrique australe et Corne de l'Afrique.*
6. *Ethnonymes et toponymes africains.*
7. *Relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique noire et le monde arabe de 1935 à nos jours.*
8. *La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine.*

Le volume IX, intitulé *Le processus d'éducation et l'historiographie en Afrique*, paraîtra prochainement.

Le présent volume, dixième de la collection, contient les communications présentées au colloque sur « L'Afrique et la seconde guerre mondiale », tenu à Benghazi (Libye) du 10 au 13 novembre 1980, ainsi que le rapport final du colloque. Cette réunion a été organisée par l'Unesco dans le cadre de la préparation du volume VIII de *l'Histoire générale de l'Afrique (L'Afrique depuis 1935)*.

Les communications portent sur les sujets suivants : l'Afrique et l'héritage de la seconde guerre mondiale sur le plan politique, économique et culturel; l'impact de la guerre sur l'Afrique du Nord; l'attitude et la politique de l'Allemagne à l'égard de l'Afrique noire pendant la guerre; le rôle de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique orientale; l'Union sud-africaine et la seconde guerre mondiale.

L'Afrique et l'héritage de la seconde guerre mondiale sur le plan politique, économique et culturel

Ali al-Mazrui

La seconde guerre mondiale a marqué un tournant important dans l'histoire de l'Afrique, et chacun s'accorde à penser qu'elle a contribué à la libération *politique* du continent.

Mais qu'en est-il sur le plan *économique*? La guerre a-t-elle resserré les liens de dépendance ou a-t-elle contribué à leur relâchement? A-t-elle jeté les bases de l'indépendance économique ou a-t-elle ouvert la voie au renforcement du contrôle capitaliste extérieur sur les économies africaines?

Quelles ont été les répercussions *culturelles* de la guerre? Dans quelle mesure l'héritage de la seconde guerre mondiale a-t-il influencé les relations culturelles ultérieures de l'Afrique avec le monde occidental?

Il ne faut pas oublier enfin les incidences *militaires* de la guerre. Ce sujet peut être abordé sous deux aspects au moins :

D'une part, la conduite militaire proprement dite de la guerre, le rôle de l'Afrique dans le déroulement opérationnel et stratégique du combat. (Ce premier aspect de la guerre est traité de façon plus complète dans d'autres documents.)

D'autre part, l'interrogation suivante : la seconde guerre mondiale a-t-elle influé sur l'histoire militaire ultérieure de l'Afrique, au-delà de la guerre elle-même? Dans quelle mesure la création d'unités de combat africaines au sein des armées impériales entre 1939 et 1945 a-t-elle été à l'origine des relations entre civils et militaires après l'accession à l'indépendance? On ne saurait traiter à fond des questions aussi complexes dans cette brève étude, mais nous pouvons du moins en examiner quelques aspects.

La seconde guerre mondiale et la libération politique

La guerre a facilité la libération politique de l'Afrique, notamment en ébranlant les forces qui permettaient à l'Europe de maintenir ses empires. Le Royaume-Uni en est sorti épuisé et appauvri, et la France avait été humiliée par l'Allemagne.

L'épuisement et l'appauvrissement de l'Europe occidentale, après cette guerre fratricide, ont eu en outre pour effet de détruire le mythe de l'invincibilité européenne aux yeux des peuples colonisés. Quelqu'un s'est aperçu soudain à Bombay que la technologie moderne dont se parait l'empereur était un leurre — le rajah britannique était nu ! Et lorsque les Indiens commencèrent à montrer du doigt et à exposer la nudité de leur empereur, d'autres peuples assujettis du monde en firent autant. C'est ainsi que le précédent créé par l'Inde en rejetant l'autorité britannique a stimulé de nombreux nationalistes africains.

A un niveau inférieur, celui des individus, la guerre a également fait perdre au Blanc de sa prestance aux yeux des Africains. Dans la situation coloniale qui régnait jusqu'alors, un double processus d'humanisation était impérieusement nécessaire. Les Africains colonisés, mi-diables mi-singes pour leurs maîtres, n'étaient pas reconnus comme des hommes à part entière ; ils n'étaient en tout cas pas considérés comme pleinement adultes puisqu'on les assimilait souvent aux enfants. Lorsque j'étais petit, à Mombasa, dans les années 1940, la censure cinématographique décréait certains films « interdits aux Africains et aux moins de seize ans ». Or, comme la population de Mombasa était en partie métissée et que beaucoup d'Arabes ressemblaient à des Africains, il y avait deux espèces de contrôle à la porte du cinéma Regal : l'Africain désireux de voir le film interdit pouvait essayer de convaincre l'employé préposé à la vente des billets qu'il était en réalité arabe ; l'adolescent de quinze ans devait le convaincre qu'il en avait seize. Cette assimilation des Africains aux enfants devint moins fréquente à la suite de la guerre et du rôle des soldats africains, qui se comportèrent au combat en adultes courageux et déterminés.

Par ailleurs, les Européens avaient été dépeints comme des « super-adultes », quasiment des surhommes. La guerre ramena les Blancs à leurs véritables dimensions humaines aux yeux des Africains qui combattirent à leurs côtés dans la Corne d'Afrique, en Afrique du Nord, en Malaisie et ailleurs. Le simple fait de constater qu'un Blanc tremblait de peur sous le tir de l'ennemi fut une révélation pour beaucoup d'Africains, qui n'avaient jusqu'alors vu les Blancs qu'occupant avec arrogance des postes de commandement en tant que membres de l'élite coloniale.

Ainsi s'est opéré un double processus d'humanisation, l'Africain cessant d'être ravalé au rang de démon, de singe ou d'enfant, le Blanc d'être promu au rôle de surhomme, d'ange, voire de dieu.

La guerre a eu pour troisième effet d'élargir l'horizon social et politique non seulement des anciens soldats qui avaient servi pendant la guerre, mais aussi de nombreux Africains restés à l'arrière. L'idée d'écouter la radio pour avoir des nouvelles d'*outré-mer* concernant les combats fit son chemin pendant la guerre. Dans les communes, tous les Africains, dans leurs conver-

sations, se répartissaient entre pro-britanniques et pro-allemands. Mon père, pour ses péchés, était pro-britannique, et je me rappelle les discussions interminables et détendues qu'il avait avec ses amis sur la signification des dernières nouvelles concernant la guerre, et pour savoir si c'étaient de bonnes ou de mauvaises nouvelles pour les partisans des Anglais, d'un côté, et ceux des Allemands, de l'autre. J'étais un enfant alors et ce genre de palabres m'amusait beaucoup. Il était évident que les grandes personnes considéraient les forces en présence en Europe un peu comme des équipes de football en plus grand, et les Africains pariaient sur les deux puissances européennes qui s'affrontaient. Il ne faut pas oublier que l'Afrique orientale avait connu à la fois la domination allemande au Tanganyika, au Rwanda, au Burundi et la domination britannique en Ouganda et au Kenya. Les deux puissances, coloniale et ex-coloniale, en guerre l'une contre l'autre, étaient, d'un côté, des maîtres menaçants et, de l'autre, de futilités équipes de football s'affrontant en une rivalité meurtrière.

Mais cette tendance même qu'avaient mon père et ses amis à discuter de l'évolution de la guerre comme s'il s'agissait d'un match de football augmentait leur intérêt pour les affaires mondiales, et leur donnait une vision plus large des possibilités humaines. Pour des millions d'Africains répartis sur tout le continent, la seconde guerre mondiale fut l'occasion d'une vaste ouverture au monde. Lorsqu'elle prit fin, nombre d'entre eux étaient prêts à lutter pour la liberté et l'indépendance.

La seconde guerre mondiale eut aussi un effet libérateur pour l'Afrique du fait qu'à l'issue de cette guerre la toute-puissance mondiale ne se trouvait plus en Europe occidentale, mais était divisée entre Washington et Moscou. Les deux superpuissances se prévalaient l'une et l'autre d'une tradition anti-impérialiste, dans un certain sens tout au moins, bien que toutes deux soient coupables d'autres formes d'impérialisme. Ce qui est certain, c'est que la montée de l'Union soviétique et la prééminence des États-Unis d'Amérique après la seconde guerre mondiale ont poussé les puissances européennes à faire des concessions aux nationalistes africains qui luttaient pour l'indépendance. Si elle a parfois retardé le processus de libération, la crainte qu'éprouvait l'Occident face à l'Union soviétique l'a finalement facilité en convainquant les Occidentaux qu'il valait mieux accorder l'indépendance à des Africains modérés, alors qu'il en était encore temps, que les acculer à des positions plus dures et les pousser ainsi dans les bras de l'Union soviétique.

La seconde guerre mondiale et la dépendance économique

Si la seconde guerre mondiale a eu politiquement un effet libérateur sur les Africains, comme nous venons de le voir, elle a aussi constitué une étape importante de l'entrée de l'Afrique dans le système capitaliste mondial. En partie pour répondre aux besoins de la guerre, l'agriculture africaine a été modifiée de façon à produire d'urgence les denrées et produits alimentaires nécessaires à l'Europe combattante. Certaines régions d'Afrique connurent plus tard une grave crise lorsque la demande en denrées d'origine africaine régressa, mais l'agriculture africaine était d'ores et déjà entrée, du point de vue de sa structure, dans une nouvelle phase, celle de l'exportation, qui allait durer.

Certains des projets lancés après la guerre par les puissances coloniales pour stimuler le développement de l'Afrique échouèrent en fait totalement. L'un des échecs les plus spectaculaires fut le grandiose projet qui prévoyait la culture en grand de l'arachide au Tanganyika, et qui était censé établir des relations satisfaisantes d'interdépendance entre l'Afrique et l'Europe. Le projet devait en principe contribuer à l'approvisionnement de l'Europe en huiles comestibles tout en favorisant le développement de l'Afrique. En réalité, il fut mal conçu, mal localisé et appliqué de façon désastreuse par les autorités britanniques en Afrique orientale.

Le principe du développement de l'agriculture africaine, orientée vers la satisfaction des besoins de l'Europe, était néanmoins acquis, pour l'essentiel, et la guerre y avait été pour beaucoup.

La guerre a en outre préparé le terrain à une dépendance économique accrue par la façon dont elle a contribué à modifier la politique coloniale, en substituant à une morale fondée sur le maintien de l'ordre public en Afrique (*pax britannica*) une nouvelle morale destinée à stimuler le développement des colonies et à améliorer la condition des peuples colonisés. C'est dans cette nouvelle perspective impériale que le Royaume-Uni créa le Colonial Development and Welfare Fund. Il ne suffisait pas d'arrêter les luttes entre Africains. Il ne suffisait pas de mettre fin aux razzias de bétail entre les différentes communautés et groupes ethniques. Il ne suffisait pas de faire un exemple des agitateurs politiques pour maintenir le mystique de la *pax britannica*. Il ne suffisait pas d'invoquer le respect de l'ordre public. La puissance impériale était une sorte de charge, de mandat impliquant l'obligation de servir les peuples soumis.

Cette vision était évidemment bien antérieure à la seconde guerre mondiale. Elle est même explicite dans le célèbre poème de Rudyard Kipling « Le fardeau du Blanc », publié pour la première fois dans le *Times* le 4 février 1899.

*O Blanc, reprends ton lourd fardeau :
Mande au loin ta plus forte race,
Mets en exil tes fils, plutôt,
Pour servir ton captif fugace,
Afin qu'en lourd harnois il serve
La gent sauvage, au cœur mouvant,
Fraîche conquise, sombre et serve,
Mi-diable et mi-enfant.*

.....

*O Blanc, reprends ton lourd fardeau :
La paix avec sa lutte ogresse,
Repais la famine et, bientôt,
Ordonne au mal rongeur qu'il cesse ;*

.....

*O Blanc, reprends ton lourd fardeau :
Non pas quelque règle royale,
Mais le travail de serf, bedeau,
La tâche commune et banale.
Les ports où nul ne te convie,
La route où tu n'auras nuls bords,
Va, construis-les avec ta vie,
Marque-les de tes morts!*

Ce poème reflète fort bien cette notion de devoir. Mais, dans l'ensemble, il fallut attendre la seconde guerre mondiale pour que le développement en tant qu'impératif essentiel de la politique coloniale devînt une réalité. De nouveaux projets de développement rural furent mis en œuvre de façon plus systématique, de nouvelles tendances apparurent bientôt en matière de politique éducative. Les principales universités d'Afrique noire furent presque toutes créées après la seconde guerre mondiale, et beaucoup le furent très peu de temps après la fin du conflit, pour répondre à cette nouvelle exigence de la politique coloniale que constituait le développement.

Mais ces poussées de développement ne firent qu'accélérer l'entrée de l'Afrique dans le système capitaliste occidental. A sa façon, le Colonial Development and Welfare Fund contribua à la fois à aggraver l'état de dépendance économique de l'Afrique à l'égard de l'Occident et à accentuer son alignement culturel sur ce dernier.

Les cinq distorsions du développement africain

La volonté de privilégier les exportations fut, nous venons de le voir, l'une des grandes orientations qui infléchirent le développement. La priorité fut donnée aux denrées commerciales destinées à l'exportation plutôt qu'aux produits alimentaires destinés aux Africains. Un quart ou un tiers de la surface totale cultivée dans certaines des colonies les plus fertiles fut consacré à la production de denrées d'exportation telles que le cacao au Ghana, le café en Ouganda, l'arachide au Sénégal et en Gambie, le pyrèthre au Tanganyika et le thé au Kenya.

Une autre distorsion du processus de développement fut son orientation urbaine. Le changement économique du pays subordonna très souvent les besoins des campagnes à ceux des villes. Il en résulta une migration importante des zones rurales vers les centres urbains. La crise du logement continua à frapper l'ensemble des paysans. Les jeunes luttèrent quelque temps, puis ils posèrent leurs outils et prirent le chemin hasardeux de la ville.

Une troisième distorsion intervint, à l'intérieur de chaque pays, au niveau sous-régional, certaines régions étant beaucoup plus développées que d'autres, ce qui se traduisait par des tensions et des contraintes spécifiques. En Ouganda, par exemple, le niveau de développement supérieur du Buganda lui valut d'exercer une influence particulière, mais il suscita aussi la jalousie passionnée et la méfiance des autres régions du pays. Avec moins d'un cinquième de la population de l'Ouganda, le Buganda jouait un rôle prépondérant et démesuré dans la détermination du devenir politique et économique du pays tout entier. L'Ouganda est aujourd'hui aussi difficile à gouverner avec l'aide des Baganda que sans cette aide. Son instabilité chronique est due en partie aux confrontations ethniques et en partie au développement inégal des différentes régions et groupes du pays.

La quatrième distorsion que subit le développement africain intervint dans les régions du continent colonisées et, au moins pour un temps, gouvernées par des Blancs. En 1938, sur un total de 1 222 millions de livres investis en Afrique, 555 millions provenant de l'étranger le furent en Afrique du Sud. La Rhodésie bénéficia, pour sa part, d'un apport de 102 millions de livres. Les pays contrôlés par des colons blancs acquirent en outre, au sein de leur sous-région, une puissance économique considérable qui leur donna des moyens de pression sur leurs voisins. La Rhodésie exerça son influence économique sur la Zambie, le Malawi, le Botswana et le Mozambique.

Alors qu'il était encore un territoire colonial, le Kenya exerça une influence économique considérable sur ses voisins, le Tanganyika, l'Ouganda et Zanzibar. L'Afrique du Sud elle-même fait maintenant figure de géant dans le sous-continent sud-africain, ce qui lui donne la possibilité d'acheter ses amis ou de neutraliser ses ennemis.

La cinquième distorsion du développement africain nous ramène au capitalisme. En effet, il s'agit bel et bien, en l'occurrence, de l'orientation capitaliste de l'histoire économique récente de l'Afrique : incorporation aux structures internationales des flux d'échanges et de capitaux, croyance en l'efficacité des forces du marché, foi dans le profit en tant que motivation et dans l'entreprise privée, méfiance à l'égard de l'intervention de l'État dans l'économie, optimisme quant à la valeur des investissements étrangers pour le développement.

C'est en partie par leur nature même que ces cinq orientations, qui marquent l'histoire du changement économique du continent africain, ont condamné à un retard paradoxal ce continent, bien doté en richesses minières et en potentiel agricole et qui compte en même temps, d'après les calculs des Nations Unies, les pays les plus pauvres du monde.

Jusqu'aux années 1970, les termes de « pays pauvres » et de « pays sous-développés » étaient pratiquement interchangeables. Il est évident que des pays comme le Yémen démocratique et la Tanzanie étaient à la fois pauvres et sous-développés. Mais l'apparition du pouvoir pétrolier a modifié cette équation simple. Presque tous les pays du Tiers Monde sont encore techniquement sous-développés, mais aujourd'hui quelques-uns d'entre eux seulement sont pauvres. Le Yémen démocratique et la Tanzanie illustrent encore bien l'ancienne équation, car ils sont à la fois pauvres et sous-développés, mais il est difficile, à l'époque actuelle, de considérer l'Arabie saoudite comme un pays pauvre. C'est au contraire l'un des pays du monde les mieux pourvus en richesses pétrolières et en réserves de dollars, ce qui ne l'empêche pas d'être l'un des moins développés.

Ce qui est vrai pour l'Arabie saoudite l'est en gros pour tout le continent africain. En termes de ressources, l'Afrique est l'une des régions les mieux pourvues du monde, mais elle reste le moins développé des continents habités. C'est la *pathologie du retard technique*.

Il s'ensuit paradoxalement que, par tête d'habitant dans chaque groupe, les habitants les plus riches d'Afrique sont les non-Africains. Les plus pauvres sont les Africains indigènes. C'est une des raisons pour lesquelles les niveaux de vie les plus élevés se rencontrent parmi les Blancs d'Afrique du Sud.

Naturellement, il y a aussi sur le continent des Noirs qui sont riches, mais, là encore, on constate qu'il y a plus de Blancs millionnaires par rapport à la population blanche d'Afrique qu'il n'y a de Noirs millionnaires par rapport au nombre de Noirs. C'est la *pathologie de la mauvaise répartition*.

Troisième paradoxe, lié aux deux premiers : si le continent dans son ensemble est riche en ressources, il est tellement morcelé qu'il comporte la majorité des nations les plus pauvres du monde. Voilà un continent riche qui compte de nombreuses sociétés misérables. C'est la *pathologie de l'économie fragmentée*.

Examinons ces paradoxes plus en détail.

Les estimations des ressources africaines sont dans l'ensemble approximatives. La prospection des ressources du sous-sol reste insuffisante, mais on peut dès maintenant affirmer que l'Afrique possède 90 % des diamants du monde non communiste, 60 % de son or, 42 % de son cobalt, 34 % de sa bauxite et 28 % de son uranium.

Les réserves en fer de l'Afrique représentent probablement le double de celles des États-Unis d'Amérique, et ses réserves en chrome sont de loin les plus importantes en dehors de celles de l'Union soviétique.

Dans les années 1970, les États-Unis d'Amérique ont importé 88 % de leur manganèse, dont près de la moitié venait d'Afrique.

L'intérêt que porte l'Occident au pétrole africain s'est lui aussi sensiblement accru, proportionnellement aux incertitudes politiques concernant ses fournisseurs du Moyen-Orient. Si le Nigéria s'était associé à l'embargo pétrolier décrété en 1973 par les Arabes à l'encontre des États-Unis d'Amérique, les conséquences pour l'Amérique auraient été graves. En 1974, année qui suivit l'embargo, le déficit de la balance des paiements des États-Unis d'Amérique avec le Nigéria s'élevait déjà à trois milliards de dollars. Il atteignait cinq milliards de dollars deux ans plus tard. A l'heure actuelle, l'état de dépendance de l'Amérique à l'égard du pétrole nigérian reste critique.

Il y a aussi le potentiel agricole de l'Afrique. La République démocratique du Soudan, le plus grand pays d'Afrique par la superficie, pourrait fort bien devenir d'ici la fin du siècle un des principaux fournisseurs de céréales de certaines régions de l'Afrique et du Moyen-Orient. Une amélioration de l'irrigation permettrait de mieux exploiter la fertilité impressionnante de cette partie du continent.

N'oublions pas les ressources en eau de l'Afrique, qui compte quelques-uns des plus grands fleuves du monde. Son potentiel en matière de construction de barrages et de production d'énergie hydroélectrique commence tout juste à être exploité.

L'exploitation de l'énergie solaire pour l'usage domestique et public n'en est qu'à ses débuts, mais il ne faut pas oublier que l'Afrique est le continent qui bénéficie de la plus grande exposition solaire. Elle est traversée en son milieu par l'équateur, et c'est le seul continent qui soit coupé à la fois par le tropique du Cancer et par le tropique du Capricorne. Le captage de l'énergie solaire en Afrique pourrait représenter une nouvelle et importante source de puissance et d'énergie lorsque la technique aura été perfectionnée.

Quant aux ressources africaines en uranium, il se peut qu'elles soient nettement supérieures aux estimations actuelles. Le Niger, ancienne colonie française, est devenu depuis peu un État producteur d'uranium.

Or l'Afrique, ainsi dotée de ressources minières, agricoles et autres, comporte aussi, fait déconcertant, plusieurs pays parmi les moins développés du monde. L'immense majorité des pays considérés par les Nations Unies comme

« les plus pauvres » du monde se trouve en Afrique : du Burkina Faso (ex-Haute-Volta) au Rwanda et au Burundi, et de la Somalie à la Tanzanie.

Le continent lui-même semble bien pourvu en ressources, mais une partie disproportionnée de sa population est sous-alimentée et défavorisée. La conjonction d'un continent bien pourvu et d'une population pauvre dénote un sous-développement anormal.

L'explication de ce phénomène réside en grande partie dans la nature de l'interaction économique de l'Afrique et du monde occidental à travers le temps. Et une étape importante de cette interaction a été la seconde guerre mondiale, avec ses conséquences.

La seconde guerre mondiale et l'emprise culturelle

Quelles ont été les répercussions *culturelles* de la guerre? L'Europe ravagée par la guerre ne pouvait éternellement gouverner l'Afrique, et la politique impériale se devait d'adopter un nouveau programme; c'est alors qu'elle prit pour nouveau mot d'ordre « le développement et l'amélioration de la condition des colonies ». Il ne suffisait plus de maintenir l'ordre public dans les colonies et de laisser l'ordre social poursuivre sa lente évolution naturelle, un nouveau sentiment d'urgence en matière de développement commençait à gagner les responsables du Ministère des colonies à Londres.

C'est en partie pour répondre à ce caractère d'urgence que l'on envisagea d'accélérer l'enseignement supérieur dans les colonies. En 1945, le rapport Asquith était soumis au gouvernement britannique. C'était un véritable plan directeur de l'enseignement supérieur dans les colonies. L'un de ses grands principes était qu'il fallait aux colonies des dirigeants indigènes rompus aux techniques occidentales et aux conceptions « modernes ». La voie était ainsi ouverte à de nouvelles formes de pénétration culturelle dans les colonies.

Il convient néanmoins de souligner que les motifs étaient le plus souvent fort louables. L'Afrique était effectivement en retard dans certains domaines essentiels de la technologie « moderne ». Malheureusement, les universités qui furent créées n'étaient pas vraiment conçues pour l'aider à combler le fossé technique qui existait entre elle et les pays plus avancés. Au contraire, ces nouvelles universités manifestèrent le même dédain pour les questions pratiques que celui qui caractérisait depuis des siècles le monde académique occidental; mais, alors que l'Occident avait, à la longue, élaboré des défenses contre cette arrogance académique en se dotant d'autres moyens de développer la technologie et les sciences appliquées, les colonies importèrent l'arrogance académique sans les correctifs appropriés.

La contradiction ne fut pas toujours reconnue par le Royaume-Uni et

les nouveaux porte-parole des aspirations africaines dans les colonies. Le but déclaré et maintes fois réaffirmé de la politique coloniale britannique était d'offrir aux Africains l'enseignement le mieux adapté aux conditions et aux besoins de l'Afrique. Des éducateurs comme Carey Francis en Afrique orientale se montrèrent extrêmement soucieux de ne pas désafricaniser la jeunesse africaine par l'enseignement occidental; mais les enseignants sur le terrain ne surent pas suffisamment innover : ils se bornèrent en fin de compte, probablement faute de pouvoir mieux faire, à copier ce qui se faisait en Europe. Au nombre des rares tentatives d'innovation qui eurent lieu, il convient de signaler les expériences originales faites par l'évêque de Masasi, dans le sud du Tanganyika.

Dans certains cas, la nouvelle politique des « universités pour les colonies », adoptée après la guerre, annula partiellement l'effort accompli auparavant pour développer la formation professionnelle et pratique. Avant de devenir une université, Makerere, en Ouganda, était moins réputée pour son enseignement de culture générale que pour sa formation professionnelle en médecine, en agriculture, en sciences vétérinaires et en éducation. Si Makerere, devenue université, a continué d'accorder une place importante à ces disciplines (les sciences vétérinaires furent ultérieurement transférées à l'Université de Nairobi), la proportion d'étudiants qui s'y consacrent a considérablement diminué. L'attrait exercé par les lettres et les sciences humaines a privé notamment la faculté d'éducation d'une grande partie des étudiants les plus brillants, et cela, pour de nombreuses années. À l'époque où Makerere n'était pas encore une université, cette faculté, assurant une formation professionnelle, comptait une proportion nettement plus élevée d'étudiants très doués que par la suite. Le plus illustre de cette première promotion de maîtres qualifiés issus de Makerere fut le *mwalimu* Julius Nyerere, qui devait devenir quelques années plus tard le président philosophe de la Tanzanie.

Tout cela signifie que le nouveau « colonialisme à vocation sociale », qui suivit la seconde guerre mondiale, a donné un nouvel élan aux sciences humaines et aux lettres, parfois aux dépens des progrès réalisés précédemment dans des domaines d'enseignement plus pratiques.

A cet égard, il y a lieu de rappeler les différences importantes existant entre l'occidentalisation de l'Afrique et la modernisation du Japon après la restauration Meiji en 1868. Pour opérer cette modernisation, de type original, les Japonais eux-mêmes se sont montrés extrêmement sélectifs, le but recherché étant de protéger le Japon contre l'Occident, et non de céder purement et simplement à l'attrait de sa culture. L'accent fut donc mis au Japon sur la technique et la technologie de l'Occident plutôt que sur sa culture littéraire et verbale. La devise japonaise de l'époque : « La technique occidentale, l'esprit japonais », traduisait cette ambition d'emprunter à l'Ouest sa technique tout en protégeant délibérément une part importante de la culture japonaise.

Dans un sens, l'occidentalisation technologique du Japon fut conçue de façon à limiter les risques d'autres formes de dépendance culturelle.

L'occidentalisation de l'Afrique a été très différente. Loin de donner une place prépondérante à la technologie productive de l'Occident et de refouler les modes de vie et la culture verbale occidentale, l'Afrique a inversé l'ordre de valeurs établi par les Japonais. Cette inversion est due en partie au rôle joué par l'université africaine.

Pour mieux comprendre ce rôle, examinons-le par rapport à l'une des fonctions de la culture.

Des modèles marqués par la dépendance culturelle

La culture a, entre autres fonctions essentielles, celle de faire découvrir et connaître l'univers, d'offrir un modèle de société et d'apporter une vision globale du monde. Les travaux de Kuhn sur la structure des révolutions scientifiques ont jeté une lumière nouvelle sur la façon dont un concept scientifique vient se substituer à un autre concept et dont de nouveaux systèmes d'explication des phénomènes en arrivent à dominer la pensée scientifique.

Mais qu'en est-il des changements de concepts culturels? Comment sont-ils liés à l'évolution des conceptions scientifiques?

La religion est souvent un modèle culturel en soi. Copernic et Galilée, en contribuant à transformer la pensée scientifique sur les mouvements planétaires, contribuèrent aussi, le moment venu, à modifier le concept chrétien de l'univers. Charles Darwin, en contribuant à déclencher une révolution dans les sciences biologiques, a également engagé le processus de transformation du concept chrétien de « création ». En l'occurrence, le bouleversement scientifique a entraîné un bouleversement religieux. Il est aussi arrivé que des révolutions religieuses entraînent des changements scientifiques. La montée de l'islam a donné pendant un certain temps aux Arabes la prépondérance scientifique dans l'hémisphère nord. Le puritanisme et le non-conformisme qui régnaient en Grande-Bretagne au XVIII^e siècle ont servi de toile de fond à la révolution scientifique et industrielle du pays.

Toutefois, ces changements de direction ne sont pas seulement dus à de grands esprits comme Copernic, Newton, Darwin et Einstein, à de vastes mouvements sociaux comme l'Islam et la révolution protestante, mais aussi à l'acculturation et à la diffusion de normes nouvelles.

C'est dans ce sens que le colonialisme a profondément modifié le modèle culturel d'une société africaine après l'autre. Les idées traditionnelles sur les causes de la pluie, la croissance des récoltes, la guérison des maladies et la conception des enfants ont dû être revues à la lumière de la nouvelle culture scientifique occidentale.

Si les universités africaines s'étaient quelque peu inspirées de l'exemple japonais et s'étaient attachées, au départ, à ce qui constitue indiscutablement le véritable domaine où l'Occident excelle et possède une marge d'avantage (la science et la technique), l'état de dépendance qui en aurait résulté pour l'Afrique aurait probablement été différent. Mais le problème initial venait précisément du modèle offert par l'université elle-même, le modèle académique, essentiellement réticent à l'égard de la solution directe des problèmes dans une société élargie. « Notre système d'éducation [au Royaume-Uni] facilite considérablement la définition des problèmes en termes d'objectifs étroitement scientifiques. Du fait des relations actuelles entre les universités (avec l'afflux à sens unique d' "experts" et de conseillers, l'afflux d'étudiants d'outre-mer, etc.), les pays moins développés tendent à adopter les mêmes normes et à nourrir les mêmes espérances [...]. Les techniques permettant de satisfaire les besoins essentiels et de promouvoir le développement rural ne soulèvent guère d'intérêt [...] les cours, les livres et les méthodes d'enseignement imitent beaucoup trop ceux qu'utilisent les pays industrialisés. Cette tendance s'étend de l'enseignement à la recherche. Les universités s'efforcent, en matière de diplômes et de promotion de leur personnel enseignant, d'atteindre aux normes internationales; en pratique, cela revient à prendre comme critère la littérature scientifique et technique internationale. Or, étant destiné à résoudre les problèmes locaux, le travail appliqué [...] peut rarement s'accompagner d'une publication dans les revues "respectables" : le succès ou l'échec dudit projet dans le pays sous-développé constitue un bien meilleur critère. »

L'unique modification fondamentale qui s'imposait pour les universités importées n'a pas eu lieu en fait, faute d'un changement dans la conception même de l'université et de ses objectifs.

En revanche, l' « absence de changement » dans la conception de l'université transplantée a entraîné de nombreuses modifications des attitudes, des valeurs et des perspectives que reflète sa production. Du fait même que l'université était si totalement étrangère au contexte africain et qu'elle avait été transplantée avec fort peu de concessions aux cultures africaines, son impact en tant que facteur d'aliénation culturelle s'est révélé exagérément important. Toute une génération d'universitaires africains a grandi dans le mépris de ses ancêtres, tendue vers l'imitation des autres. Ce n'était pas l'Africain traditionnel qui « singeait », mais l'Africain occidentalisé, fasciné par le miroir culturel de l'Occident. Un nombre disproportionné de ces « singes » culturels étaient et sont encore le produit des universités.

Les diplômés africains, qui sont devenus par la suite professeurs d'université, sont dans l'ensemble restés des imitateurs et des disciples intellectuels de l'Occident. Les *historiens* africains commencent à innover sur le plan méthodologique en recueillant les traditions orales, mais la plupart des autres disciplines demeurent asservies aux modèles établis.

C'est le cas des intellectuels africains qui ont découvert Karl Marx récemment. Le génie de Karl Marx a réellement entraîné un bouleversement international de l'analyse sociale, mais ses théories étaient essentiellement centrées sur l'Europe, et ce qu'il nous a légué représente le courant radical de l'héritage occidental. Les intellectuels africains qui ont remplacé un concept occidental libéral par un concept occidental radical ont peut-être eu l'impression d'accomplir une sorte de coup d'État spirituel, une relève intellectuelle; mais ils n'ont pas encore effectué une révolution intellectuelle de nature à imposer un nouveau modèle. Le fantôme de la dépendance intellectuelle continue de planer sur l'université africaine à tous les niveaux. Et l'héritage de la seconde guerre mondiale et le « colonialisme social » qui l'a suivi sont en partie à l'origine de cette emprise culturelle.

Conclusion

Nous avons examiné dans cet essai l'effet étrange et paradoxal de la seconde guerre mondiale sur l'évolution des diverses formes de dépendance en Afrique. Sur le plan politique, la guerre a affaibli le contrôle exercé par les puissances impériales et ouvert la voie à la désintégration des empires français et britannique; mais, sur le plan économique, elle a contribué à intégrer plus complètement les colonies au système capitaliste mondial au fur et à mesure que les économies périphériques étaient mises de façon plus systématique au service des besoins du pouvoir central pendant la guerre. Sur le plan culturel, la guerre a ouvert l'Afrique aux influences extérieures, ce qui a entraîné une nouvelle forme d'impérialisme avec l'implantation d'institutions d'enseignement supérieur dans les colonies. Sur le plan militaire, la guerre a consolidé le principe du recrutement de soldats africains et de la mise sur pied d'armées africaines dotées d'un armement moderne, avec toutes les conséquences que cela a eues dans les anciennes colonies, s'agissant de leur dépendance à l'égard des militaires aussi bien que des tensions entre ces derniers et les populations civiles.

Nous insistons particulièrement dans cette partie sur les incidences de la seconde guerre mondiale en termes de dépendance *culturelle*; mais cela implique quelques réflexions sur les autres effets de la guerre.

Sur le plan politique, l'emprise impériale se relâchait notamment en raison de l'affaiblissement des puissances impériales mêmes. La France avait été humiliée et partiellement occupée par les Allemands — ce qui ébranla l'ancien mythe de l'invincibilité impériale et de la grandeur française que la propagande avait répandu dans les colonies. Le Royaume-Uni s'épuisait et s'appauvissait à mesure que la guerre se prolongeait. L'Inde britannique était agitée, encore que loyale, tandis que les Japonais ravageaient la Birmanie et la péninsule

malaise. L'empire britannique en Asie ne devait pas survivre longtemps à la fin de la guerre, même en cas de victoire du Royaume-Uni.

Face à ces événements qui se produisaient dans les anciens empires, les nationalistes africains comme Awolowo, Nkrumah, Kenyatta et Azikiwe nourrissaient des espoirs et des aspirations accrues pour la libération de l'Afrique. Même les Africains qui n'avaient pas été à l'étranger virent leur horizon international s'élargir durant la guerre du fait même qu'ils cherchaient à suivre l'évolution des différentes batailles à la radio et dans les journaux « locaux ». Jamais auparavant un aussi grand nombre d'Africains n'appartenant pas à l'élite intellectuelle n'avaient fait un tel effort pour comprendre des conflits qui se déroulaient en des endroits aussi éloignés que Dunkerque et Rangoon, Pearl Harbor et même El-Alamein.

En outre, il y avait les Africains du contingent, qui faisaient l'expérience du combat à des milliers de kilomètres de leurs villages, qui acquéraient de nouveaux talents, ressentaient de nouvelles aspirations et voyaient les Blancs sous un jour nouveau, comme des ennemis dans l'autre camp et parfois comme des camarades partageant l'angoisse des tranchées; mais, en même temps que la guerre affaiblissait le contrôle politique des anciens empires, elle augmentait temporairement les besoins de l'Europe en produits africains. Le rationnement avait été instauré dans tous les empires et l'on s'efforçait de faire produire aux colonies ce qui était indispensable à l'Europe. De nouvelles denrées alimentaires furent cultivées pour nourrir des bouches européennes, de nouvelles matières premières furent exploitées à la périphérie pour le marché des industries européennes. La vague de prospérité que connurent les colonies pendant la guerre devait être suivie d'une nouvelle dépression économique. La dialectique entre ce type d'essor et la dépression en Afrique était en soi symptomatique du nouveau niveau d'intégration économique de l'Afrique dans le système capitaliste international. Cette même guerre qui affaiblissait la puissance politique du Royaume-Uni et de la France dans leurs colonies accentuait en même temps l'état de dépendance économique de l'Afrique à l'égard du monde occidental dans son ensemble.

Quant aux incidences culturelles de la guerre sur l'Afrique, elles sont en partie liées aux autres processus que nous venons de mentionner. Les nouveaux complexes de culpabilité du monde occidental après sa lutte contre le nazisme et le fascisme aboutirent à une forme de colonialisme plus responsable, mais cette responsabilité conduisit, à son tour, à un renforcement du processus de transmission de l'éducation occidentale et de sa charge culturelle. Les nouvelles universités coloniales furent les principaux instruments de cette forme renouvelée de dépendance culturelle.

Nous avons essayé de démontrer ici que l'université africaine est un maillon de la chaîne de dépendance qui continue à lier l'Afrique au monde occidental. La sensibilité de l'Afrique, ses modèles de communication, ses structures de

stratification, ses règles d'interaction, ses normes d'évaluation, ses motivations et ses modèles de production et de consommation subissent tous les affres du changement en partie sous l'emprise perturbatrice de la culture occidentale.

Les universités africaines sont les principaux organes de transmission de la culture occidentale dans les sociétés africaines. Les grands prêtres de la civilisation occidentale sur le continent africain sont presque tous des produits de ces séminaires culturels qu'on appelle « universités ».

Dans l'ensemble, l'université africaine est écartelée entre son ambition de promouvoir une réelle évolution de l'Afrique et le rôle qu'elle continue à jouer dans le renforcement de la dépendance culturelle. Dans la mesure où il ne saurait y avoir de développement authentique sans *décolonisation culturelle*, une contradiction fondamentale subsiste dans les fonctions de l'université africaine. Elle peut apporter une formation adaptée à la modernisation et au développement du pays, mais elle n'a même pas commencé à apprendre — ni, encore moins, à apprendre aux autres — ce qui est peut-être le plus important : comment promouvoir le développement d'un État postcolonial sans consolider les structures de dépendance héritées de la seconde guerre mondiale et de son contexte impérial.

L'Afrique du Nord et la seconde guerre mondiale

Idris S. el-Hareir

Dans la présente étude, nous nous efforcerons de décrire et d'analyser les raisons pour lesquelles l'Afrique du Nord fut entraînée dans la seconde guerre mondiale, la lutte armée entre les Alliés et les forces de l'Axe pour le contrôle de la région, l'impact de ce conflit colonial sur l'Afrique du Nord.

Quand la seconde guerre mondiale éclata, tous les pays d'Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie et Maroc) se trouvaient sous la domination de puissances étrangères : l'Égypte était sous contrôle britannique depuis 1882, la Libye avait été envahie par l'Italie en 1911, tandis que la France occupait l'Algérie depuis 1830, la Tunisie depuis 1881 et le Maroc depuis 1912.

En déclarant la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, après que celle-ci eut envahi la Pologne le 1^{er} septembre¹, le Royaume-Uni et la France entraînèrent dans le conflit leurs colonies d'Afrique du Nord (et d'autres régions du monde). Les colonies d'Afrique du Nord fournirent non seulement des hommes et du matériel, mais encore des champs de bataille, contribuant ainsi à une guerre coloniale qui ne les concernait nullement.

Mussolini, qui s'était engagé à apporter un soutien moral et matériel à son allié et ami Hitler (aux termes du pacte d'Acier du 22 mai 1939)², fut incité à déclarer la guerre à la France et au Royaume-Uni le 10 juin 1940³, après les attaques de la Blitzkrieg et les premières victoires remportées par les Allemands sur la Pologne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique et la France. L'Afrique du Nord se trouva ainsi entraînée encore plus étroitement dans le conflit impérialiste européen, qui annonçait une nouvelle phase de l'histoire de la région.

Quand elle eut déclaré la guerre au Royaume-Uni, l'Italie déploya des forces militaires sur la frontière libyo-égyptienne afin de lancer une attaque contre les Britanniques en Égypte.

Mussolini voyait dans la seconde guerre mondiale la possibilité de remporter une victoire et un butin en Afrique et dans la région méditerranéenne; il espérait notamment annexer l'Égypte et le Soudan à la Libye et aux colonies italiennes d'Éthiopie et de Somalie. Il donna l'ordre au maréchal Graziani d'envahir l'Égypte le 13 septembre 1940⁴, à la tête d'une armée de 80 000 hommes (Italiens et recrues libyennes).

Mal équipées et très inférieures en nombre, les troupes du général Wavell furent contraintes par l'armée de Graziani à se replier sur Marsa Matrouh. Les Italiens progressèrent jusqu'à Sidi Barrani, qu'ils occupèrent le 16 septembre 1940. Mussolini était radieux, car il avait assumé personnellement l'entière responsabilité de cette offensive malgré l'opposition de ses généraux⁵.

Les Italiens firent halte à Sidi Barrani, et cette décision devait avoir pour eux des conséquences désastreuses. En effet, leurs ennemis britanniques mirent à profit ce temps précieux pour renforcer leurs effectifs et leurs positions avant de lancer un assaut. Le 8 décembre 1940, les Britanniques contre-attaquèrent, mettant les Italiens en déroute et leur infligeant une humiliante défaite⁶.

Nous n'essaierons pas ici d'analyser d'un point de vue militaire les opérations, les combats dispersés et compliqués qui ont eu lieu, nous nous bornerons à relater les faits pour expliquer les lourdes pertes en hommes et en ressources matérielles que l'Afrique du Nord adût subir dans une guerre européenne menée sur le sol africain, avec des armes européennes et contre un ennemi européen.

Après avoir attaqué les positions avancées de Graziani à Sidi Barrani, les Britanniques s'emparèrent de la ville et de toute la garnison, puis ils repoussèrent immédiatement les Italiens en Libye. La X^e armée italienne fut totalement détruite dans la bataille de Sidi Barrani⁷. Stupéfiés par cette défaite, les Italiens se retirèrent dans leurs places fortes d'El-Bardiyya et de Tobrouk, où ils attendirent la phase suivante de la marche ennemie.

Le général Wavell, profitant de ce premier succès, n'attendit pas avant d'anéantir l'armée de Graziani. Le 19 décembre 1940, il lança ses forces sur El-Bardiyya et investit la place. Après un bombardement intense par air, par mer et sur terre, la garnison de 45 000 hommes se rendit et, le 8 janvier 1941, les Britanniques poursuivirent leur route vers Tobrouk. La grande forteresse fut assiégée et, malgré de puissantes défenses et une garnison de 30 000 hommes, elle ne résista que deux semaines aux assauts des troupes britanniques⁸.

De Tobrouk, les forces britanniques se mirent en marche en deux grandes colonnes. L'une alla vers l'ouest, en direction de Derna, en suivant la route, tandis que l'autre rejoignait El-Makhili, puis Masus, en direction du sud-ouest, arrivant ainsi à 80 km environ à l'ouest de Benghazi. Le but de cette opération était de prendre de flanc les forces italiennes en retraite qui marchaient vers Tripoli. Les Britanniques réussirent à surprendre les Italiens à l'ouest de Benghazi et firent 10 000 prisonniers.

La seconde colonne britannique, progressant à travers la Montagne verte, atteignit Benghazi le 7 février 1941. En trois mois, les Britanniques avaient battu dix divisions italiennes et fait 113 000 prisonniers en armes. Ils infligèrent aussi de lourdes pertes à la marine et à l'aviation italiennes⁹. Ils avaient ainsi écarté toute menace sur le canal de Suez et la vallée du Nil, mettant fin au rêve

colonial de Mussolini, qui souhaitait dominer la Méditerranée et ressusciter l'ancien empire romain.

Mussolini avait refusé à plusieurs reprises l'aide militaire offerte par les Allemands, qui voulaient envoyer des escadrilles aériennes, ainsi que des chars d'assaut et des canons modernes, dont l'armée italienne avait besoin. Il craignait que les Allemands n'eussent des intérêts dans la Méditerranée, qu'il considérait comme un espace vital italien, faisant partie de la sphère d'influence italienne. Il déclara un jour au maréchal Badoglio : « Si les Allemands posaient le pied en Italie, nous ne pourrions plus nous en débarrasser¹⁰. »

Quand l'offensive italienne dirigée contre les forces britanniques en Égypte se fut terminée par une cuisante défaite (qui fit perdre aux Italiens le contrôle de la région orientale de la Libye), les Allemands durent porter secours à leurs alliés; les autorités allemandes furent alarmées par les nombreux rapports qui leur parvenaient de l'ambassade d'Allemagne à Rome; il fallait envoyer immédiatement des renforts militaires si l'on voulait éviter que la situation ne tourne au désastre pour l'Italie et sur le front méridional de l'Axe, étant donné les défaites essuyées en Égypte et en Grèce.

Le 3 février 1941, Hitler s'entretint avec le haut commandement des forces armées allemandes (OKH) et il fut décidé d'envoyer immédiatement des escadrilles de bombardiers en Sicile pour défendre l'Italie contre des attaques britanniques. L'OKH décida aussi d'envoyer des unités de combat allemandes en Afrique du Nord. Cette opération (en code : « Directive n° 22, Opération Tournesol ») fut placée sous le commandement du général Erwin Rommel¹¹. Les premières unités de la Légion africaine allemande (l'Afrika-korps) arrivèrent à Tripoli le 10 février 1941 en provenance de Palerme, en Sicile. Le 20 mars, Rommel eut une entrevue avec Hitler à Berlin et les deux hommes décidèrent de lancer une offensive contre les Britanniques dès que le débarquement des troupes allemandes à Tripoli serait terminé¹². Les Allemands réalisèrent leur plan dans le plus grand secret, et les Britanniques ne pouvaient estimer ni l'importance des forces ennemies ni la date et le lieu de l'attaque.

Le 31 mars 1941, Rommel attaqua les forces britanniques stationnées en Afrique du Nord, dans la région du golfe de la Grande Syrte, tandis que l'aviation allemande bombardait et minait la ville de Benghazi et les positions britanniques¹³. Les Britanniques, qui avaient transféré une partie de leurs unités de combat de Libye en Grèce, ne purent résister aux attaques allemandes; ils se replièrent vers l'est. Al-Aqāila et Agdabya furent prises par les forces de l'Axe. Rommel répéta la tactique de Wavell en sens inverse : une section de l'armée allemande attaqua Benghazi par surprise, tandis que l'autre traversait le désert en direction du sud-est en longeant la Montagne verte par le sud, pour atteindre El-Makhili, dont la garnison fut capturée¹⁴.

La rapidité des opérations lancées par les Allemands contre les positions britanniques sema la confusion dans les rangs ennemis. À Benghazi, les géné-

raux O'Connor et Neame, qui commandaient les troupes britanniques, firent évacuer les installations militaires, dont ils ordonnèrent la destruction. Les communications furent interrompues par les attaques aériennes allemandes contre les unités britanniques, et les deux généraux furent faits prisonniers¹⁵.

Les forces de l'Axe quittèrent précipitamment El-Makhili pour Tobrouk, où elles se heurtèrent à une farouche résistance des unités britanniques qui défendaient la ville. Rommel y laissa une force capable de maintenir le siège et se lança vers El-Bardiyya et Salloum, dont il s'empara. De là, il envoya une mission de reconnaissance vers l'est, à Sidi Barrani¹⁶. Les Britanniques ayant décidé de défendre Tobrouk, Rommel lança toute la puissance de l'aviation allemande contre cette place, qui subit un millier de raids très violents. De l'artillerie lourde fut amenée à proximité de la ville pour pilonner le périmètre externe, tandis que chars et véhicules blindés attaquaient la zone elle-même. Les attaques se succédèrent contre la garnison qui tenait la ville, mais les Britanniques résistaient. Rommel décida alors d'assiéger la place et de poursuivre sa route vers l'Égypte¹⁷. En treize jours, il avait récupéré ce qui était tombé aux mains des Britanniques.

Dans l'espoir d'arrêter la progression de Rommel et de mettre un terme au siège de Tobrouk, le général Wavell contre-attaqua : un violent combat, connu sous le nom d' « Opération Battleaxe », eut lieu les 16 et 17 juin 1941 autour de Sidi 'Umar, Kambūt, Musa'ad et le col d'Halfāya. Il se solda par un nouvel échec pour les forces britanniques¹⁸.

Le 5 juillet 1941, le général Wavell fut remplacé par le général Auchinleck, qui confia au général Cunningham le commandement des forces alliées dans la région du désert occidental. Ces forces furent réorganisées sous le nom de VIII^e armée¹⁹. Le commandement des forces alliées en Égypte saisit le moment où l'armée allemande subissait de sérieux revers sur le front russe, et décida de lancer, le 18 novembre 1941, une attaque contre les troupes de l'Axe en Libye. Rommel s'attendait à cet assaut et une série de violents combats de chars, connus sous le nom d' « Opération Crusader »²⁰, lui donnèrent la victoire.

Dans un nouvel assaut lancé contre les forces de l'Axe le 25 novembre 1941, les Alliés défirent les troupes de Rommel; le 10 décembre, ils mettaient fin au siège de Tobrouk. Profitant de cette victoire, ils repoussèrent les forces de l'Axe jusqu'à la ligne d'Ayn al-Ghazāla, où les troupes de Rommel subirent une nouvelle défaite. Rommel ordonna alors un repli complet sur la ligne d'Al-Aqaïla. Pour la deuxième fois, Benghazi tomba aux mains des Alliés, le 14 décembre 1941²¹.

Ayant reçu des renforts et du ravitaillement dans le courant du mois de janvier 1942, Rommel attaqua brusquement les forces alliées, qui opérèrent une retraite rapide vers l'est, jusqu'à la ligne d'Ayn al-Ghazāla; le 24 janvier 1942, la ville de Benghazi était à nouveau occupée par Rommel.

Les alliés s'arrêtèrent à Ayn al-Ghazāla pour y livrer bataille, mais ils

subirent une lourde défaite et Tobrouk, qui, jusqu'alors, avait tenu bon contre Rommel, dut cesser toute résistance et se rendit avec une garnison de 45 000 hommes le 21 juin 1942²². Churchill a dit, à propos de Tobrouk : « Je ne crois pas avoir reçu beaucoup de chocs plus brutaux durant la guerre²³. »

A la suite des victoires remportées à Ayn al-Ghazāla et à Tobrouk, Rommel progressa assez facilement jusqu'à Marsa Matrouh et El-Alamein, dont il s'empara le 30 juin 1942. Les forces de l'Axe n'étaient plus qu'à cent kilomètres d'Alexandrie, qui devait être l'objectif suivant.

Hitler et le haut commandement allemand ayant accordé la priorité au front russe, Rommel ne put obtenir le ravitaillement et les renforts qu'il avait demandés. Les quelques convois qui lui furent expédiés par l'Italie et la Méditerranée furent détruits par l'aviation alliée (basée à Malte). Rommel réitéra sa demande à plusieurs reprises, mais le haut commandement des forces allemandes atermoyait en raison de son engagement sur le front russe²⁴.

C'est en opérant à partir de la base de Malte que les bombardiers, les sous-marins et les bâtiments de guerre britanniques infligèrent de lourdes pertes aux navires allemands et italiens chargés d'approvisionner l'Afrique du Nord. Au mois d'août, ils coulèrent 35 % des vivres et des munitions destinés à Rommel, et 63 % au mois d'octobre. Le 9 novembre, le ministre des affaires étrangères d'Italie, Ciano, notait dans son journal : « Depuis le 19 septembre, nous avons cessé d'acheminer des convois vers la Libye, car nous payions très cher chaque tentative. La nuit dernière, nous avons fait une nouvelle tentative. Un convoi de sept navires a appareillé, escorté de deux croiseurs de dix mille tonnes et de dix torpilleurs. Tous nos navires, je dis bien tous, ont été coulés [...]. Les Britanniques sont rentrés dans leurs ports à Malte après nous avoir massacrés²⁵. »

Pendant des semaines, les Allemands bombardèrent la petite île de Malte, jour et nuit, de la mer et par air. Le passage des convois de ravitaillement fut ainsi rétabli et Rommel put progresser jusqu'à El-Alamein. Mais les activités reprurent bientôt à Malte, et l'île joua un grand rôle dans la défaite de Rommel à El-Alamein.

Le 15 août 1942, les Britanniques opérèrent de nouveaux changements dans leur commandement militaire au Proche-Orient. Le général Auchinleck fut rappelé et remplacé par le général Alexander, qui prit le commandement des forces britanniques au Proche-Orient, tandis que le général Montgomery prenait celui de la VIII^e armée²⁶.

Rommel, connu de part et d'autre du front sous le nom de « renard du désert », avait repris l'offensive à El-Alamein le 31 août 1942, avec l'intention d'occuper Alexandrie, la vallée du Nil et le canal de Suez²⁷. C'est alors qu'une série de violentes batailles se déroulèrent sur un front de soixante-quatre kilomètres dans la partie du désert qui sépare la mer de la dépression de Qaṭṭāra.

La VIII^e armée parvint à repousser le premier assaut des forces de l'Axe

à Alam Halfo. Peu après ce revers, le 3 septembre 1942, Rommel quitta le champ de bataille pour prendre un congé de maladie en Allemagne, mais les événements qui se déroulèrent à El-Alamein l'obligèrent à interrompre son congé et à revenir le 24 octobre. Pendant son absence, Montgomery lança une attaque générale contre les positions de l'Axe, le 23 octobre. Quand Rommel réintégra son quartier général le 25 octobre, la bataille engagée par Montgomery était déjà perdue pour les forces de l'Axe²⁸.

Les Britanniques jouissaient d'une supériorité en armement sur les forces de l'Axe, qui manquaient de chars et de carburant. Après avoir tenté plusieurs fois de contre-attaquer, Rommel comprit que la situation était désespérée et, au terme d'une discussion orageuse avec Hitler, il décida de se replier en Libye²⁹. En deux semaines, Rommel se retrouvait à plus de mille kilomètres à l'ouest de Benghazi.

La bataille d'El-Alamein fut non seulement la victoire la plus décisive des forces alliées en Afrique du Nord, mais aussi un événement capital dans le déroulement de la seconde guerre mondiale et pour l'histoire de la région. Elle annonça la chute du régime fasciste en Italie et du pouvoir nazi en Allemagne.

Tandis que Tobrouk se rendait aux forces de l'Axe le 21 juin 1942, le président des États-Unis d'Amérique, Roosevelt, recevait à Washington Churchill, le premier ministre britannique. Il fut décidé d'acheminer vers le Proche-Orient les armes américaines destinées à l'Extrême-Orient et d'ouvrir un nouveau front en Afrique du Nord, afin de soulager la VIII^e armée d'une partie de la pression exercée par les forces de l'Axe³⁰. D'autres objectifs furent aussi définis lors des entretiens de Washington : *a*) établir des bases et des positions le long des côtes d'Afrique du Nord; *b*) exploiter énergiquement et rapidement ces bases en vue de contrôler intégralement le Maroc, l'Algérie et la Tunisie; *c*) anéantir les forces de l'Axe; *d*) soulager le front russe.

Le 8 novembre 1942, des forces américaines et britanniques commandées par le général Eisenhower débarquèrent à Casablanca, à Oran et à Alger³¹. Les forces du régime de Vichy n'opposèrent qu'une faible résistance à l'invasion anglo-américaine de l'Afrique du Nord; les troupes alliées marchèrent aussitôt vers plusieurs grandes villes et positions stratégiques au Maroc et en Algérie, progressant en direction de la Tunisie.

Dès qu'il eut connaissance du débarquement des Alliés sur les plages d'Afrique du Nord, le haut commandement allemand ordonna l'occupation immédiate de la Tunisie, le 10 novembre 1942. Il s'agissait d'y établir une tête de pont pour empêcher l'écrasement des forces de l'Axe stationnées en Afrique³². L'armée de Rommel abandonna Benghazi le 18 novembre 1942 après avoir fait sauter les installations portuaires et militaires³³. Les forces de l'Axe firent halte à Al-Aqaïla pour livrer bataille, mais Montgomery ne leur donna pas le temps de se regrouper : la VIII^e armée remporta sur elles une nouvelle victoire et

elles firent retraite sur Tripoli. Toutefois, Rommel ne put se maintenir à Tripoli, qu'il évacua après avoir fait démolir le port et les installations vitales. Le 4 février 1943, les forces de l'Axe avaient quitté la Libye³⁴. Le rêve africain de Mussolini avait vécu.

Tandis que les forces anglo-américaines gagnaient la Tunisie depuis l'Algérie, la VIII^e armée repoussait les forces de l'Axe vers le Sud-Est tunisien. Le 3 mars 1943, Rommel lança un assaut contre la VIII^e armée, mais les forces de l'Axe, défaites, durent se retrancher derrière la ligne Mareth³⁵. Cette ligne était constituée par un ensemble de fortifications stratégiques que les Français avaient construites dans le Sud-Est tunisien, en 1936, pour repousser les assauts que les Italiens pourraient lancer à partir de la Libye. Le 17 février 1943, la VIII^e armée était devant la ligne Mareth³⁶.

Dans le même temps, les forces de l'Axe lançaient une série d'offensives contre les Alliés : le 20 février, plusieurs assauts furent donnés par le col de Qassrine, qui fut repris cinq jours plus tard par l'armée américaine.

Dans le Nord, les forces de l'Axe lancèrent une offensive destinée à leur donner une certaine liberté d'action. Le 3 mars 1943, elles occupaient la zone côtière comprise entre Tabarka et Mateur³⁷. Dans le Sud, les Alliés remportèrent plusieurs victoires. Faisant route vers la mer, le général Patton occupa Gafsa le 17 mars. Le 19, la VIII^e armée lança un premier assaut sur la ligne Mareth, qui s'effondra le 30 du même mois, laissant le passage aux forces alliées. Gabès et Sousse tombèrent respectivement le 30 mars et le 12 avril³⁸.

Dans le Nord, les Alliés occupèrent Mateur et contrôlèrent ainsi une liaison ferroviaire d'intérêt stratégique. Le 3 mai 1943, les communications furent coupées entre Tunis et Bizerte, ce qui décida du sort des forces de l'Axe. C'est alors que Rommel fut rappelé en Allemagne. Les forces de l'Axe étaient acculées dans la région nord-est du pays. Les Alliés ordonnèrent un blocus sur la côte tunisienne afin de les empêcher d'opérer une évacuation par la mer³⁹.

Le 7 mai, les Britanniques s'emparaient de Tunis et les Américains occupaient Bizerte. Deux jours plus tard, au sud-est de Bizerte, le général Krause se rendait avec 25 000 hommes. Du 7 au 13 mai, les Alliés firent la chasse aux derniers foyers de résistance. Le général von Arnim, commandant les forces de l'Axe en Afrique du Nord, et le maréchal Messe, commandant la Première armée italienne, furent faits prisonniers avec 250 000 hommes⁴⁰.

Ainsi prit fin l'agonie d'une guerre coloniale imposée à l'Afrique du Nord. « La perte de la Tunisie fut considérée par les Allemands comme une catastrophe qui ne le cédait en importance qu'à celle de Stalingrad⁴¹. » Les Alliés passèrent directement de Tunisie en Sicile pour commencer l'invasion de la péninsule italienne.

L'impact de la seconde guerre mondiale sur l'Afrique du Nord peut être étudié sous deux grands aspects : d'une part, la destruction des ressources économiques pendant la guerre; d'autre part, l'apparition et le renouvellement

des mouvements nationaux de lutte pour se libérer du colonialisme européen et accéder à l'indépendance.

Ce bref rappel des opérations militaires aura permis d'imaginer l'horreur et les dévastations infligées aux villes et aux villages d'Afrique du Nord, notamment sur le territoire libyen, qui fut largement utilisé comme champ de bataille pour une guerre coloniale européenne. La ville de Tobrouk, par exemple, fut complètement détruite sous le feu des canons et les attaques aériennes, dont l'une comprit jusqu'à un millier de raids. En entrant dans Tobrouk le 21 juin 1942, le général Rommel constata que tous les bâtiments avaient été rasés et n'étaient plus que des amas de débris⁴². Benghazi, qui avait changé cinq fois de mains entre les Alliés et les forces de l'Axe au cours de la guerre, subit de terribles destructions. Rommel confirme dans ses mémoires qu'en quittant Benghazi, le 18 novembre 1942, les Allemands firent sauter le port, les docks et détruisirent les navires porteurs de ravitaillement militaire qui se trouvaient à proximité. Il ajoute que ces événements semèrent la confusion et l'horreur parmi la population civile de cette malheureuse ville⁴³.

Tripoli connut le même sort. En abandonnant la ville, les troupes allemandes détruisirent le port et ses installations, ainsi que d'autres installations militaires⁴⁴.

Routes, ponts, centrales électriques, installations de distribution d'eau et même hôpitaux et écoles furent endommagés ou détruits par les parties belligérantes. Fermiers et éleveurs se réfugièrent dans des endroits sûrs, ce qui déclencha une crise d'approvisionnement alimentaire et une famine générale. Surtout, le gouvernement italien incorpora de jeunes Libyens, qui furent obligés de se battre pour soutenir son entreprise coloniale, et beaucoup d'entre eux furent tués. Les pertes en vies humaines et en biens causées par la seconde guerre mondiale sont effrayantes.

Aux dommages infligés à l'Afrique du Nord pendant les années de guerre, c'est-à-dire de 1940 à 1943, s'est ajouté le problème des mines posées pendant les combats. Parmi les champs de mines les plus connus, citons ceux du désert occidental d'Égypte, de la zone comprise entre El-Alamein et la dépression de Qatṭara, des vastes étendues au sud et au sud-ouest de Tobrouk, d'Al-Aqaïla en Libye, et de la ligne Mareth en Tunisie. On trouve en outre, dispersés sur le territoire libyen, des bombes qui n'ont pas explosé, des balles, des grenades à main et d'autres matériels de combat encore dangereux ou risquant de l'être.

Les champs de mines qui furent laissés en Libye ont causé un grave préjudice à la population et à l'économie. Quelques données statistiques extraites d'une étude préliminaire réalisée en 1972 prouvent la gravité de la situation. Entre 1952 et 1975, 1 890 personnes furent tuées par des mines ou des bombes datant de la seconde guerre mondiale, selon les chiffres communiqués au Ministère de l'intérieur. Pour la période allant de 1940 à 1952, le nombre des victimes n'est pas connu, mais on peut vraisemblablement doubler

le chiffre précédent. Selon le même rapport, 1 645 victimes sont restées handicapées à vie, 2 723 chameaux furent tués et 59 voitures furent détruites⁴⁵.

Dès les premières prospections de gisements pétrolifères, en 1957, de nombreuses compagnies refusèrent de prendre des concessions dans les zones contenant des champs de mines ou suspectes. Les compagnies qui acceptèrent de telles concessions dépensèrent, pour nettoyer le terrain, 57 266 500 dinars libyens, dont le gouvernement libyen prit la moitié à sa charge. On estime à 386 656 430 dinars libyens le manque à gagner subi par les zones agricoles. Le Ministère de l'intérieur a dépensé 2 042 221 dinars pour financer deux départements chargés des problèmes posés par les mines. Les dégâts causés aux routes, aux ponts et dans les ports ont été chiffrés à 2 449 462 dinars. Le gouvernement libyen a versé pour 13 873 950 dinars d'indemnités aux familles des victimes tuées ou aux personnes handicapées par l'explosion de mines datant de la seconde guerre mondiale. Le nettoyage du territoire libyen a coûté 41 918 750 dinars (aux prix de 1972), soit presque 2,5 dinars au kilomètre carré. On peut donc en conclure que la Libye a payé à la seconde guerre mondiale un lourd tribut, représentant la somme astronomique de 605 003 199 dinars libyens⁴⁶.

Depuis 1972, la Libye a maintes fois réclamé aux États responsables de la pose des mines sur son territoire, pendant la seconde guerre mondiale, des cartes qui permettraient de repérer ces mines, mais en vain.

Le 9 décembre 1975, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé aux États belligérants de la seconde guerre mondiale de « mettre immédiatement à la disposition des États touchés tout renseignement concernant les zones dans lesquelles ces mines ont été posées, y compris des cartes [...], d'indemniser immédiatement les pays dans lesquels ces mines ont été posées de tout préjudice matériel et moral subi par eux en conséquence et de prendre rapidement des mesures en vue de fournir une assistance technique pour enlever ces mines⁴⁷ ». Mais les puissances belligérantes ont négligé de faire droit à cette demande et le problème subsiste.

Au-delà des atrocités et des ravages qu'elle a causés dans le monde, la seconde guerre mondiale a néanmoins jeté les bases de l'indépendance dans de nombreux pays. D'abord, elle a mis fin au régime fasciste italien, entraînant ainsi l'indépendance de l'Éthiopie, de la Libye et de la Somalie. Ensuite, elle a affaibli économiquement et militairement les deux grandes puissances coloniales qu'étaient le Royaume-Uni et la France. Enfin, la guerre a eu pour effet d'encourager les mouvements nationaux d'Afrique du Nord à reprendre la lutte contre les deux puissances et de favoriser, finalement, l'accession à l'indépendance de toute la région ainsi libérée de la domination coloniale.

Notes

1. W. L. Shirer, *The rise and fall of the Third Reich*, New York, Fawcett World Library, 1962, p. 810-817.
2. *Ibid.*, p. 798.
3. C. E. Black et E. C. Helmreich, *Twentieth century Europe*, 3^e éd., New York, A. A. Knopf, 1967, p. 542.
4. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. II, Londres, Cassell and Co. Ltd, 1949, p. 415-416.
5. *Ibid.*, p. 415-416.
6. Erwin Rommel : *Les carnets de Rommel*, vol. II, trad. arabe de F. A. el-Nimer, Le Caire, Anglo-Misriyya, 1966, p. 3-4.
7. *Ibid.*, p. 6-7.
8. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. II, p. 554; voir aussi *Les carnets de Rommel*, vol. II (version arabe), p. 6-7.
9. *Les carnets de Rommel*, vol. II (version arabe), p. 9.
10. M. K. Dusūqī, *Al-Harb al-Alamiyya al-Thāniyah*, Le Caire, Dar al-Mara'rif, 1968, p. 157.
11. *Ibid.*, p. 176.
12. W. L. Shirer, *The rise and fall of the Third Reich*, p. 1077.
13. *Les carnets de Rommel*, vol. II, p. 16 et 31.
14. *Ibid.*, p. 45, 50, 64.
15. *Ibid.*, p. 46.
16. *Ibid.*, p. 55 et 58.
17. *Ibid.*, p. 60-73.
18. *Ibid.*, p. 89-97.
19. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. III, p. 315.
20. *Ibid.* ; voir aussi *Les carnets de Rommel*, vol. II, p. 121-129.
21. M. H. Ismail, *Al-Harb al-Alamiyyah al-Thaniyah fial-Baral-Abyad al-Mutwassit*, Le Caire, 1953, p. 103.
22. *Les carnets de Rommel*, vol. II (version arabe), p. 158, 164; vol. III, p. 395-402.
23. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. IV, p. 343, trad. franç. *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*, t. IV, p. 403, Paris, Plon, 1951.
24. *Les carnets de Rommel*, vol. III (version arabe), p. 338-340.
25. G. Ciano, *The Ciano diaries, 1939-1943*, New York, H. Wilson, 1946, p. 403-404.
26. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. IV, p. 424.
27. Ismail, *Al-Harb al-Alamiyyah al-Thaniyah fial-Baral-Abyad al-Mutwassit*, Le Caire, 1953, p. 136.
28. B. L. Montgomery, *From Alamein to river Sangro* (trad. arabe d'Y. el-Sibai *et al.*), Le Caire, Maktabat el-Nahdah el-Misriyya, 1951, p. 36-61.
29. W. L. Shirer, *The rise and fall of the Third Reich*, p. 1203.
30. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. IV, p. 390-407.
31. S. E. Morison, *Operations in North African waters*, Boston. Little, Brown & Co., 1965, p. 15-16.
32. M. Howard, *Grand strategy*, vol. IV, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1972, p. 180.
33. *Les carnets de Rommel* (trad. arabe), vol. IV, p. 610.
34. B. L. Montgomery, *From Alamein to river Sangro*, p. 78 et 88.
35. M. H. Ismail *Al-Harb al-Alamiyyah al-Thaniyah fial-Baral-Abyad al-Mutwassit*, p. 227-228.
36. *Ibid.*, p. 230-231.

37. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. IV, p. 690-693.
38. B. L. Montgomery, *From El-Alamein to river Sangro*, p. 100-118.
39. W. S. Churchill, *The second world war*, vol. IV, p. 696-697.
40. *Ibid.*, p. 697-698.
41. S. E. Morison, *Operations in North African waters*, p. 260; voir aussi W. S. Churchill, *The second world war*, vol. IV, p. 698.
42. *Les carnets de Rommel*, vol. III (trad. arabe), p. 339.
43. *Ibid.*, vol. IV, p. 610.
44. M. H. Ismail, *Al-Harb al-Alamiyyah, al-Thaniyah fial-Baral-Abyad al-Mutwassit*, p. 230-231.
45. Rapports de commission établis par le secrétaire aux affaires étrangères de Libye, p. 6.
46. *Ibid.*, p. 8.
47. Assemblée générale des Nations Unies, résolution 3435 (XXX) du 9 décembre 1975.

Bibliographie

- ABU ANNASR', UMAR. *Al-Marshal Rommel*. Beyrouth, Dar al-Ghad, 1969.
- BLACK, C. E. et E. C. HELMREICH. *Twentieth century Europe*, 3^e éd., New York, A. A. Knopf, 1967.
- CHURCHILL, W. S. *The second world war*, vol. II, III et IV. Londres, Cassell and Co., Ltd, 1949.
- CIANO, G. *The Ciano diaries*. Trad. franç. : *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*. Paris, Plon, 1948-1954.
- DUSŪQĪ, M. K. *Al-Harb al-Alamiyya al-Thaniyah*. Le Caire, Dar al-Mara'rif, 1968.
- HOWARD, M. *Grand strategy*, vol. IV et V. Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1972.
- ISMAIL, M. H. *Al-Harb al-Alamiyyah al-Thaniyah fial-Bahr al-Mutawassit*. Le Caire, 1953.
- MAJDALANY, F. *The battle of El-Alamein*. Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1965.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. *Le problème des mines posées en Libye pendant la seconde guerre mondiale*. Rapport. Tripoli, 1972.
- MORISON, S. E. *Operations in North African waters*. Boston, Little, Brown and Co., 1965.
- MONTGOMERY, B. L. *From Alamein to river Sangro*. Trad. arabe d'Y. el-Siba'i. Le Caire, Maktabat el-Nahada el-Misriyya, 1951.
- NATIONS UNIES. *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement*. Décembre 1975. Document des Nations Unies A/10412.
- ROMMEL, Erwin. *Les carnets de Rommel*, vol. II, III et IV. Trad. arabe de F. A. el-Mimr. Le Caire, Anglo Misriyyah, 1966.
- SHIRER, W. L. *The rise and fall of the Third Reich*. New York, Fawcett World Library, 1962.

L'évolution de l'Afrique du Nord pendant la seconde guerre mondiale

Charles-Robert Ageron

Peut-être faut-il aujourd'hui un effort d'imagination pour se rappeler qu'en septembre 1939 l'Afrique du Nord était considérée par les Français et la plupart des Européens comme le prolongement de la France et le fleuron de son empire, alors qu'en 1945 la domination française était déjà sérieusement remise en cause et que l'indépendance du Maghreb était tenue par de bons observateurs pour une échéance inéluctable. Mais il serait vain de s'interroger longuement sur ce qui apparut à beaucoup de contemporains comme une incroyable mutation. L'Afrique du Nord, qui, par l'intermédiaire de quelques-uns de ses fils, avait déjà réclamé son indépendance pendant et après la première guerre mondiale, pouvait-elle ne pas renouveler et accentuer ses revendications à la faveur du second conflit mondial ? La France, qui avait, dans les années 1937-1939, réprimé avec détermination les divers mouvements nationalistes du Maghreb, pouvait-elle céder à ceux-ci, alors que sa souveraineté sur l'Afrique du Nord demeurait pour elle, après sa défaite, l'une de ses dernières cartes vis-à-vis de l'occupant allemand et le tremplin de sa libération ?

Ces interrogations indiquent à elles seules ce que fut fondamentalement la seconde guerre mondiale pour l'Afrique du Nord : un enjeu vital pour son avenir et celui de la France, et donc une période d'affrontements décisifs entre le colonisateur et les populations colonisées. L'issue de la guerre mondiale importa moins aux Maghrébins que leur volonté de libération nationale.

Il n'est pas douteux, cependant, que l'un des catalyseurs de cette prise de conscience nationale antifrançaise fut la somme de souffrances et d'épreuves subies par les populations maghrébines. La mobilisation, les réquisitions, les misères de la guerre, s'ajoutant à celles du blocus, radicalisèrent les haines et les espérances. Cet âge critique, pendant lequel s'épaissit encore la brume coloniale, devait pourtant déboucher sur une aube d'espoir : il est symbolique que le jour de la victoire ait été choisi à l'avance par certains nationalistes algériens pour tenter d'allumer un mouvement insurrectionnel de libération.

Pour retracer l'évolution du Maghreb pendant ces années 1939-1945, où le cours de l'histoire s'accéléra brusquement, surtout à partir de novembre 1942, il paraît nécessaire, vu les différences de rythme et de chronologie dans le mou-

vement des revendications nationalistes, d'en fractionner l'étude selon les trois États actuels.

L'évolution de la Tunisie

Entre 1881 et 1939, une Tunisie nouvelle était née, cependant que le protectorat français s'était politiquement et administrativement durci. La modernisation économique d'abord rapide stagnait, car les capitaux français se détournèrent depuis 1920 de la Tunisie pour s'employer de préférence au Maroc. Impatiente ou révoltée, la bourgeoisie tunisienne aspirait dès les premières années du xx^e siècle à prendre la direction d'un État confisqué par les Français.

Au moment de la déclaration de guerre, le mouvement nationaliste venait de subir une dure répression consécutive aux émeutes du 9 avril 1938, et ses principaux leaders, dont Habib Bourguiba, étaient encore emprisonnés. Toutefois, le Néo-Destour, le parti du nationalisme moderne, n'était nullement écrasé : l'arrivée d'un nouveau résident général, Eirik Labonne, et la levée provisoire de l'état de siège avaient permis la reconstitution d'un nouveau Bureau politique néo-destourien dirigé par Bāhī Ladgham. Celui-ci appela même le peuple à boycotter la visite du président du Conseil français Daladier, puis à refuser la mobilisation. En fait, ses consignes furent peu suivies ; les masses s'inquiétaient surtout des ambitions proclamées du fascisme : la Tunisie allait-elle devenir une colonie de peuplement italien comme la Tripolitaine ou la Cyrénaïque ? Le Bureau politique du Néo-Destour tomba bientôt sous les coups de la police ainsi que les militants d'un « Comité de résistance » dont Radio-Berlin, dans ses émissions en langue arabe, célébrait avec emphase les quelques activités de sabotage. Le vieux Destour, dirigé par le cheikh Tha'albi, bien que nostalgique de l'Orient et opposé à la modernisation occidentale, avait pris position en faveur de la France et du Royaume-Uni ; il demanda même à ses partisans de s'abstenir de gêner leur effort de guerre.

A l'annonce de la défaite militaire française, qui stupéfia tous les Tunisiens, quelques militants du Néo-Destour annoncèrent dans des tracts que « la France déchue de son ancienne puissance [allait] bientôt devoir céder ». Ils réclamaient non sans une certaine ironie la fin du régime du protectorat puisque l'État prétendument protecteur n'avait pu se protéger lui-même. Des manifestations populaires antifrançaises se déroulèrent dans diverses localités, notamment à Ksar Hellal (24 juillet) et à Dégache (1^{er} novembre). Le Néo-Destour, dirigé alors par Habib Thameur, tenta d'obtenir du bey une intervention en faveur de ses chefs détenus en France. Bientôt, le D^r Thameur et son adjoint Tayeb Slim furent arrêtés alors qu'ils s'enfuyaient en Tripolitaine et condamnés à vingt ans de travaux forcés. Les nouveaux chefs qui prirent leur relève diffusèrent les mêmes consignes : « Le protectorat est mort noyé

dans les eaux de Dunkerque » ; il fallait obliger le gouvernement français à libérer les leaders du parti et à laisser se constituer un gouvernement national libre.

Cette propagande fut reçue par les masses tunisiennes avant tout comme une invitation à se joindre aux ennemis de la France ; mais Habib Bourguiba, le chef incontesté du Néo-Destour, plus conscient du péril italien, mettait en garde ses amis contre toute collaboration avec les puissances de l'Axe. Malgré ses avertissements, la plupart des Tunisiens, d'abord attentistes, crurent bientôt à la victoire allemande et manifestèrent clairement leurs sympathies. La propagande allemande les excitait notamment contre les juifs, provoquant des troubles antisémites dans la région du Kef en août 1940, puis à Gabès, où quelques centaines de Tunisiens s'attaquèrent le 19 mai 1941 au quartier juif, faisant plusieurs morts et blessés.

L'accession au trône (le 19 juin 1942) d'un nouveau bey, Sidi Mohammed el-Moncef, qui avait manifesté ses sentiments nationalistes dès la crise de 1922, renforça l'opposition à la France. Le « bey destourien » tenta de s'imposer au résident français, l'amiral Estéva, en réclamant un programme de réformes. Le heurt des deux hommes traduisait en fait le choc de deux politiques. Cependant, en novembre 1942, la Tunisie devenait un champ de bataille. Les forces françaises s'effaçant sur l'ordre du gouvernement de Vichy à l'arrivée des troupes allemandes, l'attentisme des Tunisiens était-il encore possible ?

De sa prison de France, Bourguiba dénonçait la croyance naïve de ceux qui attendaient l'indépendance d'une victoire de l'Axe : « La vérité qui crève les yeux, écrivait-il à Habib Thameur, c'est que l'Allemagne ne gagnera pas la guerre », et il donnait l'ordre de « soutenir inconditionnellement les Alliés ». Cette prise de position étonna les Destouriens, qui entendaient au contraire tirer parti de la disparition quasi totale des autorités françaises.

Pendant les six mois de présence des armées germano-italiennes, les intellectuels et les masses crurent venue l'heure de l'indépendance. Les chefs néo-destouriens emprisonnés en Tunisie ayant été libérés par l'amiral Estéva, les Allemands les autorisèrent à reconstituer leur parti, leurs mouvements de jeunesse et ils leur abandonnèrent l'administration municipale. Les journaux nationalistes reparurent, tels *Ifriqiya al-Fatat* (Jeune Afrique) et *Al-Cha'ab* (Le peuple), ce dernier résolument pro-allemand. Les Néo-Destouriens acceptèrent en échange la réquisition des travailleurs, ce qui procura aux Allemands « un soutien économique précieux et une main-d'œuvre de bonne volonté » (Rudolf Rahn).

Bourguiba, libéré par les Allemands et installé à Rome par les Italiens, fut invité par ces derniers à prendre publiquement position en leur faveur. Il s'y refusa habilement, ce qui amena les Italiens à négocier avec le bey. Mais ce dernier, qui pratiquait une politique d'attentisme conseillée par le Vieux Destour, montra une fermeté qui surprit les Germano-Italiens. Le peuple

tunisien lui fut en revanche reconnaissant de s'appuyer sur le mouvement national et d'avoir formé un gouvernement sans l'assentiment de l'amiral Estéva.

Lors de l'entrée des troupes alliées à Tunis, le 7 mai 1943, l'accueil des Tunisiens fut particulièrement froid : pour eux, la « reconquête de la Tunisie » signifiait la fin de leurs espérances. Quelques jours après, le général Giraud ordonnait d'Alger la destitution du bey Moncef sous prétexte de collaboration avec l'ennemi. « Cet acte impolitique commis au détriment d'un souverain qui fut toujours loyal » (maréchal Juin) cristallisa le nationalisme populaire autour du souvenir héroïsé du bey martyr.

Habib Bourguiba, qui avait refusé de suivre les Allemands, fut mis hors de cause; mais, bien qu'il eût invité les Tunisiens à s'associer à la France combattante, celle-ci songeait plutôt à liquider le Néo-Destour. Le nouveau résident, le général Mast, fit arrêter quelque dix mille Tunisiens suspects d'avoir collaboré avec l'Allemagne ou dénoncé et maltraité des colons français. Enfin, le Comité français de la libération nationale prit diverses ordonnances renforçant l'autorité française en Tunisie, ce qui vidait le protectorat de toute réalité.

Ces mesures découragèrent la classe politique tunisienne, qui attendait une tout autre évolution que ce raidissement imprévu du protectorat. A la mort du cheikh Tha'albi, l'opinion fut unanime à réclamer l'autonomie intérieure de la nation tunisienne : un *Manifeste du Front tunisien* le proclama nettement en novembre 1944. Des associations politiques et syndicales se créaient, dont la plus puissante fut l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Désespérant d'obtenir la libération de son pays du gouvernement provisoire de la République française ou des Anglo-Américains, Habib Bourguiba se tourna du côté des États arabes. Le 26 mars 1945, il gagna clandestinement l'Égypte et, durant un long exil de quatre années, il se fit le pèlerin de la cause tunisienne.

La guerre, qui avait durement frappé la terre et le peuple de Tunisie, n'avait pas apporté de résultats concrets exauçant les espérances nationalistes. Mais le nationalisme, qui était, avant 1939, le fait d'étroites élites bourgeoises, s'était étendu. Avec le bey Moncef, la dynastie était devenue le symbole de l'unité tunisienne et le moncefisme avait contribué à populariser le nationalisme que le syndicalisme de l'UGTT devait encore développer et renforcer.

L'évolution du Maroc

Encore que les historiens marocains affirment que le nationalisme existait dans leur pays bien avant la pénétration européenne, il semble que le nationalisme de type contemporain n'ait guère enflammé les esprits au Maroc avant la guerre du Rif ou même avant l'affaire du dahîr berbère (1930). Par la suite,

au contraire, il gagna régulièrement du terrain, surtout dans la jeunesse lettrée du milieu des Jeunes Marocains, mais aussi dans toutes les villes. Plusieurs partis politiques nationalistes apparurent, dont deux dans le protectorat français et deux dans la zone khalifale sous protectorat espagnol. Les premières manifestations populaires, urbaines et rurales, furent déclenchées en 1937 et réprimées sans violences. L'arrestation et l'exil forcé des principaux leaders, en octobre 1937, suivis par l'interdiction de la presse nationaliste en zone française, stoppèrent l'agitation.

L'ordre régnait au Maroc en 1938 et 1939, d'autant que certains nationalistes modérés s'étaient ralliés à l'action novatrice du résident d'alors, le général Noguès. Le Parti national pour la réalisation des réformes d'Allal al-Fasi envoya même une délégation à la résidence le 26 août 1939 « pour offrir son concours devant le péril menaçant ». La France put mobiliser environ 47 000 Marocains dans ses armées en 1939-1940.

Toutefois, le prestige du colonisateur ne devait pas résister à la défaite militaire de la France. Les radios allemandes annonçaient la disparition de la puissance française et la délivrance prochaine du Maroc. Les nationalistes de Tétouan célébrèrent en écho, dans une cérémonie parodique, les funérailles de la France. Désormais, dans la zone espagnole, le Bureau de défense nationaliste de Brahim al-Ouazzani et le Parti national de la Réforme (Islâh) d'Abdalkhaleq al-Turris se prononcèrent ouvertement pour les puissances de l'Axe. Seul le Parti de l'unité marocaine d'Al-Mekkî Naciri se montra plus discret et s'opposa à la fusion des trois partis nationalistes qu'un émissaire du III^e Reich était venu recommander sur place en 1942.

Dans le protectorat français également, les nationalistes relevèrent la tête et leur influence gagna les campagnes mécontentes du ralentissement de la vie économique. Dans les médinas, leurs revendications égalitaristes et leurs protestations contre les faveurs accordées aux Européens en matière de ravitaillement trouvèrent un écho favorable surtout auprès du petit peuple. Les sentiments antifrançais et la germanophilie gagnaient tous les milieux. Il n'est pas exclu que le sultan lui-même — mais ce fut plutôt un personnage de son entourage le plus proche — ait constamment renseigné les Allemands. Des confidences faites au sultan par le général Weygand furent en effet communiquées aux agents allemands le 7 juin 1941. En janvier 1943 encore, une délégation qui se déclara mandatée par le palais chérifien transmit un prétendu message du sultan offrant sa collaboration en cas d'intervention allemande. A cette date, le message ne pouvait émaner du sultan.

Celui-ci, qui avait déjà manifesté son indépendance vis-à-vis des consignes du gouvernement de Vichy, notamment en rejetant l'application des lois d'exception contre les juifs, et refusé, malgré l'ordre du général Noguès, de quitter Rabat au moment du débarquement américain, n'avait nul besoin d'en appeler à l'Allemagne. Il avait eu en effet l'occasion de rencontrer à deux

reprises le président Roosevelt à Anfa et celui-ci lui avait promis d'aider le Maroc à s'émanciper de la tutelle française.

D'après le témoignage du chef des services secrets américains, Walter B. Cline, « on crut dès lors du côté marocain que les Américains prépareraient le pays à l'indépendance, transformeraient le Maroc en une autre Californie et fonderaient des écoles et des universités pour apprendre aux Marocains l'art de se gouverner eux-mêmes ». Des envoyés du *makhzen* parcoururent la montagne berbère pour annoncer que, « grâce à Dieu, le pays serait bientôt délivré de la domination chrétienne ». L'exemple du Liban qui accédait à la souveraineté grâce à la pression anglo-américaine encourageait les hésitants.

En l'absence d'Allal al-Fasi, qui, bien que déporté au Gabon, avait subordonné son adhésion au gaullisme et son retour au Maroc à un engagement formel concernant l'indépendance de sa patrie, les nationalistes animés par Ahmed Balafrej et Mohammed al-Yazidi se préparèrent à agir : le 10 décembre 1943 fut annoncée la fondation du Parti de l'indépendance (Hizb al-Istiqlal). Dans un manifeste contresigné par cinquante-huit personnalités, le nouveau parti, qui regroupait les deux mouvements naguère rivaux, fit connaître au sultan et aux puissances alliées, le 11 janvier 1944, ses revendications fondamentales : l'indépendance du Maroc dans son intégralité territoriale et la reconnaissance de celle-ci par la communauté internationale.

Le nouveau résident, l'ambassadeur Puaux, opposa naturellement un refus formel à ces exigences, ainsi qu'aux initiatives du sultan, qui appuyait le mouvement. Tandis que le petit peuple exultait, le commissaire aux affaires étrangères du Comité français de libération nationale, R. Massigli, vint exiger un désaveu public par le sultan de deux de ses ministres trop ostensiblement ralliés au Parti de l'indépendance. Le sultan dut accepter de les écarter. Voulant aller plus loin, la Sécurité militaire de Rabat imagina de décapiter l'état-major nationaliste pour provoquer une réaction marocaine, ce qui autoriserait la dissolution de l'Istiqlal. Sous l'accusation fallacieuse de préparer un soulèvement insurrectionnel en liaison avec l'Allemagne, quatre chefs nationalistes, dont Balafrej et Al-Yazidi, furent arrêtés. Le directeur des affaires politiques, Boniface, avait, en l'absence du résident, autorisé cette opération dangereusement risquée. Mais la réaction populaire dépassa par sa violence les prévisions des militaires. Des émeutes sanglantes éclatèrent à Rabat, à Salé et surtout à Fès, les plus violentes qu'on eût connues depuis 1912. La répression fit plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés. Quelque 1 800 arrestations furent opérées, suivies de 1 063 condamnations; des sanctions sévères intervinrent : fonctionnaires révoqués, vizirs destitués, écoles et université fermées.

En croyant crever l'abcès, les militaires français n'avaient fait que propager l'épidémie. L'ampleur de l'agitation démontra que le nationalisme n'était plus, comme en 1937, le fait d'une étroite intelligentsia bourgeoise. Non seulement le prolétariat urbain y accédait, mais des tribus berbères reculées

s'agitèrent ; le collège d'Azrou, instrument de la « politique berbère » de division impériale, où l'enseignement de la langue arabe était interdit, se jeta lui aussi dans le mouvement national. Le protectorat avait dès lors perdu ses dernières chances de se faire accepter par le peuple marocain.

Le parti de l'Istiqlal, renforcé par de nombreuses adhésions, put se permettre de refuser sa participation aux commissions de réformes que la résidence avait mises hâtivement en place. Lorsque ces réformes administratives mineures furent annoncées, il les condamna par principe : « L'indépendance étant la condition préliminaire de tout dialogue avec la puissance protectrice, aucune réforme ne devait être poursuivie dans le cadre des institutions existantes. » Cette politique du tout ou rien aurait pu faire le jeu d'un parti concurrent : le parti communiste s'y essaya, mais, ayant condamné les manifestations de janvier 1944 comme « inopportunes », il ne put s'implanter dans les masses urbaines et il n'y parvint pas davantage en se rapprochant plus tard de l'Istiqlal.

Dans les mois qui suivirent, et malgré la libération progressive des détenus, l'opinion publique nationaliste, durcie par l'épreuve, maintint ses exigences et son « refus de toute réforme dans le contexte colonial ». Encore que celles qui furent mises en route — secteurs de modernisation du paysannat, plan décennal de développement scolaire notamment — aient été conformes au programme nationaliste, les *Hizbiyin* les rejetèrent comme dérisoires.

Le prestige du sultan, bien que celui-ci ait été humilié publiquement par les désaveux que la France lui avait imposés, se renforça au contraire et s'exalta. En février et mars 1945, la foule de Marrakech lui manifesta un attachement délirant. En réponse aux cris de « Vive le roi ! Vive la nation ! Vive l'indépendance ! », Sidi Mohammed ben Youssef répondit : « Tout ce que vous pouvez espérer, je l'espère aussi. » Le parti de l'Istiqlal et le sultan agirent désormais de concert, mais chacun à sa manière.

Inaugurant une nouvelle politique, Mohammed al-Yazidi, devenu depuis l'exil de Balafrej en Corse le seul leader de l'Istiqlal, en appela à l'opinion internationale. Le 8 mars 1945, il s'adressait au président de la Conférence de San Francisco et aux gouvernements des grandes puissances afin d'obtenir pour le Maroc le droit de siéger aux Nations Unies. L'Istiqlal se rapprocha également des États arabes du Proche-Orient et la naissance de la Ligue arabe le 22 mars 1945 lui parut ouvrir au moins d'intéressantes perspectives ; mais, pour le peuple marocain tout entier, la création de cette Ligue arabe signifiait l'aube d'une ère nouvelle.

De son côté, le sultan Sidi Mohammed, qui ne pouvait rompre avec la puissance protectrice, s'efforça de se concilier le gouvernement de la France libérée. Il se rendit à Paris au printemps de 1945 pour faire connaître au général de Gaulle qu'il espérait obtenir la fin du régime du protectorat avec les pouvoirs effectifs d'un souverain et, comme mesure immédiate, le remplacement du

résident. De Gaulle, encore qu'il crût que le sultan « avait à tout hasard prêté l'oreille à certains avis que l'Allemagne dans ses triomphes lui avait fait parvenir », le reçut comme « compagnon » dans l'Ordre de la Libération le 18 juin 1945. Il lui promit « une association contractuelle de la France et du Maroc aux points de vue économique, diplomatique, culturel et militaire »; l'ouverture des pourparlers était fixée au lendemain de l'adoption par le peuple français d'une nouvelle constitution.

A cette date, il paraissait possible de trouver un dénouement diplomatique à la crise franco-marocaine, mais on pouvait déjà se demander si le Maroc, proclamé État associé ou fédéré, adhérerait à la future Union française. D'autre part, les Européens, désormais nombreux (450 000 environ) et enracinés au Maroc, n'avaient pas été consultés et n'avaient pas fait entendre leur voix. Or la plupart d'entre eux, jaloux de leurs privilèges, n'étaient nullement préparés à sacrifier leur position prédominante. Indifférents au sort des Marocains, sourds à leurs revendications, nombreux étaient ceux qui ne croyaient pas à la représentativité des nationalistes. Quant à ceux-ci, ils n'entendaient traiter les colons qu'en « hôtes temporaires ». Pour les fonctionnaires français les mieux informés, l'Istiqlal n'était qu'un petit parti de trois mille militants en 1944 et cinq mille en 1945, qui, s'il avait largement conquis la sympathie des citadins, ne s'était pas acquis le monde des tribus.

La résidence croyait à tort que la solidarité nationale naissante n'imprégnait pas encore les tribus berbères, pour lesquelles la véritable patrie demeurait la fraction ou la tribu. C'était sous-estimer le prestige grandissant du souverain, la réapparition d'un loyalisme monarchique oublié depuis longtemps au Maroc, et minimiser la montée de la revendication indépendantiste dans la population. En vérité, la nation marocaine, unie sous l'étendard rouge frappé de l'étoile verte, se sentait déjà prête aux batailles décisives pour recouvrer son indépendance.

L'évolution de l'Algérie

Dans l'Algérie française peuplée de près d'un million d'Européens, la politique d'assimilation avait tenté certains « évolués » algériens : leur déception après l'abandon du projet de naturalisation de l'élite, connu sous le nom de projet Blum-Violette, fut à la mesure de leurs espoirs. Cependant, les *'ulamā* réformateurs et les militants du Parti populaire algérien (PPA) s'affirmaient nationalistes et réclamaient plus ou moins ouvertement la renaissance et l'indépendance d'un État algérien. En 1939, ce rêve paraissait proprement déraisonnable à la majorité des Algériens musulmans cultivés et à la totalité des Français d'Algérie. Les partisans de la Fédération des élus étaient dix fois plus nombreux que les fidèles des *'ulamā* et ces derniers trois fois plus que les nationalistes du PPA.

Bien que les Algériens aient éprouvé assez profondément le sentiment que cette guerre déclenchée en septembre 1939 pour la cause de la Pologne ne les concernait pas, la mobilisation fut acceptée, sans enthousiasme, il est vrai, et s'effectua sans difficultés importantes. Les autorités françaises, qui connaissaient les mots d'ordre d'insoumission diffusés par le PPA, se félicitèrent même, trop bruyamment, du loyalisme forcé des troupes algériennes.

L'annonce de la défaite française révéla d'autres sentiments. De nombreux Algériens furent poursuivis en justice pour avoir dit publiquement : « La France est perdue » ou « Ne payons pas l'impôt à la France, demain nous le paierons aux Allemands ». Certains, mis en confiance par la propagande allemande, attendirent même avec espérance un débarquement des troupes germaniques dans les ports algériens. Ils ne virent arriver que les quelques officiers des commissions d'armistice germano-italiennes et cachèrent leur désillusion. Pourtant, les succès militaires ultérieurs de l'Allemagne confirmèrent les populations algériennes dans le sentiment que l'Allemagne allait l'emporter sur tous ses adversaires et qu'elle délivrerait les nations arabes du joug colonial. En effet, les gens simples, tout comme les nationalistes les plus combattifs, accordaient foi aux promesses ambiguës et aux diatribes mensongères des radios nazies. Ils ignoraient que les Allemands avaient déjà refusé en 1939 et 1940 les armes que les militants du Comité d'action révolutionnaire nord-africain (CARNA) leur avaient demandées. C'est pourquoi le Führer fut incontestablement populaire : le public des cinémas arabes applaudissait son image; des chansons pro-hitlériennes célébrant « Hitler le magnanime, Hitler le victorieux, qui veut délivrer de l'oppression les peuples malheureux » circulaient en Kabylie. Les hommes pieux l'appelaient « Hajj Hitler, l'instrument de la revanche de Qiyûm » (Guillaume II). En août 1941, un publiciste algérien francophile, Zenati, croyait pouvoir écrire, dans son journal *La voix indigène*, que « 80 % des Algériens sont pro-hitlériens à l'heure actuelle ». L'idée d'un plébiscite qui permettrait aux Algériens d'accéder à l'indépendance sous la protection de l'Allemagne semblait s'être peu à peu accréditée dans les masses populaires en 1942.

L'heure des nationalistes pouvait paraître venue. Toutefois, les militants du PPA avaient été réduits à l'impuissance par de nombreuses arrestations, et les très lourdes condamnations qui frappèrent leurs chefs en mars 1941 consternèrent leurs partisans. De leur côté, les *'ulamā*, divisés, se taisaient. Après la mort du cheikh Ben Bâdis, le cheikh El-'Uqbī, qui avait rompu avec les intransigeants, adopta une attitude loyaliste tout en revendiquant l'égalité pour les musulmans dans tous les domaines.

Vichy n'avait aucune politique à proposer aux Algériens et se borna à rejeter toutes les demandes de réformes présentées par les élus algériens ou par les *'ulamā*. Les Européens d'Algérie, satisfaits de la répression menée contre les nationalistes et les communistes algériens, s'imaginaient naïvement que le

nationalisme était mort. L'Algérie coloniale voyait aussi sans déplaisir la persécution des juifs, pourtant citoyens français depuis soixante-dix ans et brusquement ravalés au rang d'indigène. Elle se satisfaisait de la « Révolution nationale » de Vichy, qui apparaissait aux colons comme une sorte de revanche de leurs inquiétudes passées. Seuls les communistes revinrent, mais de 1939 à 1941 seulement, au vieux mot d'ordre du Komintern : « Il faut briser les chaînes de l'esclavage que l'impérialisme français impose au peuple algérien. Le Parti communiste algérien lève le drapeau de l'indépendance de l'Algérie. »

C'est dans ce climat d'ordre imposé et de dégradation du niveau de vie que se produisit le débarquement allié. Pour les Algériens, le fait que les Américains aient contraint les Français à leur ouvrir leurs portes confirma la démission de la France : « C'est la première grande défaite de l'armée coloniale française », commenta le PPA. Le spectacle de la puissance et de la richesse américaines qui forcèrent le respect admiratif des Algériens, le retournement affolé des autorités vichyssoises puis les luttes de clans militaires et politiques firent perdre à la France ce qui pouvait lui rester de prestige.

Cependant, l'amiral Darlan et le général Giraud parlaient de lever trois cent mille hommes sans même promettre aux Algériens la satisfaction de leurs revendications égalitaires. Dès lors, une douzaine de notables algériens adressèrent aux autorités alliées un message subordonnant à l'élaboration d'un nouveau statut politique et social la participation des musulmans à l'effort de guerre. Les autorités françaises tardant à convoquer une simple commission de réformes, les élus algériens passèrent à l'action et en appelèrent aux nations alliées en publiant, le 12 février 1943, le *Manifeste du peuple algérien*.

Selon Ferhat 'Abbas, ce texte, rédigé par ses soins, avait déjà été envoyé au président Roosevelt sous forme d'appel avant d'être remanié et signé par dix-huit notabilités. Le manifeste réclamait la condamnation et l'abolition du régime colonial : « L'heure est passée où un musulman algérien demandera autre chose que d'être un Algérien musulman. » L'Algérie devait être dotée d'une constitution, d'une nationalité et d'une citoyenneté algériennes. Dans l'*Additif au manifeste*, daté du 26 mai 1943, que contresignèrent les vingt et un délégués financiers arabes et kabyles, Ferhat 'Abbas formula des propositions concrètes : l'Algérie deviendrait, à l'issue de la guerre, un État algérien doté d'une constitution élaborée par une assemblée constituante algérienne élue au suffrage universel; cet État pourrait se fédérer avec les autres États du Maghreb. « A titre provisoire », les Algériens participeraient à un gouvernement composé à parité avec des Français et présidé par un ambassadeur de France.

A ces revendications extrêmes, le nouveau gouverneur de l'Algérie, le général Catroux, n'entendait point céder. Il fit dissoudre les délégations financières arabes et interner Ferhat 'Abbas. Puis, les délégués financiers ayant fait amende honorable, Ferhat 'Abbas fut libéré. Il n'en continua pas moins à s'opposer à la politique française, notamment aux promesses de réformes

politiques faites par de Gaulle le 12 décembre 1943. Celles-ci étendaient seulement à quelques dizaines de milliers d'Algériens (65 000 environ) les droits électoraux des citoyens français.

Dans une déclaration du 3 janvier 1944, Ferhat 'Abbas réclama à nouveau un gouvernement algérien, laissant seulement entrevoir « la possibilité de former sous l'égide de la France, avec la Tunisie et le Maroc, une Fédération d'États nord-africains ». Les *'ulamā* répétèrent par la voix du cheikh Al-Ibrahimi que les Algériens entendaient tous rester arabes et musulmans, devenir citoyens algériens et qu'ils rejetaient la citoyenneté française.

Quant au Parti populaire algérien, décimé, mais en voie de reconstitution depuis 1942 dans la clandestinité, son opposition à la politique d'assimilation demeurait totale. Son chef, Messali Hadj, libéré en avril 1943 après plus de trois ans d'emprisonnement, mais encore assigné à résidence, ne songeait qu'à étendre la propagande nationaliste. Il se prêta toutefois à la manœuvre de Ferhat 'Abbas pour créer un mouvement politique légal, les Amis du manifeste et de la liberté (AML), dont le programme préconisait pour la première fois une République algérienne autonome « fédérée à une République française renouvelée, anticoloniale et anti-impérialiste ». Messali, dont l'audience populaire était devenue considérable, donna l'ordre à ses militants d'adhérer aux AML.

Ceux-ci trouvèrent, grâce à la violence de leur propagande, l'audience des masses citadines et rurales; ils servirent surtout de couverture légale au PPA clandestin. Les AML dénonçaient dans leur journal *Égalité* les réformes gaullistes soutenues par les communistes et les socialistes; mais, surtout, les militants, dans leurs discours et leurs tracts, évoquaient l'Algérie libre et la nécessité du combat libérateur. Un des journaux clandestins du PPA, *L'action algérienne*, invitait les jeunes à s'organiser « pour le combat à la tête du peuple » et à rejeter toute fédération de l'Algérie à la France. Dans certaines régions régnait un climat préinsurrectionnel : « L'heure est venue, disaient des tracts anonymes, d'exterminer la bête impérialiste. »

Peu après la formation de la Ligue arabe et dans l'attente de la Conférence de San Francisco, qui devait, selon les dirigeants algériens, proclamer l'indépendance de leur pays, l'opinion populaire s'enflamma. L'administration française s'attendait à un « mouvement insurrectionnel à l'occasion de la fin des hostilités ». Messali, salué par le congrès des AML comme « le leader incontesté du peuple algérien », aurait accepté, au début d'avril 1945, un projet d'insurrection qu'aurait accompagné la proclamation d'un gouvernement algérien près de Sétif. Par ces initiatives, il espérait contraindre les Alliés à intervenir. Ce plan ne put être appliqué, car les Français l'arrêtèrent de nouveau et le déportèrent au Congo français.

Contre cette arrestation, les nationalistes manifestèrent dans toute l'Algérie le 1^{er} mai, puis ils organisèrent pour le 8 mai, jour de l'armistice, de nouvelles manifestations en force. Après les incidents graves qui éclatèrent à

Sétif et à Guelma, des mouvements insurrectionnels spontanés se produisirent dans les douars voisins. Les responsables du PPA, pour soulager les régions insurgées victimes de la répression militaire, donnèrent l'ordre d'insurrection générale pour le 23 mai. Mais cette directive fut finalement stoppée devant l'ampleur inattendue des moyens militaires français.

Cette tentative insurrectionnelle de mai 1945, qui s'acheva par une répression massive (de 5 000 à 8 000 morts selon des sources sérieuses, 1 500 seulement selon l'administration et 45 000 selon le PPA), demeure mal connue, mais ses conséquences furent décisives pour l'avenir.

Condamnée par les partis communistes et les Algériens conservateurs comme une « provocation fasciste », elle opposa irrémédiablement les nationalistes et les communistes algériens : le PPA ne pardonna jamais aux « impérialo-communistes » d'avoir fait cause commune avec l'administration française. Elle divisa aussi le mouvement national : Ferhat 'Abbas et ses amis rompirent leur alliance avec le PPA et ne voulurent pas reconstituer le mouvement des AML. Quant aux nationalistes révolutionnaires du PPA, ils n'attendaient plus d'autre aide que celle de leurs frères arabes et la reconstitution de leurs forces.

L'insurrection de mai 1945 aboutit surtout à créer entre les communautés française et musulmane d'Algérie un fossé de haines et de rancunes qui ne devait plus jamais être comblé. Pour les Algériens, la tentative manquée de 1945 devait aboutir à la guerre de libération nationale entamée en 1954.

Conclusion

La seconde guerre mondiale a agi au Maghreb d'abord comme un frein puis comme un accélérateur dans le développement du nationalisme.

Au cours d'une première période, de 1939 à 1942, la revendication politique a été assez facilement étouffée par des mesures policières, et le succès apparent de cette politique de compression a pu faire oublier aux colonisateurs l'accroissement des rancunes et des haines des colonisés; mais la perte de prestige de la France, l'impact de la propagande étrangère et la prise de conscience nationale des masses les plus frustes rendaient aussi illusoire que dangereuse cette attitude irréaliste.

Cela apparut au grand jour lorsque le Maghreb se trouva exposé directement à la guerre et à diverses formes d'occupation étrangère. Dès lors, les nouvelles défaites subies par la France et matérialisées par la présence des troupes allemandes, des armées anglaises et américaines fouettèrent les espérances nationalistes.

Tandis que 233 000 soldats nord-africains incorporés, souvent contre leur gré, dans l'armée française participaient à la libération de l'Europe et de la France, d'autres Maghrébins ne songeaient qu'à se libérer de la domination

française. L'incohérence de la politique américaine, qui encourageait le mouvement de libération tout en garantissant aux Français le maintien de leur souveraineté, les séductions de l'arabisme et la violence des autorités françaises ne permirent pas de canaliser ces mouvements nationaux, mais provoquèrent au contraire, dans les trois États maghrébins, des épreuves de force elles-mêmes génératrices d'affrontements futurs.

Bibliographie sélective

Travaux scientifiques

- AGERON, C. R. *Histoire de l'Algérie contemporaine (1871 à 1954)*, Paris, 1979.
BERNARD, S. *Le conflit franco-marocain*, tome premier, Bruxelles, 1963.
DANAN, Y. M. *La vie politique à Alger de 1940 à 1944*, Paris.
HALSTEAD, J. P. *Rebirth of a nation. The origins and rise of Moroccan nationalism (1912-1944)*, Harvard, 1967.
JULIEN, C. A. *L'Afrique du Nord en marche*, Paris, 1972.
KADDACHE, M. *Question nationale et politique algérienne*, Alger, 1980.
LANDAU, R. *Moroccan drama*, Londres, 1966.
LE TOURNEAU, R. *Évolution politique de l'Afrique du Nord musulmane*, Paris, 1962.
Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, n° 114, avr. 1979, numéro spécial : « L'Afrique française pendant la deuxième guerre mondiale ».
TILLMANN, H. *Deutschlands Araberpolitik im zweiten Weltkrieg*, Berlin, RDA, 1965.

Documents

- Histoire du mouvement national*, t. VII et VIII : « Le Néo-Destour face à la deuxième épreuve — 1938-1943 » (publication de documents) ; t. IX : « Dans l'engrenage de la deuxième guerre mondiale », 3 vol., Tunis, 1970.
Parti de l'Istiqlāl — documents (1944-1946), s.l., 1946.

Témoignages

- 'ALLAL AL-FÂSÎ AL-HARAKĀT, *Al-Istiqlāliya fi l-Maghrib l-Arabi*, Le Caire, 1948 ; trad. angl. *The independence movements in Arab North Africa*, Washington, 1954.
ANONYME. *Bourguiba et les Alliés*, Tunis, 1960.
CLINE, W. B. « Nationalism in Morocco », dans : *Middle East journal* (janv. 1947).
FERHAT 'ABBAS. *La nuit coloniale*, Paris, 1962.
ROOSEVELT, E. *As he saw it*, 1948.
ŞADOĞ ZMERLI. *Espoirs et déceptions en Tunisie (1942-1943)*, Tunis, 1971.

L'Afrique noire et l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale

Alexandre Kum'a Ndumbe III

Introduction

Lorsque la seconde guerre mondiale éclata en 1939, la presque totalité des pays de l'Afrique noire se trouvait encore sous domination coloniale. Comme lors du premier conflit mondial, les Africains furent appelés à prendre les armes pour défendre la patrie, c'est-à-dire la métropole européenne et ses intérêts outre-mer, contre les prétentions d'une ou de plusieurs autres puissances européennes. Dans ses intentions, la seconde guerre visait une redistribution des cartes entre les puissances européennes traditionnelles, l'Union soviétique, les États-Unis d'Amérique et le Japon. Le rôle des peuples colonisés devait se limiter à appuyer dans leur effort de guerre les puissances colonisatrices dont ils dépendaient. Ainsi, en déclenchant la guerre et en faisant appel aux peuples colonisés en général, aux peuples d'Afrique noire en particulier, le colonisateur entendait affermir sa puissance dans la colonie qu'il dominait déjà et étendre son influence à des régions métropolitaines ou coloniales qu'il ne dominait pas encore. Comme le Royaume-Uni et la France avaient été les principaux gagnants coloniaux de la première guerre mondiale et qu'ils avaient pu ainsi consolider et élargir leurs territoires, la remise en question de l'ordre mondial par l'Allemagne ne pouvait se faire qu'à leur détriment. Le traité de Versailles avait arraché à l'Allemagne toutes ses colonies pour en faire des territoires sous mandat au profit de la France ou du Royaume-Uni. L'Allemagne était ainsi devenue une puissance européenne purement continentale, privée de ses sources de matières premières et de ses marchés coloniaux, même si certaines entreprises allemandes conservaient des activités commerciales dans les pays africains, comme ce fut le cas d'IG-Farben et d'autres compagnies de moindre importance. Exclue des colonies, réduite à une puissance moyenne, l'Allemagne connut une évolution politique et économique qui devait conduire au nazisme et à une remise en cause totale de l'ordre mondial. C'est dans ce cadre que s'est posé le problème de l'avenir des relations entre l'Afrique et l'Allemagne.

La guerre mondiale, moyen de restructuration du monde

Les suites majeures de la première guerre mondiale

La révolution d'Octobre en Russie fut sans conteste l'un des éléments les plus importants de la première guerre mondiale. Avec la naissance de la République des soviets, la dislocation de l'empire austro-hongrois et l'élimination de l'Allemagne d'importantes sphères d'influence dans le monde, l'équilibre des forces à l'intérieur du continent européen se modifia de manière fondamentale. Avant 1914, les grandes décisions mondiales étaient prises essentiellement par les puissances coloniales, c'est-à-dire à Paris, Londres, Berlin, Bruxelles, Lisbonne et Madrid; mais ce centre de gravité des décisions mondiales tournant autour des capitales européennes connut un glissement important dès la signature des traités de Versailles et de Saint-Germain en 1919. Dès lors, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique apparurent comme de grandes puissances naissantes sur lesquelles il faudrait compter et avec lesquelles il faudrait composer tant dans les affaires européennes que dans les règlements mondiaux. En fait, les puissances coloniales perdirent du poids dans les affaires internationales puisqu'elles durent composer avec des puissances nouvelles, même si celles-ci ne manifestaient pas un intérêt immédiat pour les affaires coloniales et ne revendiquaient pas de territoires coloniaux au détriment des métropoles coloniales européennes.

La création même de la Société des Nations, qui devait se préoccuper des grands problèmes internationaux, et le nouveau statut de territoires sous mandat attribué aux anciennes colonies allemandes traduisaient déjà l'éclatement de ce centre de gravité des décisions mondiales, monopolisé jusque-là par l'Europe coloniale; mais ce glissement ne se manifesta pas directement en faveur des colonisés, qui, pourtant, s'étaient battus dans la guerre. Les bonnes intentions esquissées dans les « quatorze points » de Wilson ne se concrétisèrent pas dans le sens d'une autodétermination des Africains, ceux-ci n'étant pas jugés suffisamment mûrs pour diriger leurs propres affaires. Les Africains ne furent cependant pas dupes. Ceux qui avaient opté pour la résistance anti-coloniale, comme ce fut le cas au Cameroun avec la lutte conduite par Rudolf Duala Manga Bell, et ceux qui se battirent pour défendre la patrie se retrouvèrent, les uns et les autres, colonisés au lendemain de la guerre, comme ils l'étaient à ses débuts. La différence essentielle fut que certains Africains avaient changé de maître. Ainsi au Togo, au Cameroun, au Tanganyika et dans le Sud-Ouest africain.

Les Africains auront tout au moins compris qu'ils s'étaient battus non pas pour de meilleures conditions de vie ou pour se libérer du joug colonial, mais pour permettre au colonisateur de mieux asseoir sa domination. Pendant

ce temps, les contradictions entre Européens s'aiguisèrent au fil des ans, et les Allemands, opposés au traité de Versailles qu'ils taxèrent de « diktat », rêvaient d'une revanche magistrale qui leur permettrait de modifier en leur faveur l'équilibre du monde.

Les conditions favorables à la guerre en Allemagne

L'évolution politique de l'Allemagne, les retombées de la situation économique dans l'entre-deux-guerres et la propagande idéologique ont sérieusement contribué à créer des conditions favorables au déclenchement d'une guerre du côté allemand.

La révolution de 1918 avait été écrasée grâce à la collaboration d'une armée monarchiste et de dirigeants sociaux-démocrates qui étaient parvenus à un compromis, mais la monarchie elle-même s'effondra et la République de Weimar fut mise en place. Cette tentative démocratique de l'Allemagne fut stoppée cependant dès janvier 1933, lorsque Hitler prit le pouvoir et instaura le régime nazi. Pendant toute la durée de la République de Weimar, aucun parti ne sut s'imposer par une majorité évidente et tous les gouvernements démocratiques furent des gouvernements de coalition caractérisés par une instabilité chronique. La durée moyenne des gouvernements de Weimar ne dépassa pas huit mois et demi et l'opposition constante entre le parlement et les gouvernements favorisa la montée des tendances extrémistes, à gauche comme à droite. La droite fasciste se livra à une propagande violente contre l'instabilité gouvernementale et les conflits parlementaires permanents, en soutenant qu'ils révélaient la faillite du système démocratique. La situation parut propice au recours à un homme fort se moquant du parlementarisme et capable de mettre au pas aussi bien les partis politiques et les syndicats que les industriels et les hommes d'affaires. En effet, lorsque Hitler prit le pouvoir en 1933, il interdit tous les partis politiques, sauf le sien, le *National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei* (NSDAP), qui devint le parti unique de l'Allemagne. Toutes les organisations, syndicats compris, furent soit dissoutes, soit dirigées par des membres ou des sympathisants du NSDAP. La mise au pas fut générale et ne toléra aucune résistance ouverte ou larvée. La propagande de masse trouva un terrain de prédilection et elle constitua une arme formidable pour le régime hitlérien, qui parvint ainsi à convaincre les Allemands qu'une guerre non seulement était inévitable, mais représentait la seule issue pour le peuple allemand. Contrairement aux différents gouvernements de Weimar, qui avaient essayé de sortir l'Allemagne de l'impasse par des négociations et en appliquant une politique de paix, le régime hitlérien s'employa à démontrer aux masses que seule « la force de l'épée » pourrait effacer la honte de Versailles et redonner à l'Allemagne sa place dans le monde.

Les difficultés économiques n'étaient pas en soi un facteur favorable à

la guerre, mais les solutions choisies par les dirigeants industriels, financiers et politiques non seulement favorisèrent le déclenchement de la guerre, mais considérèrent celle-ci comme le moyen privilégié de résoudre les difficultés économiques et de créer une nouvelle structure économique mondiale. En effet, les crises économiques des années 1920 avaient durement frappé l'Allemagne de Weimar, l'inflation avait atteint de nouveaux records et plus de six millions de travailleurs étaient au chômage en 1932. Plusieurs entreprises avaient fait faillite, mais, et c'est fondamental, la structure de l'économie allemande qui s'était modifiée depuis la fin de la première guerre demeurait intacte.

Deux aspects caractérisaient cette structure acquise dès les années 1920. Premièrement, l'Allemagne avait connu aussitôt après la fin de la guerre une rationalisation de son économie. L'évolution se prolongea par la concentration industrielle et financière qui aboutit à la formation de grands monopoles comme IG-Farbenindustrie, les Vereinigte Stahlwerke, Krupp, AEG, la Deutsche Bank, etc. Cette structure de monopole ne fut pas affectée pendant la crise économique, elle se renforça plutôt. Deuxièmement, la même structure permettait aux différentes entreprises de disposer de très grandes capacités de production. Or, comme le chômage avait atteint des proportions importantes, le pouvoir d'achat des consommateurs se trouvait extrêmement limité. Le marché intérieur allemand accusait donc une demande faible, bien en deçà des capacités réelles de l'industrie allemande. La position de l'Allemagne dans le monde ne lui permettait pas non plus d'exporter massivement ses produits, ce qui posait d'ailleurs aussi un autre problème : celui des devises dont le pays avait grand besoin pour ses achats sur le marché mondial.

L'Allemagne était ainsi dans une situation paradoxale au début des années 1930 : elle disposait d'une grande capacité de production, mais elle était obligée de sous-utiliser ses machines, qui fonctionnaient parfois à 30 % seulement de leurs capacités, puisqu'elle ne pouvait vendre les produits de ses industries. La solution choisie pour sortir de cette impasse, en accord avec les magnats de l'industrie lourde, des monopoles de la chimie, de l'électricité, etc., les grandes banques privées et d'État et l'équipe politique hitlérienne, fut la guerre. L'État devait en effet passer d'importantes commandes à l'industrie afin de relancer celle-ci. Or seule la préparation d'une guerre permettait de passer des commandes aussi importantes, et en si peu de temps, afin que l'industrie tourne à pleine capacité et résorbe le chômage en moins de deux ans. Quand Hitler prit le pouvoir en 1933, sa politique économique avait déjà été convenue avec des dirigeants de l'industrie et des finances. Aussi s'employa-t-il à mettre toutes les branches au pas en vue de la réalisation de cette politique économique.

L'évolution politique, la situation économique et sociale ne furent pas les seuls facteurs qui favorisèrent le déclenchement d'une guerre du côté allemand. L'élément psychologique et idéologique joua aussi un rôle non négli-

geable. L'Allemagne n'avait signé qu'à contrecœur le traité de Versailles; et, surtout, depuis la montée du nazisme, l'idée de revanche était bien ancrée dans les esprits. Il ne s'agissait pas seulement d'une revanche sur l'ennemi héréditaire, la France, mais sur tous ceux qui avaient contribué à réduire la puissance de l'Allemagne, à commencer par l'Union soviétique, qui prêchait la lutte des classes et le communisme, principal antagoniste du nazisme.

L'un des grands objectifs du régime hitlérien était d'extirper le communisme non seulement de l'Union soviétique, mais aussi du reste du monde. A la lutte des classes, le nazisme opposait la solidarité de toutes les couches de la population travaillant pour le bien de la nation, chacun faisant son travail et restant à sa place. Au principe démocratique, le nazisme opposait le « principe du Führer », celui du chef, qui devait décider seul, même s'il s'entourait de conseillers, qui devait commander et se faire obéir dans une hiérarchie pyramidale où les ordres partaient d'en haut et où l'obéissance émanait d'en bas. Le chef étant le meilleur, selon le jeu de la sélection naturelle, le chef suprême incarnait le surhomme, l'Aryen dans toute sa splendeur. C'est pourquoi il ne pouvait être question ni d'égalité entre tous les hommes de la terre ni d'internationalisme prolétarien. Il existait une pyramide des races surplombée par l'Aryen, incarnation des valeurs suprêmes. Il revenait donc au peuple aryen, et en l'occurrence au peuple allemand, non seulement de diriger les affaires allemandes, mais de dominer le monde pour le bien de l'humanité tout entière, étant donné que le monde serait ainsi dirigé par les meilleurs produits de l'espèce humaine. Comme le monde entier vivait dans un immense désordre créé par les ploutocrates, les juifs et entretenu par les marxistes, une guerre s'imposait afin que l'Aryen trouvât la place qui lui revenait et dirigeât enfin tous les peuples qui lui étaient inférieurs.

Les buts de guerre de l'Allemagne

Quels furent les objectifs fondamentaux de l'Allemagne dans cette seconde guerre mondiale? Il faut s'y arrêter un instant si l'on veut mieux saisir le rôle réservé à l'Afrique en général et à l'Afrique noire en particulier.

L'objectif essentiel de cette guerre était pour l'Allemagne de ramener le centre de gravité des décisions mondiales en Europe, et plus précisément à Berlin. Il s'agissait donc d'arracher à l'Union soviétique et aux États-Unis d'Amérique la part de pouvoir que ces pays s'étaient assurée dans les affaires internationales, et de ramener ce pouvoir en Europe. La désunion des États européens, la compétition entre nations européennes sur l'arène internationale avaient eu pour conséquence la perte d'influence de l'Europe, et ce, surtout depuis la première guerre mondiale. Pour le régime hitlérien, la France en était largement responsable, mais aussi le Royaume-Uni et même le II^e Reich allemand. Berlin allait donc envisager une politique d'union de l'Europe sous

la direction de l'Allemagne. Cette Europe-là serait suffisamment forte pour dicter sa volonté au monde.

Les buts de guerre allemands consistaient à créer un « Grand Royaume germanique » ayant pour noyau un « Grand Royaume allemand » qui comprendrait, outre l'Allemagne, l'Autriche, les territoires des Sudètes, la Bohême, la Moravie et la région du Niémen. L'immense Grand Royaume germanique devait aller du nord et de l'ouest de la France jusqu'à l'Oural, en passant par l'Allemagne, la Pologne, l'Ukraine, et s'étendre de la Grèce à la Belgique, en passant par des territoires de la Yougoslavie, de l'Autriche, etc. Ce « Gross-germanisches Reich » devait, en outre, posséder des protectorats comme la Slovaquie, le Danemark, la Norvège, le reste de l'État français (alors dénommé Bourgogne) et influencer un groupe d'États satellites comme la Finlande, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et les Pays-Bas. Par des accords économiques, politiques et militaires, des pays comme le Royaume-Uni, la Suisse, la Suède, le Portugal, l'Espagne et, dans une certaine mesure, l'Italie auraient été étroitement liés au Grand Royaume germanique.

L'Europe ainsi restructurée sous la direction de l'Allemagne aurait eu besoin, après la guerre, de grands espaces complémentaires : et, dans ses buts de guerre, l'Allemagne visait la Sibérie, le Turkestan et l'Afrique, les pays d'Asie étant prévus pour un futur partage d'influence à négocier avec le Japon, et les Amériques devant s'attendre à une confrontation militaire avec le Grand Royaume germanique. En réalité, la guerre mondiale ne représentait qu'une étape dans l'ambition allemande de dominer non seulement l'Europe, mais le monde par l'intermédiaire d'une première puissance mondiale, le Grand Royaume germanique. La domination exclusive de l'Europe sur le monde serait ainsi rétablie, même si un compromis devait être négocié avec le Japon, qui entendait dominer le monde asiatique. C'est dans ce contexte d'une restructuration globale du monde que l'Afrique s'insérait dans les buts de guerre de l'Allemagne.

La restructuration de l'Afrique

Les trois axes de la politique africaine de l'Allemagne

Avant le déclenchement des hostilités comme pendant la guerre, l'Allemagne voyait l'Afrique en trois parties : l'Afrique du Nord, l'Afrique au sud du Sahara et l'Afrique australe. Les intentions allemandes variaient donc selon qu'il s'agissait de l'une ou de l'autre partie du continent.

Dans son vaste plan de restructuration du monde, l'Allemagne n'envisageait pas une colonisation directe de l'Afrique du Nord. En principe, elle entendait réserver ce privilège à l'Italie, qui avait de grandes ambitions dans

cette région puisque Mussolini rêvait de reconstruire l'empire romain. Puisque l'Espagne de Franco était envisagée comme un État entretenant des relations particulières avec l'Allemagne et qu'elle revendiquait des territoires en Afrique du Nord, surtout au Maroc, l'Allemagne l'avait aussi prévue comme puissance coloniale en Afrique du Nord. La France, sous la direction du maréchal Pétain, qui craignait pour l'avenir de ses colonies, avait reçu des assurances quant à ses territoires d'Afrique du Nord, mais, comme dans les plans secrets allemands de restructuration de l'Europe, il n'y aurait plus eu de pays s'appelant la France, on peut supposer que la France aurait été exclue de l'Afrique du Nord comme puissance coloniale si l'Allemagne avait gagné la guerre et était parvenue à la réalisation de ses desseins. Pendant la guerre, cependant, il convenait de rassurer Vichy et de faire obstacle aux partisans gaullistes de la France libre qui se réclamaient de l'ensemble de l'empire français. Ce qui est sûr, c'est que l'Allemagne entendait dominer économiquement l'Afrique du Nord, comme elle aurait d'ailleurs dominé l'ensemble de l'Europe. À côté de cette présence économique, le Reich entendait installer des bases militaires un peu partout en Afrique du Nord, de manière à couvrir d'un parapluie militaire la partie de l'Afrique directement convoitée, c'est-à-dire l'Afrique au sud du Sahara.

Le Mittelafrikanisches Kolonialreich

L'Allemagne entendait se tailler un empire colonial africain allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien sans interruption, limité au nord par le Sahara et au sud par l'Union sud-africaine. Un tableau des revendications territoriales fut dressé le 6 novembre 1940 par Bielfeld, au Ministère des affaires étrangères ; c'était une espèce de synthèse des différentes visées selon laquelle les territoires suivants devaient former le Reich colonial allemand d'Afrique : le Togo, le Dahomey, la Côte-de-l'Or (actuel Ghana), le Nigéria de l'Ouest, le sud du Niger et le sud du Tchad jusqu'au 15^e degré de latitude nord, le Cameroun, l'Afrique équatoriale française, le Congo belge, le Tanganyika, l'Ouganda, le Kenya, la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et le Nyassaland, la Rhodésie du Sud (aujourd'hui le Zimbabwe) et le Sud-Ouest africain (Namibie). D'autre part, les ports de Dakar, de Conakry, de Freetown, de Douala, de Pointe-Noire, de Boma, de Zanzibar, de Dar es-Salaam, de Mombassa-Kilindi et de Diégo-Suarez devaient abriter des bases militaires allemandes, ainsi que les îles Fernando Poo, São Tomé, Sainte-Hélène, Ascension, Pemba, Comores, Seychelles et Maurice¹.

Les projets élaborés le 30 mai et le 1^{er} juin 1940 respectivement par Claudius, directeur ministériel et collaborateur de Ribbentrop, et par Ritter, ambassadeur et lui aussi collaborateur de Ribbentrop, rejoignent dans leurs grandes lignes les revendications détaillées de Bielfeld. Une légère différence est

à constater seulement dans le projet rédigé moins de deux ans plus tard, le 21 janvier 1942, au Ministère des affaires étrangères. Dans ce projet, l'idée fondamentale d'un immense Reich colonial ininterrompu allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien était maintenue, mais plutôt au détriment du Royaume-Uni, et non plus tant de la France de Vichy, qui, elle, n'aurait apparemment plus eu à céder le Togo et le Dahomey. Cependant, la Gambie, la Sierra-Leone, la Guinée espagnole et Río Muni devaient aussi revenir à l'Allemagne.

L'Eurafrique au service de l'Europe allemande

Les revendications allemandes montrent donc clairement qu'il s'agissait bel et bien d'une restructuration complète du continent africain, qui faisait elle-même partie d'un projet bien plus ambitieux : la restructuration du monde par l'Allemagne hitlérienne. Quel rôle devait jouer l'Afrique dans ce vaste plan nazi? Un rôle essentiellement militaire et économique. Essayons d'analyser la fonction économique de ce nouveau territoire de rêve. Un des spécialistes des questions africaines de l'époque, M. Schmitt, écrivait en 1942 : « Ce n'est qu'avec les changements politiques que susciteront cette guerre et la future restructuration du monde que l'Afrique deviendra sinon le seul, du moins le plus important complément tropical de l'Europe. Par conséquent, sa signification future ne saurait plus être conçue que dans le cadre d'une économie complémentaire d'un ensemble eurafricain². »

Bielfeld lui-même, dans ses propositions de plan de paix du 6 novembre 1940, expliquait les motivations des ambitions africaines de l'Allemagne hitlérienne. Il disait notamment : « En formulant la revendication des territoires coloniaux, il faut partir du fait qu'après la restructuration de l'Europe le territoire devant être approvisionné par l'espace complémentaire colonial comprendra, en dehors de la Grande Allemagne, la Scandinavie, le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande, la Hongrie, la Slovaquie et d'autres territoires européens. Ces pays seront incorporés dans le grand espace économique européen et devront orienter leur économie vers l'économie allemande. » Et Bielfeld d'ajouter : « La planification économique dans les colonies allemandes devra tenir compte des besoins d'environ cent cinquante millions d'hommes. » L'Afrique se trouverait donc au service non seulement de l'Allemagne, mais de toute l'Europe. Il s'agit ici d'une certaine association entre les monopoles des autres pays européens dominés par l'Allemagne avec les puissants monopoles allemands. Le plan de Bielfeld ne restait d'ailleurs pas muet à ce sujet puisqu'il précisait notamment : « Le but final est de placer sous l'influence allemande la plus grande partie possible de l'espace colonial disponible en Afrique, de telle manière qu'à travers une collaboration avec les autres puissances coloniales un travail commun puisse se dégager dans l'exploration,

l'entretien et l'exploitation de toutes les ressources du continent africain, au profit de toute l'Europe, en garantissant particulièrement les besoins propres de la Grande Allemagne. » Dans le fond, un slogan de l'époque résumait assez bien les intentions impérialistes des stratèges allemands : « L'Eurafrrique aux Européens ! » La fonction de l'Afrique se limitait ainsi à la complémentarité. L'Eurafrrique ne devait pas représenter une véritable communauté d'intérêts de deux continents, mais une association forcée, dans laquelle l'Afrique serait au service exclusif des monopoles européens sous patronage allemand.

L'idéologie nazie en Afrique

Si nous évoquons le problème idéologique dans son aspect racial et raciste, c'est pour le placer dans le cadre des rapports entre Blancs et Noirs dans les colonies qui étaient désignées pour être gouvernées par l'Allemagne. Comme le précisaient les responsables des affaires africaines, il ne s'agissait pas de pratiquer une politique coloniale à l'anglaise ou à la française, mais une politique dotée d'une nouvelle donnée, le national-socialisme. Par conséquent, il vaudrait mieux parler de « politique coloniale national-socialiste ». Dans les colonies, la structure raciale devait avoir essentiellement deux dimensions : celle de la race blanche et celle de la race noire. Étant donné que les juifs, en principe, ne recevraient pas le droit de s'installer dans les colonies allemandes, cette classification raciale se trouvait simplifiée d'elle-même.

Les théoriciens de la politique raciale en Afrique n'ont pas défini de manière exhaustive ce qu'ils appelaient la spécificité de la race blanche. Ils ont plutôt exposé, ici et là, quelques caractéristiques du Blanc qui le différencieraient du Noir. C'est pourquoi il est d'ailleurs tout aussi rare de trouver un exposé complet sur la spécificité du Noir. Celui-ci était surtout défini par rapport au Blanc, et dans ses relations avec lui. Dans le contexte colonial, la race blanche était considérée dans son ensemble. On ne faisait donc de distinction ni entre différentes nationalités européennes ni entre l'élite aryenne et les autres. Le Noir lui-même établirait cette différence de manière purement intuitive. Dans une brochure officielle du NSDAP sur le problème racial dans les futures colonies, il était dit notamment : « L'indigène, tant qu'il n'est pas déjà européenisé ou mulâtre, fait la distinction en Afrique entre les Blancs purs — le *Germanic people* ou ce qu'on appelle en Afrique du Sud et dans les lois d'immigration d'Amérique du Nord la *Nordic race* — et les Blancs non purs, "moitié-moitié", et là il pense par exemple au Français, au Levantin, etc. L'indigène ressent souvent les différentes spécificités des peuples de ses seigneurs blancs d'une manière très exacte³. »

Considérés dans leur ensemble, les Blancs seraient d'abord de grands explorateurs. Ce serait grâce à leur génie, à leur esprit d'entreprise, à leur témérité et à leur sens de l'organisation qu'ils auraient découvert tous les continents

du globe. L'intelligence du Blanc, avec toutes les caractéristiques qui composent sa personnalité, lui aurait permis d'organiser de grands États, de créer des civilisations millénaires, d'inventer la technique et de l'adapter aux besoins de l'homme afin de mieux dominer la nature. Ainsi, le Blanc ne faisait pas seulement l'histoire de son humanité spécifique, de ce qu'on appelait alors l'« humanité blanche », mais celle de toutes les « humanités »; bref, il recréait le monde et le modelait à son image. La race blanche se définirait ainsi comme la race des seigneurs, race dont les qualités seraient suprêmes et qui, par sa nature, serait appelée à régner sur les autres.

L'image que les théoriciens nazis donnaient de la « spécificité du Noir » nous plonge dans un tout autre monde. Des scientifiques de renom, des professeurs d'université élaborèrent des théories d'un racisme outrancier, tout en s'abritant derrière une pseudo-science conçue pour les besoins de la cause. C'est ainsi que le professeur Zumpt osait écrire sans le moindre scrupule : « L'histoire nous a enseigné que les indigènes d'Afrique ne sont pas en mesure de constituer des États ayant un ordre interne et correspondant aux notions de sécurité et de droits de l'homme, non plus que d'explorer les immenses richesses économiques dont le monde a un si urgent besoin⁴. » Un autre homme de science, le professeur Fischer, affirmait, dans le même contexte, que « les qualités intellectuelles reposent sur des facultés héréditaires; les différences raciales sont des différences héréditaires; les qualités intellectuelles diffèrent selon les races, et donc il existe des différences raciales au niveau de l'intelligence⁵ ».

En clair, cela signifie qu'il existe des races plus intelligentes que d'autres et, dans les limites de cette conception, le Noir le plus intelligent ne saurait être plus doué que le Blanc le plus sot, étant donné que tous deux sont les produits de facteurs biologiques héréditaires. Il faudrait évidemment exclure de cette comparaison les Blancs affectés par des maladies héréditaires et ne jouissant plus, par conséquent, de toutes les facultés propres à la race blanche. À côté du potentiel d'intelligence mineur dont disposerait la race noire dans son ensemble, les experts nazis affirmaient aussi qu'il y avait un manque de cohérence dans la manière de penser du Noir, à qui tout système de logique serait étranger. Le Noir s'en accommoderait d'ailleurs fort bien, semble-t-il, d'autant plus que, à en croire les experts nazis, sa nature serait essentiellement paysanne⁶. Sans intelligence ni logique, le Noir « n'attend et n'exige pas d'égalité », affirmait encore un autre « expert de la colonisation », « mais plutôt que la race blanche supérieure, reconnue capable et digne dans tous ses représentants, prenne la place du dominateur⁷.

Il revenait donc à la race blanche de saisir ce besoin manifeste de la race noire d'un guide éclairé. Si la nature du Noir est celle de l'esclave, la nature du Blanc est celle du maître. Le texte officiel du NSDAP rédigé par Hecht ne laisse d'ailleurs planer aucune ambiguïté sur ce point : « Le fait

d'être des peuples de seigneurs donne à ces peuples un droit naturel de régner [...]. Il est évident que l'Européen, du fait de ses immenses réalisations techniques et personnelles, puise dans cette supériorité le droit naturel de faire d'elles ce dont il est capable, grâce à ses dons intellectuels. Il s'agit là d'une simple loi de la nature. Les peuples de seigneurs ont, à cause de leurs facteurs génétiques, le droit primordial d'être des peuples de seigneurs⁸. » Voilà une étrange logique de la part de ceux-là mêmes qui niaient à d'autres la faculté d'exercer une quelconque logique.

L'organisation raciste du Reich colonial

Tous les organismes de l'Allemagne hitlérienne participèrent aux « travaux préparatoires pour une rentrée coloniale » de manière intense à partir de l'été 1940. Chacun devait, dans le domaine de ses compétences, élaborer des plans précis pour une rentrée africaine imminente. C'est ainsi que le Reich colonial eut une existence de fait sur le papier; l'organisation économique, politique, sociale, juridique et même culturelle était non seulement esquissée et discutée entre les différentes autorités, mais menée à terme en 1943. Les principes fondamentaux de la politique coloniale national-socialiste étant maintenant évidents, nous nous contenterons d'insister seulement sur quelques aspects de cette politique d'asservissement.

Dans sa lettre du 21 août 1940, adressée à l'Office de politique coloniale — organisme conçu pour devenir plus tard le Ministère des colonies —, le ministre de l'intérieur écrivait : « L'administration coloniale doit être gérée d'une manière telle que, politiquement et économiquement, elle soit entièrement au service de la mère patrie⁹. » Le colonialisme nazi avait au moins le mérite de la franchise. Dans une lettre circulaire du 24 juillet 1940, le ministre de l'économie du Reich insistait sur ce point : « L'importance majeure des colonies réside dans le domaine économique. Les colonies font partie de l'ensemble économique allemand et forment avec le Reich une entité économique. C'est pourquoi l'économie des colonies doit être conçue et orientée en fonction des exigences de l'ensemble économique allemand¹⁰. »

Selon cette conception, le Noir devait être intégré dans l'économie européenne comme travailleur non qualifié. Le rôle du Blanc en général, de l'Allemand en particulier, consistait à représenter le Führer dans la colonie. Une lettre du Ministère de la justice adressée le 4 juin 1941 à l'Office colonial le spécifiait d'ailleurs en ces termes : « Les Allemands, ainsi que les personnes du même rang, ne doivent pas être employés dans les colonies comme "travailleurs"¹¹. » Le rôle de direction revenait donc évidemment aux Blancs, les Noirs devant exécuter les ordres. C'est ainsi qu'il était prévu que tous les Noirs, à partir de leur seizième année, devaient obligatoirement être titulaires d'un livret de travail (*Arbeitsbuch*).

Compte tenu de la politique ségrégationniste, qui était la logique même de l'idéologie nazie, Blancs et Noirs devraient vivre séparés dans les colonies. Les centres d'activité économique seraient créés dans des zones d'habitation blanches, et la population noire, qui serait installée à la périphérie dans des « réserves noires », viendrait travailler le jour pour rentrer le soir dans les réserves. Seraient élaborées des lois foncières prévoyant que la colonie deviendrait propriété foncière de l'Allemagne et que l'État céderait aux Noirs des réserves bien définies comme zones d'habitation, étant entendu que, selon l'appréciation du gouverneur, ces populations pourraient être déplacées à tout moment et réinstallées à des endroits jugés propices par le fonctionnaire colonial¹². Certains pensaient qu' « il vaudrait mieux créer, dès le départ, des réserves d'indigènes [...] comme en Afrique du Sud¹³ ».

Afin de mener à bien la politique ségrégationniste coloniale, il fallait adapter les lois de Nuremberg aux conditions coloniales. C'est ainsi qu'un projet de loi fut élaboré, dès septembre 1940, pour la protection du sang et de l'honneur allemands. Cette « loi coloniale sur la protection du sang »¹⁴ punissait de mort le Noir qui aurait des relations sexuelles avec une Blanche, tandis que, pour le même délit, le Blanc était condamné à une amende ou devait changer de colonie.

La juridiction, dans son ensemble, ne devait d'ailleurs pas être la même selon que l'on aurait affaire à un Blanc ou à un Noir. Étant donné qu'il s'agissait de deux entités raciales distinctes ayant des facultés et des particularités différentes, les juristes allemands avaient élaboré une juridiction coloniale sur les Blancs¹⁵, indépendante du gouverneur et ayant pour instance suprême la Cour suprême du Reich (*Reichsgericht* ou, pour certains, *Reichskolonialgericht*), et une juridiction coloniale pour les Noirs, dont l'instance suprême serait le gouverneur¹⁶, fonctionnaire politique qui n'aurait pratiquement pas de compétence juridique. Là aussi, la parodie de justice était un instrument approprié de la politique raciste coloniale.

La militarisation de l'Afrique par la SS et la Wehrmacht

Comment allait-on mettre en pratique la politique coloniale nazie conçue à l'égard des Africains ? Afin de pouvoir appliquer les lois racistes, un corps de police ayant subi une formation spéciale se préparait pour les colonies. Il était entendu dans les hautes sphères du Reich que l'Afrique serait militarisée en vue de permettre une application rigoureuse du système nazi. La formation des officiers de police destinés aux colonies africaines débuta bien avant la guerre puisque des séminaires furent organisés à leur intention dès février 1938. Des écoles de police coloniale furent d'ailleurs mises sur pied, à partir de 1941, à Oranienburg et à Vienne, avec des stages à Rome et en Afrique du Nord. À côté de la police ordinaire, la SS avait préparé pour les colonies une formation

spéciale SS devant jouer le même rôle qu'en Allemagne. La Wehrmacht elle-même avait organisé une Wehrmacht coloniale, disposant des trois armes et dépendant directement du haut commandement de la métropole, donc soumise directement aux ordres de Hitler. La Wehrmacht s'était penchée sur cette question bien avant le début des hostilités, et les différents stages de formation organisés pour les officiers militaires destinés aux colonies africaines débutèrent dès septembre 1940. On peut dire qu'en 1942 les trois armes de la Wehrmacht, la police et les SS avaient acquis une structure coloniale suffisante pour une rentrée africaine de l'Allemagne. Il n'était cependant pas question de conquérir le Mittelafrika dans une guerre séparée, fût-elle africaine. Ce vaste empire colonial devait tomber sous le joug de l'Allemagne victorieuse comme l'un des résultats majeurs de la seconde guerre mondiale. L'intervention militaire allemande ne commencerait qu'après la guerre.

Dans les plans de la Wehrmacht et selon les vœux exprès du commandant en chef de la marine, les unités de la marine devaient être les premières à prendre possession des colonies en occupant les régions côtières. Le drapeau serait alors hissé en signe de souveraineté du Reich. Le gouverneur et une partie de son équipe participeraient au premier voyage de ces unités de la marine.

Le lien serait alors établi entre les nouvelles autorités coloniales allemandes et les anciennes autorités coloniales qui administraient jusqu'alors la colonie. Très peu de temps après, des unités de l'armée de terre et de l'armée de l'air occuperaient, elles, l'intérieur du territoire. Le reste du corps d'administration pourrait alors rejoindre la colonie. Après avoir repris militairement et administrativement la colonie région par région, d'autres unités des trois armes viendraient en renfort, par contingents, jusqu'à ce qu'elles atteignent la force prévue pour un temps de paix. Les autorités militaires estimaient qu'il leur faudrait six mois pour reprendre militairement et administrativement la colonie aux autres puissances colonisatrices.

L'impressionnant empire colonial du Mittelafrika imaginé par les Allemands s'étendrait de l'océan Atlantique à l'océan Indien sans interruption, et partirait du Niger, au nord, pour se limiter au Sud-Ouest africain, dessinant ainsi les frontières avec l'Union sud-africaine. Tout ce vaste empire aurait été militarisé par la police, la Waffen-SS et les trois armes de la Wehrmacht. Mais l'armée allemande ne se serait pas arrêtée là. En évoquant les visées allemandes en Afrique du Nord, nous avons vu que le Reich n'avait pas l'intention d'exercer un colonialisme direct dans cette région. Il préférerait abandonner ce rôle à ses alliés italiens, espagnols et peut-être français. Ce que les autorités allemandes exigeaient était une domination économique et des bases militaires permanentes. Avec ces bases militaires en Égypte, en Libye, en Tunisie, en Algérie et au Maroc, même si des concessions importantes avaient été faites aux Italiens, le canal de Suez et la Méditerranée seraient

passés sous contrôle allemand. Ainsi le Mittelafrika allemand aurait-il bénéficié d'un impressionnant parapluie militaire. Pour ce qui restait du sud de l'Afrique, l'Union sud-africaine était vue comme une alliée privilégiée et il est fort probable que des accords militaires auraient lié ce pays à l'Allemagne nazie, donc au Mittelafrika.

La marine allemande exigeait pour le traité de paix les ports africains de Dakar, Conakry, Freetown et d'autres non compris dans son empire colonial, ainsi que la plupart des îles entourant le continent, pour y établir des bases militaires. Les Canaries, l'Ascension, Sainte-Hélène, Fernando Poo, Madagascar, la Réunion, Maurice, etc., auraient accueilli des bases de la marine allemande. Ainsi, non seulement le continent africain, mais aussi l'Atlantique nord et la Méditerranée, l'Atlantique sud et l'océan Indien auraient été pratiquement contrôlés par l'Allemagne nazie.

L'Union sud-africaine

Parmi les rares États africains qui, à l'époque, jouissaient d'une certaine autonomie, l'Union sud-africaine était le seul où des immigrants blancs devenus des autochtones exerçaient tous les pouvoirs sur la base d'une politique raciste avouée. D'une part, il ne s'agissait pas de Blancs « de passage » dans la colonie, mais de Blancs n'ayant d'autre patrie que l'Afrique du Sud, de Blancs sans métropole et qui ne pouvaient prétendre rentrer un jour en Europe. D'autre part, ces Blancs avaient instauré progressivement la ségrégation raciale comme système de politique nationale, ce qui signifiait que les millions de Noirs de l'Union demeuraient exclus de la vie politique du pays et servaient principalement à renforcer la richesse de l'homme blanc. Toutes ces données faisaient de l'Union sud-africaine un pays essentiellement différent de tous les autres pays du continent. Aussi l'Allemagne hitlérienne orienta-t-elle sa politique vers des intérêts ayant un lien direct avec ceux de l'Union, même si certaines divergences faisaient surgir des contradictions majeures.

Plusieurs publications de l'Allemagne hitlérienne louaient « le point de vue racial de l'Afrique du Sud¹⁷ ». « L'Union sud-africaine respecte les frontières prescrites par la nature¹⁸ », disait-on, ou encore : « L'idée raciale est en marche en Union sud-africaine¹⁹. » Le ministre Oswald Pirow, qui occupa plusieurs postes clés dans différents cabinets sud-africains, n'était pas seulement d'origine allemande, mais aussi un grand sympathisant de l'Allemagne hitlérienne, comme beaucoup de ses collègues d'ailleurs. Qu'il s'agisse des premiers ministres Hertzog ou Strydom, personne ne cachait ses sympathies pour l'Allemagne nazie. Le journal *Rassenpolitische Auslandskorrespondenz* citait d'ailleurs Pirow dans son édition de juillet 1937 en écrivant : « La politique raciale a déterminé la politique sud-africaine, qui n'était autre chose qu'une politique de domination blanche. Les Vortrekkers auront créé quelque

chose qui porte des fruits abondants bien après leur mort. Le rôle de l'Afrique dans la politique mondiale sera déterminé par sa position à l'égard des Noirs. Il dépendra presque entièrement de cette question, à savoir si l'homme blanc maintiendra sa domination [...]. L'Union sud-africaine aura reconnu qu'en fin de compte l'égalité politique correspondrait à l'égalité sociale. Et une égalité sociale conduirait à une race de bâtards. Reconnaître ces faits, c'est déterminer la politique actuelle de l'Union sud-africaine, qui, dans l'avenir, demeurera la politique du pays²⁰. »

Les experts allemands analysaient de très près la politique de ségrégation raciale sud-africaine pour prévoir les moyens de mieux la coordonner avec la future politique raciale dans le Reich colonial. L'Académie du droit allemand s'en préoccupait tout particulièrement, en étroite collaboration avec l'Office de politique coloniale²¹. D'autre part, des Blancs de l'Union sud-africaine se rendaient régulièrement en Allemagne soit pour affaires, soit pour y poursuivre leurs études. Il est à noter qu'entre 1922 et 1933 déjà les étudiants sud-africains allant poursuivre des études à l'étranger se dirigeaient à raison de 26 % vers l'Allemagne, de 24 % vers le Royaume-Uni, de 20 % vers les États-Unis d'Amérique, etc.²². D'éminents hommes politiques sud-africains, comme Verwoerd et Strydom, qui furent présidents du pays après la guerre, firent leurs études en Allemagne, et il est bien connu que Verwoerd, qui, entre 1924 et 1928, fit ses études à Hambourg, à Leipzig et à Berlin, « eut à ce moment-là des relations très étroites avec les cercles national-socialistes²³ », où il puisa essentiellement ses théories racistes.

Ce qui est frappant, c'est la similitude entre les lois racistes sud-africaines et les lois racistes nazies conçues pour l'Afrique. Nous nous bornerons à en donner quelques exemples. A propos du travail, l'Allemagne hitlérienne comptait instaurer le système du livret de travail (*Arbeitsbuch*) pour tous les Noirs ayant atteint l'âge de seize ans. Or, en Afrique du Sud, « tout Africain ayant atteint l'âge de seize ans doit être en possession d'un « carnet de référence » (*reference book*). Dans leurs grandes lignes, l'*Arbeitsbuch* et le *reference book* ont la même fonction : l'embrigadement de la population noire, l'interdiction de circuler librement à l'intérieur du territoire et l'instauration d'une espèce d'esclavage moderne dans le travail.

Quant à la propriété foncière, nous avons vu que les Noirs du Reich colonial perdraient la propriété de leurs terres, et que c'est seulement le gouvernement colonial qui attribuerait à une partie de la population, pour un temps donné, une zone précise. En Union sud-africaine, le Native Land Act de 1912, le Native Urban Areas Act de 1923 et d'autres lois encore²⁴ ont stipulé que « les Africains ne sont habilités à acquérir, en propriété perpétuelle et libre, des terres où que ce soit en Afrique du Sud [...], même dans les zones bantu qu'ils occupent »²⁵. La ségrégation sexuelle était notifiée par le Kolonialblutschutzgesetz (la loi sur la protection du sang dans les colonies allemandes).

Cette loi correspond à l'Immorality Act de 1927 de l'Union sud-africaine, qui réprimait avec autant de fermeté les relations sexuelles entre personnes de races différentes.

Nous avons vu que l'Allemagne entendait instaurer deux juridictions séparées, l'une réservée aux Blancs et l'autre aux Noirs. La différence essentielle résidait dans le fait que, tandis que les Blancs pourraient compter sur une juridiction réelle, les Noirs seraient soumis à la justice du gouverneur, c'est-à-dire d'un fonctionnaire politique ayant pour fonction essentielle d'assurer la défense des intérêts coloniaux. Une loi sud-africaine du 11 octobre 1927 — ainsi que le Bantu Authorities Act, qui fut mieux élaboré plus tard, en 1951 — ressemble à bien des égards aux intentions administratives et judiciaires nazies. Non seulement la juridiction n'est pas la même en Afrique du Sud selon que l'on est noir, blanc ou « de couleur », mais les tribunaux concernant les Noirs se trouvent placés sous l'autorité immédiate du « ministre de l'administration et du développement bantou », et non du ministre de la justice.

Évoquons maintenant les organisations fascistes et nazies que l'Afrique du Sud a abritées avant, pendant et parfois même bien après la seconde guerre mondiale.

L'organisation fasciste Broederbond (Ligue des frères) fut créée en 1918 et eut une existence publique jusqu'en 1924, pour devenir secrète ensuite. Son programme, essentiellement raciste, revendiquait la séparation stricte entre Blancs et Noirs, un développement séparé des deux communautés — ce qu'on appellera plus tard l'*apartheid* — et la suprématie absolue du Blanc sur le Noir. Le Broederbond était en relation avec le parti nazi allemand et, en 1934, un an après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le comte von Durckheim Montmartin fut envoyé par les nazis en Union sud-africaine pour négocier avec le Broederbond les possibilités d'un renversement de la situation plutôt probritannique, ce qui aurait permis à l'Union sud-africaine de se ranger du côté de l'Allemagne lors du conflit mondial qui s'annonçait. Cette organisation comptait, en 1944, quelque 2 672 membres : les principaux leaders nationalistes, tels Lalan, Hertzog, Plessis, Verwoerd, etc., en faisaient partie.

L'organisation Greyshirts (Les chemises grises) était elle aussi une organisation fasciste. Elle manifestait publiquement et régulièrement son antisémitisme. Estimant que le juif serait un « élément inassimilable dans toute vie nationale », elle organisait des manifestations antisémites, souvent lors du débarquement des immigrants juifs qui fuyaient l'Allemagne nazie.

Une autre formation fasciste, connue sous le nom de South African Gentile National Socialist Movement et dirigée par Johannes von Strauss von Moltke, se réclamait déjà, comme son nom l'indique, du fascisme allemand. Ce mouvement s'était fixé pour objectif l'élimination de l'« influence perverse des juifs dans les domaines économique, culturel, religieux, éthique, dans l'appareil de l'État et de rétablir le contrôle européen et aryen en Afrique du Sud²⁶ ».

Des organisations semblables naquirent plus tard, comme le New Order (l'Ordre nouveau) d'Oswald Pirow. Le premier point inscrit au programme de cette organisation était le suivant : « Rejet de la démocratie et création d'une République sud-africaine chrétienne, blanche et national-socialiste, indépendante de l'empire britannique et fondée sur l'autorité de l'État et la discipline du peuple²⁷. » Le quatrième point prévoyait l' « application impitoyable de la civilisation blanche dans l'Union et, dans la mesure du possible, partout ailleurs en Afrique, grâce à des négociations et à l'influence ». Ce programme reflète à plus d'un égard les idéaux nazis. Il est bâti sur le principe du Führer, qui exclut toute démocratie parlementaire; il s'oppose au capitalisme... mais soutient la propriété privée, pourvu qu'elle soit blanche; il est lié à la terre, hait les juifs, etc.

Une autre organisation, l'Ossewabrandwag, fondée elle aussi sur le principe du Führer, se battait « contre l'empire (britannique), les capitalistes, la guerre (contre l'Allemagne), les communistes, les juifs [...], le système parlementaire [...], contre les syndicats²⁸ ». L'Ossewabrandwag réclamait, en outre, la fidélité à l'Union sud-africaine, l'unité du peuple et la solidarité entre Blancs en Afrique. Elle exigeait par ailleurs le développement d'une langue propre, ni européenne ni africaine, l'afrikaan, la fierté et la volonté nationales, l'indépendance politique et économique, l'indépendance de l'Église, un régime politique chrétien-national et socialiste et, enfin, la proclamation d'une république de travailleurs sur la base du national-socialisme. Il faut préciser que cette organisation paramilitaire recevait de l'argent et du matériel militaire qui lui étaient transmis par les sous-marins allemands ou par des agents envoyés d'Allemagne²⁹.

Au Sud-Ouest africain, ancienne colonie allemande placée sous mandat britannique et administrée par l'Union sud-africaine, il existait le Deutscher Bund für Südwestafrika, créé en 1924. Quant au parti nazi lui-même, le NSDAP, il fut implanté assez tôt au Sud-Ouest africain : des cellules du parti étaient en place bien avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. Ernst Wilhelm Bohle, l'un des responsables du NSDAP en Allemagne, avait vécu en Union sud-africaine et au Sud-Ouest africain, où il créa des cellules nazies avant d'occuper des fonctions importantes comme chef de l'Auslandsorganisation-NSDAP en 1937 ou comme secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères, quelque temps après.

La rentrée africaine d'une Allemagne nazie était vivement souhaitée par l'Union sud-africaine. Dans une lettre du 17 mai 1936, l'ambassadeur allemand à Pretoria, Wiehl, résumait ainsi les motivations des responsables sud-africains : « Non seulement une possession coloniale allemande en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest ne serait pas néfaste, mais elle serait même souhaitée, car l'Allemagne pourrait tenir en respect les millions de Noirs qui y vivent et les soustraire aux influences néfastes des Français et Italiens³⁰. »

Le général Hertzog lui-même, chef du gouvernement, devait déclarer : « En ce qui concerne l'avenir des Noirs et des Blancs en Union sud-africaine, les nationalistes apprécieraient beaucoup un nouveau partage de l'Afrique si l'Allemagne régnait sur un territoire d'Afrique centrale [Mittelafrika] allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien. Ils considéreraient ce territoire allemand comme une barrière bienvenue contre d'autres conceptions de la politique raciale³¹. » Pirow considérait ce bon voisinage éventuel comme la meilleure solution pour résoudre la question de ce qu'il appelait le « péril noir ». « Il croyait que l'Union résoudrait ce problème en donnant une conscience raciale plus élevée à la population blanche. Cela supposerait cependant la création — au sein de la population blanche de l'Union — d'une nouvelle philosophie qui pourrait être obtenue grâce à l'influence des idées national-socialistes venant de l'extérieur³². »

Les conceptions racistes de l'Allemagne hitlérienne et de l'Union sud-africaine s'accordaient donc parfaitement pour permettre un excellent bon voisinage, destiné à soumettre les populations noires à des systèmes barbares et inhumains. Toutefois, ce bon voisinage n'était pas sans tenir compte des réalités sud-africaines. L'Union sud-africaine, dominion du Royaume-Uni, s'insérait économiquement et politiquement dans l'orbite britannique. Même si l'Allemagne hitlérienne arrivait à occuper la seconde place dans le commerce sud-africain, son importance demeurerait minime par rapport aux activités économiques du Royaume-Uni dans le pays. Des accords commerciaux bilatéraux contribuèrent à promouvoir les échanges avec l'Allemagne, mais sans jamais menacer sérieusement les positions du Royaume-Uni. Les sociétés industrielles ou financières étaient britanniques ou à majorité britannique. Le second facteur était la position des juifs dans la vie économique sud-africaine. Des juifs comme Oppenheimer, Philipps, Beit, Michaelis, etc., comptaient parmi les pionniers de l'économie sud-africaine. Il est donc évident qu'une pénétration de l'Allemagne hitlérienne en Afrique du Sud au détriment du Royaume-Uni, quelles que fussent les conceptions antinoires de part et d'autre, n'aurait pas été vue d'un bon œil par tous. C'est la raison pour laquelle la propagande allemande s'appuyait essentiellement sur les Boers et les partisans du Parti nationaliste, et trouvait peu de sympathisants parmi les Blancs d'origine britannique ou spécifiquement juive.

En résumé, les buts de guerre de l'Allemagne hitlérienne en Afrique étaient les suivants :

1. En Afrique du Nord, domination coloniale économique et militaire de l'Allemagne, l'administration étant confiée essentiellement à l'Italie fasciste et, dans une certaine mesure, à l'Espagne et à la France de Vichy.
2. En Afrique au sud du Sahara, domination coloniale directe et entière d'un Reich colonial allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien.

3. En Union sud-africaine, éviction du Royaume-Uni de cette zone d'influence, et, par là même, réduction de l'importance des juifs, et surtout collaboration étroite entre l'Union sud-africaine raciste et l'Allemagne nazie pour mieux subjuguier les populations noires d'Afrique.

La défaite allemande et les conséquences de la guerre pour l'Afrique

Le rendez-vous manqué avec l'Afrique

La rentrée africaine de l'Allemagne ne pouvait se faire qu'à condition qu'une victoire éclatante fût acquise. La victoire de 1940 sur la France a certes beaucoup encouragé les stratèges nazis et les nostalgiques de la colonisation; mais cette victoire, que les Allemands interprétaient volontairement comme le prélude de la grande victoire finale, ne pouvait aucunement déterminer de manière définitive la fin d'un conflit mondial aussi vaste. Les causes de la faillite des buts de guerre de l'Allemagne hitlérienne en Afrique furent donc diverses, mais la cause principale fut la défaite militaire de 1945.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il existait entre l'Allemagne et l'Union sud-africaine certaines divergences, malgré des affinités idéologiques incontestées. La structure même de l'économie sud-africaine imposait des limites très nettes aux rapports entre les deux pays. Membre à part entière de la grande famille britannique et sympathisante de l'Allemagne, l'Union sud-africaine essaya à plusieurs reprises d'offrir ses bons offices afin de rapprocher les deux antagonistes qu'étaient le Royaume-Uni et l'Allemagne hitlérienne. A la demande du ministre plénipotentiaire allemand Wiehl, le premier ministre sud-africain Hertzog promit d'« élever le ton » lors de la Conférence impériale de 1937 pour inviter le Royaume-Uni à trouver un arrangement avec l'Allemagne. Hertzog déclara à la conférence que l'Afrique du Sud se désolidariserait du Royaume-Uni si celui-ci s'engageait dans un conflit avec l'Allemagne, et il invita les premiers ministres des autres dominions à la « compréhension » vis-à-vis de l'Allemagne³³. Un an plus tard, Pirow se rendait en Allemagne, où il était reçu par Hitler le 24 novembre 1938. Il essaya de convaincre Hitler de la bonne volonté du Royaume-Uni et l'assura de l'amitié britannique à l'égard de l'Allemagne³⁴. Pirow évoqua d'ailleurs aussi le problème juif, l'Union sud-africaine offrant ses bons offices pour parvenir à une solution équitable. Les tentatives de médiation de l'Union sud-africaine n'eurent pas de suites favorables importantes, d'autant que d'autres raisons éloignaient nécessairement l'Union de l'Allemagne. En parlant du Reich colonial, nous avons évoqué en passant le Sud-Ouest africain. L'Allemagne hitlérienne réclamait ce territoire, ancienne colonie allemande,

et entendait l'intégrer au *Mittelafrika*. Or la position des dirigeants sud-africains, qu'ils fussent probritanniques ou proallemands, était unanime sur ce point : le Sud-Ouest africain ne devait pas être restitué, l'Allemagne serait seulement dédommée financièrement. Mais l'Allemagne, quoique consciente de cette position des dirigeants sud-africains, refusait de céder. Même lorsque Pirow rencontra Hitler en 1938, aucun accord ne put être obtenu sur ce problème.

Une Union sud-africaine neutre aurait privé le Royaume-Uni d'importantes sources de financement de la guerre, compte tenu de la structure économique même de l'Union; mais, à côté de l'aspect purement économique, l'aspect stratégique était d'une importance capitale, et l'Allemagne en était parfaitement consciente. Dans un rapport du 28 juin 1938, l'ambassadeur d'Allemagne à Pretoria écrivait notamment : « Le fait de reconnaître que la route de l'Inde passant par Le Cap est vitale — parce qu'elle est beaucoup plus sûre et peu exposée aux risques d'une guerre navale et aérienne — a conduit le Royaume-Uni à consolider ses positions en Afrique du Sud et en Afrique centrale. Non seulement le Royaume-Uni a commencé à agrandir le port du Cap et à aménager la base navale de Simonstown, mais elle s'est mise à rassembler plus solidement ses possessions³⁵. » La défense du grand empire britannique dépendait donc étroitement de cette région de l'Atlantique sud et de l'océan Pacifique, et la participation de l'Union sud-africaine à la guerre dépassait ainsi de loin le cadre de relations strictement bilatérales. La neutralité éventuelle de l'Union sud-africaine aurait donc signifié un démantèlement de l'empire britannique et présagé par là même une défaite du Royaume-Uni. Mais l'Union sud-africaine était-elle vraiment si indépendante qu'elle pût adopter une position de neutralité? Elle était liée au Royaume-Uni par l'accord militaire de Simonstown, en vertu duquel elle mettait à la disposition de celui-ci, en temps de paix comme en temps de guerre, la base navale de Simonstown, ce qui entraînait automatiquement un engagement militaire de l'Union à ses côtés en cas de conflit international, indépendamment même des autres accords du Commonwealth. Les autorités allemandes savaient donc à quoi s'en tenir, comme il ressort d'ailleurs des rapports des ambassadeurs allemands à Pretoria.

Nous ne reviendrons pas sur les nombreux travaux qui ont été consacrés aux opérations militaires en Afrique du Nord, ni sur les différentes conceptions stratégiques concernant cette région. Nous retiendrons seulement deux grands faits :

Contrairement à la conception stratégique de certains membres de l'état-major allemand, Hitler avait pris la décision de remporter d'abord une victoire militaire sur l'Union soviétique. Cette décision fut d'ailleurs concrétisée par le nombre d'hommes et le matériel militaire impressionnants engagés dans la guerre contre l'URSS et par la faiblesse des équipements dont disposa Rommel en Afrique du Nord.

Le débarquement des forces alliées en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, freina l'avance des forces de l'Axe en Afrique et, en même temps, la défaite de l'Axe à El-Alamein marqua un tournant dans la poursuite de la guerre.

Avec la fin des opérations militaires en Afrique du Nord, l'Afrique cessa d'être un champ de bataille. Cela ne signifie pas pour autant que l'Allemagne hitlérienne ait détourné son regard de l'Afrique ou abandonné ses ambitions. Le rendez-vous avec l'Afrique fut fixé pour plus tard, après la victoire finale; mais, vu la défaite allemande en 1945, ce rendez-vous ne devait pas avoir lieu.

La part de l'Afrique dans la défaite allemande

La première guerre mondiale avait déjà donné la preuve de l'efficacité des soldats coloniaux, et les « tirailleurs sénégalais » s'étaient déjà acquis une réputation en Allemagne, d'autant qu'ils avaient occupé la région rhénane après la guerre, ce qui suscita l'indignation générale des Allemands, qui interprétèrent cet acte comme une trahison de la France à l'égard de la race blanche tout entière. Hitler lui-même fit souvent remarquer que les « hommes de couleur » ne devaient pas être mêlés aux conflits entre Blancs et qualifia de sadisme l'utilisation de troupes noires en Allemagne. Le second conflit mondial ne fit que renforcer la volonté des Français et des Britanniques d'utiliser au maximum leurs empires coloniaux dans une confrontation avec l'Allemagne. C'est ainsi que, dès 1940, l'Afrique occidentale française fournit 127 320 « tirailleurs », l'Afrique équatoriale française 15 500 et Madagascar 34 000; mais ce n'était là qu'un début. Si le continent africain lui-même ne connut pas de grandes opérations militaires, sauf en Afrique du Nord, où les combats firent rage jusqu'à la capitulation des armées de l'Axe en 1943, les Africains incorporés dans les armées françaises, britanniques, italiennes et autres se battirent non seulement en Afrique, mais aussi en France, en Allemagne, en Italie et dans d'autres zones de combat européennes, tout comme au Moyen-Orient, en Indochine, en Birmanie, etc. On peut donc dire que l'Afrique participa activement à l'effort de guerre des Alliés par une présence effective sur les champs de bataille en Afrique et hors du continent. Il ne faut pas oublier, en outre, que l'Italie, alors puissance coloniale, leva aussi des troupes en Afrique : le 10 juin 1940, les forces italiennes d'Afrique orientale se composaient d'environ 300 000 hommes, dont 200 000 Africains. Lorsque, le 26 août 1940, l'Afrique équatoriale française passa au général de Gaulle, le colonel Leclerc s'organisa pour prendre le commandement des troupes de la colonie, et, quand il arriva à Largeau le 16 décembre, le noyau de la troupe était composé du Régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad (RTST), appelé par la suite Régiment de marche du Tchad (RMT). C'est cette armée qui s'empara du Fezzan en décembre 1942. Par la suite, les troupes des colonies françaises d'Afrique

participèrent à la libération de la Corse, en septembre-octobre 1943, à la campagne d'Italie avec l'entrée à Rome, le 15 juin 1944, et à la campagne de Provence, en août 1944, avant de remonter vers le nord et de rejoindre l'ensemble de l'armée française.

Il est à noter aussi que le combat pour la prise d'El-Alamein, qui débuta le 1^{er} juillet 1942 sous la pression de l'Afrikakorps de Rommel, marqua l'un des tournants les plus importants de la guerre. La défaite de l'Axe à El-Alamein ne fut que le point culminant d'une capitulation dans l'ensemble de l'Afrique du Nord en 1943, rendue possible par le débarquement allié de novembre 1942. L'emprise idéologique avait poussé Hitler à vouloir d'abord une victoire militaire à l'Est, par l'écrasement de l'URSS, avant de s'occuper sérieusement des fronts tels que ceux de la Méditerranée, d'autant qu'il comptait sur la tactique de la guerre éclair pour remporter une victoire décisive. En négligeant le front d'Afrique du Nord, contrairement à l'avis de certains de ses généraux, Hitler facilita la tâche aux Alliés, qui disposèrent de la Méditerranée et de l'Afrique à partir de mai 1943, d'autant que Mussolini fut destitué en juillet et que l'Italie signa l'armistice avec les Alliés en septembre.

Le continent africain allait ainsi constituer une base arrière idéale pour les troupes alliées.

En 1942, par exemple, 2 994 avions se posèrent à l'aéroport de Fort-Lamy, actuelle N'Djamena, tandis que 6 944 autres machines survolèrent ce poste pour gagner soit le front de Libye, soit le front de l'Est, via Bassorah. Ce fut un atout stratégique de premier ordre que l'on pouvait observer dans d'autres régions africaines se trouvant sous le contrôle du Royaume-Uni ou de la France libre. Les Allemands chassés d'Afrique du Nord, la route de Suez remplissait de nouveau son rôle de lien pour l'empire britannique et permettait l'acheminement des ravitaillements nécessaires venant des colonies et dominions. La présence britannique en Afrique de l'Est assurait des atouts stratégiques primordiaux dans l'océan Indien, et le contrôle de la route du Cap par une présence alliée en Union sud-africaine et en Afrique australe renforçait ces avantages tant économiques que strictement militaires. En effet, le contrôle de l'Afrique favorisait l'acheminement vers les fronts européens des renforts et des ravitaillements provenant non seulement des empires coloniaux britannique et français, mais aussi et surtout, depuis 1943, des États-Unis d'Amérique. Au début de la guerre, en ce qui concerne les vingt produits de base essentiels en temps de guerre, à savoir le charbon, le pétrole, le coton, la laine, le fer, le caoutchouc, le cuivre, le nickel, le plomb, la glycérine, la cellulose, le mercure, l'aluminium, le platine, l'antimoine, le manganèse, l'amiante, le mica, l'acide nitrique et le soufre, le Royaume-Uni manquait de tout, sauf du charbon; mais, du moment qu'elle disposait de voies maritimes, elle put se procurer ces produits-là dans son empire ou aux États-Unis d'Amérique à partir de 1943.

Il est à remarquer que, après avoir quitté Londres, c'est sur le sol africain, à Alger, que le général de Gaulle constitua (le 3 juin 1943) le Comité français de la libération nationale, qui, un an après, devint le Gouvernement provisoire de la République française. Avec son Assemblée consultative, les délégués de la métropole et des représentants des territoires d'outre-mer pouvaient se réunir dans cette ébauche de parlement. Ainsi, l'empire français se retrouvait reconstitué en 1943, à l'exception de l'Indochine et de Kouang-Tchéou, et, dans une certaine mesure, de la Syrie et du Liban puisqu'en décembre 1943 la fin du mandat sur ces pays avait été officiellement reconnue.

C'est donc en Afrique que la France, totalement occupée par les Allemands depuis le débarquement allié, reforma un gouvernement libre disposant à la fois de territoires étendus et de puissants moyens. Cela favorisa l'adhésion d'un plus grand nombre de Français à la Résistance, ce qui aboutit à la création de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), obligeant les Américains à s'intéresser à la résistance française et à la soutenir matériellement.

Les grandes conséquences de la guerre

En 1945, la victoire des Alliés a eu, tant en Europe et en Afrique que dans le reste du monde, des conséquences diverses, qui ont profondément marqué les affaires internationales jusqu'à nos jours. Les premiers grands vainqueurs furent apparemment les États-Unis d'Amérique, l'Union soviétique, le Royaume-Uni et la France, avec d'autres puissances occidentales de moindre importance, les grands perdants ayant été l'Allemagne et le Japon. Mais que signifia en réalité la défaite de l'Âxe par rapport aux objectifs poursuivis par Hitler et ses alliés ?

Si l'ambition allemande consistait à ramener le centre de gravité des décisions mondiales en Europe, centre qui ne cessait de glisser hors d'Europe depuis la première guerre mondiale, la défaite de l'Âxe consacra le déplacement définitif de ce centre de gravité. En effet, deux puissances furent les grands vainqueurs de cette confrontation mondiale : l'URSS et les États-Unis d'Amérique. Or, c'est justement l'Union soviétique que Hitler entendait écraser et englober en partie dans son Grand Royaume germanique, et c'est le communisme, qu'il rêvait d'anéantir, qui devint une véritable grande puissance, au détriment du fascisme et du nazisme. De l'autre côté, l'Amérique, ce pays extra-européen que l'Allemagne entendait subjuguier après la formation de son immense empire, réussit à s'installer avec ses troupes au cœur même de l'Europe. L'éclatement du centre de gravité fut donc définitivement confirmé, car, même si le Royaume-Uni et la France faisaient partie des vainqueurs, ces puissances européennes n'occupaient plus le devant de l'arène internationale et le maintien de leur pouvoir était déjà mis en cause. Si la guerre avait pu être gagnée contre l'Allemagne, c'était grâce aux immenses sacrifices de l'Union soviétique, à

l'engagement massif des États-Unis d'Amérique et à la participation active des empires coloniaux. La France et le Royaume-Uni devaient donc beaucoup à l'URSS et aux États-Unis d'Amérique, sans parler des colonies. En fait, leur position de vainqueur était une réalité plus européenne qu'internationale. Ces puissances avaient en effet triomphé de l'Allemagne, qui éclata en quatre zones d'abord puis en deux républiques occupées par les forces armées alliées. L'Allemagne, qui voulait devenir le centre du monde, perdit son unité et fut maîtrisée principalement par l'URSS et les États-Unis d'Amérique. Dès que le conflit entre ces deux puissances s'acheva, une partie de l'Allemagne, la République démocratique allemande, se retrouva du côté soviétique, tandis que l'autre partie, la République fédérale d'Allemagne, se reconnaissait dans le camp américain. Le Royaume-Uni et la France en firent autant. La division des blocs issus de la seconde guerre mondiale a traversé l'Allemagne, symbolisée par le mur de Berlin, et le leader incontesté de l'Est a été l'Union soviétique, tandis que l'Ouest s'est rangé derrière les États-Unis d'Amérique.

Qu'en a-t-il été du monde colonial et de l'Afrique ? Les empires coloniaux avaient pleinement participé aux deux guerres mondiales. Les peuples assujettis par l'Europe avaient ainsi pu saisir les contradictions du système de domination impérialiste, ils avaient pu mesurer les forces et les faiblesses de leurs dominateurs. Les idéaux pour lesquels les colonisateurs les avaient appelés à se battre ne se sont pas réalisés pour les colonisés après la guerre, et les pressantes demandes d'autonomie et d'indépendance ne rencontraient souvent que des oreilles sourdes ou des répressions aveugles. Même pendant la guerre, des révoltes éclatèrent en plusieurs endroits, des mouvements d'indépendance naquirent ou se renforcèrent et en Indochine — par exemple, Hô Chi Minh constitua son gouvernement dès septembre 1945, tandis qu'en Tunisie, au Maroc et en Algérie les nationalistes réclamaient l'autonomie interne ou l'indépendance. Ainsi, la France et le Royaume-Uni, apparemment vainqueurs de la guerre, furent immédiatement confrontés au problème de la décolonisation, c'est-à-dire à celui de l'éclatement de leurs empires, fondement de leur pouvoir interne et de leur autorité internationale. Le processus de décolonisation, qui s'était amorcé après la première guerre mondiale, allait donc s'accélérer avec la fin de la seconde guerre, et aucune mesure ne pouvait l'arrêter. Au contraire, les guerres d'indépendance flambèrent un peu partout dans les empires, des mouvements syndicaux ou non violents obligèrent les autorités coloniales à céder du terrain, parfois à se retirer complètement, donc à perdre encore un peu plus ce qui leur restait d'influence internationale. La Conférence de Bandoeng (avril 1955), où les peuples anciennement ou encore colonisés se réunirent en excluant pour la première fois dans l'histoire moderne les puissances coloniales d'une conférence internationale, marqua le début d'une ère nouvelle, celle de l'effritement décisif des empires coloniaux et de l'émancipation des peuples jusque-là dominés par l'Europe.

Quelle conclusion pouvons-nous tirer de tout ce qui précède ? L'Allemagne, en déclenchant la guerre, avait l'intention de rendre à l'Europe sa puissance perdue grâce à une restructuration interne, à l'écrasement et à l'annexion d'une partie de l'Union soviétique, à la maîtrise absolue du continent africain par le biais d'une exploitation coloniale optimale, à la domination des États-Unis d'Amérique et à un partage d'influence avec le Japon dans le monde asiatique. Elle perdit la guerre et éclata en deux républiques aux régimes fondamentalement différents, elle se trouva sous la domination des deux nouveaux grands dont elle avait voulu anéantir ou contenir l'influence. L'Afrique, elle, enclencha le processus de décolonisation qui aboutit à la construction de nouveaux États indépendants, s'affranchissant ainsi du colonialisme et du rôle dans lequel l'Allemagne avait envisagé de la confiner.

Pour ce qui est de la période actuelle, celle de l'histoire qui se fait et qui ne saurait encore s'écrire, il sera intéressant de suivre l'évolution des relations entre l'Afrique et l'Europe. L'Afrique deviendra-t-elle une immense zone d'influence de l'Europe, comme le rêvait l'Allemagne, ou parviendra-t-elle à gagner une indépendance réelle et à entretenir avec d'autres nations et continents des relations équitables de nature à sauvegarder les intérêts des peuples africains ? L'avenir le dira.

Notes

1. « Die territoriale Kolonialforderung an Frankreich im Rahmen der Gesamtforderung », Berlin, 6 novembre 1940 (signé : Bielfeld), AA-Bonn UStS Kolonien, 1937-1942, f. 523745/56; voir aussi la lettre de l'OKM au Ministère des affaires étrangères du 27 juillet 1940; DZA-Potsdam 6120 Friedensfrage, 1940-1943, f. 1.
2. M. Schmitt, « Leistung und Potential der afrikanischen Wirtschaft », dans : *Deutscher kolonial Dienst*, 1942, n° 9/10, p. 91 et suiv.
3. G. Hecht, *Die Bedeutung des Rassengedankens in der Kolonialpolitik*, Berlin, 1937, p. 2.
4. F. Zumpt, « Kolonialfrage und nationalsozialistischer Rassenstandpunkt », dans : *Deutsches Ringen um kolonialen Raum, Lese- und Vortragshefte*, 1935, n° 5.
5. E. Fischer, « Geistige Rassenunterschiede », dans : *Rassenpolitische Auslandskorrespondenz*, 1939, n° 4, p. 3.
6. O. Karstedt, *Probleme Eingeborener Politik*, Berlin 1942, p. 30 et suiv.
7. H. E. Pfeiffer, « Eigenleben und Eigenkultur der afrikanischen Eingeborenen », dans : *Deutsche Kolonialzeitung*, 1936, n° 11, p. 336 et suiv.
8. G. Hecht, *ibid.*
9. BA-Koblenz R 2/4966.
10. AA-Bonn UStS Kolonien, 1937-1942, f. D 523757.
11. BA-Koblenz R 22/2364, f. 8-9.
12. BA-Koblenz R 22/2367, f. 44 et suiv.
13. E. Haber, « Rasse und Kolonisation », dans : *Der Biologe*, 1937, n° 4, p. 109.
14. BA-Koblenz R 2/4965.
15. BA-Koblenz R 22/2365, f. 133 et suiv.

16. BA-Koblenz R 22/2367, f. 182.
17. Voir *Völkischer Beobachter, Rassenpolitische Auslandskorrespondenz (RAK), Deutsch-Afrikaner*, etc.
18. *RAK*, 1938, n° 2, p. 5 et suiv.
19. *RAK*, 1940, n° 7, p. 5 et suiv.
20. *RAK*, 1937, n° 7, p. 6.
21. BA-Koblenz R 22/2365, f. 82 et suiv.
22. *Afrika-Post*, Pretoria, 9 décembre 1960, p. 17 et suiv.
23. R. Italiander, *Die nuen Männer Afrikas*, Dusseldorf, 1960, p. 175.
24. Voir le Bantu (Abolition of Passes and Coordination of Documents) Act et surtout la nouvelle formule bien plus précise de 1952, n° 67, art. 5.
25. Voir le Bantu (Urban Areas) Consolidation Act de 1945, n° 25, art. 6, et le Government White Paper on the Tomlinson Report UG, 1955, n° 61.
26. B. Bunting, *The rise of the South African Reich*, Harmondsworth, 1964, p. 65.
27. Télégramme du 18 septembre 1941 (Trompke), AA-Bonn-StS Afrika, 1939-1943, f. 240664.
28. Télégramme du 18 janvier 1944 (OB im Jahreswechsel, 1939-1944), *ibid.*, f. 241102.
29. AA-Bonn-StS Afrika A 1943-1944, f. 261833 et suiv.
30. AA-Bonn Südafrikanische Union, 1936-1940, f. 299250.
31. AA-Bonn Pol X Bielfeld, f. 240626.
32. AA-Bonn RAM Südafrikanische Union, 1936-1944, f. 299238.
33. AA-Bonn Pol Südafrika-Deutschland, 1936-1938, f. E. 510248.
34. AA-Bonn Reichminister Südafrikanische Union, 1936-1940, f. 147842 et suiv.
35. AA-Bonn Pol X Allgemeine Auswärtige Politik, Bd. 2, f. 53.

Bibliographie sommaire

- HILDEBRAND, Klaus, *Vom Reich zum Weltreich — Hitler, NSDAP und koloniale Frage 1919-1945* (De l'empire à l'empire mondial — Hitler, le NSDAP et la question coloniale, 1919-1945). Munich, 1969.
- KUM'A NDUMBE III, Alexandre. *Hitler voulait l'Afrique — les plans secrets pour une Afrique fasciste, 1933-1945*. Paris, L'Harmattan, 1979.
- HART, Liddell. *History of the second world war*. Londres, Cassell & Co., 1970.
- MICHEL, Henri. *La seconde guerre mondiale*, 2 vol. Paris, PUF, 1968-1969.
- STOECKER, H. Hrsg. *Drang nach Afrika — Die koloniale Expansionspolitik und Herrschaft des deutschen Imperialismus in Afrika von den Anfängen bis zum Ende des 2 Weltkriegs* (La percée vers l'Afrique — la politique d'expansion coloniale et l'impérialisme allemand en Afrique depuis le début jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale). Berlin, Akademie Verlag, 1977.

La Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale dans la décennie du conflit mondial (1935-1945)

Negussay Ayele

Les années 1935-1945 ont incontestablement représenté une période décisive de l'histoire du monde contemporain. Cette décennie de luttes sanglantes et sans merci contre le fascisme, l'impérialisme et l'expansionnisme n'a pas eu moins d'importance pour la Corne de l'Afrique que pour ce qui fut le principal théâtre de la seconde guerre mondiale, l'Europe, cœur stratégique des opérations.

La brève étude qui suit décrira les effroyables répercussions qu'ont eues les événements de cette décennie dans la Corne de l'Afrique.

La Corne de l'Afrique de 1896 à 1934

Par Corne de l'Afrique, nous entendons ici essentiellement l'Éthiopie, la Somalie et Djibouti. Du fait de sa richesse en ressources naturelles, de sa position stratégique et de la mystique d'indépendance de l'Éthiopie, la Corne de l'Afrique a retenu depuis longtemps l'attention des grandes puissances. De sorte que cette région relativement peu étendue, qui compte aujourd'hui moins de 35 millions d'habitants, a accueilli et acclimaté le judaïsme, le christianisme et l'islam. La Corne de l'Afrique a suscité au cours des siècles bien des amitiés ou des inimitiés : Égyptiens, Perses, anciens Grecs, Ottomans, Portugais, Arabes et, à partir du XIX^e siècle, impérialistes britanniques, italiens, français se sont intéressés à elle. Enfin, à l'époque contemporaine, les vicissitudes du conflit et de la révolution à l'œuvre dans la Corne de l'Afrique ont provoqué l'ingérence des deux grandes puissances mondiales et d'autres nations.

La configuration politique de la Corne de l'Afrique résulte de l'interaction de plusieurs facteurs : l'expansion nomade de la côte vers le centre, l'expansion féodale du centre vers la côte, et enfin, à partir de la fin du XIX^e siècle, l'occupation coloniale aux dépens à la fois des féodaux et des nomades. On ne peut donc vraiment comprendre les événements de 1935-1945 qu'en les situant dans une chaîne d'actions et de réactions dont l'origine remonte au moins à la dernière partie du XIX^e siècle. La plupart des frontières

et des États que l'on trouve aujourd'hui sur la carte de la Corne de l'Afrique datent de la fin du XIX^e siècle ou des décennies qui ont suivi. Quiconque essaie de comprendre l'invasion de l'Éthiopie par les fascistes (1935-1941) ou le récent conflit (1977) qui a eu pour théâtre la Corne de l'Afrique est inexorablement ramené aux cinquante années qui séparent la honteuse Conférence de Berlin (1884-1885) de l'invasion fasciste de 1935. Bien entendu, le propos du présent document n'est pas d'étudier cette période en détail. Nous nous bornerons à présenter dans leurs grandes lignes les faits et les événements qui se rapportent à notre sujet.

A l'orée du XIX^e siècle, le long processus mouvementé de lutte pour l'expansion territoriale, la domination politique et l'appropriation économique dans la Corne de l'Afrique avait atteint un stade d'équilibre : la plupart des principautés et autres groupements de la région se retrouvaient affaiblis et épuisés du fait des interminables conflits qui marquaient leur existence dans la Corne. Vers le milieu du siècle, la plupart des peuples de la Corne restaient faibles, divisés et inorganisés, mais deux régimes féodaux — l'État mahdiste au Soudan et l'État éthiopien dans le centre de la Corne — apparaissaient comme relativement stables et viables. Tandis que ces deux États s'organisaient intérieurement et se livraient de temps à autre à des menées expansionnistes, l'ouverture du canal de Suez en 1869 puis la Conférence de Berlin en 1884-1885 avivèrent l'ambition des impérialistes européens et leurs visées sur les régions nord-orientales de l'Afrique. C'est ainsi qu'en 1869, ou très peu de temps après, les puissances coloniales avaient pris pied dans la Corne de l'Afrique ou à proximité. Les Italiens s'étaient établis à Assab, les Français à Obock et les Britanniques à Aden. C'est à partir de ces enclaves que furent peu à peu constituées, par la force ou par la ruse, les possessions coloniales d'Érythrée, de Somalie britannique et de Djibouti.

Vers la fin du XIX^e siècle, l'Éthiopie, seule entité politique noire encore indépendante, était devenue, selon les termes d'Ernest Work, « un pion sur l'échiquier de la diplomatie européenne¹ ». De 1889 à 1896, ce pion en particulier et la Corne en général furent découpés en morceaux sur le papier et répartis entre les impérialistes italiens, britanniques et français. La plupart des cartes publiées à cette époque représentaient donc l'Éthiopie non pas comme un État indépendant, mais comme une colonie. Après s'être heurtée aux forces britanniques à Magdala en 1868 et aux forces italiennes à Dogali en 1887, l'Éthiopie défendit de nouveau son indépendance par les armes à la bataille d'Adwa, le 1^{er} mars 1896. Comme chacun sait², l'Éthiopie y infligea une défaite à l'envahisseur italien et réaffirma, au moins officiellement, son indépendance. Cette victoire de l'Éthiopie sur le colonialisme fit de son empereur, Menelik II, « une puissance avec laquelle il fallait compter »; elle imposa un changement de tactique aux impérialistes, qui, tantôt complices et tantôt rivaux, avaient toujours pour objectif de dominer l'Éthiopie afin de se partager toute la Corne

de l'Afrique. Ils s'étaient déjà assuré l'avantage en coupant l'Éthiopie de la mer et en la faisant dépendre d'eux pour ses débouchés, puisqu'ils occupaient les territoires côtiers d'Érythrée, de Djibouti, des Somalies britannique et italienne.

En 1897, les trois puissances impérialistes, qui devaient continuer à exercer une influence fatale sur la vie et l'histoire politiques de la Corne, envoyèrent à la cour de l'empereur Menelik des missions « diplomatiques » qui n'étaient ni annoncées, ni attendues, ni prévues, espérant ainsi récupérer par la « diplomatie » ce qui avait été perdu sur le champ de bataille. La question des frontières dans la Corne de l'Afrique, qui a été la véritable cause non seulement de l'invasion fasciste de 1935, mais aussi des récents conflits entre la Somalie et l'Éthiopie, se rattache directement aux événements de 1897 et des années suivantes. Chacune des puissances coloniales mentionnées avait « négocié » d'innombrables « traités » avec des dizaines de groupes ethniques de la Corne et s'était attribué, en vertu de ces accords coloniaux qui ignoraient l'Éthiopie, des centaines de kilomètres carrés de territoire, tandis que les dirigeants féodaux de l'Éthiopie, notamment Menelik II, menaient une politique d'expansion orientée vers le sud, l'est et l'ouest.

Une bonne partie du territoire que les impérialistes revendiquaient sur le papier ou sur des cartes établies de façon à servir leurs propres desseins était, en fait, territoire éthiopien. Aux prétentions théoriques des impérialistes, l'Éthiopie opposait sa présence effective sur le territoire contesté. Mais les impérialistes avaient tiré de la bataille d'Adwa un enseignement : c'est qu'ils avaient intérêt à changer de tactique et à passer de l'affrontement à la « négociation » s'ils voulaient arrêter la progression de Menelik et consolider leur mainmise sur les territoires côtiers dont ils pouvaient invoquer la possession effective, jusqu'au jour où ils seraient assez forts pour avoir le dessus, prendre leur revanche de la bataille d'Adwa et procéder au partage de l'Éthiopie. Pour l'Italie, l'occasion de se venger se présenta en 1935.

Le représentant de la France, M. Lagarde, arriva le premier à Addis-Abeba, en février 1897, pour négocier l'expansion de la colonie de Djibouti et s'assurer la connivence de Menelik au sujet des coupables desseins que, dans sa rivalité avec le Royaume-Uni, la France nourrissait sur le Soudan mahdiste. Puis, en mai, vint le représentant du Royaume-Uni, Renell Rodd, qui réussit à obtenir de Menelik l'assurance qu'il resterait neutre face aux efforts déployés par ce pays pour « pacifier » (c'est-à-dire, en réalité, coloniser) le Soudan; le Royaume-Uni espérait ainsi l'emporter sur sa principale rivale en Afrique, la France, qui poursuivait le même objectif. En outre, Renell Rodd établit au moins la base d'un accord sur le tracé des frontières entre le Soudan et l'Éthiopie, réussit à assurer à son pays, dans la partie orientale de la Corne, un morceau de territoire important qui serait appelé Somalie britannique. Joignant l'outrage au préjudice, Renell Rodd fit habilement passer pour une

« cession » de territoire par le Royaume-Uni à l'Éthiopie tout ce qui n'était pas conforme aux revendications territoriales que le Royaume-Uni fondait sur les accords qu'il avait conclus en 1891 et en 1894 avec l'Italie et la France au sujet du territoire éthiopien et du reste de la Corne de l'Afrique, mais sans que l'Éthiopie en ait eu connaissance ou les ait confirmés. Le mythe de la « cession » demeure aujourd'hui encore l'un des nombreux héritages légués par le colonialisme aux peuples de la Corne de l'Afrique³.

Dernier arrivé à Addis-Abeba, le commandant Nerazzini, représentant de l'Italie, eut la tâche la plus facile. La plupart des accords furent conclus verbalement et l'occupation par l'Italie de l'Érythrée au nord et de la Somalie à l'est fut reconnue par l'empereur Menelik, qui, manifestement, se sentait d'humeur magnanime à l'égard d'une puissance coloniale vaincue. L'abandon gratuit de l'Érythrée consenti par Menelik et l'acceptation de l'occupation par l'Italie d'une très grande partie de ce qui devait devenir la Somalie italienne restent, à ce jour, à peu près inexplicables pour qui étudie l'histoire de la Corne de l'Afrique au XIX^e siècle. Si la reconfirmation des frontières antérieures à 1896 (bataille d'Adwa) entre l'Éthiopie et la colonie italienne de l'Érythrée ne souleva pas de grosses difficultés, le tracé de la frontière entre l'Éthiopie et la future Somalie italienne se révéla un problème redoutable, sinon insoluble. On dit que l'empereur Menelik avait tracé sur une carte *Habenicht* une ligne droite, parallèle à la côte, distante d'environ cent soixante kilomètres de la mer, mais Nerazzini, de retour à Rome, prétendit avoir « négocié » avec Menelik une frontière qui étendait la possession italienne jusqu'à une distance de « trois cents kilomètres de la mer ». C'était là une autre bombe à retardement, qui devait exploser en 1935 en laissant des séquelles qui ne sont pas encore tout à fait effacées. Il est donc bien évident que l'Italie et l'Éthiopie n'avaient pas réussi à « négocier » un tracé de frontière entre l'Éthiopie et la Somalie italienne. Cet état de choses assez confus convenait parfaitement aux Italiens, comme la suite allait le prouver⁴. D'autre part, le gouvernement éthiopien mit longtemps à se rendre compte de la situation, et plus longtemps encore à en comprendre toutes les incidences. La génération suivante a dû supporter les conséquences brutales de ces machinations coloniales délibérées, qui ont causé des ravages dans la Corne de l'Afrique; c'est à elle qu'il est revenu d'en amortir le choc et d'y survivre.

Au seuil du XX^e siècle, un événement d'importance marqua la longue lutte menée contre l'impérialisme : ce fut le mouvement Darwish, lancé par le cheikh Seyyid Abul Hassan dans les Somalies britannique et italienne. La lutte prolongée de celui-ci pour la pureté religieuse, d'une part, et contre les éléments coloniaux étrangers, d'autre part, dura une vingtaine d'années, de 1900 à 1920, et, bien qu'elle se soit terminée sans que les objectifs du cheikh aient été atteints, elle n'en a pas moins jeté les bases d'un mouvement nationaliste parmi les peuples somali de la Corne⁵.

En 1906, 1915 et 1925, les trois puissances coloniales (Italie, Royaume-Uni et France) signèrent à nouveau entre elles des accords secrets tripartites et bipartites, qui divisaient la Corne de l'Afrique en général et l'Éthiopie en particulier de diverses façons, tout en entretenant en apparence des relations diplomatiques normales avec l'Éthiopie « indépendante ». Comme le note Gaetano Salvemini, grâce à ces accords, aussi longtemps que les « intérêts particuliers » du Royaume-Uni dans la région du lac Tana en Éthiopie n'étaient pas en danger, le Foreign Office ne s'opposait pas aux desseins de Mussolini sur l'Éthiopie dans les années 1930⁶. A la même époque, le Royaume-Uni laissa amputer sa colonie du Kenya de la région de la Giuba, qui, annexée par l'Italie, devait former une partie de la Somalie italienne : il s'agissait par là de donner à l'Italie, comme promis, une compensation pour l'expansion de la domination britannique après la première guerre mondiale⁷.

Le régime fasciste de Mussolini s'empara du pouvoir en Italie en 1922 et, un an plus tard, celle-ci soutint l'admission de l'Éthiopie à la Société des Nations (créée en 1920). Tandis que le Royaume-Uni objectait que l'esclavage se pratiquait encore en Éthiopie, l'Italie faisait valoir que c'était une « nation civilisée », répondant aux critères et satisfaisant aux conditions à remplir pour être membre de la Société des Nations. Douze ans plus tard, pourtant, le même Mussolini devait lancer son invasion contre l'Éthiopie « sauvage », à laquelle une mission « civilisatrice » fasciste était prétendument nécessaire. Mussolini et le futur Haïlé Sélassié I^{er} eurent l'occasion de se juger mutuellement lorsque ce dernier se rendit à Rome, à l'occasion de son voyage en Europe en 1924. Le 2 août 1928, l'Italie et l'Éthiopie signèrent à Addis-Abeba un traité de vingt ans « de paix constante et d'amitié perpétuelle ». Mussolini affichait ainsi des intentions pacifiques pour dissimuler sa rapacité. Il n'avait que treize ans à l'époque de la bataille d'Adwa, mais on rapporte qu'il avait été affecté par la défaite de l'Italie et qu'« il était hanté par les pertes essuyées pendant cette bataille désastreuse : 10 000 morts, 72 canons perdus ». Comme il devait le déclarer plus tard, « il fallait à tout prix régler le compte ouvert en 1896⁸ ». En 1930, un traité quadripartite sur le commerce des armes en Abyssinie fut signé. Il limitait et régissait les importations d'armes en Éthiopie, rendant ce pays encore plus vulnérable en cas d'agression italienne.

Ainsi, en 1930, les rêves et les complots de Mussolini avaient commencé à prendre corps, et il recherchait désormais les moyens de gagner l'appui des autres puissances européennes, ou de les neutraliser et de prévenir toute intervention éventuelle de leur part. C'est à cette dimension du conflit que nous allons passer maintenant.

La situation internationale en 1934-1935

Le drame de la décennie 1935-1945 a pris naissance et s'est développé en Europe avant de toucher la Corne de l'Afrique. Comme cela s'était passé vers la fin du XIX^e siècle pour le reste de l'Afrique, l'histoire de la Corne se décidait alors dans les métropoles européennes. A leur tour, les événements qui se déroulaient dans la Corne de l'Afrique avaient de graves répercussions sur l'évolution de la situation en Europe. Au début des années 1930, le monde capitaliste fut secoué par une série de crises économiques, bientôt suivies de réactions politiques et de l'apparition de régimes fascistes dans certaines parties de l'Europe. Or l'une des manifestations caractéristiques du fascisme est le militarisme. L'instauration du fascisme (ou du nazisme) en Italie et en Allemagne était en train de changer, lentement, mais sûrement, l'équation politique en Europe.

Le 30 janvier 1933, Hitler devint chancelier et, en octobre de la même année, l'Allemagne se retira à la fois de la Société des Nations et d'une conférence mondiale du désarmement. Ces décisions de Hitler envoyèrent des ondes de choc à travers toute l'Europe, tandis que Mussolini considéra qu'elles favorisaient ses desseins belliqueux en Éthiopie. Mussolini pouvait devenir un rival ou un allié de Hitler suivant la façon dont il établirait son pouvoir et son prestige en Europe.

Quant à Hitler, le meilleur moyen pour lui d'affermir sa position en Europe était de prendre pied en Afrique. Avec Mussolini, pensait-il, le point de savoir si l'Italie était « la dernière des grandes puissances ou la première des petites » allait être tranché une fois pour toutes. Mussolini et son entourage s'étaient jugés dupés par les Alliés, qui, à l'issue de la première guerre mondiale, n'avaient laissé à l'Italie que des miettes d'empire colonial : tout juste les terres désertiques et reculées de la Libye, de l'Érythrée et de la Somalie, tandis que les efforts déployés par l'Italie pour annexer l'Éthiopie avaient été réduits à néant à Adwa en 1896. Du moins le Royaume-Uni avait-il donné en 1915 puis en 1925 le feu vert à l'Italie pour la conquête de l'Éthiopie, seul pays africain noir demeuré indépendant.

Mussolini pensait que la situation internationale du début des années 1930 était favorable à ses desseins. L'Éthiopie servirait de lieu de rassemblement pour les forces fascistes et de théâtre d'opérations où mettre à l'épreuve armes et stratégies; le Duce pourrait y réparer les coups portés à la dignité de l'Italie sur le champ de bataille d'Adwa et développer ainsi, chez les fascistes, la confiance en eux-mêmes dont ils auraient besoin pour aborder ensuite les questions européennes.

C'est alors, et alors seulement, que l'Italie serait une puissance avec laquelle il faudrait compter. De plus, l'annexion de l'Éthiopie aurait une importance capitale en Italie même, où elle contribuerait à atténuer les difficultés économiques, sociales et les pressions qui s'exerçaient sur le gouvernement.

Cependant, Mussolini devait jouer serré. Il devait s'assurer si possible la coopération des autres pays européens ou du moins leur neutralité à l'égard de ses entreprises africaines. Les puissances qui importaient le plus à la fois pour l'Italie et pour l'Éthiopie étaient la France et le Royaume-Uni, d'une part, l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique, d'autre part. En particulier, il fallait compter avec les actions et les réactions du Royaume-Uni et de la France du fait de leur présence physique dans la Corne de l'Afrique (les Britanniques contrôlaient le canal de Suez, le Soudan, la Somalie britannique et le Kenya, tandis que les Français possédaient une base à Djibouti) et en raison de l'influence dont ils jouissaient à la Société des Nations. Ces deux puissances utilisaient l'Éthiopie à la fois comme une carotte et comme un bâton pour régler et contrôler le comportement de Mussolini, mais, en fin de compte, ce fut Mussolini qui se servit d'elles pour atteindre ses objectifs belliqueux en Afrique et s'allier plus tard à Hitler contre elles par un « pacte d'acier ». Les années 1933-1935 furent donc une période tragi-comique. La France et le Royaume-Uni, essayant ostensiblement d'éviter la guerre en Europe, pratiquaient une politique d'apaisement (Stresa, 1935; Munich, 1938); mais, lorsqu'il s'agissait d'améliorer leurs relations avec l'Italie, ces deux puissances redevenaient rivales. En même temps, elles cherchaient à empêcher l'Italie de se rapprocher de l'Allemagne, pensant que, si la première se lançait dans des aventures africaines, ce serait une heureuse diversion : préoccupée d'expansion coloniale, elle participerait moins aux affaires européennes... ne fût-ce que pendant un temps. Les deux puissances se posèrent en bienfaitrices de l'Italie en donnant à Mussolini l'Éthiopie sur un plateau d'argent, de façon à se garantir ses faveurs lorsqu'il s'agirait de l'Europe. Tout cela explique les hésitations et la confusion qui caractérisèrent la politique européenne à l'égard de l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie en 1935-1936⁹.

Quant à l'Allemagne, Hitler comptait sur un conflit d'intérêts entre l'Italie, d'une part, la France et le Royaume-Uni, d'autre part. Sa stratégie consistait à sauvegarder la possibilité d'améliorer ses relations bilatérales avec chacun de ces pays tout en restant prêt à exploiter leurs différends secondaires. Les États-Unis d'Amérique hésitaient entre l'engagement et l'isolationnisme. Vers la fin des années 1930, le pays se relevait tout juste d'une grave dépression économique et n'était guère disposé à participer à des conflits européens. Néanmoins, il avait trop de liens économiques et culturels avec l'Europe pour se désintéresser totalement de sa situation. Par ailleurs, l'alignement des forces dans les années 1930 reflétait un courant interne dans la lutte entre socialisme et fascisme. Au début du moins, les démocraties bourgeoises d'Europe et les États-Unis d'Amérique s'unirent à l'URSS dans une lutte commune contre les puissances de l'Axe : Allemagne, Italie, Japon et leurs satellites.

Tel est le contexte dans lequel nous devons situer les événements qui se

sont déroulés à la fin des années 1930 et au début des années 1940 dans la Corne de l'Afrique.

Le prétexte ou la cause directe de l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini fut l'« incident de Walwal ». En réalité, Mussolini avait décidé de lancer cette invasion dès 1933, mais il avait besoin d'un *casus belli*. Or la frontière entre l'Éthiopie et la Somalie italienne n'avait jamais été bien définie, ce qui, joint au fait que les Éthiopiens ne faisaient valoir leurs droits, le long de la frontière, que mollement et sporadiquement, devait finir par avoir des conséquences. En réalité, les Italiens s'étaient peu à peu infiltrés tranquillement en territoire éthiopien, tandis que l'attention était tournée vers la délimitation de la frontière nord entre l'Éthiopie et la Somalie britannique. Les empiétements systématiques de l'Italie en territoire éthiopien avaient amené les forces italiennes à plus de cent soixante kilomètres à l'intérieur de l'Éthiopie, en des lieux comme Walwal. Le 5 décembre 1934¹⁰, un groupe de quatre cents Éthiopiens, escortant, dans l'exercice des droits de souveraineté de l'Éthiopie à Walwal, une commission anglo-éthiopienne des frontières qui dressait un inventaire des ressources en eau et en pâturages de l'Ogaden, fut attaqué par des troupes italiennes et somali placées là en garnison. Une bataille s'ensuivit, les Italiens ne purent être délogés de Walwal et, joignant l'outrage au préjudice, le gouvernement italien exigea des excuses formelles et des réparations de l'Éthiopie, qui avait eu l'audace d'affirmer sa souveraineté sur son propre territoire. Cette dernière refusa évidemment d'obtempérer à ces injonctions, mais les altercations occasionnées et l'échange de messages fournirent à Mussolini un prétexte diplomatique commode pour préparer son invasion.

Le 20 décembre 1934, Mussolini publia une directive en quatorze points; il y déclarait notamment ceci : « Le problème des relations avec l'Éthiopie ne peut être résolu que d'une façon : la destruction des forces armées abyssiniennes et la conquête totale de l'Éthiopie [...]. Ce problème existe depuis 1885. L'Éthiopie est la dernière partie de l'Afrique qui n'appartienne pas à des Européens. Le nœud gordien des relations italo-abyssiniennes ne va cesser de se resserrer. Il faut le trancher avant qu'il ne soit trop tard¹¹. »

En janvier 1935, l'Italie décréta la mobilisation générale et le général Emilio De Bono fut envoyé en Érythrée comme haut-commissaire afin de préparer l'invasion imminente de l'Éthiopie. En même temps se déroulaient d'intenses activités diplomatiques auxquelles la France, le Royaume-Uni et l'Italie participaient, tandis que le réarmement de l'Allemagne s'accélérait. La tactique de Mussolini consistait à mettre les Britanniques et les Français de son côté en leur donnant l'impression fallacieuse qu'il s'allierait à eux contre l'Allemagne. Il négociait donc avec le Royaume-Uni et la France ensemble, et avec chacune d'elles séparément. Ces négociations atteignirent leur point culminant à Stresa, où, du 11 au 14 avril 1935, Mussolini reçut le premier ministre britannique James Ramsay Macdonald et le président du Conseil

français Pierre-Étienne Flandin pour discuter d'une coopération entre les trois pays sur des questions d'intérêt commun. Il s'agissait officiellement de créer un « front de Stresa » contre l'Allemagne, mais Mussolini saisit cette occasion pour arracher à ses partenaires un appui, fût-il indirect, à l'égard de son entreprise africaine. Il y parvint en rédigeant le communiqué final de la façon suivante : « Les trois puissances [la France, le Royaume-Uni, l'Italie] se trouvent en complet accord pour s'opposer à toute répudiation unilatérale de traités qui pourrait mettre en danger la paix [...] de l'Europe¹². » Ces derniers mots, « de l'Europe », devaient être déterminants; Mussolini les relut à haute voix, et les délégations française et britannique ne firent aucune objection. Il en conclut immédiatement que sa ruse avait réussi, que la France et le Royaume-Uni se souciaient uniquement de la paix et du maintien du *statu quo* en Europe, et pas en Afrique, et qu'ils fermeraient les yeux s'il passait à l'action en Afrique. Comme le Royaume-Uni et la France étaient informés, depuis quelque temps déjà, des visées de Mussolini sur l'Éthiopie, les conclusions que celui-ci avait tirées de leur attitude n'étaient pas dénuées de fondement. A cette époque, l'Éthiopie continuait à protester auprès de la Société des Nations et à exiger que l'Italie se retire du territoire éthiopien.

Pendant l'été de 1935, la Société des Nations délibérait encore du « différend italo-éthiopien » alors même que les préparatifs de guerre de l'Italie devenaient de plus en plus visibles et bruyants. Elle n'était pas en mesure de se prononcer avec fermeté et sans ambiguïté, à cause des hésitations de certains de ses membres importants, comme la France et le Royaume-Uni; Mussolini pouvait exploiter ces faiblesses avec de bonnes chances de succès. Il défia donc la Société des Nations, rejetant toutes ses propositions. Pour lui, « diplomatie » était synonyme de guerre et, lorsqu'en août il avait envoyé à Genève son représentant, le baron Aloisi, il lui avait donné ses instructions dans les termes suivants : « Je ne veux d'aucun accord à moins que tout ne me soit concédé [...], y compris la tête de l'empereur [...]. Vous devez donc vous comporter en soldat, non en diplomate, en fasciste, non en négociateur. Et, même si l'on m'accordait tout, je préférerais venger Adwa. J'y suis déjà préparé¹³. »

Il proposa ensuite à la France et indirectement au Royaume-Uni ses conditions pour un règlement du « conflit abyssinien », qui étaient celles-ci :

1. Déclaration du Royaume-Uni et de la France en faveur de la prépondérance politique et économique de l'Italie en Éthiopie.
2. Déclaration de principe de la France relative à la nécessité d'une expansion démographique et économique de l'Italie.
3. L'Italie continuerait de participer à Genève aux travaux de la Société des Nations si les exigences susvisées étaient satisfaites.
4. L'Italie reconnaîtrait les droits du Royaume-Uni en Éthiopie tels qu'ils étaient établis par le traité de 1906¹⁴.

L'invasion fasciste de l'Éthiopie (1935-1936)

Le 2 octobre 1935, le Duce parut en public à Rome, Piazza Venezia, et déclara : « Chemises noires de la révolution, hommes et femmes d'Italie, Italiens du monde entier [...], une heure solennelle va sonner dans l'histoire de la patrie. Vingt millions d'Italiens sont réunis, en ce moment, d'une extrémité à l'autre de l'Italie; vingt millions de personnes : un seul cœur, une seule volonté, une seule décision. Cette manifestation doit démontrer que l'identité entre l'Italie et le fascisme est parfaite, absolue et irrévocable [...]. Je refuse de croire que le vrai peuple de France [...] et celui de Grande-Bretagne voudront répandre le sang et pousser l'Europe vers la catastrophe à seule fin de défendre un pays africain universellement tenu pour indigne de figurer parmi les nations civilisées [...]. A des sanctions militaires, nous répondrons par des mesures militaires. A des actes de guerre, nous répondrons par des actes de guerre¹⁵. »

Ce discours constituait apparemment la déclaration de guerre de Mussolini, car le 3 octobre 1935, à 5 heures du matin, De Bono passait la frontière éthiopienne à partir de l'Érythrée italienne, selon des plans déjà arrêtés.

Peu de temps après l'offensive italienne, le 19 octobre, la Société des Nations déclara finalement que l'Italie était l'agresseur et que, ayant ainsi contrevenu aux dispositions du pacte, elle devait être pénalisée. Différents comités furent chargés de déterminer les produits stratégiques que les sanctions devaient viser ainsi que les modalités d'application de ces dernières. Mais la France et le Royaume-Uni intervinrent pour retarder la mise en œuvre des sanctions et proposèrent de se réunir afin de trouver une autre solution au conflit sans heurter de front l'Italie. Pour les encourager dans cette voie, Mussolini affirma qu'il « n'hésiterait pas, au besoin, à faire la guerre à la Grande-Bretagne¹⁶ » si elle entravait ses projets en faisant adopter des sanctions portant sur les livraisons de pétrole à l'Italie ou en fermant le canal de Suez, par lequel toute son armée — 500 000 hommes — et son énorme appareil militaire devaient passer. En août 1935, Mussolini s'était targué d'avoir « mobilisé un million d'hommes et dépensé deux milliards de liras » pour la campagne d'Éthiopie.

Jouant maladroitement la carte diplomatique, le Royaume-Uni et la France élaborèrent, au cours d'une réunion organisée à Paris en décembre 1935, la proposition qu'ils feraient à Mussolini pour éviter un démantèlement pur et simple du « front de Stresa » contre l'Allemagne. Le produit de leurs délibérations fut le « plan de Hoare-Laval », qui découpait l'Éthiopie de façon à en attribuer la plus grande partie à l'Italie tout en sauvegardant les intérêts britanniques et français, conformément au traité tripartite de 1906 mentionné plus haut¹⁷. Le Royaume-Uni et la France eurent même l'aplomb d'envoyer cette proposition à l'Éthiopie pour la soumettre à l'approbation de l'empereur. Profitant de cette agitation diplomatique, l'armée fasciste de Mussolini progressait sur deux fronts. En effet, le maréchal Graziani, également connu sous

le nom de « boucher de la Libye », avait été transféré en Somalie pour ouvrir un deuxième front. Ainsi, l'étau se refermait sur l'Éthiopie, prise entre les forces venant d'Érythrée et celles qui venaient de Somalie. Les Italiens utilisèrent plus de 150 000 *askari* érythréens, somali et libyens, dont le rôle fut déterminant dans le succès de l'invasion de l'Éthiopie par les forces fascistes. On les fit donc se battre Africains contre Africains, opprimés contre opprimés, dans l'intérêt du colonialisme.

En Éthiopie même, on se préparait à repousser l'invasion, mais lentement et sans grande efficacité. La mobilisation générale ne fut décrétée que le 29 septembre 1935. L'empereur et une partie de son entourage avaient une confiance immodérée en l'efficacité de la Société des Nations et en l'intégrité de ses principaux membres. La suite révéla qu'ils avaient eu tort dans les deux cas. Les conseillers européens et américains de l'empereur¹⁸ faisaient souvent miroiter à ses yeux l'espoir d'un prochain règlement pacifique de l'incident de Walwal, qui s'était amplifié jusqu'à devenir la guerre italienne. Il va sans dire que ces « conseillers » et ambassadeurs, qu'ils fussent en poste en Europe ou en Afrique, songeaient surtout à sauvegarder leurs propres intérêts, européens ou américains. Par ailleurs, l'attitude de l'empereur à l'égard du changement en général et du peuple éthiopien n'avait guère préparé le pays à affronter les forces fascistes. On peut en juger d'après ces déclarations qu'il adressa à un visiteur français : « Vous ne devez pas oublier que l'Éthiopie est comme la Belle au bois dormant, que le temps s'est arrêté ici pendant deux mille ans. Nous devons donc prendre grand soin de ne pas lui imposer de changements trop brutaux maintenant qu'elle commence à s'éveiller [...]. Nous devons nous efforcer de trouver un juste milieu entre l'impatience des réformateurs occidentaux et l'inertie des Éthiopiens, qui risquent de fermer les yeux si la lumière est trop vive¹⁹. »

Pendant l'été de 1935, l'empereur aurait essayé d'obtenir l'appui des États-Unis d'Amérique en leur promettant d'éventuelles concessions pétrolières en Éthiopie. Sur l'avis de son conseiller américain, Everett Colson, l'empereur fit des avances aux États-Unis d'Amérique (au grand dam du Royaume-Uni), leur proposant une concession exclusive de soixante-quinze ans pour l'exploitation du pétrole et des produits miniers sur la moitié du territoire éthiopien. Le 29 août 1935, l'empereur conclut un accord avec Francis W. Rickett, représentant l'African Exploration and Development Corporation, qui servait de façade à l'American Standard Oil Company²⁰; mais le Département d'État fit pression sur cette dernière pour qu'elle dénonce l'accord : les États-Unis d'Amérique ne souhaitaient pas avoir l'air de prendre parti dans le « conflit » et ils ne voulaient pas, non plus, compromettre les chances de règlement pacifique dont on s'efforçait en Europe de trouver les conditions.

Aussi, lorsque les forces fascistes se déchaînèrent, l'Éthiopie avait-elle sous les drapeaux 50 000 hommes, dotés d'armes aussi vétustes que possible; elle ne possédait ni chars ni véhicules blindés, et sa « force aérienne » se compo-

sait de onze avions, dont trois ou quatre seulement étaient en état de servir²¹. En revanche, la première force expéditionnaire fasciste comprenait « plus de 200 000 hommes et 7 000 officiers, 6 000 mitrailleuses, 700 canons de tout calibre, 150 chars, 150 chasseurs et bombardiers », et, en septembre 1935, « on envoya encore sur le front 100 000 hommes, un million de tonnes de munitions, 200 canons, 6 000 mules et 2 300 véhicules automobiles²² ». Le 6 octobre, Adwa et Adigrat, dans le Tigre, furent prises. La région fut lourdement bombardée et mitraillée. L'un des fils de Mussolini, Vittorio, qui fit cette guerre comme pilote avec enthousiasme, s'exprima ainsi : « J'étais toujours malheureux lorsque je manquais mon objectif, mais, lorsque je l'avais parfaitement atteint, je n'étais guère plus heureux, car les résultats étaient décevants. Je me représentais sans doute des images de films américains et m'attendais à l'une de ces extraordinaires explosions, où tout semblait projeté jusqu'au ciel. Mais bombarder ces huttes de terre à toit de chaume qui servent d'abris aux Éthiopiens ne donne pas la moindre satisfaction²³. »

Les journalistes fascistes glorifiaient la guerre et l'on rapporte que le pape Pie XI pensait qu'un « échec de l'entreprise (c'est-à-dire, en fait, de l'invasion) italienne nuirait aux intérêts des colonisateurs européens de l'Afrique²⁴ ». En novembre 1935, la guerre allait trop lentement au gré de Mussolini. Aussi décida-t-il de remplacer De Bono, qui ne se révélait pas un fasciste assez impitoyable à son gré, par un autre vieux soldat, Emilio Badoglio.

Avec l'arrivée de Badoglio et la reprise de l'invasion en janvier, « la guerre changea de caractère ». Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau maréchal fasciste usait très libéralement de l'ypérite et d'autres gaz asphyxiants ou vésicants. Pour reprendre les termes d'un témoin : « Vague par vague, les avions arrivaient par groupes de neuf, de quinze ou de dix-huit, répandant la vapeur fatale qui ne formait plus qu'un linceul continu [...]. Cette pluie mortelle tombait sans relâche sur les civils comme sur les militaires, sur les hommes, les femmes et les enfants, sur les animaux, les fleuves, les lacs et les pâturages²⁵. »

La résistance de l'Éthiopie à l'invasion italienne fut organisée au nord d'abord sous l'autorité des ras (généraux) Kassa, Imru, Seyu, Mulugieta. Avec les armes qu'ils purent rassembler, ces chefs militaires s'efforcèrent d'arrêter l'ennemi. C'est précisément lorsque les Éthiopiens opposèrent quelque résistance à l'offensive italienne que le Duce recommanda « la plus grande libéralité dans l'utilisation des gaz asphyxiants²⁶ ». Pendant leur brève contre-offensive de décembre, les troupes éthiopiennes semblèrent en passe non seulement de tenir sur leurs propres positions, mais même de pénétrer dans les bastions italiens d'Érythrée. Mais, par suite de la médiocrité des communications (qui étaient toutes contrôlées par les Italiens), de certaines difficultés logistiques et des bombardements continus au gaz moutarde, les Éthiopiens ne purent soutenir leur contre-offensive.

Pendant ce temps, au sud, l'offensive de Graziani avait aussi commencé.

Graziani, qui n'avait pas fait bonne figure en Afrique du Nord pendant la première guerre mondiale, espérait redorer son blason grâce à une guerre plus facile dans la Corne de l'Afrique. C'est lui qui a dit : « Le Duce aura l'Éthiopie avec ou sans les Éthiopiens, comme il le voudra²⁷. » Si son armée était plus modeste que celle de Badoglio au nord, elle était aussi exposée à des dangers moindres. Les forces dont il disposait étaient extrêmement mécanisées, comme l'exigeaient le terrain, la flore et la faune de la région sur laquelle il devait passer. Le 7 novembre, ayant occupé Quoram, Graziani se dirigea vers Negelle. Il usa de gaz moutarde à profusion et, pour la prise ou plutôt la destruction de Negelle, on dit qu'il lâcha une quarantaine de tonnes d'explosifs puissants sur la ville. Son collègue, dans le Nord, avait fait entrer en jeu 170 avions, qui lâchèrent 396 tonnes d'explosifs puissants à Amba Arodam, dans le Tigre. Telle fut la nature de la guerre génocide menée par l'Italie fasciste contre l'Éthiopie. L'engagement peut-être le plus décisif de la guerre italienne d'invasion eut lieu à Mai Chelo à la fin de mars 1936. L'empereur Haïlé Sélassié était lui-même à la tête des forces éthiopiennes. Malgré toute leur bravoure et leur héroïsme au combat, les Éthiopiens ne réussirent pas à repousser les forces italiennes, plus nombreuses, mieux armées et mieux préparées. A l'issue de la bataille, qui avait duré une journée, on comptait 8 000 morts du côté éthiopien, tandis que les Italiens n'avaient perdu que quelques centaines d'hommes. Mussolini aurait été déçu, dit-on, parce que « le nombre des Italiens tombés au combat n'atteignait même pas 2 000, et le prix dont la victoire avait été payée n'était pas suffisant pour retremper le caractère national autant que le fascisme l'exigeait²⁸ ».

Abandonnant Mai Chelo, l'empereur fit retraite vers Addis-Abeba. Badoglio et sa force aérienne de 150 avions le poursuivirent : « Hommes, femmes et bêtes de somme furent déchiquetés ou mortellement brûlés par le gaz moutarde²⁹. »

D'avril à mai 1936, les offensives italiennes, dirigées à la fois depuis le nord et depuis le sud, rencontrèrent de moins en moins d'opposition. La résistance éthiopienne, qui avait notamment à sa tête le *dejasmach* (général de brigade) Afework, les ras Desta et Nesibu, et le *fitawrari* (colonel) Guangul, ne put arrêter Graziani dans l'Ogaden et le Bale. Tandis que Badoglio se dirigeait vers Addis-Abeba, Graziani visait le Harar. Le 2 mai 1936, l'empereur décida de quitter le pays, officiellement pour poursuivre le combat sur le front « diplomatique ». C'est le premier monarque de l'histoire de l'Éthiopie qui ait fui son pays face à une agression étrangère. Selon une étude récente faite sur cette période, cet acte joua un rôle déterminant dans la « victoire » fasciste et dans l'occupation d'Addis-Abeba³⁰.

Le 5 mai 1936, les forces de Badoglio entraient à Addis-Abeba et, le 9 mai, Mussolini annonçait au monde : « L'Italie a enfin son empire ! » Citons à ce sujet un observateur bien informé : « D'un seul coup, la guerre fit disparaître le mécontentement qui régnait en Italie, ou du moins le noya dans la

propagande fasciste et les chants de victoire; elle allégea le poids de la stagnation économique, créa une diversion opportune et marqua le début d'une nouvelle phase dans la politique de Mussolini, qui visait à tailler un empire à l'Italie en Méditerranée et en Afrique³¹. »

Notes

-
1. Voir E. Work, *Ethiopia: a pawn in European diplomacy*, Londres, Macmillan, 1935.
 2. Le lecteur trouvera une étude récente de l'historique et des conditions de la lutte menée par l'Éthiopie pour son indépendance dans Sven Rubenson, *The survival of Ethiopian independence*, Londres, Heinemann, 1976. Voir aussi E. Work, *op. cit.*
 3. Pour une brève analyse des « négociations » de 1897 relatives aux frontières, le lecteur pourra se référer à un article antérieur de l'auteur de la présente étude, « Rhetoric and reality in the making of the boundaries in the Horn of Africa in 1897 », dans : *Ethiopia observer*, vol. XIII, n° 1, p. 16-30.
 4. La frontière entre l'Éthiopie et la Somalie italienne devait être l'objet d'une autre série de négociations, qui eurent lieu à Addis-Abeba en 1908. Une convention établissant la frontière de façon plus officielle fut alors signée, mais cela ne changea pas sensiblement la situation. Pour les documents relatifs à ces réunions de 1897 et aux réunions qui suivirent, voir, par exemple, *The Somali peninsula*, Mogadiscio, 1962.
 5. Le Royaume-Uni fut obligé de recourir aux bombardements aériens et de collaborer avec l'Italie pour anéantir le mouvement Darwish. Le cheikh utilisa le territoire éthiopien comme lieu de rassemblement pour ses troupes et chercha à associer l'Éthiopie à son combat. Il mourut et fut enterré en Éthiopie; ses descendants participent encore activement à la vie publique dans ce pays. Pour un bref examen de cette période, voir I. M. Lewis, *The modern history of Somaliland*, New York, Praeger, 1961, p. 63-91.
 6. Pour une étude succincte et bien informée des circonstances qui ont conduit à l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie en 1935 et des répercussions qu'elle eut d'ailleurs, voir G. Salvemini, *Prelude to World War II*, New York, Doubleday, 1954.
 7. Voir, par exemple, R. Hess, *Italian colonialism in Somalia*, Chicago, 1956, p. 156 et suiv. Voir aussi George Baer, *The coming of the Italian-Ethiopian war*, Harvard University Press, 1967, p. 11 et suiv.
 8. Voir A. J. Baker, *The rape of Ethiopia, 1936*, New York, Balantine Books, 1971, p. 15. Le texte du traité italo-éthiopien de 1928 est reproduit dans Gringold Duprey, *De l'invasion à la libération de l'Éthiopie*, Paris, 1955, p. 462-463.
 9. Quelques très bonnes études ont été consacrées à la situation internationale, notamment : G. Salvemini, *Prelude to World War II*, *op. cit.*; Frank Hardie, *The Abyssinian crisis*, Londres, B. T. Batsford, 1974; Thomas M. Coffey, *Lion by the tail*, Londres, Hamish Hamilton, 1974; George Baer, *The coming of the Italian-Ethiopian war*, *op. cit.*; Franklin D. Laurens, *France and the Italo-Ethiopian crisis*, La Haye, Mouton & Co., 1967; Brice Harris Jr, *The United States and the Italo-Ethiopian crisis*, Stanford, Stanford University Press, 1964; Irone Kirkpatrick, *Mussolini*, New York, Avon Books, 1964; William L. Shirer, *The rise and fall of the Third Reich*, Londres, Pan Books, 1960.
 10. Pour plus de détails, voir G. Baer, *op. cit.*, p. 45 et suiv.; voir aussi Pitman B. Potter, *The Wal Wal arbitration*, Washington, 1938, *passim*.
 11. Cité dans G. Baer, *op. cit.*, p. 59 et 61.
 12. Frank Hardie, *The Abyssinian crisis*; voir aussi G. Salvemini, *Prelude to World War II*, *op. cit.*, p. 191 et suiv.

13. *Ibid.*, p. 254.
14. *Ibid.*, p. 263.
15. *Ibid.*, p. 373.
16. *Ibid.*, p. 255.
17. Pour plus de détails, voir Franklin D. Laurens, *France and the Italo-Ethiopian crisis*, *op. cit.*, *passim*; Frank Hardie, *The Abyssinian crisis*, *op. cit.*, p. 164 et suiv.
18. Parmi ces « conseillers », il y avait, outre les ambassadeurs, De Halpert (Royaume-Uni), Everett Colson (États-Unis d'Amérique), le général Virgin (Suède) et Anderson (Suisse).
19. Angelo Del Boca, *The Ethiopian war, 1935-1941*, trad. angl. de P. D. Cummins, University of Chicago Press, 1969.
20. Voir Thomas M. Coffey, *Lion by the tail*, *op. cit.*, p. 133 et suiv., et Brice Harris, *op. cit.*, p. 35-42. Les États-Unis d'Amérique (dont Franklin Delano Roosevelt était alors président) devaient être le premier pays à annoncer (le 5 octobre 1935) sa « neutralité » dans la guerre et, ainsi, à « se laver les mains de l'agression italienne ». Voir Thomas M. Coffey, *loc. cit.*, p. 270.
21. *Ibid.*, p. 147.
22. Angelo Del Boca, *op. cit.*, p. 21.
23. Angelo Del Boca, *loc. cit.*, p. 59-60.
24. G. Baer, *op. cit.*, p. 284. Pour assurer le reportage de l'invasion, il y eut jusqu'à trois cents journalistes, presque tous italiens.
25. Angelo Del Boca, *op. cit.*, p. 29.
26. *Ibid.*, p. 78. Les effets de l'ypérite ou gaz moutarde ont aussi été décrits par le ras Imrou, qui rapporte que, le 23 décembre 1935, « une centaine de ses hommes qui avaient été éclaboussés par le fluide mystérieux commencèrent à hurler de douleur, tandis que des ampoules apparaissaient sur leurs pieds nus, sur leurs mains, sur leurs visages. Certains, qui s'étaient précipités vers la rivière pour avaler de grandes gorgées d'eau afin de rafraîchir leurs lèvres enfiévrées, s'effondrèrent sur la rive, se tordant de douleur, et agonisèrent pendant des heures avant de mourir. Parmi les victimes, il y avait quelques paysans qui étaient venus faire boire leurs bêtes ».
27. *Ibid.*, *loc. cit.*, p. 113 (citation).
28. *Ibid.*, p. 172.
29. *Ibid.*, p. 177. Voir aussi Budoflio, *La guerra d'Ethiopia*, p. 139 et suiv. Un certain nombre d'*askari* érythréens ou somali, à qui l'on avait donné l'ordre d'enterrer les morts italiens, mais d'abandonner les leurs et de passer leur chemin, et que cette discrimination révoltait, passèrent du côté éthiopien. Ces désertions ébranlaient naturellement l'appareil militaire italien.
30. Le départ de l'empereur pour Londres a été décrit comme un « acte de trahison et de lâcheté tel qu'il n'en avait jamais été commis par aucun monarque éthiopien dans la longue histoire de la nation ». *The Italo-Ethiopian war*, Addis-Abeba, Ministère de l'information, 1975, p. 25.
31. Angelo Del Boca, *op. cit.*, p. 206-207. L'invasion a coûté à l'Italie quelques milliers de morts et 12 111 millions de liras.

La Corne de l'Afrique dans une décennie de conflits mondiaux (1935-1945)

A. Eshete

Durant la période qui nous intéresse, l'Éthiopie, la Somalie britannique ou Somaliland, la Côte française des Somalis, la Somalie italienne et une autre colonie italienne, l'Érythrée, seront comprises dans la Corne de l'Afrique. Étant donné que le conflit mondial s'est traduit essentiellement, dans cette partie de l'Afrique, par l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste, nous ne parlerons des autres pays que dans la mesure où ils ont subi les effets de la guerre italo-éthiopienne.

L'Éthiopie de 1935 était encore dominée par des feudataires qui exerçaient leur autorité sur des provinces autonomes ou semi-autonomes et versaient chaque année un tribut d'importance variable à l'empereur, qui résidait à Addis-Abeba. Le prince héritier, le ras Tafari Makonnen, après avoir surmonté d'innombrables obstacles de 1916 à 1930, était enfin monté sur le trône. Il avait pris le titre d'empereur et le nom de Haïlé Sélassié (« Force de la Trinité »); il était, suivant la tradition, empereur de droit divin, l'Élu de Dieu, le Lion de Juda. Malgré ces titres pompeux, son autorité s'étendait tout au plus sur Addis-Abeba et ses environs. En effet, dans l'Éthiopie de 1930, le pouvoir appartenait aux grands feudataires, qui s'accrochaient jalousement à leurs prérogatives et résistaient à tout changement.

De plus, l'Éthiopie était encore à cette époque un « musée ethnologique, où voisinaient plusieurs nations possédant chacune sa langue et sa culture ». Bien qu'elle fût considérée comme un pays chrétien, on estimait qu'un tiers de ses habitants étaient musulmans. Dans ces conditions, il était difficile pour Addis-Abeba d'assurer un pouvoir central et une administration uniforme. La vieille structure féodale avait pourtant été ébranlée dès l'aube du XX^e siècle par l'introduction du capitalisme commercial, résultat de la pénétration des impérialismes européens.

Dans tous les domaines (économique, politique, administratif), l'Éthiopie avait commencé à se transformer. Selon une relation de sujet à seigneur caractéristique de toutes les sociétés féodales, les sujets (*gebar*), dans chaque fief ou domaine (*gult*), versaient un tribut à leur seigneur (*gultshum*), mais la modernisation entraînée par le capitalisme commercial, jointe à l'influence des nombreux conseillers européens du gouvernement impérial, qui préconisaient la

formation d'un État sur le modèle européen, eut pour effet de relâcher le lien féodal et d'instaurer à la place une relation de citoyen à État : l'individu n'était plus un sujet payant tribut au seigneur, mais un citoyen libre qui payait annuellement des impôts à l'État.

Dès lors, l'administration ne devait plus être exercée par les détenteurs des fiefs héréditaires, mais par des fonctionnaires nommés et payés par le gouvernement d'Addis-Abeba. Les armées féodales des provinces durent faire place progressivement à une armée unique, obéissant au gouvernement central et tenant garnison dans les différentes régions de l'empire. Le système judiciaire, la police et les autres secteurs de l'administration furent aussi progressivement centralisés. Cette évolution avait commencé au début du xx^e siècle.

Dans le domaine économique, certains éléments du capitalisme avaient commencé à s'implanter. Une économie monétaire s'était peu à peu développée. Il y avait bien de petites industries (textiles, cuir, etc.), mais l'Éthiopie exportait surtout des matières premières (café, peaux) et importait d'Europe et d'Amérique des produits manufacturés qui, en inondant le marché intérieur, ruinèrent l'artisanat traditionnel. Le développement du capitalisme commercial et l'urbanisation furent particulièrement favorisés par la construction d'une voie ferrée entre Djibouti et Addis-Abeba dans la première décennie du xx^e siècle. Le système d'éducation moderne mis en place pour l'essentiel au début du siècle se développait lentement; au début des années 1930, l'Éthiopie comptait de nombreux intellectuels qui avaient fait leurs études à l'étranger.

Tout cela contribuait à donner une impression de modernisme au voyageur qui arrivait à Addis-Abeba. En réalité, l'Éthiopie restait en 1935 un pays très arriéré, avec une population de cinq à quinze millions d'habitants, où l'agriculture était, dans une proportion supérieure à 95 %, une agriculture de subsistance et où toute idée de changement était étouffée par une aristocratie parasitaire et par une Église de structure féodale (l'Église orthodoxe) qui possédait la plus grande partie des terres cultivables. Le commerce des esclaves avait été considérablement réduit au xx^e siècle, mais l'esclavage existait toujours, bien que le gouvernement eût promis de l'abolir afin d'obtenir l'entrée de l'Éthiopie à la Société des Nations.

L'Éthiopie indépendante était entourée de tous les côtés par des puissances impérialistes : le Royaume-Uni au Soudan, au Kenya et dans la Somalie britannique, l'Italie en Érythrée et dans la Somalie italienne, la France dans la Côte française des Somalis. Les frontières de l'Éthiopie avec ces colonies avaient été fixées par des accords signés après la bataille d'Adwa (1896) : avec la France en 1897, avec le Royaume-Uni en 1902 et en 1907, avec l'Italie en 1897 et en 1908. La victoire remportée à Adwa sur les envahisseurs italiens n'avait mis fin que temporairement aux rêves de conquête de l'Italie dans cette région; elle n'avait en rien diminué la menace que la proximité des empires coloniaux représentait pour l'indépendance de l'Éthiopie. Pendant toute la première

décennie du xx^e siècle et jusqu'en 1935, le Royaume-Uni, la France et l'Italie n'ont jamais vraiment cessé de se partager sur le papier le territoire éthiopien, chacun en rattachant une portion à sa zone d'influence. Ces projets ne se sont jamais réalisés, non seulement à cause de la résistance de l'Éthiopie, mais aussi de la rivalité qui existait entre les trois pays impérialistes.

On a pu cependant pressentir en Éthiopie un réel danger d'agression de la part de l'Italie dès la montée du fascisme mussolinien au début des années 1920. Sous prétexte de venger la défaite d'Adwa, Mussolini était décidé à mettre en pratique le principe fasciste de l'expansion territoriale. Il croyait que l'Italie surmonterait ses difficultés économiques, assurerait sa prospérité en exportant sa main-d'œuvre excédentaire et en important d'Éthiopie des matières premières. Les Éthiopiens avaient nettement conscience de cette menace italienne; les journaux s'efforçaient, directement ou indirectement, de préparer l'opinion. Le gouvernement italien essaya de dissiper les soupçons des Éthiopiens par des déclarations d'amitié et de bonnes intentions, allant jusqu'à signer le 2 août 1928 un traité de paix et d'amitié avec l'Éthiopie. Mais la menace d'une invasion fasciste se précisait à mesure que les provocations de l'Italie se multipliaient, épuisant la patience des Éthiopiens. En fait, Mussolini avait commencé, dès 1925, à envoyer des troupes italiennes et somali (*dubat*) dans la région éthiopienne de l'Ogaden, en particulier dans les villages bien approvisionnés en eau de Walwal et de Warder, à environ cent cinquante kilomètres au nord de la frontière italo-éthiopienne de 1908. En décembre 1934, l'armée fasciste se servit pour la première fois de ses avions et de ses chars d'assaut contre des fantassins éthiopiens insuffisamment armés et mal préparés : on peut considérer que cet incident, dit « de Walwal », marqua le début de l'invasion de l'Éthiopie. La Société des Nations, à laquelle l'Éthiopie fit appel, se révéla impuissante. Mussolini poursuivit l'exécution de son projet d'agression, qui était d'envahir entièrement l'Éthiopie à partir de l'Érythrée au nord, et, au sud, de la Somalie italienne et de l'Ogaden. Le général De Bono, nommé commandant en chef de l'ensemble de l'armée d'invasion, dirigeait les opérations au nord, tandis que le général Rodolfo Graziani, l'« hyène de la Libye », commandait les forces italiennes sur le front sud.

Sur les plans de l'armement et de l'art militaire, inutile de dire que l'Éthiopie féodale n'était pas préparée à résister à l'agression de l'Italie. Pendant que les avions et les chars de l'armée fasciste s'accumulaient à Massawa et à Mogadiscio, le gouvernement éthiopien, qui avait mis toute sa confiance dans la Société des Nations, faisait manœuvrer dans les rues d'Addis-Abeba les soldats qui seraient envoyés quelques jours plus tard sur les deux fronts. Il y avait en Éthiopie des centaines de milliers de fusils, mais c'étaient de vieux mausers, schneiders, etc., qui fonctionnaient à peine. L'Éthiopie n'avait presque pas d'avions militaires, de chars ou d'armes antiaériennes. Par conséquent, lorsque la guerre éclata, seule pouvait être considérée comme une armée

moderne la garde impériale, composée de 25 000 hommes qui avaient été formés par des instructeurs européens. Les seules armes modernes que l'Éthiopie possédât étaient les 50 000 ou 60 000 fusils de toute provenance que l'empereur était parvenu à rassembler au dernier moment. Le pays n'était pas prêt à se défendre contre les bombes et encore moins contre les gaz toxiques, armes inconnues des Éthiopiens et dont l'Italie allait faire contre eux le plus grand usage. Un système de communications qui n'était ni traditionnel ni moderne révélait à l'ennemi les mouvements de l'armée éthiopienne. La pénurie de fournitures et de vivres était aggravée par la difficulté des transports et le manque de véhicules militaires (véhicules que l'armée italienne possédait au contraire en grande quantité). Tel était le rapport des forces au moment de l'agression. Il n'était pas rare de voir un Éthiopien courageux mourir en se battant à mains nues contre un char blindé, comme si c'était une espèce d'animal sauvage qu'il était résolu à tuer.

Le 2 octobre 1935, Mussolini annonça au monde sa décision d'envahir l'Éthiopie. En même temps, l'armée fasciste, composée de 50 000 soldats italiens et indigènes (*banda askari*), traversait la rivière Mereb, qui formait la frontière de l'Érythrée, et pénétrait en Éthiopie, dans la province montagneuse du Tigre qui avait reçu du gouvernement central l'ordre de n'opposer aucune résistance à l'envahisseur. Le 6 octobre, la ville d'Adwa, théâtre de la bataille de 1896, fut occupée. L'armée italienne avançait vers le sud; l'antique ville d'Axum capitula le 14 octobre; Makalle, une des principales villes du Tigre, se rendit sans combat le 4 novembre. Sur le front sud, les quelque cent mille soldats de l'armée fasciste commandée par Graziani se dirigeaient vers l'Ogaden. La situation des Éthiopiens était encore pire ici que sur le front nord; à part quelques postes défendus par un petit nombre de soldats, il n'y avait pas d'armée capable de résister aux envahisseurs. On estimait à 6 000 le nombre total des soldats éthiopiens qui se trouvaient dans la région désertique de l'Ogaden en juillet et août 1935; une grande partie d'entre eux étaient armés de fusils surannés. Dejach Nessibu, le gouverneur du Harrar et de l'Ogaden, était un favori de l'empereur, mais pas un chef militaire. La pénétration des Italiens fut donc à peu près aussi rapide sur ce front que dans le Nord.

A partir des premiers jours d'octobre 1935, malgré la résistance des postes frontière, plusieurs villes de l'Ogaden furent occupées : la ville frontière de Dolo le 3 octobre, Gerlogubi le 5, Galadi, Kalafu, etc. Les Italiens contrôlaient maintenant une grande partie du sud de l'Ogaden. La résistance la plus farouche qu'ils rencontrèrent dans le nord de cette province leur fut opposée par Grazmach Afework, le vaillant défenseur de Korahe, qui perdit la vie sur le champ de bataille. Du 2 au 5 novembre, ils soumièrent Korahe à un bombardement aérien intensif et utilisèrent contre elle des gaz toxiques. Malgré une résistance opiniâtre, la ville tomba aux mains des Italiens le 5 novembre. La chute de Korahe ouvrit la route du Harrar aux envahisseurs. L'armée de

Graziani, progressant vers le nord, occupa Kabri Dahar le 6 novembre après de durs combats. Kabri Dahar et Korahe devinrent les bases de l'attaque que les Italiens allaient lancer contre Dagahabur, Djidjiga et enfin Harrar.

L'empereur Haïlé Sélassié avait déclaré : « Je ne suis pas un soldat », reconnaissant ainsi que, contrairement à ses ancêtres, il n'était pas un homme de guerre. Il n'était absolument pas prêt à prendre la tête de son armée pour résister à l'agresseur, même après avoir constaté que la Société des Nations, dans laquelle il avait mis sa confiance, s'était montrée incapable d'arrêter Mussolini. Lorsque la mobilisation générale fut finalement décrétée suivant la procédure féodale traditionnelle, tous les Éthiopiens valides (suivis de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs esclaves, dont ils avaient besoin pour leur service personnel), inexercés, insuffisamment armés et pas du tout préparés à une guerre de ce genre, se présentèrent à Addis-Abeba en poussant des cris de guerre et en demandant qu'on les envoie au front. Ils furent en effet envoyés sur les fronts nord et sud pendant tout le mois d'octobre et tout le mois de novembre 1935. Au nord, l'armée (80 000 hommes environ) était conduite par le ministre de la guerre, le ras Mulugueta. Plusieurs divisions (environ 10 000 hommes) furent envoyées dans le Sud pour renforcer l'armée de Dejach Nessibu au Harrar et en Ogaden. De plus, Dejach Beyene Merid fut envoyé dans la province méridionale de Bale, et le ras Desta Damtew se porta avec son armée à la défense du Sidamo, également dans le Sud. L'empereur fit une brève visite à Djidjiga en Ogaden après la chute de Korahe et de Kabri Dahar, puis il retourna à Addis-Abeba et repartit pour le front nord; il établit son quartier général à Dessie, capitale du Wollo, au sud du Tigre.

Sur la scène internationale, deux membres importants de la Société des Nations — le Royaume-Uni et la France —, qui avaient des colonies voisines de l'Éthiopie, avaient commencé à coopérer directement avec l'Italie fasciste. Par un traité secret, le 7 janvier 1935, la France renonça en faveur de l'Italie à tous ses intérêts et à toutes ses prétentions en Éthiopie, à l'exception de la zone du chemin de fer entre Addis-Abeba et Djibouti, et elle céda à l'Italie une part importante de l'exploitation de ce chemin de fer. Le président du Conseil français, Pierre Laval, laissait donc à Mussolini « les mains libres » en Éthiopie. L'Italie s'engageait en échange à apporter son aide à la France au cas où celle-ci serait attaquée par l'Allemagne. Mais la trahison la plus flagrante des pays impérialistes fut le plan Hoare-Laval du 11 décembre 1935, par lequel le Royaume-Uni et la France se déclaraient prêts à céder à l'Italie plus de la moitié du territoire éthiopien (569 800 km²). Mussolini accepta ce plan comme une base de discussion possible, mais l'opposition de la Chambre des communes à cette « honteuse transaction » et la démission du ministre britannique des affaires étrangères, sir Samuel Hoare, mirent fin au projet. Il semble qu'au Royaume-Uni aussi bien qu'en France l'enthousiasme pour l'Italie se soit ensuite refroidi pendant quelque temps. Les hésitations des deux grandes puissances européennes

n'en avaient pas moins rendu inefficaces les sanctions de la Société des Nations contre l'Italie¹.

Entre-temps, la guerre continuait sur les deux fronts. L'armée italienne du Nord était maintenant sous les ordres du maréchal Badoglio, qui avait remplacé le général De Bono le 15 novembre 1935. Les troupes éthiopiennes s'approchaient des lignes italiennes sur le front nord. Le 15 décembre, le régiment de 25 000 hommes conduit par le ras Imru, après avoir traversé la rivière Takazze, attaqua le poste italien de Dembegunna, au Shirre, tuant environ 400 soldats italiens et indigènes; il s'empara de plusieurs chars et d'une grande quantité d'armes. Une autre armée éthiopienne, commandée par le ras Seyum du Tigre et par le ras Kassa Dargbe, se battait à Tembien. Le combat sanglant que le ministre éthiopien de la guerre, le ras Mulugueta, livra à Amba Aradom, en Enderta, au sud de Makalle, dura du 9 au 19 février 1936; il se termina par la mort du ras et par la dispersion de l'armée éthiopienne, sur laquelle l'aviation italienne déversa des bombes et des gaz toxiques.

Sur le front sud, en Ogaden, l'armée du général Graziani dut se diviser; une partie importante de cette armée, sous la conduite de Graziani lui-même, se dirigea vers l'ouest pour arrêter les 30 000 hommes du ras Desta Damtew et les 15 000 hommes de Dejach Beyene Merid, qui, venant respectivement du Bale et du Sidamo, opérèrent leur jonction sur les rivières Juba et Shebeli. Dans le Nord, les Italiens se servaient de l'armée érythréenne comme d'un tampon destiné à amortir le choc des attaques éthiopiennes et, dans le Sud, c'étaient les groupes somali appelés *dubat* qui remplissaient cette fonction; la plus célèbre était la bande Onol Dinle, composée de 7 000 hommes. Cette tactique des fascistes déconcerta les combattants éthiopiens, car « [leurs] frères s'interposaient constamment entre [eux] et l'ennemi » (Gingold Duprey, p. 254); mais c'était pour les Éthiopiens une consolation de voir qu'une proportion élevée de ces soldats indigènes désertaient les bandes fascistes pour rejoindre l'armée éthiopienne².

La grande bataille de la Ganale Doria (affluent de la Juba), qui mit aux prises l'armée fasciste et celle du ras Desta Damtew en décembre 1935, fit beaucoup de victimes parmi les Italiens, mais il y eut environ 10 000 morts du côté éthiopien. Le ras fut lui-même arrêté et exécuté plus tard par les Italiens³. Graziani tourna alors de nouveau son attention vers l'Ogaden, où, depuis quelque temps, les combats diminuaient d'intensité. Les Italiens commencèrent cette seconde et dernière bataille pour la conquête de l'Ogaden en bombardant pour la première fois les principales villes de la région, qui étaient aussi les principaux objectifs des envahisseurs dans le Sud : Djidjiga et Harrar. La détermination dont les Éthiopiens, bien qu'assez mal commandés par Dejach Nessibu, firent alors preuve au cours d'une série d'affrontements ne put empêcher les Italiens d'avancer à grands frais vers ces deux villes.

Le dernier combat, celui qui décida du sort de l'Éthiopie, fut livré à

Maichew, sur le front nord. Le 22 megabit 1928 (3 mars 1936), l'armée fasciste du Nord, qui se dirigeait vers le sud, rencontra l'armée éthiopienne rassemblée sous le commandement de l'empereur. La supériorité militaire des fascistes eut une fois de plus raison de la résistance des Éthiopiens, qui dura jusqu'au 4 avril. Ces derniers avaient maintenant le choix de poursuivre une guerre inégale ou de se replier, de commencer la guérilla et de harceler l'ennemi jusqu'à la victoire et à la libération de leur territoire. Le peuple choisit cette seconde forme de résistance, mais, au lieu de réorganiser son armée en fonction de ce choix et d'en rester le chef, au lieu de prolonger une tradition héroïque en défendant la patrie en danger, l'empereur, après son retour à Addis-Abeba, décida d'abandonner l'Éthiopie à l'envahisseur; il prit secrètement le train pour Djibouti dans les premiers jours de mai 1936 et se réfugia au Royaume-Uni jusqu'à la fin de la guerre, laissant l'armée et le gouvernement éthiopiens en plein désarroi, et pratiquement sans chef. De même, le général de l'armée du Sud, Dejach Nessibu, ayant appris le départ de l'empereur, abandonna complètement ses troupes et partit pour Genève, où il mourut. Dès lors, l'avance de l'armée italienne au nord comme au sud ne fut plus qu'une question de jours. L'armée du général Badoglio occupa Addis-Abeba le 5 mai; celle de Graziani occupa Djidjiga le 7 et Harrar le 9. Le roi d'Italie signa le 9 mai un décret où il se proclamait empereur de l'Éthiopie. Le 15 mai, la Société des Nations, acceptant le fait accompli, décida de lever l'embargo, qui, de toute façon, n'avait produit aucun effet.

Cette brusque fin de l'indépendance de l'Éthiopie frappa de stupeur tous les peuples épris de paix, particulièrement ceux du Tiers Monde. En effet, l'éthiopisme (ou le rastafarisme, comme on disait dans les Antilles) était demeuré, à cette époque de nationalisme grandissant en Afrique et en Amérique latine, le symbole de la liberté négro-africaine et un objet de fierté pour toute la diaspora noire. Dès le début de la guerre, des progressistes étaient accourus en Éthiopie du monde entier pour lutter contre les fascistes. Comme l'a dit un officier soudanais qui combattait dans les rangs de l'armée éthiopienne : « L'Éthiopie était le dernier symbole de la liberté africaine⁴. »

Quant aux Éthiopiens, après le départ de l'empereur, les chefs qui lui restaient fidèles ne passèrent que peu de temps à Gore, près de la frontière soudanaise, où ils avaient établi leur quartier général. Le reste des nobles choisirent pour la plupart de collaborer avec l'agresseur⁵. Les roturiers et les chefs de rang inférieur confièrent la direction de la guérilla à des hommes peu connus ou inconnus qui s'étaient distingués par leur courage et leurs exploits.

Le gouvernement italien crut qu'avec l'occupation d'Addis-Abeba la conquête de l'Éthiopie était consommée. Ce pays forma avec l'Érythrée et la Somalie un territoire qui, le 1^{er} juin 1936, reçut le nom d'Africa Orientale Italiana (AOI) et qui devait être administré par un « vice-roi d'Éthiopie ». Durant l'occupation, ce poste fut attribué successivement à Badoglio, à Graziani

(du 11 juin 1936 au 21 décembre 1937), au duc Amédée de Savoie (du 21 décembre 1937 au 19 mai 1941) et à Pietro Gazzera. L'Afrique orientale italienne était composée des six provinces suivantes : l'Ambara (capitale : Gondar); Galla et Sidama (capitale : Gimma); la Somalie, comprenant l'Ogaden (capitale : Mogadiscio); l'Érythrée, comprenant le Tigre (capitale : Asmara); le Shoa (capitale : Addis-Abeba). Comme on le voit, les fascistes voulaient ainsi séparer les communautés culturelles les unes des autres. Pendant les cinq ans que dura l'occupation de l'Éthiopie, « diviser pour régner » fut le principe de base de la politique italienne. Bien qu'ils prétendissent appartenir à la race supérieure, ce qui impliquait l'infériorité de tous les Noirs, les fascistes se déclarèrent en faveur de l'égalité de toutes les nations d'Éthiopie. Ils cherchèrent cependant à opposer une ethnie « dominante », celle des Amhara, à toutes les autres, considérées comme « sujettes ». (Bien qu'elle soit d'origine fasciste et dépourvue de tout fondement, cette distinction grossière est restée vivace jusqu'à nos jours.)

La religion était un autre domaine qui se prêtait à la politique de la division. Les agents de Mussolini firent tout ce qu'ils purent pour susciter de la haine et créer des conflits entre les chrétiens et les musulmans, qu'ils traitèrent respectivement comme des oppresseurs et comme des victimes. Ils firent semblant de protéger l'islam et les musulmans contre la domination de l'Église orthodoxe éthiopienne. En réalité, les fascistes voulaient promouvoir en Éthiopie le développement du catholicisme ultramontain, et cela, avec la collaboration du Vatican et au détriment des missions venues d'autres pays : missions catholiques françaises, missions britanniques, allemandes ou américaines, qui furent toutes expulsées. En outre, les Italiens tentèrent au début de se gagner les faveurs de l'aristocratie éthiopienne. Cette politique se poursuivit au moins jusqu'à l'attentat contre Graziani, en février 1937. Après cet événement, les fascistes commencèrent à perdre confiance dans l'aristocratie, et la politique du *niente ras* de Mussolini lui était franchement hostile. Même si les Italiens cherchaient à opposer les chrétiens aux musulmans, leur stratégie initiale fut de créer, à l'intérieur de l'Église orthodoxe, un haut clergé soumis à l'archevêque, l'*abuna*, dont les liens avec le patriarche d'Alexandrie furent alors rompus; ils voulaient que ce haut clergé collaborât avec l'occupant et écartât les prêtres soupçonnés de refuser la domination fasciste. Ceux qui soutenaient le mouvement de résistance nationale furent exécutés sommairement, comme l'évêque du Wollo, Petros, célèbre martyr de la résistance éthiopienne. La répression s'accrut après le massacre qui suivit l'attentat de février 1937.

En ce qui concerne les classes opprimées, les Italiens se sont servis, là encore, des contradictions sociales comme d'un moyen de division. L'esclavage sous toutes ses formes, y compris l'esclavage domestique, fut aboli, de même que tous les liens féodaux qui assujettissaient les paysans éthiopiens (*gebar*) aux seigneurs. Le nombre des esclaves affranchis fut, dit-on, si grand que l'admi-

nistration fasciste, qui ne savait que faire d'eux, dut les réinstaller chez leurs anciens maîtres avec, théoriquement, le statut d'homme libre. De même, les Italiens ont prétendu qu'après cette réforme les serfs émancipés ne se laissèrent plus exploiter par l'ancienne aristocratie terrienne. Mais les masses ne furent pas longtemps dupes de la propagande italienne. La nationalisation des meilleures terres cultivables (comme en Érythrée cinquante ans plus tôt) et la transformation massive de la paysannerie traditionnelle en un prolétariat ordinaire à la merci des colons venus des provinces agitées et surpeuplées de Vénétie et de Romagne, conformément à la politique de « colonisation démographique⁶ », montrèrent bientôt que les Italiens voulaient chasser les Éthiopiens de leurs terres et les asservir sur leur propre sol dans le cadre d'un nouveau système d'exploitation capitaliste et ségrégationniste⁷. Quand ils l'eurent bien compris, les paysans éthiopiens n'hésitèrent pas à prendre les armes et à se joindre à la résistance.

La seconde phase de la guerre italo-éthiopienne, celle de la guérilla, se poursuivit sans relâche jusqu'à la libération. Les patriotes, qui appartenaient à toutes les ethnies et à toutes les religions de l'Éthiopie sans distinction, étaient unis par une cause et par un objectif communs. Cependant, la résistance paraît avoir été plus grande dans les régions de montagnes, par exemple au Shoa (autour d'Addis-Abeba), et dans les provinces septentrionales de Godjam, de Gondar-Begamder, etc. Les habitants des plaines ne se sentaient guère éthiopiens et leur patriotisme semble avoir été plus faible; en effet, ils n'avaient jamais ou presque jamais eu de contacts avec le gouvernement central à l'époque féodale; c'est tout au plus pour chasser ou pour capturer des esclaves que les montagnards descendaient dans les plaines, comme dans la plaine torride située à la frontière occidentale. Bien protégés par le milieu naturel — montagnes, forêts, gorges et ravins —, vivant de la chasse et de la cueillette de fruits sauvages ou, lorsque c'était possible, se nourrissant et logeant chez l'habitant, reconnaissables à leurs cheveux longs et à leur barbe, les patriotes éthiopiens ne cessaient de harceler l'envahisseur. La création de l'Association patriotique éthiopienne unifia la résistance, permit aux résistants de communiquer entre eux comme avec l'étranger, assura la coordination entre les différentes régions d'Éthiopie et la circulation de petites quantités d'armes et de vivres. Cette association s'étendait à tout le pays bien qu'elle eût son quartier général au Shoa et que ses dirigeants fussent pour la plupart originaires de cette province. Il serait difficile de nommer les chefs de la résistance de toutes les régions, même en se limitant aux principaux⁸. Mais des noms comme ceux d'Abele Aregay, Haïlé Mariam Mammo, Takele Wolde Hawariat, Shewareged Gedle (tous originaires du Shoa), de Belay Zeleke (du Godjam), d'Amoraw Wubneh Tessema (du Gondar-Begamder) demeurent les symboles légendaires de la résistance des Éthiopiens au fascisme.

Comme nous l'avons dit, plus la résistance éthiopienne frappait fort,

plus atroces étaient les représailles des Italiens. C'est ce que montre on ne peut plus clairement la tuerie de février 1937. Les patriotes avaient attaqué plusieurs fois avec succès les troupes italiennes aux environs d'Addis-Abeba; ils avaient même fait des incursions répétées dans la ville, et la crainte d'une attaque massive contre la capitale s'était répandue parmi les dirigeants fascistes. C'est dans ce climat d'anxiété que, le 19 février 1937, deux bombes furent lancées en direction de Graziani alors qu'il distribuait des aumônes aux pauvres à la manière des empereurs d'Éthiopie. Tous les membres de la haute noblesse et du haut clergé, y compris l'archevêque, avaient reçu l'ordre d'assister à la cérémonie. Il se peut fort bien que cet attentat fût sans relation aucune avec le mouvement de résistance qui se manifestait aux environs d'Addis-Abeba, bien que Graziani semble avoir été persuadé du contraire⁹. Cet acte héroïque, mais mal préparé et mal exécuté, fut l'œuvre de deux Érythréens, Abrha Deboch et Moges Asgedom, qui, étant au service du gouvernement italien, savaient ce que représentait le fascisme. Ils réussirent tous les deux à s'enfuir après l'attentat, mais des milliers d'Éthiopiens furent enveloppés dans la répression. Après l'explosion des bombes, qui blessèrent Graziani et diverses personnes de son entourage, il y eut un silence, puis les troupes fascistes commencèrent le plus horrible massacre de toute la période de l'occupation. D'abord, tous ceux qui étaient à l'intérieur du palais, les invités appartenant à la noblesse et au clergé, les pauvres qu'on avait conviés à venir recevoir l'aumône, dont certains étaient des mendiants, des aveugles, des infirmes, soit en tout trois cents personnes, furent abattus de sang-froid. Puis les carabiniers et les chemises noires se répandirent dans les rues de la capitale, allant de maison en maison, pour abattre, brûler ou écraser sous leurs camions tous les Éthiopiens qu'ils voyaient, sans distinction d'âge ou de sexe. Ils mirent le feu au monastère de Debra Libanos, à environ cent kilomètres d'Addis-Abeba; quelque cent vingt moines et religieuses accusés d'avoir donné asile à Abrha Deboch et Moges Asgedom périrent dans l'incendie. Les membres de l'association dite « des jeunes Éthiopiens », qui était composée surtout d'intellectuels ayant étudié à l'étranger, furent pourchassés, exécutés sommairement ou expédiés en masse dans les prisons de Somalie et d'Érythrée. Si l'occupation fasciste a causé, au total, la mort d'environ un million d'Éthiopiens, ce massacre, qui s'est poursuivi pendant trois jours et trois nuits, a fait à lui seul 30 000 morts¹⁰. Cet événement incita, plus que tout autre, les Éthiopiens à se rallier à la résistance.

Le 10 juin 1940, l'Italie entra en guerre aux côtés de l'Allemagne contre les Alliés, notamment la France, dont le territoire était occupé, et le Royaume-Uni. Cette décision de l'Italie eut des conséquences immédiates et d'une portée considérable sur la situation militaire dans la Corne de l'Afrique. Une partie de l'armée italienne d'Afrique orientale occupa bientôt et sans grande difficulté la Somalie britannique. Au cours de l'hiver 1940, le Royaume-Uni, qui, par l'accord du 16 avril 1938, avait reconnu *de jure* la souveraineté

de l'Italie sur l'Éthiopie, révoqua cet accord et envoya des troupes contre toutes les possessions italiennes en Afrique. Dans la Corne de l'Afrique, ces troupes s'avancèrent sur trois fronts : elles passèrent au nord par l'Érythrée, au sud par la Somalie italienne et à l'ouest par le Soudan anglo-égyptien. Elles étaient composées d'officiers et de soldats venus des pays alliés, mais surtout des pays du Commonwealth (en particulier d'Afrique du Sud et d'Australie), des colonies voisines de l'Éthiopie (Soudan, Kenya, Égypte) et de l'Inde. Au nord, l'armée du général Platt occupa Asmara le 1^{er} avril 1941, Massawa le 9 et Keren, où elle rencontra la résistance la plus forte. Au sud, l'armée du général Cunningham, après avoir pris les principales villes de la Somalie italienne (Mogadiscio le 25 février 1941, Brava, etc.), continua sa marche vers le centre de l'Éthiopie, occupa l'Ogaden et s'empara de Harrar. Au cours de leurs affrontements avec l'armée fasciste dans le centre de l'Éthiopie, les Britanniques agirent en collaboration étroite avec la résistance éthiopienne. Addis-Abeba fut occupée le 6 avril 1941 par l'armée britannique du Sud commandée par le général Cunningham. L'ex-empereur d'Éthiopie, qui avait vécu au Royaume-Uni pendant la guerre, avait quitté Londres pour Khartoum en juillet 1940. Après avoir levé une armée de 2 000 hommes, il pénétra en Éthiopie en passant par le Godjam. Soutenu par l'armée britannique et entouré de patriotes éthiopiens du Godjam et d'ailleurs, il fit sa rentrée à Addis-Abeba le 5 mai 1941, cinq ans exactement après l'occupation de cette ville par les Italiens. Le 19 mai, après la bataille d'Amba Alage, le duc d'Aoste et ses 250 000 hommes capitulèrent, ce qui mit fin officiellement à la domination italienne. La vieille monarchie éthiopienne fut restaurée; mais qui allait gouverner l'Éthiopie et le reste de l'Afrique orientale italienne? Cette question délicate se posa pour la Corne de l'Afrique pendant toute la durée de l'occupation britannique, de 1941 à 1950. Les conflits actuels dans cette partie de l'Afrique portent encore les stigmates de la politique coloniale britannique de cette époque¹¹.

L'Éthiopie

Au cours des cinq années de l'occupation fasciste, l'infrastructure de l'Éthiopie avait subi des transformations considérables et le pays s'était engagé très loin dans la voie qui mène du système féodal au mode de production capitaliste. Essentiellement pour des raisons militaires et politiques, les autorités fascistes avaient surtout développé les transports et les communications afin de relier entre eux les principaux centres de l'empire, de faciliter la surveillance et l'administration du territoire. La construction routière fut ainsi le domaine privilégié de l'activité économique des Italiens en Éthiopie. Des méthodes de production modernes furent introduites dans de nombreux secteurs de l'agriculture et de

l'industrie; elles eurent une influence durable sur le développement du pays.

Lorsque, avec l'aide de son « allié » britannique, l'Éthiopie se fut libérée de la domination fasciste en 1941, une partie importante de son territoire au sud-est, notamment l'Ogaden, le Harrar avec la zone du chemin de fer entre Dire Dawa et Djibouti, et le Haud éthiopien, fut déclarée « zone réservée » jusqu'à la fin de la guerre et placée sous l'administration du commandement britannique. Le reste de l'Éthiopie était laissé à l'empereur non pas en tant que souverain de droit, mais en tant que dirigeant de fait qui devait « accepter les conseils et la surveillance [des Britanniques] sous peine de perdre [leur] appui et [leur] aide financière ». Or l'empereur ne pouvait absolument pas se maintenir sans l'appui et l'aide financière des Britanniques, car, mal affermi sur son trône, sans armée, sans argent, incapable de mettre en place une administration, il devait faire face à une opposition croissante de la part du mouvement de la résistance et des jeunes progressistes, tandis que des rébellions éclataient dans diverses régions, notamment au Tigre, au Godjam et dans le Sud.

L'Éthiopie était donc passée, pour quelques années, de l'occupation fasciste à la tutelle britannique. D'ailleurs, le gouvernement britannique n'essaya pas, au début, de cacher ce fait; Anthony Eden déclara au parlement le 3 mai 1941 : « Il n'y a pas actuellement d'État éthiopien indépendant, bien que nous souhaitons le rétablissement d'un tel État [...]. L'empereur ne détient pas la couronne, mais un titre à la couronne [...]. Le pouvoir légal continue d'appartenir au commandant des forces d'occupation britanniques. » En pratique, ce que firent les Britanniques, ce fut d'envoyer des « conseillers » auprès des différentes branches du gouvernement éthiopien, qui étaient placées sous l'autorité nominale de ministres éthiopiens payés par la trésorerie britannique. Les colonialistes reprirent leurs arguments « humanitaires » en faveur des peuples d'Éthiopie assujettis à la domination « amhara » ou pour l'abolition de la féodalité et de l'esclavage (l'Anti-Slavery Society intervint une fois de plus à ce sujet); tout cela pour justifier la colonisation de l'Éthiopie par le Royaume-Uni.

Le gouvernement éthiopien, qui subissait les pressions des groupes nationalistes, répugnait à être aux ordres du Royaume-Uni, ne voulant pas que l'Éthiopie passe d'une domination coloniale à une autre. Au Royaume-Uni même, les partisans de l'Éthiopie ne restèrent pas inactifs. La plus résolue et la plus tenace fut la célèbre Emily Pankhurst, qui accabla le Ministère des affaires étrangères de lettres de protestation virulentes où elle sommait le gouvernement de libérer l'Éthiopie. La cause de ce pays trouva des défenseurs dans le monde entier, des Noirs d'Amérique aux progressistes de tout pays. Le Foreign Office reconnut que l'intérêt manifesté pour l'Éthiopie par certains groupes au Royaume-Uni confinait au « fanatisme ». Le Royaume-Uni craignait aussi de déclencher une réaction internationale en violant la Charte de l'Atlantique, qui interdisait le partage des territoires conquis.

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, le gouvernement britannique fut contraint de changer progressivement sa position et de déclarer, à différentes reprises, qu'il n'avait pas de visées coloniales en Éthiopie. Le traité du 31 janvier 1942 entre le Royaume-Uni et l'Éthiopie rétablit officiellement la souveraineté de cette dernière; mais les Britanniques rejetèrent formellement la demande de ce pays qui voulait inclure dans le traité une clause relative à son intégrité territoriale. Ils continuèrent d'administrer l'Ogaden et la « zone réservée » (territoires éthiopiens), ainsi que l'Érythrée et la Somalie italienne. Le système des conseillers britanniques, assorti d'une tutelle militaire et économique, fut maintenu en Éthiopie. La méfiance croissante des Éthiopiens à l'égard du Royaume-Uni, qu'ils soupçonnaient de vouloir coloniser au moins une partie de leur pays, les poussa à chercher une alliance avec une autre grande puissance afin de contrebalancer la domination britannique.

Les États-Unis d'Amérique étaient le pays qui se prêtait le mieux à ce projet. En effet, le gouvernement américain avait exprimé dès 1941 son intention d'établir une base militaire sur la côte africaine de la mer Rouge ou dans l'arrière-pays, par exemple à Massawa ou à Asmara, dans le cadre de son système de défense au Moyen-Orient¹². Le 9 août 1943, les États-Unis d'Amérique et l'Éthiopie s'engagèrent par un traité à se prêter une assistance mutuelle en cas d'agression jusqu'à la fin de la guerre. L'empereur, qui avait déjà essayé, avant la guerre, d'attirer dans la région des investissements américains pouvant compenser l'influence des vieilles puissances coloniales européennes, saisit cette occasion pour nouer des relations plus étroites avec cet État. L'ambassade d'Éthiopie à Washington, où fut envoyé Blata Ephrem Tewelde Medhin, fut une des premières qu'on rouvrit après le rétablissement de l'indépendance.

En dehors du domaine militaire, les États-Unis d'Amérique semblaient déterminés à lancer en Éthiopie une « offensive économique » dans laquelle les exportations et les établissements financiers et bancaires joueraient un rôle prépondérant. Ils se déclarèrent également disposés à contribuer au relèvement de l'Éthiopie par des prêts et par une aide directe dans des domaines comme la construction routière, les transports aériens, la santé, l'agriculture, les mines, le réarmement (mais avec des armes dépassées), ainsi que l'administration : des « conseillers » américains feraient contrepoids aux « conseillers » britanniques, etc. Le gouvernement éthiopien essaya même de persuader la mission économique des États-Unis d'Amérique qui avait été envoyée à Addis-Abeba d'administrer et de financer elle-même la section éthiopienne de la ligne de chemin de fer. En 1944, le droit de prospecter des terrains pétrolifères en Ogaden fut concédé à la compagnie Sinclair Oil, et les avantages politiques de cette concession ne tardèrent pas à apparaître. Enfin, en 1945, la compagnie d'aviation Ethiopian Airlines fut créée à la suite d'un accord avec Trans World Airlines; elle commença ses activités l'année suivante.

Le mouvement des Noirs américains en faveur de l'Éthiopie a sans doute contribué à resserrer les liens qui unissaient ce pays aux États-Unis d'Amérique. Un tel rapprochement ne pouvait que déplaire aux Britanniques, qui y voyaient à juste titre une tentative de l'Éthiopie pour « jouer contre eux la carte américaine », d'autant que les États-Unis d'Amérique ne tenaient absolument pas compte du Royaume-Uni. Ils sont intervenus « sans chercher à nous consulter d'abord », disaient les Britanniques. « Les accords de prêt-bail qu'ils ont conclus derrière notre dos vont apparemment conduire à une situation inextricable. » Les sociétés britanniques qui avaient déjà remplacé ou qui s'apprêtaient à remplacer les sociétés italiennes à Addis-Abeba ne cachèrent pas leur mécontentement devant l'offensive économique des États-Unis d'Amérique. Parmi les exportations de ce pays, il faut signaler, en 1945, un produit dont l'Éthiopie féodale dévastée par la guerre avait le plus grand besoin : six millions de cigarettes Lucky Strike avec la promesse d'en envoyer d'autres¹³ ! Cela illustre bien ce qui allait être la tendance des États-Unis d'Amérique dans ce domaine. Ils n'en apportèrent pas moins un soutien réel à l'Éthiopie à propos de questions comme celles de la « zone réservée » et de l'Ogaden, de l'Érythrée et de la Somalie.

La première question dont l'Éthiopie demanda le règlement fut celle de cette zone et de l'Ogaden : elle voulait la restitution de ces territoires occupés par le Royaume-Uni. Ils représentaient entre un quart et un tiers du territoire éthiopien et comprenaient le Haud éthiopien, l'Ogaden, Djidjiga et une bande large d'environ quarante kilomètres (exactement vingt-cinq miles) qui entourait la Côte française des Somalis et était traversée par la zone du chemin de fer. Le Royaume-Uni alléguait les exigences de la guerre pour justifier l'occupation militaire de ces territoires ; mais la question de la « zone réservée » et de l'Ogaden prit graduellement un caractère plus politique et colonial que militaire : d'où l'inquiétude de l'Éthiopie, qui en réclamait la restitution à bref délai et le rattachement au reste de son territoire.

Le Royaume-Uni justifiait l'occupation de la bande de quarante kilomètres et de la zone du chemin de fer par le fait que la Côte française des Somalis était encore sous la domination du gouvernement de Vichy. Les autorités vichyssoises de Djibouti avaient coopéré sans réserve avec les occupants fascistes de l'Éthiopie. Après l'arrivée des Britanniques, un blocus terrestre fut décrété, qui empêchait les civils de se rendre, à l'est de Dire Dawa, dans la bande, occupée par les Britanniques, qui entourait la Côte française des Somalis. L'empereur avait exprimé plusieurs fois le désir d'occuper Djibouti, seul ou avec l'aide de l'armée britannique, ce qui aurait permis aux Éthiopiens d'accéder à la mer. Il avait aussi proposé que le chemin de fer entre Addis-Abeba et Djibouti (dont Laval avait cédé en partie les actions à Mussolini) fût administré par une commission anglo-éthiopienne et restât placé sous la protection du Royaume-Uni ; mais les Britanniques ne se mon-

trèrent pas favorables à cette proposition, qui fut abandonnée. Dans la Côte française des Somalis, les troupes vichysoises, délogées au cours de l'été 1942, durent céder la place aux forces de la France libre, qui coopérait avec les Alliés sous la direction du général de Gaulle; le blocus de Djibouti fut alors levé et les civils purent de nouveau emprunter le chemin de fer. Le Royaume-Uni et la France reprirent, en décembre 1942, leurs négociations au sujet de Djibouti et du chemin de fer sans en avertir l'empereur, qui avait pourtant demandé qu'un représentant de l'Éthiopie y assistât.

Une fois écartée la menace réelle ou imaginaire de Djibouti, les Britanniques n'avaient plus de raison « militaire » d'occuper et de contrôler la partie nord de la « zone réservée », autour du chemin de fer de Djibouti; mais ce secteur continua, de même que l'Ogaden jusqu'à Djidjiga et le Haud éthiopien, d'être occupé par les Britanniques malgré les protestations des nationalistes éthiopiens et celles des Noirs à travers le monde. La question avait perdu tout caractère militaire; le Ministère britannique de la guerre avait beau répéter au Ministère des affaires étrangères que la région ne présentait pas d'intérêt « opérationnel », le Ministère des colonies persistait à affirmer qu'elle était « d'une importance vitale ». Pourquoi? Cela nous amène au fameux projet d'une Grande Somalie.

On a parfois attribué à Bevin, le ministre britannique des affaires étrangères, la paternité de ce projet d'une Grande Somalie, qu'il exposa à Paris en 1946 à la Conférence de la paix; mais les historiens éthiopiens et étrangers y voient plutôt l'œuvre du Ministère des colonies, qui l'aurait conçu beaucoup plus tôt. Il remonte en effet aux premiers mois de 1941, immédiatement après l'occupation de la Somalie par les Britanniques. Le Ministère des colonies proposa alors de réunir les trois millions et demi de Somalis qui vivaient sur la Côte française des Somalis, en Somalie italienne, au Somaliland (qui comprenait le nord du Kenya) et en Ogaden. « Ces quatre territoires séparés formaient le pays — ethniquement homogène — des Somali, l'un des peuples d'Afrique les plus intelligents, les plus fiers et les plus courageux, alors spolié par quatre gouvernements différents. »

Les Britanniques, comme toujours aussi généreux que leurs intérêts coloniaux le leur permettaient, furent conséquents jusqu'au bout dans leur projet d'une Grande Somalie. Les Somali n'étant pas prêts pour l'indépendance, la Grande Somalie serait une colonie britannique ou à la rigueur un protectorat! Comme on ne pouvait la confier ni à l'Italie, détestée des Somali, ni à l'Éthiopie féodale et « chrétienne » prise à partie dans plusieurs pétitions d'origine « incertaine », c'est le Royaume-Uni, cher aux Somali, qui s'en chargerait! Personne ne s'est vraiment demandé si la France accepterait ce projet. Pour surmonter l'opposition prévisible de l'Éthiopie, une compensation lui serait offerte en échange de l'Ogaden : une partie de l'Érythrée ou un couloir qui lui donnerait accès au port de Zeila, sur la mer Rouge. Cependant, les

fonctionnaires du Ministère des colonies n'ont jamais su exactement quelle partie de l'Éthiopie serait rattachée à la Grande Somalie. Certains se contentaient de l'Ogaden jusqu'à Djidjiga. D'autres auraient voulu y ajouter Dire Dawa, Harrar et tout le pays des Danakil; la Grande Somalie se serait alors étendue jusqu'à Massawa, sur la mer Rouge, et même au-delà! Le Ministère des affaires étrangères recevait très froidement ces projets, qu'il regardait comme des rêves du Ministère des colonies. Malgré l'opposition de l'Éthiopie et d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique, le Ministère des colonies ne renonça pas à son projet et le Ministère des affaires étrangères avait toutes les peines du monde à expliquer à l'Éthiopie et aux autres alliés pourquoi le Royaume-Uni conservait l'Ogaden et la « zone réservée ». Le représentant britannique alla jusqu'à déclarer au gouvernement éthiopien que la victoire sur le Japon était à ce prix¹⁴. Cette déclaration provoqua l'étonnement amusé de Washington, qui demanda au gouvernement britannique de lui expliquer cet étrange raisonnement. Malgré la forte opposition de l'Éthiopie, le Royaume-Uni obligea les autorités éthiopiennes, par de nouvelles menaces de caractère économique et militaire, à accepter, dans un accord signé entre les deux pays le 19 décembre 1944, que l'armée britannique continue d'occuper le Haud, l'Ogaden et la « zone réservée ». L'Éthiopie devait, comme alliée, « contribuer à la poursuite effective de la guerre sans préjudice de sa souveraineté fondamentale ». Jusqu'à la Conférence de la paix de 1946, l'idée d'une Grande Somalie continua de faire son chemin cahin-caha aux dépens de l'Éthiopie et au mépris de sa « souveraineté fondamentale ». C'est dans ce climat que la Ligue de la jeunesse somali fut créée sous les auspices du Royaume-Uni afin de promouvoir l'idée d'une Grande Somalie.

Il fallait enfin régler la question de l'Érythrée, que les Britanniques occupaient également depuis 1941. Comme en Éthiopie, ceux-ci démontèrent, pour les expédier dans leurs colonies voisines, le matériel servant au transport et aux communications, les installations industrielles et agricoles que les Italiens avaient mis en place en Érythrée; mais, à part cela, ils ne savaient pas très bien que faire de ce territoire. Il n'était pas question de le rendre à l'Italie. L'Éthiopie exigeait la restitution de l'Érythrée, qui faisait partie intégrante de son territoire avant d'être occupée par les Italiens dans les années 1880. Une puissante association pour la libération de l'Érythrée et son rattachement à l'Éthiopie vit bientôt le jour; elle était en relation avec Addis-Abeba; ses membres, chrétiens aussi bien que musulmans, appartenaient à toutes les ethnies de l'Érythrée. C'était alors le seul mouvement politique érythréen; les Britanniques, qui le voyaient d'un mauvais œil, semblent avoir favorisé la création d'autres mouvements que des rivalités ethniques ou religieuses opposaient au premier. D'autre part, les colonialistes britanniques voulaient rattacher au Soudan, sur la base d'une communauté de religion, une partie de l'Érythrée occidentale, en particulier le Beni Amer, qui était peuplé de musulmans, le reste devant,

comme on l'a vu, être donné à l'Éthiopie en échange de l'Ogaden. Il fut envisagé de créer un Grand Tigre en réunissant, sous tutelle britannique ou anglo-éthiopienne, le Tigre, province du nord de l'Éthiopie, et la partie montagneuse de l'Érythrée. Mais ce projet fut bientôt abandonné, de même que l'idée de faire de l'Érythrée une colonie juive. Malgré l'appui que la revendication de l'Érythrée par l'Éthiopie rencontra dans la Corne de l'Afrique et dans le reste du monde, le Ministère britannique des affaires étrangères dut céder une fois de plus aux pressions du Ministère des colonies, qui souhaitait le rattachement d'une partie de l'Érythrée au Soudan anglo-égyptien; c'est le projet que Bevin présenta à la Conférence de Paris en 1946.

On voit donc clairement qu'après le départ des troupes fascistes les ambitions coloniales du Royaume-Uni ont beaucoup compliqué la situation politique dans la Corne de l'Afrique. Les habitants de cette région sont encore aux prises avec les problèmes de l'Érythrée et de la Grande Somalie, qui furent créés à cette époque par les colonialistes britanniques.

Notes

1. Ces sanctions comprenaient l'interdiction d'importer des produits italiens, de vendre à l'Italie ou d'y transporter des armes et la suppression de toute espèce de crédit. Elles furent rejetées notamment par les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Japon et l'Autriche.
2. Tekle Tsadik Mekuria, p. 187; Salome Gebre Egziabher, « The Ethiopian patriotic resistance », mémoire dactylographié fondé sur des traditions orales recueillies à la fin des années 1960, Institute of Ethiopian Studies, Université d'Addis-Abeba, XXX, 46 p.
3. « Le cri montagnard du ras Desta a traversé l'Afrique de part en part [...] comme une épée longue et sûre dans l'avilissement de ses reins. » Léopold Sédar Senghor, *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache*, Paris, PUF, 1948.
4. Kwame Nkrumah a décrit dans son autobiographie ce qu'il avait ressenti en apprenant que l'Éthiopie avait perdu son indépendance : « C'était comme si Londres m'avait déclaré la guerre, à moi personnellement. Mon nationalisme éclata. J'étais prêt à aller jusqu'en enfer s'il le fallait pour atteindre mon but : la fin du colonialisme. » (*Autobiography of Kwame Nkrumah*.)
5. Voir mes *Letters of Ethiopian collaborators*.
6. Dans toute l'Afrique orientale italienne, il y avait en 1940 185 617 colons italiens : la majorité d'entre eux se trouvaient en Éthiopie (surtout au Shoa : 40 000), 72 500 en Érythrée et 15 000 en Somalie (Miege, *L'impérialisme italien*, p. 249-250). Les colons s'établirent en grande partie dans les villes.
7. Conformément aux ordres stricts du Duce, la ségrégation raciale s'appliquait aux lieux de résidence, aux lieux publics, aux transports, à l'éducation, au travail, au mariage, aux relations sexuelles, etc.
8. L'ensemble de la résistance et ses principales figures n'ont pas encore été l'objet d'une étude systématique et approfondie utilisant les sources éthiopiennes orales, écrites et les sources étrangères.

9. Les papiers de Graziani (Archivio di Stato, EUR, Rome) contiennent beaucoup de renseignements sur l'attentat.
10. *Italy's war crimes in Ethiopia*, p. 1.
11. Les archives britanniques relatives à cette période, conservées au Public Record Office, sont aujourd'hui accessibles au public. Nous y avons beaucoup puisé pour présenter cette étude.
12. F.O. 371/46116, rapport de sir Philip Mitchell (1941).
13. F.O. 371/46055, de Howe au Foreign Office, 26 février 1945.
14. F.O. 371/41457, du Foreign Office au Ministère de la guerre, 6 novembre 1944.

L'Afrique australe et la seconde guerre mondiale

Basil Davidson

Tout comme la grande crise des années 1930, la seconde guerre mondiale, que l'on doit d'ailleurs considérer comme une séquelle de cette crise, peut, à bien des égards, apparaître comme un tournant dans l'histoire de l'Afrique australe, ce qui est également vrai pour d'autres territoires qui procèdent des systèmes impérialistes de l'Europe occidentale ou s'y rattachent; mais les conséquences générales de ce conflit pour l'Afrique australe ont été beaucoup plus ambiguës. En effet, les événements qui se sont déroulés au cours de la période 1939-1945 ont considérablement durci les conflits d'ordre économique, social, culturel et politique qui existaient déjà dans cette région.

Ces événements et leurs prolongements ont donné aux anglophones d'outre-mer qui détenaient le capital et le pouvoir économique en Union sud-africaine le moyen d'accroître leur richesse et leur influence. En même temps, ils ont offert pour la première fois à la minorité blanche de langue afrikaans (les Afrikaners) une chance sérieuse de contester la prédominance de la minorité anglophone dans les différentes branches de l'activité industrielle et de l'administration. Conduite par des gouvernements dans lesquels les intérêts de la minorité de langue anglaise étaient généralement prééminents, ou acceptés politiquement comme tels (même lorsque des Afrikaners y participaient), la guerre a créé les conditions qui devaient miner cette suprématie dans le domaine politique, mais aussi, et de plus en plus, dans le domaine économique. Réduit alors à jouer le rôle d'une opposition faible et divisée, le parti des nationalistes afrikaners extrémistes a essuyé de nombreuses défaites, y compris l'arrestation et l'internement de certains de ses dirigeants les plus éminents, pour sabotage ou subversion, mais il est finalement sorti de l'épreuve doté des moyens de s'assurer la victoire électorale.

Une fois encore, comme en 1902 à la fin de la guerre des Boers, on put voir que les représentants des intérêts financiers et commerciaux britanniques étaient disposés et même empressés à concéder la suprématie politique aux tenants des idées et des positions adverses à condition que le système dont ils tiraient leur richesse fût maintenu. Et, bien que les processus accélérés par la guerre eussent donné à la majorité non européenne — Africains, métis ou Asiatiques — une nouvelle vigueur militante et une conscience nouvelle de

son unité (ou du moins de la nécessité de l'unité), qui, en 1944, semblaient présager un certain relâchement de la discrimination systématique, en fait, lorsque la guerre s'acheva, la situation des non-Européens était plus mauvaise encore qu'auparavant, et quelques années allaient suffire pour que s'instaure l'*apartheid* généralisé.

Une analyse même sommaire peut aider à comprendre cette apparente discordance entre les causes et les effets. Il convient de rappeler qu'au début de la seconde guerre mondiale l'Union sud-africaine avait moins de trente ans d'existence en tant que pays autonome, puis dominion du Commonwealth britannique. Bien que son économie eût été fondée, dès le début, sur une exploitation systématique de la main-d'œuvre non européenne et des terres n'appartenant pas aux Blancs, exploitation à laquelle le racisme servait d'instrument, il s'agissait encore d'une société dont les structures capitalistes étaient loin d'avoir atteint leur pleine maturité. La minorité blanche dominante — ou plutôt les minorités anglophone et afrikaner — jouissait d'une certaine indépendance politique au sein du système britannique, disposant de tous les pouvoirs locaux de décision et d'exécution, mais les structures de cette société dépendaient encore largement d'intérêts extérieurs dont le centre se trouvait principalement à Londres. L'économie sud-africaine n'était déjà plus celle d'un exportateur colonial de denrées agricoles et de matières premières comme cela avait été le cas quand l'Union sud-africaine s'était constituée en 1910, mais le pays restait faible sur le plan économique et vulnérable sur le plan financier.

Cette situation a commencé à se modifier au cours des années de guerre. Comparons tout d'abord les chiffres donnés par les recensements de population en 1936 et en 1946 (tableau 1).

A première vue, ces chiffres semblent indiquer que peu de changements se sont produits en ce qui concerne les pourcentages respectifs. Cependant, ils masquent au moins deux tendances significatives. D'abord, le taux d'accroissement annuel de la minorité afrikaner a été nettement plus important que celui

TABLEAU 1. *Chiffres du recensement de la population en 1936 et en 1946*

	En milliers		Pourcentage	
	1936	1946	1936	1946
Blancs	2 003	2 372	20,9	20,8
Africains	6 596	7 831	68,8	68,6
Métis	769	928	8,0	8,1
Asiatiques	220	285	2,3	2,5

de la minorité blanche anglophone, même si l'on y inclut les immigrants en provenance du Royaume-Uni. En second lieu, bien que par rapport au total de la population le nombre d'Africains ait diminué de 0,20 % (en admettant, ce qui est beaucoup s'avancer, que le recensement des Africains ait été fait avec précision), le taux d'urbanisation des Africains s'est accru très vite au cours de ces années, principalement pendant les années de guerre et de plus en plus rapidement à mesure que les hostilités suivaient leur cours. C'est ainsi que le pourcentage des Africains enregistrés comme « citoyens » (terme peu précis, mais que nous sommes bien obligés d'utiliser) s'élevait en 1936 à 19 % de l'ensemble de la population urbaine, mais atteignait 24,3 % en 1946, tandis qu'en chiffres absolus le nombre des Africains vivant de manière plus ou moins permanente dans les villes avait augmenté de moitié environ par rapport au total de 1936. Considéré sous un autre angle, le nombre des Africains employés dans l'industrie manufacturière a augmenté de 57 % entre 1939 et 1945, ou, en chiffres, est passé de 156 500 à 245 400; ces chiffres peuvent être considérés comme suffisamment exacts. Cette arrivée massive de travailleurs africains dans l'industrie s'est poursuivie, si bien qu'en 1948, lorsqu'on a pu commencer à mieux mesurer les effets de l'expansion du temps de guerre, les Africains urbanisés représentaient 80,8 % des travailleurs non qualifiés, 34,2 % des travailleurs semi-qualifiés et 5,8 % des travailleurs qualifiés dans tous les emplois urbains soumis à la réglementation sur les salaires et au sujet desquels, par conséquent, des données étaient disponibles.

Comme on peut facilement le comprendre, cela correspond à un changement structurel très important, et c'est là qu'il faut chercher les raisons de l'évolution ultérieure. Dans le cadre de la doctrine officielle de ségrégation raciale, cette très forte tendance à l'emploi des Africains dans les villes exigeait une réorganisation des bases légales et coutumières de cette ségrégation et leur renforcement. Il était alors dans la logique de cette doctrine et de cette situation que l'année 1948 amenât un gouvernement voué à l'instauration d'un système d'apartheid généralisé. Quoique décoré du nom de « développement séparé », l'apartheid était et reste un vocable dont le sens apparaît mieux et plus exactement si on le traduit par « développement de la minorité blanche au prix de la régression de la majorité non blanche ». En d'autres termes, il s'agissait d'un changement structurel qui, parallèlement à l'accumulation accrue de capitaux, allait préparer le processus d'après-guerre par lequel l'Union sud-africaine accéderait progressivement à un système capitaliste nettement autonome, beaucoup moins dépendant que précédemment, et qui, à partir de 1950, lui permettrait de mettre en œuvre à l'égard du reste du continent africain ses propres concepts politiques dérivés de l'impérialisme. Déjà important dans ce système, l'emploi dans les villes d'une main-d'œuvre non blanche, et au premier chef de la main-d'œuvre africaine, devenait un élément vital. A ce stade, le système ne pouvait se maintenir sans employer de plus en plus une main-

d'œuvre urbaine mal payée (et dans celle-ci j'inclus, bien entendu, les ouvriers des mines).

Il n'est pas possible d'analyser ici toutes les conséquences de ces changements et des changements structurels parallèles créés par la seconde guerre mondiale. Toutefois, on peut dire qu'en général le taux effectif d'exploitation de la main-d'œuvre non blanche n'a jamais fléchi au cours des années de guerre, bien au contraire, et cela, grâce à une politique de bas salaires, au refus de développer les services sociaux destinés aux non-Blancs ou d'assouplir les lois restreignant la libre circulation des personnes et les autres réglementations contraignantes. Dans tous ses éléments essentiels, le système de ségrégation existant fut maintenu et même renforcé. Lorsque le Parti national épuré (*Herenigde Nasionale Volksparty*) arriva au pouvoir en 1948 sur la base d'un programme d'apartheid généralisé, sa tâche ne fut nullement d'instaurer une discrimination systématique, mais seulement de parachever ce qui existait déjà dans ce sens, tout en prenant des mesures complémentaires pour réprimer les protestations de plus en plus vives émanant des non-Blancs. Le point de vue que l'on entend parfois exprimer, selon lequel ce régime d'apartheid est un produit des années d'après-guerre, ne tient pas devant l'évidence des faits. La nature de ce régime apparaissait déjà nettement en 1948 et l'on avait, dès cette époque, tous les moyens voulus pour l'imposer.

La politique des Blancs

On se souviendra que le United Party (Parti d'union), dirigé par le général J. B. M. Hertzog, avait gagné facilement les élections générales de 1938, le National Party (Parti national) ne s'assurant que vingt-sept sièges sur les cent cinquante-trois que comportait la Chambre basse. A cette époque, les vues politiques de Hertzog étaient si extrémistes qu'elles minaient l'opposition dans sa propre communauté afrikaner. Fidèle à ses positions racistes, il avait exprimé sa sympathie à l'égard de Hitler et du Parti national-socialiste (qui s'était emparé du pouvoir en Allemagne en 1933) et accueilli favorablement la campagne par laquelle Hitler réclamait la révision du traité de Versailles de 1919, notamment en ce qui concerne la perte par l'Allemagne de ses colonies d'Afrique. Tandis que certains membres du Parti national allaient bientôt demander le retour du Sud-Ouest africain (Namibie) à l'Allemagne, Hertzog, préférant une autre solution, avait — en 1935, selon des témoignages dignes de foi — proposé que l'on attribuât plutôt à l'Allemagne le Libéria. Conscient, dès 1938, des probabilités d'un conflit armé, il souhaitait que l'Union sud-africaine demeurât neutre. Les événements en décidèrent autrement.

Lorsque la guerre éclata dans les premiers jours de septembre 1939, Hertzog se trouva en présence d'un cabinet divisé. Cinq de ses ministres

étaient comme lui pour la neutralité, mais les sept autres, dont le très influent général J. C. Smuts, penchaient pour une déclaration de belligérance aux côtés du Royaume-Uni. Cependant, Hertzog aurait pu encore maintenir sa position, ou du moins différer longtemps la déclaration de guerre contre l'Allemagne; malheureusement pour lui, il avait convoqué le parlement sud-africain pour l'examen d'une autre question. Il dut affronter un débat parlementaire. Au cours d'une session dramatique, Smuts plaida en faveur d'une déclaration de guerre immédiate et il fut approuvé par quatre-vingts voix contre quarante-sept. Hertzog démissionna aussitôt et Smuts forma un nouveau gouvernement, tandis que l'ancien premier ministre et ses partisans se groupaient au sein de l'opposition représentée par le Parti national sous la direction du D^r D. F. Malan.

Bien qu'âgé de soixante-neuf ans, Smuts allait dominer la scène politique dans les années qui suivirent. Appuyé par une solide majorité et face à une opposition divisée, démoralisée ou poursuivie pour subversion, il conduisit la guerre avec vigueur et, en même temps, grâce à ses anciennes relations, joua un rôle sur la scène mondiale comme l'un des conseillers les plus prisés de Winston Churchill, alors premier ministre. Bien que faible et mal entraînée, l'armée sud-africaine (Union Defence Force ou UDF) avait déjà été portée, un an après la déclaration de guerre, à 137 000 hommes. Deux divisions de combat avaient été créées ainsi qu'une force aérienne peu importante, mais utile. Des troupes furent envoyées pour aider les forces britanniques dans leurs campagnes contre les armées de Mussolini dans la Corne de l'Afrique — libérant ainsi la Somalie et l'Éthiopie — puis en Afrique du Nord. On évita la mobilisation générale, mais des volontaires de toutes les communautés vinrent s'enrôler sous les drapeaux. Quelque 80 000 Africains et 40 000 métis servirent à ce titre dans de nombreux services ainsi que sur les champs de bataille, mais ils ne furent jamais autorisés à porter les armes. Il était nécessaire de gagner la guerre, mais jamais, dans l'esprit de Smuts, au prix de l'égalité raciale entre Sud-Africains.

Pendant ce temps, le Parti national traversait une crise. Mis à l'écart par l'astucieux Malan, Hertzog se retira bientôt de la scène politique (il mourut en 1941). Cependant, Malan devait faire face à d'autres difficultés. En 1938, l'année du centenaire du Grand Trek, un nouveau mouvement s'était formé, l'Ossewabrandwag (Milice des chars à bœufs), qui se voulait un « mouvement d'action » extraparlémentaire des Afrikaners, copié plus ou moins délibérément sur les sections d'assaut national-socialistes de l'Allemagne. Sous la direction de J. F. J. Van Rensburg notamment, l'Ossewabrandwag et d'autres groupes extrémistes moins importants lancèrent contre la guerre une campagne prenant la forme de manifestations politiques, mais pouvant aller jusqu'à de véritables actes de sabotage. Malan lui-même n'était sans doute pas moins pronazi que ses collègues plus virulents, mais il avait soin de garder une

certaine liberté de manœuvre pour le cas où ses premiers espoirs de victoire nazie ne se réaliseraient pas. D'autres ne faisaient pas preuve d'autant de prudence, du moins jusqu'en 1943. Sympathie idéologique à l'égard du racisme nazi ou calcul qu'en cas de victoire nazie ils seraient portés au pouvoir — et, en définitive, ces deux considérations étaient inséparables —, ils défendaient tous la cause nazie. C'est ainsi que B. J. Schoeman, futur ministre, trouva bon de déclarer en novembre 1940 que « tout l'avenir de la communauté afrikaner dépend de la victoire allemande », tandis qu'un autre futur ministre, Eric Louw, pouvait encore dire en août 1942 : « Si l'Allemagne gagne, le D^r Malan aura la majorité et Hitler négociera avec celui qui aura la majorité. » Un futur premier ministre, le D^r Hendrik Verwoerd, fut déclaré coupable, par jugement d'un tribunal, de complicité de propagande nazie en Afrique australe et un autre futur premier ministre, B. J. Vorster, figurait parmi les personnes arrêtées en septembre 1942 au titre de la réglementation d'exception du temps de guerre — il fut interné jusqu'en janvier 1944. Entre autres choses, Vorster avait déclaré publiquement en 1942 : « Nous représentons le nationalisme chrétien, qui est un allié du national-socialisme. Vous pouvez, si vous voulez, qualifier de dictatorial cette idéologie antidémocratique. En Italie, on l'appelle fascisme, en Allemagne national-socialisme allemand et en Afrique du Sud nationalisme chrétien. » Voilà les hommes qui devaient par la suite diriger l'État voué à l'apartheid.

Le racisme patent de ces porte-parole du Parti national afrikaner — racisme partagé durant la seconde guerre mondiale par tous ceux qui devaient gouverner l'Afrique du Sud après 1948 — ne doit pas laisser supposer que le parti des Blancs modérés, le Parti d'union, était en réalité moins raciste. Son slogan était : « Dans la guerre comme dans la paix, le Parti d'union pour une nation unifiée », et, dans les documents de travail et les manifestes du parti, c'était le même son de cloche. Mais cette « nation unifiée » devait être entièrement blanche. *Le guide politique pour tous les âges*, publié en 1943 sous la signature d'O. A. Oosthuizen, secrétaire général du Parti d'union, insistait bien sur ce point : « L'objectif principal du Parti d'union, pouvait-on lire dans cette brochure, est la réalisation de l'unité nationale sud-africaine [et] nous pouvons prétendre avoir suffisamment progressé vers l'unité nationale pour puiser là des encouragements pour l'avenir. »

« Une démonstration pratique nous en est donnée par le fait que le cabinet est composé d'Afrikaners et d'anglophones. Ces deux races se partagent le pouvoir dans le pays [...]. Au sein du Parti d'union, ces deux races se reconnaissent mutuellement une culture particulière et des sentiments nationaux distincts. »

Vis-à-vis de la majorité non blanche, qui n'était pas représentée au sein du Parti d'union, il convenait de faire preuve de modération et de bon sens. A cet égard, « la position du Parti d'union est que toute considération humani-

taire ou tout sens de la justice mis à part, le bon sens le plus élémentaire exige que soient sauvegardés les droits des indigènes, des métis et des Asiatiques qui vivent dans l'Union. Les indigènes, en particulier, ont pour le moins une grande valeur sur le plan économique et les autres ont leur place dans notre économie ». Par « indigènes », peut-être est-il nécessaire de le préciser, on entendait les Africains et nous avons vu précédemment quel ordre de valeur économique ils représentaient en 1943. Quant à la « sauvegarde de leurs droits », le Parti d'union avait déjà montré sans ambiguïté ce qu'il entendait par là lorsqu'il avait, quelques années plus tôt, rayé les Africains du Cap des listes électorales; mais, au cas où cela n'aurait pas suffi à ses lecteurs, le *Guide* d'Oosthuizen se hâta d'ajouter que ce désir de « sauvegarder les droits des indigènes [...] ne signifie pas que notre intention ou notre politique soit d'étendre précipitamment et indistinctement aux races indigènes, dans les mêmes conditions qu'aux Européens, les institutions politiques que nous avons édifiées au cours de nombreuses générations [...]. Notre propos est d'étendre graduellement les droits politiques à ceux qui sont capables d'assumer les tâches correspondantes ».

En fait, les Africains du Cap avaient assumé « les tâches correspondantes » pendant « de nombreuses générations » mais, en 1936, on les avait subitement trouvés incapables de s'en acquitter. Oosthuizen ne jugea cependant pas nécessaire de dire quoi que ce soit à ce sujet.

Bref, les attitudes antiracistes du Parti d'union n'étaient que de la poudre aux yeux destinée à apaiser l'électorat blanc de tendance libérale du Cap et de Johannesburg, électorat peu nombreux, mais politiquement utile. En réalité, l'examen des faits historiques ne fait apparaître aucune différence essentielle dans la politique intérieure des deux principaux partis blancs. Si la position du Parti national semble avoir été beaucoup plus intransigente au cours de la seconde guerre mondiale, cela était dû principalement au fait que le Parti d'union n'avait pas encore été confronté à la menace que l'afflux des travailleurs non blancs dans les villes représentait pour une ségrégation effective.

Lorsque le Parti national dut faire face à cette menace et qu'il y répondit par un système de ségrégation renforcée, les dirigeants du Parti d'union se trouvèrent, invariablement, en complet accord avec lui. L'apartheid sous ses diverses formes a toujours rallié l'ensemble des Blancs en Afrique du Sud.

La situation des non-Blancs

L'histoire de l'Afrique du Sud depuis la fin du XIX^e siècle — le Glen Grey Act de 1894 pouvant être considéré comme un point de départ symbolique, même si le processus s'est déroulé lentement — est celle de la dépossession et de

l'ultime destruction de collectivités rurales anciennes et stables, de la transformation de leur population en serfs et serviteurs d'une minorité blanche aussi bien anglophone qu'afrikaner.

Ce processus était déjà très avancé lorsque survint la grande crise économique de 1930; la seconde guerre mondiale, qui fit sortir de cette crise l'économie aux mains des Blancs, accentua encore le processus. En 1930 déjà, on comptait 361 000 ouvriers agricoles employés dans les fermes appartenant aux Blancs, mais en 1946 il y en avait 568 000 et ce chiffre a augmenté d'année en année. Nous avons déjà noté l'élévation rapide du taux d'urbanisation durant la guerre, aussi bien en ce qui concerne les Blancs (principalement les Afrikaners ruraux) que les non-Blancs, mais il peut être intéressant d'indiquer les pourcentages relatifs tels qu'ils sont apparus lors de plusieurs recensements :

TABLEAU 2. *Populations urbaines en pourcentage des différentes communautés*

	Années de recensement				
	1904	1921	1936	1946	1951
Blancs	53	55,8	65,2	74,5	78,4
Africains	13	12,5	17,3	23,7	27,2
Métis	46	45,8	53,9	60,9	64,7

En 1946, en chiffres absolus, plus du tiers de tous les Africains étaient plus ou moins urbanisés de manière permanente ou travaillaient dans des fermes appartenant à des Blancs. Le reste de la population africaine était confinée dans la petite portion de l'Union sud-africaine — représentant environ 11 % du territoire à l'époque de la seconde guerre mondiale — que la loi foncière (Land Act) de 1913 lui avait « attribuée ». Cette région avait été divisée depuis longtemps en un certain nombre de « réserves indigènes » où l'on assistait, et cela depuis au moins aussi longtemps, à un lent appauvrissement dans des zones telles que le Transkei et le Ciskei, dont les avantages climatiques et naturels avaient toujours assuré à leur population un niveau de vie relativement élevé. Dans ces « réserves » — les futurs *Bantu homelands* (territoires traditionnels des Bantu) —, on dut reconnaître, durant la seconde guerre mondiale, que la situation frisait le désastre en raison de la surpopulation et de l'érosion. C'est un point sur lequel il convient de s'arrêter un moment.

La Commission des salaires indigènes dans les mines (Native Mine Wages Commission), créée en 1944, enregistra de nombreux témoignages qui faisaient ressortir l'appauvrissement des « réserves ». Parmi ces témoignages figurait celui du directeur des services de santé pour les territoires du Transkei, le

docteur Smit. Celui-ci donna des chiffres pour sept districts qu'il considérait comme représentatifs de l'ensemble de la « réserve ». Estimant qu'une famille moyenne se composait de cinq personnes, il indiqua que 36 % des familles possédaient cinq têtes de bétail ou davantage, que 20 % en possédaient cinq ou moins, mais que 44 % n'en possédaient pas du tout. Si bien qu'environ 60 % des familles de ce Transkei supposé si florissant pouvaient être considérées comme ne tirant que peu ou pas de profit du bétail, qui constituait pourtant, traditionnellement, la ressource principale de la population. Ces animaux, continuait le docteur Smit, « sont pour la plupart sous-alimentés, chétifs, sans valeur sur le plan économique ». Devant la même commission officielle, un autre témoin, évoquant lui aussi la situation au Transkei, précisa qu'en cette même année 1944, s'agissant d'un groupe de 8 000 familles auxquelles on avait alloué des terres arables, chaque famille disposait d'un revenu de sept shillings par mois (environ 1,50 dollar des États-Unis d'Amérique au taux de change de 1944), alors que, dans un deuxième groupe de 10 000 familles auxquelles des terres arables n'avaient pas été allouées, chaque famille n'avait qu'un revenu de quatre shillings par mois (soit un dollar environ). « En d'autres termes, expliqua ce témoin aux membres de la commission, il est erroné de considérer une réserve indigène comme une zone agricole. Il serait plus juste d'en parler comme d'une zone résidentielle très extensive, où l'unité familiale moyenne ne tire pas mieux parti de la terre dont elle dispose que le citadin moyen qui bricole dans le petit jardin attenant à sa maison. » En bref, les « réserves indigènes » avaient, depuis longtemps, cessé d'être des « zones de développement indigène » et étaient devenues ce que les Blancs avaient conçu dans leur législation dès le début, à savoir des « zones de fixation » d'une main-d'œuvre bon marché destinée à être employée dans les « zones blanches », qui constituaient 90 % de la superficie du pays. Bien entendu, ces « zones de fixation » étaient censées pouvoir nourrir les familles des migrants mâles pendant que ceux-ci s'absentaient pour travailler dans les « zones blanches », mais, en 1944, il y avait longtemps qu'elles n'étaient plus en mesure de le faire. Soulignant à nouveau cet état de choses, une autre commission officielle, la Commission de la législation indigène (Native Laws Commission), créée en 1948, prit note de faits correspondant pour une large part à des tendances qui s'étaient confirmées pendant la seconde guerre mondiale. Elle releva que près du tiers des familles des « réserves » ne possédaient aucune terre et qu'indépendamment de cela un cinquième environ des terres des « réserves » étaient ou étaient devenues impropres à la culture; si bien qu'aux environs de 1945 près des deux tiers de la population noire étaient en possession de terres cultivables qui ne représentaient que 8 % de la superficie du pays.

En théorie, le fait que les familles vivant dans ces réserves recevaient régulièrement un apport substantiel de salaires perçus à la ville était supposé remédier à cette situation. Il est vrai que certaines ressources parvenaient

effectivement dans les réserves, car autrement la famine y aurait été inévitable; mais leur importance était difficile à évaluer et l'est encore. Toutefois, leur insuffisance se mesurait au niveau des salaires. Laissant de côté la question des salaires payés à la main-d'œuvre migrante employée dans les mines, où le niveau était réputé particulièrement bas, on peut examiner les conclusions d'un rapport officiel de 1941, adressé au premier ministre, qui traitait de « la situation sociale, sanitaire et économique des indigènes vivant dans les villes ». Ce rapport faisait état d'une situation alarmante. Le passage suivant nous en apprend beaucoup sur les conditions de vie des non-Blancs pendant la seconde guerre mondiale : « Des enquêtes récentes faites par la Commission des salaires [Wage Board] sur les gains des travailleurs non qualifiés dans trente-cinq branches d'activité économique, et portant également sur les employés municipaux, montrent qu'à Johannesburg 27 994 travailleurs adultes ont touché un salaire moyen d'une livre, un shilling, 9 pence par semaine, qui, ajouté aux 8 shillings, 8 pence par mois d'indemnité de cherté de vie versée par le gouvernement, fait un total d'une livre, 3 shillings, 9 pence par semaine ou encore de 5 livres, 2 shillings, 11 pence par mois. »

Une estimation officielle établie deux ans auparavant donnait un chiffre de dépenses de 6 livres, 10 shillings pour le logement, la nourriture et l'habillement d'une famille moyenne, alors qu'une estimation figurant dans ce même rapport de 1941 indiquait que ce chiffre ne pouvait pas être inférieur à 7 livres, 14 shillings, 6 pence, soit environ 2 livres de plus par semaine que les salaires effectivement payés selon le rapport. En tout cas, plusieurs experts se demandaient si ce « minimum vital décent » d'un peu plus de 7 livres signifiait quoi que ce soit. Un des experts commentait ainsi, dans le rapport, le niveau de vie en question : « Ce niveau de vie est sans doute plus remarquable par ce qui lui manque que par ce qu'il comporte. Il ne prévoit pas un sou pour les distractions, le sport, les soins médicaux, l'éducation, l'épargne, la location-vente, les vacances, les frais de transport imprévus, les journaux, les articles de papeterie, le tabac, la confiserie, les passe-temps favoris, les cadeaux [...]. Il ne prévoit pas un sou pour les achats de remplacement de couvertures, de meubles ou de vaisselle. » On peut noter que la plupart des Asiatiques étaient aussi mal lotis que les Africains, quand ce n'était pas pis, et que, si certains métis étaient moins malheureux, et même beaucoup moins malheureux, ils étaient, dans leur ensemble, logés à la même enseigne.

La réaction des non-Blancs

Au cours de la seconde guerre mondiale, les protestations des non-Blancs se firent plus pressantes que précédemment, en partie sous la direction des Asiatiques, en partie sous la direction des éléments les plus progressistes de la

communauté tant africaine que métisse ou blanche. D'une façon générale, cette tendance à protester d'une manière plus effective donna naissance à un nouveau militantisme et, parallèlement, à un nouvel espoir d'unité d'action des non-Blancs. L'expression politique de cette tendance prit des formes variées et se révéla importante aussi bien par son impact immédiat qu'à long terme. Mais, pour la comprendre, il faut la replacer dans le cadre d'une montée de protestations de la part des masses contre certaines formes spécifiques de discrimination et d'appauvrissement. Ces protestations prenaient des formes variées et souvent inattendues. Alors que toutes les organisations syndicales non blanches continuaient à être sévèrement menacées ou interdites, de nombreuses tentatives eurent lieu, pendant la guerre, pour obtenir une amélioration des salaires et des conditions de travail. Entre 1939 et 1945, par exemple, il n'y eut pas moins de 304 grèves, non autorisées d'ailleurs, contre 197 au cours des quinze années précédentes, c'est-à-dire environ 60 par an contre à peu près 13 par an; à ces grèves du temps de guerre participèrent 58 000 Africains, métis et Asiatiques (ainsi que quelque 6 000 Blancs). Les effectifs de militants ouvriers continuèrent de s'accroître, de même que leur volonté de s'affirmer, jusqu'à la grande grève de 1946, qui vit les 75 000 mineurs africains du Rand demander une augmentation de salaires, pour être finalement renvoyés au travail par la police de Smuts.

Ce nouveau militantisme urbain faisait suite à une longue histoire de protestations dans les milieux ruraux et de manifestations violentes en réponse à la violence du système; il se heurta, comme précédemment, à une répression de plus en plus forte, qui ne tarda pas à être systématisée après 1948 par la législation d'exception adoptée sous le régime de l'apartheid. Après coup, on peut discerner deux types de réponse : d'une part, une simple réaction à la pauvreté désormais ressentie comme extrême et comme s'aggravant de jour en jour, mais aussi, d'autre part, une conscience accrue, encore que confuse, des structures de fonctionnement du système dans lequel tous les non-Blancs se trouvaient enfermés. Cette prise de conscience de plus en plus aiguë peut à son tour être considérée comme ayant stimulé l'apparition d'une nouvelle conscience politique. Mais elle eut du mal à se forger. Contre elle jouait une autre tradition ancienne, celle du « compromis raisonnable » de la part des responsables non blancs qui avaient espéré, et qui, jusqu'à un certain point, espéraient encore que la « coopération » des Africains au système recevrait sa récompense sous forme d'améliorations apportées aux aspects les plus pénibles du système. Cet espoir s'était, jusqu'alors, immanquablement révélé fallacieux, mais une telle attitude avait encore ses partisans. En plus de cela, il fallait tenir compte du manque d'expérience des non-Blancs. Les divisions tenant à la diversité des communautés, des régions, des religions ou même des professions étaient aggravées par l'analphabétisme, l'isolement rural et les nombreuses incertitudes de l'époque. L'ébauche d'une nouvelle conscience politique

se concrétisa pourtant au cours de cette période. A cet égard, le Parti communiste sud-africain, peu important, mais résolu (il ne fut interdit qu'en 1950), et quelques groupements de gauche jouèrent un rôle décisif. Tous ces groupes avaient connu de graves dissensions allant jusqu'à des scissions, et cela, non seulement entre eux, mais aussi et peut-être surtout en leur sein; toutefois, sur la question centrale du rôle essentiel du militantisme et de l'unité pour que les protestations aboutissent à des changements utiles, ils s'étaient en général montrés solidaires, souvent courageux et parfois efficaces.

L'histoire des organisations politiques non blanches au cours de la seconde guerre mondiale n'est pas moins complexe que dans les années qui l'ont précédée ou suivie, mais on peut en tracer les contours essentiels. En bref, c'est la période où les idées maîtresses du nationalisme noir — plus précisément du nationalisme non blanc (car les Asiatiques et, dans une certaine mesure, les métis les partageaient) se sont dégagées des limites de l'élitisme et se sont transformées, bien que lentement et avec de nombreux ratés, en une idéologie adaptée aux masses. C'est également l'époque où les thèses réformistes — c'est-à-dire l'idée que le système d'oppression n'était pas seulement réformable, mais encore que les réformes pouvaient résulter de pressions patientes exercées de l'intérieur — ont commencé à perdre du terrain et à s'effondrer les unes après les autres sous le poids d'un système qui en était la négation constante ou qui les ridiculisait ouvertement.

S'inspirant en partie du Congrès national indien, de l'Inde, en partie du Parti communiste sud-africain et d'autres groupements de gauche, les chefs de la communauté asiatique réussirent un peu plus tôt que les Africains à se donner une doctrine militante et unitaire; ou, du moins, leurs idées sur la question se concrétisèrent plus tôt. Les métis, pour leur part, étaient plus que les autres en proie à une scission interne entre ceux qui continuaient à penser qu'un « compromis raisonnable » et de « patientes pressions » les amèneraient à occuper une situation privilégiée, aux côtés des Blancs, et ceux qui, s'opposant à cette conception, procédaient à des analyses et préconisaient des solutions pratiques très à gauche. Même lorsque des formes d'action commune entre Africains et Asiatiques commencèrent à se manifester, l'unité entre les métis et avec les métis restait problématique. Et elle allait le demeurer.

Pour les Africains, le vieux Congrès national africain de 1912 (African National Congress — ANC) était entré dans une phase d'éclipse virtuelle pendant les années 1930 et s'était révélé tout à fait incapable de réagir efficacement lorsqu'en 1936 les Africains du Cap avaient été rayés des listes électorales provinciales. Sa fragilité essentielle résidait dans sa direction presque exclusivement urbaine exercée par un petit groupe de gens instruits dont les idées avaient peu évolué au cours de trente années. En conséquence, leur influence dans la plupart des régions rurales était minime et souvent même inexistante. Bien qu'il se soit lui-même appelé Congrès *national*, son nationalisme était

confus et hésitant; quant à son analyse globale des initiatives à prendre, elle était encore, pour l'essentiel, celle de Jabavu entre 1910 et 1920. Elle pouvait se résumer ainsi : si les Africains voulaient bien se montrer suffisamment accommodants et patients, alors la simple pression de l'histoire, du christianisme, de la croissance économique et même du simple bon sens leur donnerait finalement le « royaume de l'égalité ». C'était le même espoir fallacieux que nous avons déjà noté plus haut.

La seconde guerre mondiale fit se modifier cette analyse. Un premier signe de l'avènement d'idées nouvelles, imputable en partie au travail politique de la gauche, se manifesta en décembre 1940 avec l'élection du D^r A. B. Xuma au poste de président de l'ANC. Bien que n'étant pas un agitateur, Xuma croyait fortement aux vertus de l'organisation et c'est sous sa présidence, qu'il conserva jusqu'en 1949, que l'ANC commença à sortir de son élitisme étroit. Un autre signe de l'évolution des idées se manifesta lors de la conférence annuelle du mouvement en 1943. Cette conférence, tenue à Bloemfontein, dans l'État libre d'Orange, réagit aux orientations politiques de la seconde guerre mondiale et, surtout, aux promesses de la « Charte de l'Atlantique » proclamée par Churchill et Roosevelt en 1941. Quatre années plus tôt, en décembre 1939, une autre conférence annuelle avait « respectueusement demandé au gouvernement de l'Union d'annuler toutes les lois discriminatoires », simple requête rituelle venant à la suite de nombreuses autres et aussi peu suivie d'effet. En 1943, le ton et le contenu sont différents.

La Charte de l'Atlantique avait promis que les Alliés, lorsqu'ils seraient victorieux, respecteraient « le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous lequel ils veulent vivre ». Entre-temps, les grandes victoires remportées en Union soviétique et en Afrique du Nord en 1942 indiquaient clairement qu'on était en train de gagner la guerre; on peut ajouter, en passant, que 1942 fut également l'année où les dirigeants du Parti national afrikaner commencèrent à ne plus se montrer pronazis. Rien de cela n'échappa à l'ANC. Dans un document d'une certaine importance historique, intitulé « Les revendications des Africains en Afrique du Sud » (« Africans' claims in South Africa »), la Conférence de Bloemfontein insista sur le fait que la formule « tous les peuples » figurant dans la Charte de l'Atlantique devait s'appliquer aux peuples colonisés comme à ceux dont les territoires avaient été occupés par les puissances de l'Axe (nazis, fascistes, Japonais). Les passages qui suivent, extraits du document en question, sont caractéristiques du nouvel état d'esprit qui se manifestait alors : « Nous savons que le premier ministre de l'Union sud-africaine et sa délégation à la Conférence de la paix représenteront les intérêts du peuple de notre pays. Nous voulons que le gouvernement et le peuple de l'Afrique du Sud connaissent dans leur plénitude les aspirations des peuples africains afin que leur point de vue soit également présenté à la Conférence de la paix [...]. Nous avons choisi ce moyen de porter à leur connaissance

notre revendication jamais contestée de la pleine citoyenneté. Nous souhaitons qu'ils comprennent une fois pour toutes qu'une paix juste et durable ne sera possible que si les revendications de toutes les classes, de toutes les ethnies et de toutes les races quant à la pleine participation aux activités éducatives, politiques et économiques sont reconnues et satisfaites [...]. En tant que responsables africains, nous n'avons pas la naïveté de croire que notre gouvernement fera droit à nos requêtes pour la seule raison que nous les avons formulées. Nous sommes conscients du fait que, pour les Africains, ce n'est que le début d'une longue lutte qui exigera de lourds sacrifices en temps, en moyens et même en vies humaines. Pour le peuple africain, cette déclaration est une incitation à s'organiser et à s'unir dans un mouvement de libération de masse, le Congrès national africain. La lutte a commencé et nous devons nous montrer persévérants et obstinés. »

Comme on le voit, le langage du vieux réformisme avait encore sa place puisque l'on supposait qu'un système fondé sur l'emploi d'une main-d'œuvre non blanche bon marché pourrait effectivement permettre « la pleine participation » de ceux qui fournissaient cette main-d'œuvre. Toutefois, la requête n'était plus présentée « respectueusement », mais comme l'affirmation d'un droit accompagnée d'une déclaration sans ambages que de durs combats étaient à venir. De plus, les documents de 1943 contenaient des revendications détaillées en même temps qu'un examen phrase par phrase de la Charte de l'Atlantique et de ses incidences en ce qui concerne les non-Blancs d'Afrique du Sud. Plus spécifiquement, ils contenaient aussi une « déclaration des droits » qui précisait ce que signifie la citoyenneté pleine et entière. Cette déclaration était l'œuvre d'un comité qui regroupait tous les Africains éminents de l'époque, aussi bien les « vieux dirigeants », comme le D^r I. P. Ka Seme, que les nouveaux, tels que le D^r Z. K. Matthews et J. S. Moroka, ainsi que des porte-parole communistes, tels que Moses Kotane et quelques-uns de ses collègues.

C'était le début d'une nouvelle maturité, résultant elle-même de nombreuses pressions. A cet égard, comme nous l'avons déjà indiqué, la gauche avait exercé une influence particulièrement marquante et, dès avril 1939, elle avait pris des initiatives en vue de l'unité d'action. Au Cap, en ce mois d'avril, des représentants de la gauche appartenant à toutes les communautés s'étaient réunis pour tenir la Conférence du Front uni des non-Européens. A la suite de cette conférence, des scissions et des dissensions se manifestèrent naturellement. Pourtant, beaucoup plus tard, Simons pouvait rappeler fort justement que « la semence d'une grande alliance non raciale avait été jetée », même si l'on devait encore attendre dix-sept ans avant qu'elle ne lève. L'un des résultats immédiats de 1943 fut que la plupart des activistes non blancs s'organisèrent en un Mouvement d'unité non européen (NEUM), qui appelait à l'unité des non-Blancs, mais ne parvint guère à la réaliser. Toujours en 1943, quelque chose de plus important se produisit qui annonçait l'avenir. Un groupe de

jeunes intellectuels et activistes africains, confiants dans leur capacité de poursuivre l'action sans s'embarrasser des hésitations du prudent Xuma et de ses partisans, se réunirent et fondèrent la Ligue des jeunes (Youth League) de l'ANC. Ici, l'historien est tenté de marquer une pause, car, parmi les fondateurs de cette ligue, on trouve Nelson Mandela, Oliver Tambo, Govan Mbeki, Walter Sisulu et d'autres encore, qui allaient être à la tête de l'ANC durant les années difficiles qui suivirent 1948.

Tendances nouvelles

Ces jeunes hommes étaient guidés par leurs propres conceptions, ils satisfaisaient également au militantisme de plus en plus fort des masses urbaines qui a marqué ces années de guerre. Dans les « communes » africaines situées à la périphérie de Johannesburg, en particulier, des protestations d'un nouveau type se manifestaient. Certaines d'entre elles prirent la forme d'un boycottage des autobus en signe de protestation contre le prix des transports, boycottage au cours duquel des milliers d'hommes et de femmes parcoururent à pied, semaine après semaine, des kilomètres et des kilomètres pour se rendre à leur travail et en revenir, plutôt que d'accepter l'augmentation des tarifs des transports. D'autres manifestations prirent la forme d'une vaste campagne contre les lois sur les « laissez-passer » (*pass laws*); et, pendant ces mêmes années du milieu de la guerre, on put voir se développer un autre phénomène : l'arrivée massive de « squatters » sur les terres situées autour des grandes villes peuplées par les Blancs, en particulier autour de Johannesburg. Chassés de la campagne par le chômage et la faim en même temps qu'attirés dans les villes par la demande accrue de main-d'œuvre bon marché, des dizaines de milliers d'Africains firent irruption. Rien n'était évidemment prévu pour les loger puisque aussi bien, selon les lois en vigueur, ils n'auraient jamais dû venir ou, s'ils venaient, n'auraient pas dû rester; mais, étant donné les nécessités économiques, on avait d'eux un urgent besoin. Dans cette situation contradictoire, les conseils municipaux blancs votèrent de fermes résolutions, mais ne firent rien pour remédier à la situation. Faire quelque chose aurait coûté de l'argent et ils ne tenaient pas à ce que de telles dépenses les privent de leur propre confort.

D'innombrables personnes — familles ou individus isolés — durent vivre au hasard des possibilités; mais beaucoup d'entre elles décidèrent d'occuper des terres et de construire des baraques. De nouvelles « communes de squatters » couvrirent le veld. La plus fameuse d'entre elles fut sans doute celle qui s'installa sur un terrain vacant voisin de la commune africaine d'Orlando, près de Johannesburg. C'est là qu'un gros rassemblement d'immigrants ruraux établirent leur propre « commune » en se servant de toiles, de boîtes de fer-

blanc aplatis, de caisses d'emballage et d'autres matériaux improvisés, et que, sous la conduite de James Mpanza, ils suivirent le mot d'ordre de *Sofazonke*, « Mourons tous ensemble », plutôt que de se rendre à la police venue pour les expulser. D'autres « communes » s'ajoutèrent à celle de Mpanza, préparant ainsi l'implantation des futurs grands faubourgs légalisés tels que Soweto (*South-West Township*); mais ces implantations étaient aussi, encore qu'indirectement, l'expression d'un nouveau militantisme protestataire. Et c'est dans ce militantisme que les chefs de la Ligue des jeunes et leurs homologues devaient trouver plus tard la base d'une nouvelle unité.

C'est de cette manière, et par le jeu d'autres circonstances que l'on pourrait décrire dans un exposé plus complet, que les années 1939-1945 ont exercé une influence considérable sur les conflits sous-jacents de la société sud-africaine. D'un côté, nous l'avons déjà vu, c'est au cours de ces années que la puissance économique des Blancs se trouva considérablement renforcée. Leur économie acquit à cette époque les moyens de passer d'une structure largement coloniale à une structure qui lui permettait de se doter d'un capitalisme autonome et, parallèlement, de mettre en œuvre en Afrique australe ses propres concepts et pratiques politiques dérivés de l'impérialisme. Tout cela sera la résultante du boom économique prolongé de la période d'après-guerre, en particulier après 1950; il n'en est pas moins vrai que cette prospérité a ses origines structurelles dans l'évolution progressive des années de guerre vers l'urbanisation et l'industrialisation.

D'autre part, les non-Blancs prirent plus nettement conscience de leur situation et, dans leurs communautés les plus importantes, un nouveau « leadership » se manifesta parmi les Africains qui avaient commencé à comprendre et à mesurer l'enjeu de la lutte. Tout cela ne devait arriver à maturité qu'après la fin de la guerre, mais, encore une fois, ce mouvement avait son origine dans les luttes de la période de guerre. A cette époque, on n'en était encore bien souvent qu'à des tentatives confuses, toujours à la merci des controverses et des dissensions doctrinales ou régionales, tandis que la grande dichotomie ville/campagne — « réserves »/« communes urbaines périphériques » — continuait à jouer un rôle très important; mais les faits donnent à penser qu'un courant sous-jacent de militantisme et d'unité persistait en dépit de tout. En effet, s'il n'en avait pas été ainsi, les grandes campagnes de protestation du début des années 1950 seraient difficilement explicables.

On peut également penser que les chefs les plus conscients de l'un et l'autre camp sortirent des années de guerre avec peu d'illusions sur la nature des affrontements à venir. Pour leur part, et comme leur réaction à la grève des mineurs africains de 1946 l'a amplement montré, les chefs politiques des Blancs étaient prêts, dès 1945, à renforcer les mécanismes destinés à assurer le maintien de leur autorité. Les libéraux ont bien pu continuer à penser que le système se reformerait de lui-même sous la seule pression de l'expansion

économique, mais les faits leur ont donné tort. La preuve en a été administrée en 1948, et pendant les années qui suivirent, par les gouvernements issus du Parti national épuré et par leur législation. Cependant, on est enclin à croire qu'il en aurait été de même si d'autres circonstances avaient prévalu. Les gouvernements du Parti d'union auraient pu renforcer l'appareil étatique par des moyens en apparence moins violents, moins manifestement brutaux et répressifs que ceux qu'avaient adoptés Malan et ses successeurs; mais rien ne permet de penser que le résultat final aurait été essentiellement différent. Le succès du Parti national épuré aux élections de 1948 n'est rien d'autre, en fait, que la suite logique du système raciste qui avait pris corps pendant la seconde guerre mondiale. Le Parti d'union aurait pu éviter de perdre les élections en instituant un nouveau découpage électoral, car, si le Parti national l'emporta malgré un nombre inférieur de voix, ce fut grâce à des listes électorales pondérées en faveur des circonscriptions rurales, où les extrémistes afrikaners comptaient leurs plus forts effectifs; mais Smuts et son gouvernement du Parti d'union ne firent rien pour réviser les listes électorales. On peut dire que le Parti d'union a permis au Parti national épuré de remporter la victoire et qu'il s'en est accommodé.

D'un autre côté, les chefs des non-Blancs ne pouvaient plus se bercer d'illusions. Il y avait bien, au sein des communautés non blanches, un assez grand nombre de personnes qui croyaient à l'avènement possible — et partant souhaitable — d'une « bourgeoisie noire ». C'était notamment le cas des petits boutiquiers, des commerçants, des propriétaires urbains pressurant leurs locataires et de certains de ceux qui avaient réussi à faire des études supérieures à Fort Hare ou dans d'autres établissements d'enseignement qui acceptaient alors les non-Blancs; mais, en définitive, ils étaient peu nombreux et leurs voix n'avaient guère de portée dans les masses défavorisées. A cet égard, comme à d'autres, l'expérience des années de guerre avait confirmé le leadership d'hommes comme Mandela et Tambo, Kotane et Marks, ou Dadoo dans la communauté indienne; et, pour ces hommes, la perspective d'un réformisme pouvant donner des résultats valables était devenue manifestement ténue, voire inexistante. On n'avait pas encore d'idée claire sur ce que pourrait être la bonne solution de rechange du réformisme. Tout ce qui semblait certain, dans cette voie, c'est qu'il fallait trouver une autre voie. Les années qui suivirent allaient permettre de la découvrir.

Bibliographie

- BENSON, M. *The African patriots*. Londres, Faber, 1963.
Bulletins of statistics (et South African statistics). South African Government Printer.
 (Bulletins de statistiques correspondant aux années de référence.)
- BUNTING, B. *The rise of the South African Reich*. Londres /Baltimore, Penguin, 1969.
- DAVIDSON, B. *Report on southern Africa*. Le Cap, Londres, 1952.
 ——. *Africa in modern history*. Londres, Lane/Penguin, 1978.
- HORST, S. T. Van der, *Native labour in South Africa*. Oxford, 1942.
- KADALIE, C. *My life and the ICU*. Londres, Cass, 1970.
- KARIS, T.; CARTER, G. *From protest to challenge: a documentary history of African politics in South Africa*, vol. 2. Stanford, Hoover, 1973.
- LUTHULI, A. *Let my people go*. Londres, Collins, 1962.
- MBEKI, G. M. *South Africa: the peasants' revolt*. Londres/Baltimore, Penguin, 1964.
- OOSTHUIZEN, O. O. *A guide to politics for young and old*. Pretoria, United Party, 1943.
- SIMONS, H. J. et R. E. *Class and colour in South Africa, 1850–1950*. Londres/Baltimore, Penguin, 1969.
- SMIT, D. L., *et al.* *Report of the Inter-Departmental Committee on the Social, Health and Economic Condition of Urban Natives*. Pretoria, Government Printer, 1945.
- TINGSTEN, H. *The problem of South Africa*. Londres, Gollancz, 1955.
- WILSON, M.; THOMPSON, L. (dir. publ.). *Oxford history of South Africa, 1870–1966*, vol. 2, Oxford, 1971.

La seconde guerre mondiale dans le volume VIII de l' « Histoire générale de l'Afrique »

Jan J. Milewski

Objectif de la présente étude et hypothèses fondamentales

La présente étude vise un objectif très limité : définir les tendances et les problèmes de l'histoire de l'Afrique au cours de la période 1939-1945 (ou 1935-1945) qui devraient être pris en considération pour la rédaction du volume VIII de l'*Histoire générale de l'Afrique*. Je n'étudierai donc pas tous les aspects de la seconde guerre mondiale en Afrique; j'essaierai seulement d'indiquer ceux qui devraient être traités et l'importance qu'on devrait y attacher. En d'autres termes, la présente étude porte avant tout sur le choix des matériaux. Il est bien évident que, dans ces conditions, elle est très subjective et que les vues qui y sont exprimées n'engagent que moi.

Il convient d'indiquer d'emblée que je ne discuterai pas de la table des matières du volume VIII puisque cela a déjà été fait. Toutes les propositions contenues dans les pages qui suivent se réfèrent donc à la table des matières existante, dont le directeur du volume est responsable, et j'espère que, si elles sont approuvées, elles pourront y être facilement intégrées.

Et d'abord quelques hypothèses fondamentales. La première concerne la place de la seconde guerre mondiale dans l'histoire de l'Afrique. En effet, cette guerre est l'un des phénomènes historiques dont l'origine est extérieure à l'Afrique et dont le peuple africain a subi les conséquences. Il me semble que le volume VIII devrait mettre en lumière cet aspect de la guerre. Malgré les atrocités et les ravages que l'Afrique a subis du fait de la guerre, et malgré toutes les souffrances infligées aux soldats africains hors d'Afrique, il ne faut pas oublier que les principaux fronts se situèrent en Europe et en Asie, où la population a souffert beaucoup plus que sur le continent qui nous intéresse ici. Quand on parle de l'Afrique, il faut donc donner à la notion de guerre « mondiale » sa signification exacte.

Deuxièmement, le colloque devrait considérer la chronologie des événements : quand la seconde guerre mondiale a-t-elle commencé en Afrique? On admet généralement la date de 1939, mais de nombreux historiens, considérant l'Éthiopie comme le premier front de cette guerre, soutiennent qu'elle

a commencé en 1935. Il semble que de très nombreux arguments militent en faveur de cette thèse, surtout quand on considère les aspects militaires de la guerre et la stratégie des puissances de l'Axe (Allemagne nazie, Italie fasciste, Japon).

Troisièmement, on ne peut ignorer les mutations économiques et sociales subies par le continent africain, dont il a déjà été question en 1979 à Ouagadougou¹. Positifs ou négatifs, tous ces changements intervenus entre 1939 et 1945 (ou entre 1935 et 1945) devraient figurer en bonne place dans le volume.

Enfin, il faut se méfier des généralisations. En effet, grande est la tentation d'expliquer de nombreux événements survenus entre 1939 et 1945 comme des « conséquences » de la guerre. Dans le cas de l'Afrique en particulier, nous devrions mettre en évidence les parties du continent et les sociétés qui ont été touchées par la guerre et préciser dans quelle mesure elles l'ont été, pour les distinguer de celles qui n'ont pas été affectées. Les auteurs devraient informer le lecteur que, même si l'histoire africaine a été largement influencée par la guerre, cette influence a varié énormément d'une région à l'autre et que, dans bien des cas, elle a même été nulle.

Critères de choix des éléments de l'histoire militaire

Le volume consacré à la période 1939-1945 contiendra nécessairement une évocation de l'histoire militaire. Certains historiens n'ont d'ailleurs que trop tendance à s'appesantir sur les aspects militaires de l'histoire : batailles, opérations, mouvements de troupes, etc. Cependant, le volume VIII, comme tous les autres volumes de l'*Histoire générale de l'Afrique* éditée par l'Unesco, devra être un ouvrage d'histoire « générale » traitant de tous les aspects importants de la vie des sociétés africaines.

Il incombera au directeur du volume et aux auteurs de déterminer ce qui est vraiment important dans l'histoire militaire de la période considérée; leur tâche ne sera pas aisée. La bibliographie relative à l'histoire militaire de la seconde guerre mondiale en Afrique est abondante et il sera vraisemblablement difficile de la résumer avec objectivité; d'un autre côté, il y a certainement beaucoup à dire sur ce sujet. C'est pourquoi je propose que le volume VIII traite essentiellement des aspects militaires ci-après de l'histoire de la guerre en Afrique.

Premièrement, brève analyse comparative des opérations militaires qui se déroulèrent en Afrique de 1935 à 1945 et des opérations menées sur d'autres continents (en Europe, en Asie et dans le Pacifique), effectifs en hommes et en matériel, nombre de victimes parmi les militaires et la population civile, évaluation des richesses nationales anéanties et de la facture économique de

la guerre. Les comparaisons devraient être faites à la fois en valeur absolue et en valeur relative (en pourcentage de la population, de la richesse de la région, etc.). Ces chiffres sont disponibles.

Deuxièmement, données succinctes relatives aux opérations militaires sur le continent africain — territoires concernés, chronologie, effectifs (africains et étrangers), destruction des richesses nationales, etc. (éléments susmentionnés).

Troisièmement, participation de soldats africains — méthodes de recrutement utilisées dans les différents territoires colonisés, nombre de recrues, chronologie, facteurs affectant le recrutement, composition sociale et ethnique des troupes africaines, questions de promotion sociale, etc.

Quatrièmement, participation de soldats africains aux opérations militaires en Afrique. On devrait présenter à ce titre non seulement la guerre d'indépendance menée en Éthiopie, mais aussi les autres fronts (Afrique du Nord). A cet égard, il y aurait peut-être lieu de s'éloigner quelque peu de l'idée d'une histoire « générale » pour s'étendre davantage sur la participation des soldats africains : états de service, nombre des victimes, promotions obtenues pendant les opérations, etc.

Cinquièmement, participation de soldats africains aux opérations hors du continent africain. Tous les points mentionnés au paragraphe précédent devraient également être traités sous cette rubrique. Mais il faudrait étendre le débat aux aspects suivants : conditions de service des soldats africains par rapport à leurs camarades européens, rôle qu'ils ont joué dans telle ou telle opération, promotions et distinctions, nombre de victimes.

Sixièmement, participation de soldats africains, changements d'horizon, comportements, points de vue sociaux et politiques. Cela s'applique à la participation des Africains aux opérations qui se déroulèrent en Afrique et hors d'Afrique. Il semble que la période de la guerre ait été peu étudiée, alors que de nombreux auteurs se sont intéressés à l'influence de ces événements sur le comportement de la population dans la période d'après guerre. Je pense qu'il serait intéressant de montrer dans quelle mesure les soldats africains ont changé d'attitude au cours des combats, en particulier sur les fronts situés hors d'Afrique.

Septièmement, participation d'Africains aux services autres que militaires. Il ne faut pas négliger cet aspect de la participation d'Africains aux opérations militaires, tant sur le continent africain qu'à l'extérieur. Par services autres que militaires, j'entends les tâches les plus diverses accomplies par des civils employés dans les bases navales et aériennes des forces alliées, les camps militaires, les transports militaires, les services de ravitaillement, etc. Nombreux sont les pays qui ont ainsi apporté leur contribution pendant la guerre, notamment les pays d'Afrique du Nord, le Sénégal, le Ghana, le Nigéria, le Soudan, le Kenya, la Somalie et l'Éthiopie. Ces prestations ont eu une influence notable sur le développement des marchés et des transports locaux, ainsi que sur

d'autres formes d'entreprises, et sur les changements d'attitude de populations qui vivaient loin des champs de bataille.

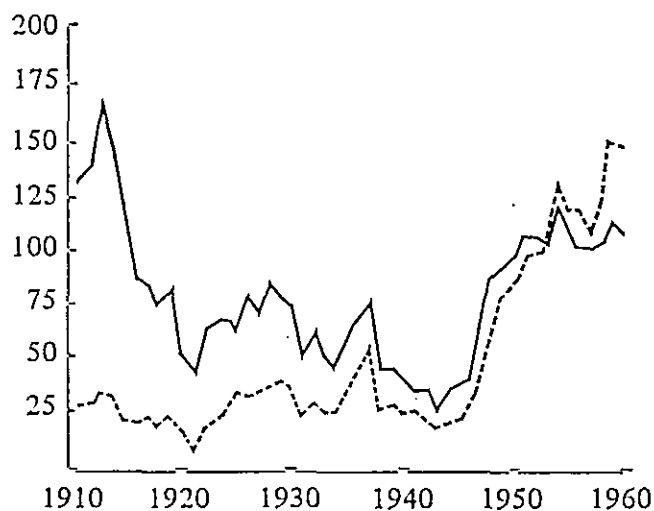
Huitièmement, participation de soldats africains, présence de futurs chefs militaires et politiques sur les fronts de la seconde guerre mondiale. Pour illustrer cet aspect de la participation, il conviendrait d'étudier plus en détail la biographie des chefs de la période d'après-guerre. Je crois qu'il est important de consacrer dans le volume VIII des développements au service accompli pendant la guerre par certaines personnalités de l'après-guerre, et cela, pour deux raisons : d'abord, l'ouvrage sera d'autant plus intéressant et attrayant qu'il contiendra des références biographiques; de plus, cela permettra une meilleure compréhension de certains phénomènes, tels que la guerre d'indépendance de l'Algérie ou les origines et les premières phases de la mise sur pied d'une armée dans certains États nouvellement indépendants.

Avant de clore ce paragraphe, je voudrais rappeler que toutes ces suggestions concernent exclusivement la période 1939-1945 (ou 1935-1945). Le rôle des militaires après la guerre, la démobilisation et ses conséquences, tous ces facteurs constituent l'histoire de la période suivante et sont en général mieux connus, du moins dans le cas de certains pays, que les éléments que je suggère de traiter.

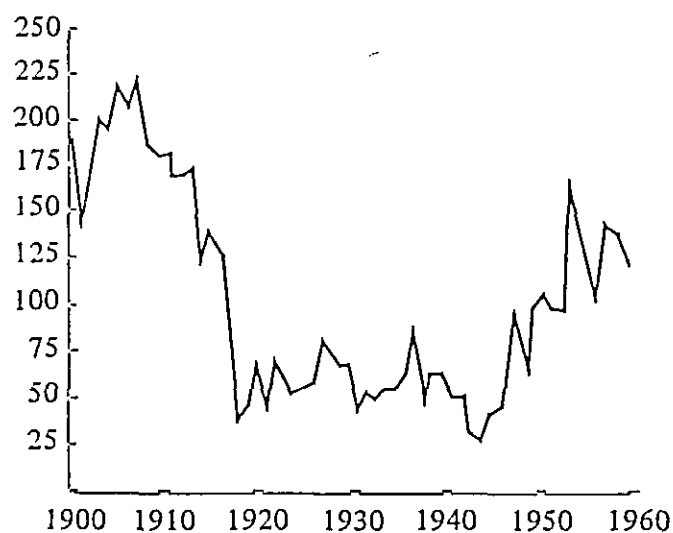
Les changements et les problèmes économiques

Les historiens de la période de la seconde guerre mondiale en Afrique s'accordent à reconnaître que, du point de vue économique, ce fut l'une des phases les plus difficiles de l'histoire moderne de ce continent, sinon la plus difficile. Les raisons en sont trop bien connues pour être évoquées ici. Rappelons néanmoins que la crise inhérente à la guerre fut imposée aux économies africaines deux ou trois ans seulement après la période de redressement économique (1936-1939) qui suivit la grande dépression de 1929-1935. En 1939, la plupart des pays africains avaient encore un volume d'activité économique bien inférieur à celui qu'ils avaient connu dans les années 1920, qui peut être considéré comme relativement normal. A partir de 1939, tous les indicateurs économiques recommencèrent à baisser rapidement : détérioration des termes de l'échange; chute de l'emploi, baisse des revenus réels des salariés et des populations urbaines, diminution spectaculaire des revenus de la majeure partie de la population rurale qui produisait pour l'exportation. La figure 1 illustre ces tendances.

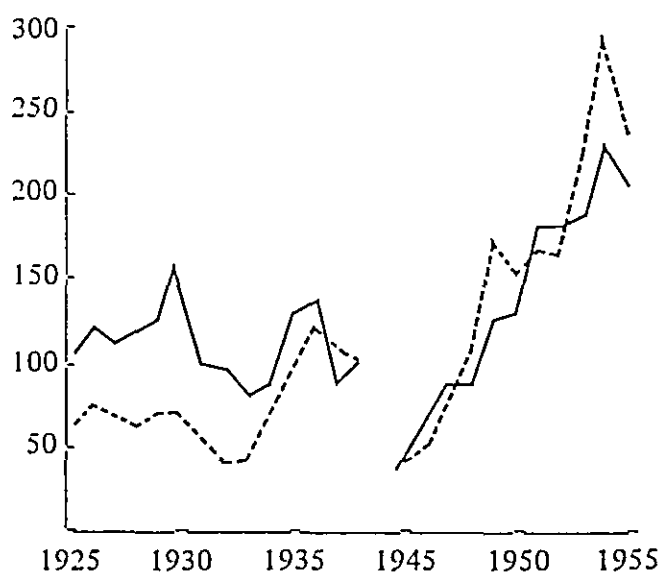
A. G. Hopkins écrit avec raison : « La seconde guerre mondiale a affecté l'Afrique occidentale beaucoup plus profondément que la dépression des années 1930 à cause de la grave crise des importations de biens de consommation et de la fermeture soudaine de nombreux marchés d'exportation en



1 a. *Nigéria* : termes de l'échange 1911-1960
(base 1953 = 100).



1 b. *Ghana* : termes de l'échange 1900-1960
(base 1953 = 100).



1 c. *Afrique occidentale française* : termes de l'échange 1925-1955 (base 1938 = 100).

— Termes de l'échange nets
- - - Termes de l'échange des revenus

FIG. 1. Termes de l'échange nets et termes de l'échange des revenus pour le Nigéria, le Ghana et l'Afrique occidentale française.

1 a. *Nigéria* : termes de l'échange 1910-1960 (base 1953 = 100).

1 b. *Ghana* : termes de l'échange 1900-1960 (base 1953 = 100).

1 c. *Afrique occidentale française* : termes de l'échange 1925-1955 (base 1938 = 100).

Sources : A. G. Hopkins, *An economic history of West Africa*, Londres, Longman, 1973, p. 180-181. Les chiffres cités par Hopkins sont extraits de G. K. Helleiner, *Peasant agriculture, government and economic growth in Nigeria*, 1966; S. H. Hymer, *The political economy of the Gold Coast and Ghana*, dans : G. Ranis (dir. publ.), *Government and economic development*, 1971; J.-J. Poquin, *Les relations économiques des pays d'Afrique noire de l'Union française*, 1951.

Europe. L'Afrique occidentale française, qui avait proclamé son soutien au régime de Vichy en 1940, fut assujettie à un blocus par les Alliés et souffrit particulièrement de la situation. A la fin de la guerre, la capacité totale d'importation de l'Afrique occidentale connut son niveau le plus bas depuis 1900 (peut-être à l'exception de l'année 1921), alors que la population et la dette publique avaient beaucoup augmenté depuis le début du siècle. Ces tendances défavorables qui marquèrent la période 1930-1944 eurent deux conséquences essentielles : une restriction des investissements et l'ajournement de certains projets ambitieux; la naissance — provoquée par cette longue période de difficultés économiques — d'un mouvement qui devait mettre fin à la domination coloniale². »

Certes, les observations de Hopkins s'appliquent à de nombreuses parties du continent africain, mais on ne saurait se contenter de ces généralités dans le volume qui nous occupe. Le lecteur devrait trouver dans les chapitres correspondants une analyse beaucoup plus approfondie et détaillée des tendances suivantes : niveau de vie des groupes les plus représentatifs de la population, situation de l'emploi dans les divers secteurs de l'administration et dans le secteur dominé par la présence étrangère, variations des dépenses publiques, etc. Tous ces éléments devraient permettre de déterminer l'influence de la guerre sur la situation économique des populations des diverses régions et de savoir si l'on peut parler, à cet égard, d'une tendance générale ou s'il faut distinguer différentes tendances.

Il y a aussi d'autres questions à examiner à propos des territoires où se déroulèrent les opérations militaires : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte, ainsi que l'Éthiopie et la Somalie. Le volume VIII devrait, bien entendu, contenir une analyse des changements observés dans la situation économique des populations résidant dans les zones d'opérations militaires ou à proximité des champs de bataille, mais les auteurs devront, en outre, décrire les destructions subies par ces pays. Le lecteur ne saurait se contenter d'informations générales sur la « destruction des villes, des ponts et des villages », surtout si l'on considère que tous les ravages subis par les pays d'Afrique du Nord furent causés par des armées étrangères qui défendaient des causes étrangères. On peut supposer que les militaires avaient tendance à voir l'Afrique comme un théâtre d'opérations peu familier et qu'ils se souciaient peu des dommages causés. L'historiographie de la seconde guerre mondiale en Europe constitue une source très utile de renseignements quant aux méthodes d'évaluation du préjudice matériel causé par la guerre.

La politique économique des puissances coloniales en Afrique pendant la guerre constitue un aspect particulier de la question qui devrait faire l'objet d'une présentation soignée dans le volume VIII. Pour qui s'intéresse particulièrement à l'histoire économique et à l'histoire « générale » du colonialisme en Afrique, la période de la seconde guerre mondiale fournit une occasion

unique d'analyser les systèmes coloniaux avec toutes leurs contradictions et leurs conflits. D'un côté, les producteurs africains étaient contraints et forcés, par diverses mesures administratives, d'accroître leur production dans tous les secteurs de l'économie, et cette situation d'oppression et d'exploitation économique s'aggrava sensiblement, pendant la guerre, dans de nombreuses régions du continent. De l'autre, dans certains territoires, les autorités coloniales, sachant que les difficultés économiques croissantes multiplieraient les tensions politiques et les attitudes anticoloniales, s'efforcèrent de ménager les susceptibilités politiques de la population. C'est pourquoi l'on observe des contradictions dans les politiques économiques appliquées dans un grand nombre de colonies. De plus, c'est au cours de la seconde guerre mondiale que, pour la première fois, l'administration coloniale fit preuve (au Nigéria, par exemple) d'un véritable intérêt pour le niveau de vie de la population et son évolution, et finança des recherches sur ce sujet.

L'évolution des mouvements politiques

La plupart des auteurs qui ont étudié l'évolution des mouvements politiques en Afrique après la grande dépression ont tendance à traiter la période de la seconde guerre mondiale sous un angle très général. A quelques exceptions près, la question est habituellement présentée selon le schéma suivant : une vaste analyse des mouvements de la fin des années 1930, puis un aperçu très global des changements et de l'évolution de la situation pendant la guerre, enfin une étude détaillée du développement de ces mouvements après 1945. Une telle approche ne me semble pas souhaitable pour le volume VIII. Au contraire, le lecteur devrait trouver dans ce volume davantage d'informations sur ce que furent les activités, les idées et les processus de formation des personnalités politiques pendant la guerre, et pas seulement après.

Il est inutile de rappeler ici combien d'organisations politiques et syndicales furent créées dans divers pays africains entre 1939 et 1945. Je n'en citerai qu'un petit nombre, à titre d'illustration : au Maroc, Istiqlal (1943), Parti communiste marocain (1943); au Nigéria, Nigerian Reconstruction Group (1942), Nigerian National Council (1944), Trades Union Congress of Nigeria (1943), Egbe Omo Oduduwa (1944); en Côte-d'Ivoire, Syndicat agricole africain (1944); au Togo, Togoland Union (1943), Comité de l'unité togolaise (1941); au Kenya, Kenya African Study Union (1944); au Sénégal, Bloc africain (1944); en Somalie, Somali Youth League (1943); au Soudan, Ashiqqua National Unionist Party (1942), Sudan Movement for National Liberation (1944). Il y en eut évidemment beaucoup d'autres.

Les organisations citées ci-dessus, qu'elles soient politiques ou d'une autre nature, sont bien connues des historiens. Certaines d'entre elles ont été

étudiées par divers auteurs, et les études spécialisées fournissent un grand nombre d'informations sur le début de leurs activités. En revanche, les ouvrages d'histoire « générale » présentent ces organisations très brièvement et habituellement sous forme d'introduction à l'étude de la période de l'après-guerre. Or, la connaissance des origines de ces organisations et de bien d'autres qui furent fondées entre 1939 et 1945 me paraît essentielle pour comprendre l'histoire des mouvements politiques en Afrique. Le volume VIII devrait épargner au lecteur la consultation d'ouvrages spécialisés et le renseigner sur le contexte social de ces organisations, leurs objectifs politiques, l'identité de leurs chefs, l'importance et l'influence de chacune d'entre elles, et enfin les raisons de leurs succès ou de leurs échecs respectifs dans la lutte politique qu'elles menèrent pendant la guerre. On devrait aussi s'efforcer de déterminer si les conditions prévalant en temps de guerre eurent un effet favorable ou défavorable sur le développement de nouvelles organisations, et si ces conditions variaient d'un pays à l'autre. Toutes ces questions et d'autres encore devraient trouver une réponse dans le volume qui nous intéresse ici. Mais je tiens à redire que, dans l'histoire des nouvelles organisations, la période 1939-1945 devrait être traitée comme une phase très importante, et pas seulement comme une introduction aux événements de l'après-guerre.

Il faudrait traiter à part les activités déployées pendant la guerre par les organisations et les mouvements fondés avant 1939. Certes, de nombreuses recherches ont été réalisées sur certains d'entre eux, mais, dans la plupart des cas, les résultats ne sont publiés que dans des études spécialisées. Les auteurs du volume VIII ont le devoir de montrer les raisons et les modalités de l'évolution de ces organisations pendant la guerre, l'influence de la guerre sur leurs activités, le changement éventuel de leurs objectifs généraux et leurs réactions aux principaux événements de politique locale (y compris la politique coloniale du territoire considéré).

Mais on ne saurait, à mon avis, écrire l'histoire des mouvements politiques africains pendant la guerre en se bornant à présenter les activités des diverses organisations. Et cela nous ramène à la question des éléments biographiques à insérer dans le volume VIII. Il va sans dire que le lecteur devrait y trouver une information suffisante et objective sur le travail, les attitudes, l'activité politique ou les contacts des principaux dirigeants politiques qui, après la guerre, ont joué un rôle crucial dans la lutte pour l'indépendance. Mais ce n'est pas tout. A mon avis, il faudrait présenter aussi les dirigeants de « second rang », connus seulement dans le cadre de l'histoire nationale des pays africains, surtout lorsqu'il s'agit d'hommes qui ont fondé de nouvelles organisations pendant la guerre, mais qui n'ont pas eu la chance d'être admis dans le panthéon de l'histoire africaine moderne. On devrait s'efforcer de fournir toute information utile sur l'identité des personnes (autres que les plus connues) qui fondèrent de nouvelles organisations, leur origine sociale et leur

formation professionnelle, leurs relations avec les dirigeants déjà en place avant la guerre, et l'influence qu'exerça sur elle le mouvement panafricain.

Bien entendu, je ne dis pas que l'on ne devrait pas prévoir dans le volume VIII une présentation assez détaillée des activités déployées pendant la guerre par des dirigeants comme Azikiwe, Bourguiba, Houphouët-Boigny, Kwame Nkrumah aux États-Unis d'Amérique, Ben Barka, Ferhat Abbas, Mohammed Ben Bella et tant d'autres. La contribution de ces hommes aux mouvements politiques pendant la guerre est tellement connue que les auteurs auront quelque difficulté à faire un choix parmi les éléments d'information disponibles. Ce que je suggère, c'est de montrer, grâce à une vaste présentation des personnalités africaines de l'époque, qu'il y a eu pendant la seconde guerre mondiale des centaines, peut-être même des milliers de dirigeants et d'organiseurs de mouvements professionnels indépendants, anticolonialistes et semi-politiques dans tout le continent, et que c'est à eux que l'on doit en grande partie le développement des mouvements politiques après la guerre. Il faudra donc leur rendre hommage dans les chapitres appropriés du volume VIII si nous voulons présenter l'histoire dans toute sa vérité.

Les mouvements politiques et l'administration coloniale

Ce problème, fort connu, a fait l'objet de nombreuses études générales et spécialisées. Là encore, la difficulté majeure pour les auteurs consistera à sélectionner leurs matériaux. Il me semble que l'on devrait s'attacher essentiellement à montrer les réactions de tel ou tel mouvement aux changements intervenus dans les orientations générales de la politique coloniale et à analyser les pratiques de l'administration dans les pays considérés. En revanche, on devrait, à mon avis, éviter de suivre l'exemple de nombreux auteurs qui étudient surtout les réactions au pacte atlantique, à la Conférence de Brazzaville et à d'autres événements similaires. Ces faits sont déjà bien connus et ils ne devraient pas masquer les nombreuses réactions des mouvements politiques aux pratiques coloniales.

Les mouvements politiques et le nazisme

Cet aspect de la question constitue un bon exemple des difficultés que présente l'analyse de certains événements historiques. Pour les historiens européens, en particulier pour les ressortissants des pays conquis et occupés par les Allemands pendant la guerre, il y a une distinction très nette à faire entre deux attitudes : la collaboration, d'une part, la lutte pour la liberté, d'autre part.

Cependant, si l'on considère la question du point de vue des dirigeants africains, et surtout des dirigeants d'Afrique du Nord, les circonstances sont

différentes à deux égards. D'une part, l'Allemagne nazie se battait contre des puissances coloniales et l'on pouvait penser que sa victoire affaiblirait le système colonial. D'autre part, les atrocités et les crimes de guerre commis par les Allemands dans l'Europe occupée pendant la guerre n'étaient pas connus en Afrique du Nord, non plus que des dirigeants d'Afrique du Nord qui vivaient alors en Europe. C'est donc en ayant ce fait à l'esprit qu'il faudrait, dans notre volume, situer l'infiltration nazie dans les mouvements politiques d'Afrique du Nord et les relations établies pendant la période qui nous intéresse.

Toute cette question est particulièrement importante pour l'histoire de ces mouvements politiques jusqu'en 1943. Dans le volume VIII, les points ci-après méritent d'être traités avec une attention spéciale : *a)* le degré d'infiltration des nazis dans différents mouvements de la région; *b)* les différends et les conflits nés entre dirigeants à ce sujet avant 1943; *c)* les échecs de la politique nazie en la matière, beaucoup moins connus que ses succès.

L'importance de cette question devrait être vue dans la perspective de la longue évolution des mouvements politiques africains. Pour la première fois, une puissance européenne, aux prises avec d'autres puissances européennes coloniales, tentait d'exploiter ces mouvements pour servir sa cause. On sait que les nazis échouèrent dans leur tentative d'utiliser les dirigeants et les mouvements d'Afrique du Nord et du Proche-Orient dans leur lutte contre les Alliés, à quelques rares exceptions près. Mais qu'ils aient tenté de le faire prouve bien que ces mouvements représentaient déjà un pouvoir politique non négligeable.

Conclusion

Toutes les suggestions que j'ai présentées ci-dessus convergent, en fait, vers l'idée que la période de la seconde guerre mondiale devrait être traitée dans le volume VIII non pas comme une phase de transition entre le colonialisme et l'indépendance, mais comme une véritable tranche d'histoire, importante et souvent tragique. Toutes ces considérations, je le répète, ne doivent nullement affecter la table des matières établie par le directeur du volume. Tout au plus faudrait-il allonger quelques chapitres ou sections si certaines de mes suggestions étaient acceptées, car toutes les questions que j'ai évoquées sont déjà incluses dans la table des matières, du moins en termes généraux.

Notes

-
1. Voir *La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine*, Paris, Unesco, coll. « Histoire générale de l'Afrique — études et documents », n° 8.
 2. A. G. Hopkins, *An economic history of West Africa*, Londres, Longman, 1973, p. 184-185.

Rapport du colloque sur l'Afrique et la seconde guerre mondiale

Les professeurs J. Devisse, A. Eshete, I. El-Hareir, A. Kum'a Ndumbe III, A. Martel, J. J. Milewski, J. Ollandet, G. O. Olusanya, G. Rochat, B. Sohounou, T. Starouchenko et H. Stoecker ont participé au colloque en qualité d'experts.

Les professeurs C. Ageron, N. Ayele, B. Davidson et A. A. Mazrui avaient rédigé, à la demande de l'Unesco, une communication préliminaire, mais n'ont pu prendre part à la réunion.

Les professeurs B. A. Ogot, président du Comité scientifique international, et A. A. Mazrui, directeur du volume VIII, invités, n'ont pu participer au colloque.

Mgr G. Montalvo et le R.P. André Demeerseman, représentants du Saint-Siège, et M. Ahmed Abdel Halim, représentant de l'ALECSO, ont participé aux travaux du colloque en tant qu'observateurs.

L'OUA, l'Association des universités africaines et les mouvements de libération ANC et SWAPO, invités, n'ont pas participé aux travaux. L'ANC a fait parvenir un télégramme d'excuse.

Le Secrétariat de l'Unesco était représenté par M. Maurice Glélé, spécialiste du programme, chef de la Section des cultures africaines de l'Unesco, Division des études des cultures, représentant le Directeur général de l'Unesco; M. Alioune Traoré, spécialiste du programme; M^{lle} Marie-Florette Lengue, secrétaire.

Le colloque a été ouvert le 10 novembre 1980 au matin par le professeur Youssef el-Ghein, secrétaire du Comité populaire de l'Université Garyounis, qui a souhaité la bienvenue aux participants et souligné l'importance du projet en cours de réalisation : l'histoire du continent africain dans ses évolutions différentes et complémentaires, dans sa diversité et son unité est aujourd'hui rédigée par les Africains eux-mêmes. Le professeur El-Ghein considérait qu'il serait intéressant en particulier de connaître leurs interprétations et les résultats de leurs enquêtes sur le thème qui était l'objet du colloque.

Le représentant du Directeur général de l'Unesco a remercié la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste d'avoir organisé le colloque et réservé le meilleur accueil aux participants. Il a souligné que, quelles que soient les interprétations que l'on peut donner de la seconde guerre mondiale, celle-ci a constitué, quant à la vie historique des diverses régions d'Afrique, un tournant décisif dans l'évolution de l'Afrique, avec d'énormes possibilités de libération du continent de toutes les formes de domination. Il a souhaité que le colloque propose de nouvelles pistes de recherche. Il a suggéré, en particulier, que des enquêtes systématiques soient menées auprès des Africains qui ont participé comme militaires à cette guerre afin de recueillir l'image, certai-

nement très mouvante, de leurs réactions successives face à l'Europe, et que les diverses formes de participation de l'Afrique à ce conflit soient très exactement étudiées à l'avenir. Il a demandé au colloque d'apporter, à la lumière des travaux les plus récents, des éléments d'information inédits pour enrichir le volume VIII de l'*Histoire générale de l'Afrique*.

Après avoir expliqué l'absence du professeur Ogot, président du Comité scientifique international, du professeur Ajayi, membre du comité, du professeur Ali Mazrui, directeur du volume VIII, et de plusieurs experts invités qui n'avaient pu se rendre à Benghazi pour des raisons personnelles ou administratives, M. Glélé a présenté aux participants les volumes I et II de l'*Histoire générale de l'Afrique* publiés en français et en anglais; il a annoncé la parution prochaine de la version arabe de ces deux volumes et la parution du volume IV en français et en anglais en 1981.

Le colloque a ensuite désigné son bureau, qui était composé comme suit : président, le professeur I. El-Hareir (Libye), membre du Comité scientifique international; vice-président, le professeur G. O. Olusanya (Nigéria); rapporteur, le professeur J. Devisse (rapporteur du Comité scientifique international).

Les débats ont été intégralement enregistrés, la bande sonore étant destinée à aider le directeur du volume VIII dans sa tâche. Le professeur Jan Milewski (Pologne) a en outre accepté de prendre des notes très complètes pour le professeur Mazrui.

Après avoir adopté la Note d'orientation (voir annexe) et l'ordre du jour préparés par le Secrétariat, le colloque a entamé ses travaux.

Ordre du jour

1. Présentation du projet d'histoire générale de l'Afrique.
2. L'Afrique du Nord, la Libye et l'Égypte dans la seconde guerre mondiale.
3. La Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale dans la décennie du conflit mondial (1935-1945).
4. L'Union sud-africaine et la seconde guerre mondiale.
5. La seconde guerre mondiale et la résistance française en Afrique.
6. La seconde guerre mondiale, étape d'intégration de l'Afrique dans le système capitaliste.
7. La seconde guerre mondiale et le développement du nationalisme africain.
8. La seconde guerre mondiale et le déclin de l'Europe dans les affaires du monde.
9. Réformes sociales et constitutionnelles de l'après-guerre en Afrique.
10. Essai de synthèse.

Point 1 : présentation du projet d'histoire générale de l'Afrique

M. Glélé a présenté l'ensemble du projet de rédaction de l'*Histoire générale de l'Afrique*, rappelé la procédure de désignation des directeurs de volume et des auteurs, celle de la préparation des chapitres et des volumes de l'ouvrage. Il a aussi souligné que l'Unesco avait réalisé un effort particulier en ce qui concerne la fixation des sources orales (centres de Niamey, de Zanzibar, de Yaoundé, d'Afrique méridionale) et celle des sources écrites par la collecte et le microfilmage de manuscrits en arabe et en ajami

(Centre Ahmed-Baba de Tombouctou). Il a rappelé, en outre, que le Comité international des sciences historiques, lors de son douzième congrès, tenu à Bucarest en août 1980, avait inscrit à son programme une séance de travail entièrement consacrée à la méthodologie critique des sources orales. La collection « Histoire générale de l'Afrique — études et documents », publiée par l'Unesco, permet au public scientifique international de suivre les travaux de divers colloques organisés, depuis 1973, en liaison avec la rédaction de l'*Histoire générale de l'Afrique*.

M. Glélé a présenté aux participants la table des matières du volume VIII adoptée en juillet 1980, après six années de discussions, lors d'une session extraordinaire du Comité scientifique international. Cette table des matières ne serait pas discutée par le colloque, dont le thème se rattachait à plusieurs des chapitres figurant dans la première partie de la table des matières.

*Point 2 : l'Afrique du Nord, la Libye et l'Égypte
dans la seconde guerre mondiale*

Deux communications avaient été préparées sur ce point. L'une, celle du professeur Ageron, avait été communiquée en anglais et en français aux participants avant la réunion; l'autre, due au professeur El-Hareir, n'était pas parvenue au Secrétariat et a été présentée directement par son auteur.

Le professeur El-Hareir, dans son exposé, a insisté sur l'idée que les Européens se sont battus en Afrique au cours d'un affrontement qui ne concernait pas les Africains, mais qui a occasionné, tout particulièrement dans le cas de la Libye, de lourdes pertes en vies humaines même après la fin du conflit, à cause des champs de mines laissés sur place, et des destructions massives subies par Tobrouk, Tripoli et Benghazi, par exemple. En définitive, le seul avantage que la guerre ait eu pour la Libye a été de la débarrasser du colonialisme italien.

L'exposé du professeur El-Hareir et l'étude de la communication du professeur Ageron ont fait apparaître quatre sujets de discussion :

- (i) Au xx^e siècle, aucune partie du monde n'est épargnée par un conflit : toutes les stratégies sont aujourd'hui planétaires, qu'elles soient économiques, politiques ou idéologiques. C'est probablement au cours de la seconde guerre mondiale que cette réalité nouvelle est nettement apparue; dès 1939, par exemple, la place et le rôle des empires coloniaux français et anglais étaient perçus dans la conception qu'avaient les Européens du prochain conflit. Sur ce point, les débats ne pouvaient aller très loin, le thème du colloque étant l'Afrique dans la seconde guerre mondiale, et non le déroulement général de cette guerre. Des exemples de stratégies militaires globales ou régionales, fort différentes les unes des autres, ont été mentionnés, s'agissant des Italiens, des Britanniques, des Allemands, des Américains ou des Français; l'importance de Malte a également été soulignée.
- (ii) La participation des Africains au conflit a pris des formes très diverses. A un extrême, on pouvait citer le cas de soldats libyens engagés contre leur gré dans la lutte contre les Éthiopiens ou leurs frères libyens et qui n'avaient pas hésité à aider les résistants éthiopiens ou libyens; d'autres Libyens, au contraire,

avaient volontairement participé aux opérations de la brigade de la France libre venue du Tchad. Dans le Maghreb et en Afrique noire, il y a eu aussi bien des cas de résistance à la conscription que des cas d'engagement volontaire; des soldats africains enrôlés et qui avaient participé à la fin de la guerre en Europe l'avaient sans doute fait avec le même mélange de réticence et d'acceptation.

Ce débat a conduit naturellement à une autre discussion, portant sur les formes et les motivations de l'entrée des Africains dans les armées des puissances en guerre et sur la manière dont ces soldats ont vécu le conflit auquel ils participaient. Il existait là une solide piste de recherche; lorsqu'elle serait explorée, en grande partie par le biais d'interviews, elle fournirait probablement des informations précises au sujet de l'évolution des mentalités et de l'influence qu'a pu avoir cette expérience militaire sur la détermination d'un certain nombre d'Africains d'aider leur continent à se libérer du colonialisme européen. Il conviendra, lorsqu'on entreprendra une étude globale de la participation militaire africaine à la seconde guerre mondiale, de faire le compte des pertes humaines et donc d'analyser le manque à gagner démographique et économique qu'elles ont représenté. Il faudra également étudier l'influence qu'ont pu avoir sur les mentalités des hommes concernés la coexistence dans les unités combattantes de soldats venant de plusieurs régions du continent et leur participation forcée à des conflits coloniaux se déroulant hors d'Afrique. L'attention du directeur et des rédacteurs du volume VIII devrait être attirée tout particulièrement sur ces questions.

- (iii) S'agissant des destructions de tout ordre occasionnées par la seconde guerre mondiale, il a paru souhaitable que des études très précises remplacent les estimations actuellement disponibles.
- (iv) Le thème important de l'attrait exercé sur les Africains du nord du continent par l'un ou l'autre des camps en présence n'a pas été étudié en profondeur. Peut-être les zones orientales de l'Afrique septentrionale, en liaison avec le monde arabe, ont-elles réellement songé à une alliance avec l'Allemagne : les relations du mufti de Palestine avec l'Allemagne nazie ont été mentionnées à plusieurs reprises. Il n'en a pas été de même, semble-t-il, dans les zones occidentales, quelles qu'aient pu être les hésitations de certains hommes, de certains partis, de certains milieux. Sur ce point, le débat reste très ouvert.

Une idée qui n'avait jamais été exprimée aussi nettement est revenue plusieurs fois dans la discussion, à savoir que le choix des alliances, quelles qu'elles aient pu être, était légitime pour les Africains colonisés lorsqu'il s'agissait de se débarrasser du colonisateur. Il ne semble pas, dans l'état actuel de l'information, que l'Allemagne nazie ait sérieusement organisé des liaisons avec les mouvements de lutte pour l'indépendance et que l'Afrique du Nord ait occupé une place de premier plan dans ses analyses de stratégie politique et militaire. La situation de l'Italie a été évidemment très différente. La nécessité d'entreprendre des recherches sur les résistances africaines durant la seconde guerre mondiale a été soulignée.

De même on manque encore d'études de synthèse sur le développement qu'ont connu, pendant la seconde guerre mondiale et tout de suite après elle, les mouvements nationalistes et sur leurs relations mutuelles. Une étude récente (Kaddache, 1980) signalée dans la communication du professeur Ageron montre que le mouvement

nationaliste algérien s'était donné une double structuration : clandestine, sur le modèle fourni par la III^e Internationale, et militaire, sur le modèle de l'armée française. L'accent a été mis sur l'intérêt que revêtirait, dans le cas du Maroc, par exemple, l'étude des phénomènes de résistance populaire.

*Point 3 : la Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale
dans la décennie du conflit mondial (1935-1945)*

La discussion a été précédée, sur ce point, d'une présentation par le professeur Eshete de sa communication et de la présentation résumée de l'étude du professeur Ayele, absent.

Ces deux historiens ont mis en lumière, à partir d'approches assez convergentes, quelques points fondamentaux qui ont fait l'objet d'un débat.

- (i) L'Éthiopie de 1935 présentait des caractères d'arriération économique qui conduisaient au morcellement de l'autorité. Lorsque s'est produit le choc de l'agression fasciste, elle n'était pas en mesure, militairement et économiquement, d'y faire face immédiatement. Seule la garde impériale, composée de 25 000 hommes, était relativement équipée, mais avec un armement du XIX^e siècle; le reste des contingents provenait de levées seigneuriales non cohérentes. A la tête de ces troupes disparates, l'empereur exerçait un commandement militaire théorique qui ne pouvait avoir aucun contenu réel, faute du minimum indispensable d'infrastructure, d'administration et d'équipement militaire. Il n'existait pas d'armée éthiopienne, mais une juxtaposition de forces de valeurs inégales qu'amenaient ou non les ras, souvent rivaux politiques de l'empereur ou en révolte contre lui.
- (ii) L'Italie fasciste, qui était assurée, grâce aux rapports de force entre États européens, de la neutralité de la France et du Royaume-Uni et du silence de la Société des Nations, a préparé de loin les incidents qui allaient permettre l'invasion. Le rôle de la diplomatie européenne dans la crise italo-éthiopienne, qui a révélé très nettement l'attitude européenne vis-à-vis de l'Afrique, a été souligné. L'Ogaden et surtout l'Érythrée ont constitué les bases de départ de son action.
Sur ce point, des compléments d'information ont mis en relief l'importance de l'effort de guerre italien. Quels que soient les mobiles profonds qui expliquent cette guerre, elle a été conduite avec d'énormes moyens pour l'époque et a abouti, pendant l'occupation italienne, en particulier à la création d'une infrastructure routière nécessaire au déplacement des troupes (l'exemple de la route Addis-Abeba-Asmara a été cité).
- (iii) Le printemps de 1936 a marqué un tournant de l'histoire. A la suite de la défaite des troupes éthiopiennes et de la prise d'Addis-Abeba, l'empereur Haïlé Sélassié a choisi l'exil.

Ce fait a donné lieu à une vive discussion, qui a porté sur la difficulté de choisir entre deux versions totalement opposées : celle de l'historiographie « traditionnelle », qui présente l'empereur comme un résistant intelligent ayant choisi l'exil pour préparer la revanche, faute d'avoir disposé de moyens, l'Éthiopie étant ce qu'elle était, pour empêcher l'invasion, et la thèse plus récente, mais présentée avec fermeté, que l'empereur, symbole de l'unité éthio-

pienne, a failli à sa fonction en ne restant pas à la tête de la résistance intérieure ou en ne se faisant pas tuer à la tête de ses troupes.

Ce jugement sévère, fondé sur l'analyse de documents et d'interviews, reflète également la nouvelle manière d'écrire, de l'intérieur, l'histoire de l'Afrique. D'autres arguments lui ont été opposés au cours de la discussion; l'empereur, en quittant l'Éthiopie, n'a-t-il pas découragé les plans fascistes? Rome comptait l'utiliser quelque temps comme marionnette. Comment, surtout, ne pas voir à quel point l'image du chef charismatique, « père de l'Afrique », d'après 1945 contredit cette nouvelle approche? Les différences entre le regard extérieur et le regard intérieur ont été particulièrement évidentes à propos de Haïlé Sélassié. Selon le professeur Eshete, l'image contradictoire de l'empereur Sélassié qui s'est fait jour est due au fait que l'on accorde maintenant une plus grande attention aux facteurs intérieurs, ce qui a permis d'écrire l'histoire de l'Afrique du point de vue africain. La discussion n'a pas permis de départager les points de vue. Peut-on le faire, d'ailleurs, et doit-on le faire à tout prix? Cette longue discussion a amené à évoquer le cas non encore étudié du roi déposé Idriss de Libye.

- (iv) Il est moins difficile d'établir, la discussion l'a prouvé, que l'empereur n'a joué aucun rôle actif dans l'organisation de la résistance populaire. Celle-ci est née après son départ et a été coordonnée par une association patriotique éthiopienne; elle s'est donné des chefs locaux, venant parfois de l'aristocratie, dont les préoccupations et les luttes rejoignaient les siennes.

Sur ce point, les recherches publiées dès 1973 montrent bien que la résistance a été spontanée, plus ou moins vive et plus ou moins structurée selon les régions — les plateaux centraux y ont pris une part importante — et plus ou moins aidée par des soutiens français ou anglais jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Il semble bien que l'accord soit à peu près réalisé sur ce point et que l'aspect populaire de cette résistance soit un fait historique acquis. Reste à mesurer — et cela aussi a été souligné — si, de son lieu d'exil, le souverain éthiopien n'a pas contribué à développer, à l'égard de l'Éthiopie, une attention et des efforts qui ont conduit à la libération de son pays par les troupes africaines et britanniques.

- (v) L'étude des formes prises par l'occupation italienne laisse place à plus de divergences d'interprétations, au moins en apparence, en ce qui concerne l'alliance avec l'aristocratie éthiopienne, recherchée ou non, provisoirement ou non, par les généraux italiens; en tout cas, Mussolini n'en a pas voulu. Il a rêvé de construire, comme colonie de peuplement et d'exploitation, une Italie impériale qui joindrait l'Érythrée à la Somalie.

Une thèse intéressante et qui a été peu discutée consiste à affirmer que, après les Italiens, les Anglais ont, avec leurs projets de remaniement politique dans la Corne de l'Afrique, jeté les bases des difficultés que connaît aujourd'hui l'Éthiopie dans ses relations avec la Somalie et en Érythrée.

- (vi) L'intervention britannique a ramené l'empereur et permis à celui-ci d'entreprendre la reconstruction de son pays, qui avait déjà été profondément transformé sur le plan social par les armées d'occupation.

Les tentatives faites pour moderniser l'Éthiopie avec les aides concurrentes du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique n'entraient pas dans le champ des discussions du colloque. Même si cela avait été le cas, leur intérêt aurait été éclipsé par celui des questions abordées aux points iii et iv ci-dessus, qui constituent le nœud de tous les débats en cours sur la réécriture de l'histoire récente de l'Éthiopie.

Les participants ont unanimement souhaité que le volume VIII donne sa place légitime à l'histoire des peuples du continent, en particulier dans le domaine des luttes de libération, mais aussi que le dossier d'un « cas » aussi difficile à apprécier sereinement que celui de Haïlé Sélassié soit présenté avec le plus de lucidité possible.

- (vii) La guerre menée par l'Italie fasciste contre l'Éthiopie a été présentée sous un autre éclairage important. Cette guerre était — et demeure — « populaire » en Italie, ce qui a permis de masquer, pour l'opinion italienne, des faits aussi graves que l'emploi des gaz toxiques pendant la conquête ou la violence de la répression après l'attentat de février 1937 contre Graziani, par exemple. Une petite partie de l'opinion italienne a pris position contre la guerre et l'occupation de l'Éthiopie : l'exemple du départ en Éthiopie de trois Italiens membres du Parti communiste italien a été cité dans ce cadre.

Point 4 : l'Union sud-africaine et la seconde guerre mondiale

En l'absence du professeur Basil Davidson, un résumé de sa communication a été présenté aux participants. Quatre points ont ensuite fait l'objet d'une brève discussion.

- (i) L'origine de l'apartheid se trouve, bien entendu, dans les événements qui ont précédé et accompagné la seconde guerre mondiale. Cependant, il s'agit là d'une question très complexe, et l'on n'a pas encore bien défini les rôles, certainement d'inégale importance, qu'ont joués l'affrontement entre Britanniques et Boers, et, plus particulièrement, l'affrontement entre les intellectuels allemands et les nazis (mais la chose est mal connue). Dans le cas de l'Union sud-africaine, la seconde guerre mondiale n'a pas contribué au succès du nationalisme africain, du moins en apparence; elle a exacerbé les tensions entre Blancs et conduit les plus racistes à organiser un système constitutionnel pour défendre leurs privilèges; elle a en outre sensibilisé profondément les Africains à l'idée que leur statut inégal ne pouvait être modifié sans une lutte organisée.
- (ii) La seconde guerre mondiale a beaucoup contribué au développement, à l'intérieur du système capitaliste, de secteurs importants de l'économie de l'Afrique méridionale indispensables à l'effort de guerre des Alliés. Et ce développement, qui a conduit l'Union sud-africaine, contre l'avis d'une partie de ses dirigeants blancs, à prendre part à la guerre, a permis à ce pays de participer à la victoire contre le fascisme, mais il a en même temps activé les luttes sociales et l'affrontement entre Noirs et Blancs. De ce point de vue, l'évolution économique née du second conflit mondial peut être considérée à long terme comme favorable aux Noirs, dont elle a aiguë la prise de conscience.

(iii) Les Sud-Africains ont participé aux combats qui se déroulaient dans la Corne de l'Afrique. Ils y ont introduit un militantisme ségrégationniste qui a aggravé les tensions dans cette région et contribué à détériorer les relations entre le gouvernement impérial restauré et le gouvernement britannique.

Il semble que l'on pourrait attribuer à des influences sud-africaines le projet de Grande Somalie aussi bien que l'idée de créer un foyer juif en Érythrée.

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, des voix se sont élevées, même au Royaume-Uni, contre cette influence sud-africaine dans la Corne de l'Afrique.

L'idée — assez éloignée du thème du colloque — que les sanctions appliquées à l'Afrique du Sud, qui sont tournées dans bien des cas par les pays d'Europe occidentale, gêneraient en définitive autant la classe ouvrière et les Noirs en général que la classe dirigeante blanche d'Afrique du Sud a été considérée comme ayant été discutée en détail dans les documents existants, auxquels il suffirait donc de se référer.

*Point 5 : la seconde guerre mondiale
et la résistance française en Afrique*

La communication du professeur J. Ollandet, résumée et commentée par son auteur, a servi de base à la discussion.

L'Afrique équatoriale française et le Cameroun sous mandat français ont, du fait de la guerre et de leur ralliement à la France libre, pris une importance qui contrastait avec l'atonie de leur vie politique, administrative et économique durant les périodes antérieures.

Le Tchad, constamment inquiet d'une menace venue du Nord occupé par l'Italie, s'est rallié le premier. L'ensemble congolais, augmenté du poids du Congo belge, a pris le même chemin pour échapper aux conséquences de la défaite subie par la Belgique et la France.

La désignation de Félix Éboué comme administrateur suprême n'a pas eu les conséquences qu'on lui attribue parfois; mal reçu par les colons blancs, il a déçu les Africains en appliquant une politique qui ne marquait aucun changement profond par rapport à celle de ses prédécesseurs.

Les conséquences immédiates du ralliement à la France libre ont été graves : l'obligation de mettre en circulation des papiers garantis par les autorités en l'absence de la monnaie, qui venait auparavant de Dakar, a entraîné un grave manque de confiance des populations; la pression exercée par la collecte de matières premières telles que le caoutchouc a été très mal accueillie.

La Conférence de Brazzaville s'est inscrite dans ce cadre : il s'agissait de sauver, par des mesures d'urgence, les chances de maintien de l'empire français. Ce sujet important et plusieurs fois évoqué n'a pu être examiné par le colloque.

Diverses propositions ont été faites à propos de la recherche sur le thème traité. Il conviendrait d'étudier par exemple le passage des mythes politiques attachés d'abord à la personne de Pétain, transférés sur celle de Hitler, plus tard sur celle de De Gaulle puis, pratiquement sans modification, sur les chefs politiques qui ont pris en charge les pays indépendants. On aurait intérêt aussi à analyser la profondeur des dissensions engendrées en Afrique francophone par les ralliements successifs à Vichy ou à la France libre et les séquelles qu'ont laissées les querelles nées à ce moment.

*Point 6 : la seconde guerre mondiale,
étape d'intégration de l'Afrique dans le système capitaliste*

Le professeur Milewski a présenté sa communication préliminaire en insistant spécialement sur la partie de celle-ci qui était consacrée à l'accélération de l'intégration de l'Afrique dans le système capitaliste.

Les points ci-après ont fourni matière à discussion.

- (i) La situation, à la veille de la seconde guerre mondiale, se caractérisait par un dessaisissement accru des Africains dans le domaine de la maîtrise économique de leur production de denrées exportables, du moins dans la plupart des cas. La préparation de la guerre, commencée en France dès 1935, a conduit le gouvernement français à prévoir l'intégration de la production utile « de l'empire » à l'effort de guerre inévitable. Cela s'est traduit, bien entendu, par un renforcement des demandes en fonction des intérêts français.

- Le dessaisissement économique s'est traduit, au Nigéria, par l'effacement ou la disparition des groupes d'Africains qui s'étaient enrichis au XIX^e siècle.
- (ii) Il existait déjà avant la guerre, aussi bien au Royaume-Uni qu'en France, un souci d'accélérer par une politique d'équipement — ports, chemins de fer, routes — le désenclavement du continent africain. Avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, des organismes d'État ont veillé à l'application de ce programme d'équipement (FIDES, Colonial Development and Welfare Fund). Cette politique a souvent été combattue par les colons européens qui n'en comprenaient pas l'importance et qui la jugeaient sans utilité pour leur intérêt immédiat, qui était d'exploiter à bas prix la main-d'œuvre africaine. L'effort de guerre s'est traduit, sous des formes très variables selon les pays, par une pression accrue sur la main-d'œuvre, pression dont le type extrême était le travail forcé; cette pression n'a pas été étrangère aux réactions de rejet du colonialisme, pas plus que n'a joué un rôle mineur la conscience d'être exploitée qu'a prise peu à peu la main-d'œuvre employée par les colons.

La guerre a parfois suscité un semblant de démarrage économique : la nécessité de créer de petites industries fabriquant les produits dont la métropole n'assurait plus la fourniture a donné vie à quelques ateliers urbains et créé un marché du travail supplémentaire. En général, ces petites industries n'ont pas survécu à la guerre.

- (iii) Il ressort des recherches que le système bancaire, de faible étendue jusqu'en 1945, n'a participé nulle part à des investissements productifs et à la création d'entreprises africaines. Les transferts de capitaux effectués vers l'extérieur par son intermédiaire ont provoqué une retombée des bénéfices sur les métropoles et l'absence de disponibilités sur le marché africain. Dès lors, capitalisation et investissements sont demeurés très difficiles, à de rares exceptions près, pour les Africains pendant la seconde guerre mondiale et immédiatement après elle, tandis que des étrangers d'origines diverses monopolisaient les fonctions de collecte et d'échange.

Une telle situation rend assez exceptionnelle l'apparition en Côte-d'Ivoire, pendant et après la seconde guerre mondiale, d'une catégorie de planteurs africains qui ont constitué, à travers leur syndicat, une assise

économique nouvelle et une base d'organisation pour le Rassemblement démocratique africain (RDA). Les questions relatives à l'accumulation de capital par les Africains grâce à la plantation ou à la petite industrie, de 1930 à nos jours, revêtent un grand intérêt.

- (iv) L'évolution a été cependant différente, selon les régions, en fonction des facteurs économiques, militaires et politiques. L'Afrique équatoriale française a vu, pendant la seconde guerre mondiale, un développement important des investissements publics et privés qui contrastait avec la faiblesse des mêmes opérations durant la période antérieure. Au contraire, les difficultés du trafic maritime entre l'Afrique occidentale française et la France ont, de 1940 à 1942 au moins, conduit à une récession profonde que l'on a pu également constater (bien qu'elle s'explique par d'autres raisons) dans les colonies anglaises d'Afrique de l'Ouest. Des relations commerciales ont alors été nouées entre les ports africains, les ports anglais et les ports américains, et elles ont apporté des perturbations dans les systèmes d'échange antérieurs à la guerre.

En Afrique occidentale, 1943 a marqué une reprise des exportations. Toutefois, cette reprise ne s'est pas traduite par une amélioration du niveau de vie des Africains; au contraire, celui-ci a souvent diminué, soit qu'il n'y ait pas eu augmentation des salaires ou amélioration du prix de leurs produits, soit que les taxes fiscales se soient accrues. Si bien que l'ensemble de la période de guerre a été très difficile pour les Africains, les prix des produits importés ayant continué d'augmenter.

Aux difficultés dues à la détérioration économique et sociale de la situation des Africains se sont parfois ajoutées, localement, des crises conjoncturelles très graves, comme la sécheresse de 1940 dans la zone sahélienne. C'est dire l'intérêt que peut présenter l'étude détaillée des cas régionaux.

- (v) Au total, la période de la seconde guerre mondiale a donc été particulièrement critique pour les Africains sur le plan économique et social. Les puissances coloniales ont alors fait des promesses d'amélioration pour l'après-guerre; mais beaucoup de ces promesses n'ont pas été tenues. D'où une nouvelle déception qui a engendré, de 1945 à 1947 au moins, des réactions plus ou moins violentes prenant des formes extrêmement variées, de la grève à la révolte, dans beaucoup de régions du continent. La radicalisation politique de la revendication d'indépendance, au Ghana par exemple, s'enracine dans les faits ainsi analysés.
- (vi) De la discussion est née l'idée qu'une question fondamentale restait à étudier en détail : celle des formes de l'intégration des économies africaines dans le système capitaliste, intégration qui, pour la plupart des participants, avait été précipitée par la seconde guerre mondiale.

On a proposé de distinguer soigneusement dans le volume VIII deux formes très différentes, également non volontaires, d'intégration des Africains à ce système. La première, spectaculaire, a découlé de l'effort de guerre, avant et pendant la seconde guerre mondiale, et des politiques de reconstruction de l'Europe après celle-ci; elle a donné naissance au commerce néo-colonial de l'après-guerre. Dans ce domaine, de nombreuses études sont en cours de réalisation et de publication dans plusieurs pays. En tout état de cause, les

deux formes d'intégration ont résulté d'une pression venue de l'extérieur du continent, et non point, semble-t-il, d'un développement propre à l'économie africaine. Le second mode d'intégration conduirait à étudier, dans chaque secteur professionnel et géographique, ce qu'ont été après 1945 les modalités d'accession des créateurs de capitaux africains à l'organisation capitaliste de l'économie. Cette fois encore, l'analyse des cas est importante : une politique d'État donne des résultats très différents de ceux que peuvent avoir les initiatives libres et privées. Les dates d'apparition de ces foyers d'accumulation du capital aux mains d'Africains ont évidemment une grande signification historique.

- (vii) De même, à un niveau économique différent, mais qui concerne un plus grand nombre d'Africains, et malgré la difficulté des méthodes à mettre au point, tant la documentation est disparate, il serait important d'étudier la variation des revenus — ce mot étant à entendre dans un sens très large — des Africains avant, pendant et après la seconde guerre mondiale. Il s'agit, en l'occurrence, de l'intégration à un système monétaire international, qu'il soit ou non capitaliste, intégration qui revêt en Afrique un intérêt tout particulier parce qu'elle est parfois très récente.

*Point 7 : la seconde guerre mondiale
et le développement du nationalisme africain*

L'analyse de cette question a été rattachée à celle de l'étude préparatoire du professeur Kum'a Ndumbe, qui en a présenté lui-même les grandes lignes.

A travers l'exemple minutieusement étudié de la politique allemande à l'égard de l'Afrique avant et pendant la seconde guerre mondiale, c'est aussi à celui des divers colonisateurs européens que l'auteur incitait à réfléchir; à travers les réactions variées des nationalismes africains face à la propagande nazie, c'est sur toute l'attitude des Africains en face des belligérants des deux camps qu'il amenait à s'interroger.

- (i) L'Allemagne nazie, avant la guerre, a cherché à mesurer ses chances et à assurer ses alliances éventuelles en Afrique. La reprise du thème traditionnel de l'Allemagne protectrice des musulmans a reçu des accueils différents. Au Sahara occidental, où avait été implantée une puissante firme commerciale allemande, elle correspondit au vœu profond de résistance à la colonisation de groupes religieux entiers; elle n'a cependant pas abouti à des alliances ouvertes, peut-être à cause du jeu diplomatique entre pays européens. En Afrique du Nord, elle n'a pas déterminé de mouvement de profonde adhésion, jusqu'à la défaite française du moins. En Libye, où la résistance libyenne s'est opposée à la présence très dure des troupes et des colons de l'Italie fasciste, les relations avec l'Allemagne nazie ne paraissent pas avoir offert une perspective d'alliance pour la libération; évidemment, la question s'est encore moins posée après l'alliance italo-allemande, et il a été fait mention à plusieurs reprises de la participation des Libyens à la lutte contre les puissances de l'Axe et au rejet de leur idéologie. La situation en Égypte n'a pas été suffisamment étudiée malgré l'importance des visées italiennes dans la région; peut-être cette situation se rapprochait-elle de celle du Proche-Orient, où les discussions

furent intenses entre le Grand Mufti de Palestine et l'Allemagne hitlérienne.

Au Cameroun, ancien protectorat allemand où la résistance anti-allemande avait été importante à la veille de la première guerre mondiale, une certaine germanophilie affichée par les nostalgiques du « bon vieux temps où régnait l'ordre » a constitué une forme de refus de la colonisation française sans pour autant esquisser une quelconque alliance avec l'Allemagne. C'est évidemment avec l'Afrique du Sud, dirigée par Herzog, que la recherche d'une alliance effective a été poussée le plus loin. Sur ce point, malgré la spectaculaire adhésion, étudiée par le professeur Kum'a Ndumbe, de milieux et de personnalités blancs à la doctrine nazie, les conversations menées à Berchtesgaden n'ont pas abouti à un accord complet, en partie à cause du sort à prévoir pour le Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie). Les discussions étaient encore en cours lorsque l'entrée en guerre a contraint l'Union sud-africaine à choisir son camp. Peu libre à ce moment de ses décisions économiques, qui étaient en grande partie prises à Londres et par certains milieux d'affaires décrits comme juifs, l'Union a rallié le camp des Alliés malgré les sympathies profondes de nombre de ses dirigeants. Le général Smuts a dirigé le pays pendant la guerre sans pour autant, peut-être, renoncer aux conceptions raciales et à un esprit ségrégationniste inspiré du national-socialisme. Le refus d'armer les Africains et les métis mobilisés a découlé du sentiment, fondé sur le racisme, qu'ils ne devaient en aucun cas participer aux combats entre Blancs et avoir l'occasion de tuer un Blanc. Quant aux partisans de l'Allemagne, groupés dans des sociétés secrètes et des organisations paramilitaires directement reliées à l'effort de guerre allemand, ils ont réussi à commettre des actes de sabotage et à maintenir ainsi quelques divisions sud-africaines dans le pays.

- (ii) La défaite de la Belgique, de la France et la montée des revendications italiennes et franquistes ont compliqué le jeu des influences allemandes en Afrique. Quelle qu'ait pu être la perte de prestige de l'autorité française dans les colonies, le retournement vers l'Allemagne n'y a pas atteint une puissance suffisante pour faire basculer telle région ou tel pays dans une alliance ouverte avec ce pays. L'image de « Hadj Hitler » assurant la revanche de « Hadj Guillaume » n'a probablement pas dépassé le stade idéologique, même si elle était puissante dans certains pays comme l'Algérie.
- (iii) L'attitude des Africains à l'égard de la propagande allemande est encore mal connue et mériterait de faire l'objet d'études de cas. Leur comportement face au nazisme est plus nettement perceptible dès maintenant. Au Nigéria, la doctrine raciste était, d'après ce qui a été exposé au colloque, nettement perçue et lucidement refusée. Lorsqu'on étudie les relations entre Européens, il demeure très difficile, s'agissant de l'Allemagne, de discerner le rôle qu'a joué le souvenir de la puissance coloniale de l'empire, souvenir qui alimentait le désir de reconquête et de revanche, le rôle des projets nouveaux de réinstallation de l'Allemagne en Afrique, dont les plus radicaux, élaborés par les nazis dès 1940, prévoyaient un asservissement colonial des Noirs par l'Europe sous contrôle allemand, et celui des souvenirs des projets coloniaux anciens qui prévoyaient l'absorption du Congo belge dans un empire colonial allemand centrafricain. Il est tout aussi difficile de discerner la perception que pouvaient avoir les

Africains de ces situations complexes, en 1939 et durant le conflit, la part de souvenirs agréables ou négatifs laissés par le colonisateur allemand, la part d'admiration éventuelle pour le courage des troupes allemandes combattant en Afrique pendant la seconde guerre mondiale et la part d'acceptation ou de refus de la doctrine nazie. Il faudrait cependant parvenir à apprécier tous ces éléments pour comprendre le comportement des Africains; sans aucun doute, les parts respectives de ces divers facteurs ont-elles été, dans une très grande mesure, fonction des situations historiques et géographiques. Cette piste de recherche mériterait certainement d'être largement étudiée à l'avenir. Elle pourrait éclairer des raisons du loyalisme le plus souvent marqué par les Africains à l'égard des colonisateurs, sans que soient exclues, bien entendu, les manifestations de résistance contre le principe même de la présence coloniale; l'une des contradictions apparentes du comportement des Africains pendant la guerre pourrait être ainsi dénouée. Évidemment, de tels problèmes se sont beaucoup moins posés pour la Libye, qui a été traversée par le flux et le reflux des combats et qui n'avait guère d'autre choix que de résister à l'Italie fasciste, alliée de l'Allemagne nazie.

- (iv) Cette analyse en entraîne une autre : celle de la perception que pouvaient avoir les Africains, pendant la seconde guerre mondiale, non seulement de la doctrine nazie, mais aussi de la politique coloniale prévue par le III^e Reich après sa victoire éventuelle sur la France, le Royaume-Uni et l'URSS.
- (v) Une autre grande question découle des précédentes : a-t-il existé au Royaume-Uni et en France (les cas de la Belgique, de l'Espagne et du Portugal étant très différents) des projets globaux relatifs à la colonisation en Afrique et prévoyant le renforcement, l'assouplissement ou l'acceptation de l'indépendance des pays colonisés? La discussion n'a fait qu'ébaucher les lignes d'une recherche souhaitable, mais probablement difficile à conduire. Une seule-certitude est apparue : la modification fondamentale de l'équilibre mondial consécutive à la seconde guerre mondiale a rendu impossible le maintien du *statu quo* colonial.
- (vi) On peut s'interroger sur la fortune qu'a connue l'idée d'Eurafrique depuis qu'elle a été formulée par l'Allemagne. Certes, il ne faut pas superposer au hasard des images ou des réalités, mais l'association actuelle entre de nombreux pays d'Afrique et l'Europe est apparue à certains des participants comme prolongeant l'idée précédente, ou, en tout cas, comme procédant des mêmes formes de prise de décision extérieures à l'Afrique.
- (vii) Certains détails qui ne figuraient pas dans l'étude liminaire mériteraient d'être retenus. C'est le cas de l'important rapport établi par Kurt Weigel, qui a servi de base, avec un autre provenant des milieux de la marine allemande, à l'élaboration des projets coloniaux du III^e Reich.

Une étude complémentaire rédigée par le professeur Kum'a Ndumbe a répondu à une partie des questions soulevées pendant les discussions, au sujet de la manière dont la politique allemande avait été présentée et perçue en Afrique septentrionale, occidentale et en Afrique australe.

L'idée a été avancée que l'étude de cas précis, celui du Nigéria par exemple, pourrait donner un tour très concret à la plupart des questions évoquées au cours du débat. Cette idée devrait être concrétisée par un document écrit.

*Point 8 : la seconde guerre mondiale et le déclin de l'Europe
dans les affaires mondiales*

Ce thème n'était pas directement traité dans les communications spécifiques demandées par le Secrétariat de l'Unesco, mais il était abordé dans la plupart des documents analysés, en particulier dans celui du professeur Mazrui; un exposé du professeur Starouchenko a servi d'introduction à l'examen de cette question.

D'après l'ensemble des documents soumis au colloque, il est hors de doute que la seconde guerre mondiale a réduit la puissance de l'Europe occidentale au profit des États-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique. Les accords conclus par ces deux pays sur la Charte de l'Atlantique (malgré les divergences d'interprétations) et sur Yalta ont autant influé sur l'évolution postérieure du monde que sur leurs désaccords idéologiques et politiques. Cependant, la pression exercée par l'Union soviétique au moment de la rédaction de la Charte de San Francisco et dans l'évolution politique du monde après la guerre a largement contribué à la libération des pays asiatiques et africains. Il s'agit là d'une influence majeure si l'on pense qu'aucune évolution volontaire vers l'indépendance de leurs colonies n'était, d'après ce que l'on sait actuellement, discernable en 1945 chez les colonisateurs européens. Même si les appréciations des rôles qu'ont joués respectivement les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique dans la libération du continent africain divergent, on ne peut échapper à la certitude que le nouvel équilibre mondial issu de Yalta sur le plan diplomatique et militaire, né de la confrontation de deux systèmes économiques et sociaux rivaux, a totalement modifié les données du problème colonial.

L'analyse des réponses européennes à cette situation nouvelle a été à peine esquissée, faute d'un débat suffisant, sur la Conférence de Brazzaville, par exemple. Dans l'ensemble, cette conférence a été perçue, semble-t-il, par la plupart des participants comme un essai de conservation, bien plus que comme l'amorce d'une évolution vers les indépendances. Tout au plus paraissait-elle s'orienter vers l'attribution aux colonies du statut de dominion à l'intérieur d'une sorte de Commonwealth.

L'Italie n'a pas eu à s'occuper du sort de ses anciennes colonies : les vainqueurs de la seconde guerre mondiale l'ont fait à sa place, disposant ainsi pour la dernière fois de l'avenir des Africains.

*Point 9 : réformes sociales et constitutionnelles
de l'après-guerre en Afrique*

Ce point de l'ordre du jour n'a pas donné lieu à un véritable débat, mais plutôt à un simple échange d'idées. On a exprimé le vœu que les participants au colloque fassent parvenir au Secrétariat de l'Unesco le maximum d'informations relatives aux questions évoquées sous cette rubrique.

- (i) L'utilité de l'étude régionale détaillée a été évoquée encore une fois. Qu'il s'agisse de la participation des pays des vallées du Nil à la seconde guerre mondiale ou aux révolutions de l'après-guerre, ou d'études de cas aussi complexes que celui du Nigéria, il a été demandé aux intervenants de faire parvenir par écrit au Secrétariat de l'Unesco les renseignements dont ils disposent.

- (ii) Il serait important d'étudier les formes de solidarité et de collaboration entre les mouvements nationalistes qui ont préparé l'indépendance. La carrière de Nkrumah a été citée en exemple. De même, la convergence des révolutions intervenues dans le monde arabe, dont la plus significative est la révolution nassérienne de 1952, avec les mouvements de libération africains a été plusieurs fois évoquée. Les formes et la nature des nationalismes africains n'ont, à ce jour, fait l'objet que de rares études. Il en est à peu près de même pour l'examen des résistances à l'époque de la seconde guerre mondiale et pour l'étude des partis qui se sont développés après celle-ci : l'exemple de l'Union des populations du Cameroun a été souligné dans ce contexte.
- (iii) Le développement des syndicats et le rôle qu'ils ont joué en tant que porte-parole de la lutte anticoloniale dans la période qui a suivi immédiatement la guerre sont évidents. De nombreuses études, déjà réalisées, ont été signalées. D'une manière générale, il conviendrait de rassembler une bibliographie très complète sur cette question comme sur toutes celles qui étaient incluses dans le point 9 de l'ordre du jour.
- (iv) Au niveau des méthodes, il est apparu qu'il serait important de développer rapidement l'étude de l'histoire orale comme moyen d'appréhender le passé récent en interviewant ses acteurs et témoins toujours vivants. Il importe en effet d'analyser les transformations survenues en Afrique au niveau des peuples et non pas seulement au niveau des leaders. L'étude de tous les problèmes abordés au cours du colloque devrait être étendue au cas des colonies espagnoles et portugaises.

Point 10 : essai de synthèse

La communication du professeur Mazrui a servi de base à la discussion de ce point. Il s'en est dégagé un certain nombre de directions de recherche qui ont contribué à clarifier toutes les discussions antérieures.

L'une de ces directions concerne ce que le professeur Mazrui appelle « les cinq distorsions du développement africain »; elle rejoint et amplifie toutes les discussions qui ont eu lieu dans le cadre du colloque. L'Afrique n'a pas dans le monde la place économique que lui vaudraient normalement sa richesse en matières premières, ses ressources en énergie et ses potentialités industrielles. Le fait est apparu de manière flagrante au cours de la seconde guerre mondiale; il était encore très patent en 1980 et cette situation est aggravée par le développement inégal des régions, des pays et des classes sociales du continent.

Une deuxième direction concerne la relation entre le développement des universités et l'essor insuffisant de la formation technique en Afrique après la seconde guerre mondiale. Le professeur Mazrui considérait que l'apparition d'universités copiées sur le modèle occidental avait beaucoup nui aux filières de formation technique. Le débat sur cette question mériterait d'être conduit pays par pays ou du moins région par région, et type de colonisation par type de colonisation.

Les débats qui ont eu lieu au cours du colloque ont conduit le rapporteur à rassembler les thèmes de synthèse suivants :

- (i) Il paraît important d'établir, à partir de bilans régionaux, un bilan global des pertes humaines qu'a subies l'Afrique entre 1935 et 1960, en particulier du fait de la seconde guerre mondiale. La participation directe des soldats à la guerre est en cause, mais aussi l'augmentation du nombre des victimes du travail forcé, quelque forme qu'ait prise celui-ci, qu'il s'agisse de la déportation de groupes entiers de population comme en Libye, de la résistance militaire comme en Éthiopie ou de toute autre forme de résistance dans l'ensemble du continent.
- (ii) Le même type de bilan global intéressant l'économie pourrait être établi pour la période de la seconde guerre mondiale et l'immédiat après-guerre.
- (iii) Il paraît clair que les tensions accrues créées par la seconde guerre mondiale ont été à l'origine d'une réaction de plus en plus vive des Africains, même si cette réaction au poids de l'exploitation coloniale a pris des formes très diversifiées. Il reste à étudier le cheminement précis des réflexions qui ont conduit les syndicats, les jeunes intellectuels et les paysans à prendre conscience de la nécessité d'une lutte pour la libération : dans ce domaine, on se fie peut-être davantage à des idées reçues qu'à des études scientifiques.
 Tout cela met évidemment en lumière le rôle des médias et celui de l'instruction à tous les niveaux.
- (iv) L'une des idées souvent exprimées sur le plan politique par les Africains est que leurs alliances doivent contribuer à assurer pleinement non seulement leur indépendance politique, mais leur libération économique et sociale. Il serait intéressant de savoir si une telle idée existait déjà dans les mouvements de libération à l'époque de la seconde guerre mondiale et aussi de saisir à quel moment et dans quelles conditions s'est produite l'introduction durable des analyses marxistes et de l'appel à l'Union soviétique dans ces mêmes mouvements de libération. Le colloque a rendu évident le fait que l'évolution des idées, des idéologies et des réactions politiques est aussi rapide en Afrique que dans le reste du monde. Il y a certainement de forts décalages — qui devraient être précisés — entre les analyses de 1935 et celles de 1945, entre celles de 1945 et celles de 1960, entre celles de 1960 et celles de 1980.
- (v) Deux grandes conséquences méthodologiques découlent de ce qui précède : la première est que la diversité actuelle des options, dans les diverses régions du continent, peut sans doute être éclairée et expliquée par référence à la période qui va de 1939 à 1960; la seconde réside dans le simple et nécessaire rappel que cette histoire a connu des phases successives qu'il conviendrait de fixer avec netteté. Les débats ont montré que l'on peut certainement parler, dans le contexte du colonialisme renforcé, d'un « avant-guerre ». On peut estimer que la guerre a correspondu à une ou deux étapes chronologiques selon les régions; il faut retenir que l'émergence des États-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique comme grandes puissances a modifié les rapports coloniaux après 1944. Mais où s'arrête l'« après-guerre » pour l'Afrique ?

Il n'y a point, bien entendu, de césure idéale dans ce domaine. Faut-il penser que la révolution nassérienne de 1952, la Conférence de Bandoeng et l'émergence du Tiers Monde ont marqué la fin de cet « après-guerre » ? Ou faut-il en conduire l'étude jusqu'en 1960 ? En tout cas, l'équilibre général de l'Afrique s'est trouvé en 1960 si radicalement modifié à l'intérieur et par rapport

au monde que l'on entre vraiment alors dans un nouveau temps historique. Pour chacune des séquences ainsi distinguées éventuellement, il serait important de mettre l'accent, s'agissant des Africains, sur le poids de l'héritage des périodes précédentes et sur celui des innovations.

- (vi) Une ligne de réflexion qui n'a pas été exploitée pendant le colloque est l'étude du développement de la revendication africaine d'identité culturelle née avant la seconde guerre mondiale et qui s'est beaucoup renforcée pendant cette guerre et tout de suite après elle.
- (vii) Malgré le mouvement général qui a caractérisé la marche du continent vers l'indépendance, la diversité, voire la contradiction des expériences locales entre 1935 et 1960, rend évidemment indispensable le rassemblement d'un grand nombre d'études de cas si l'on veut que le volume VIII ne donne pas une image schématique et superficielle de cette période. Ce ne sera pas la moindre des difficultés auxquelles se heurteront les rédacteurs de ce volume. Il conviendrait sans doute de les aider à la surmonter par un intense effort de documentation et de bibliographie.

Un participant a demandé que les observations suivantes soient consignées dans le rapport final du colloque en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest britannique entre 1935 et 1945 :

- a) L'apparition d'organisations plus « radicales » parmi les mouvements de jeunesse, telles que la United Gold Coast Convention (UGCC) et le Nigerian Youth Movement (NYM), qui avaient une audience plus large.
- b) La crise économique permanente et ses effets sur l'agitation politique — le repli et les répercussions négatives sur l'évolution sociale et économique.
- c) Le retour des éléments les plus jeunes, Azikiwe et H. O. Davies, par exemple, et la montée d'un nouveau type de journalisme, qui a pris pour modèle la presse à sensation des États-Unis d'Amérique.
- d) La guerre économique contre le régime colonial (le pool du cacao, par exemple, qui a amené de nombreux exploitants agricoles au mouvement nationaliste, élargissant ainsi sa base).
- e) L'impact de la crise italo-éthiopienne et du mouvement communiste (l'Organisation ITA de Wallace-Johnson, par exemple).
- f) Certains événements particuliers qui se sont produits pendant la guerre, telles l'introduction du travail forcé, la discrimination contre les soldats africains même chez eux en Afrique de l'Ouest, les diverses mesures économiques qui ont encore réduit le rôle des Africains dans les activités économiques de leur pays — par exemple, la mise en place des offices de commercialisation et la réglementation selon laquelle l'octroi des licences d'achat devait être fondé sur les résultats obtenus avant la guerre, époque à laquelle les Africains, pour diverses raisons, jouaient un rôle minime ou nul dans la vie économique de leur nation.
- g) Les tentatives de contrôle et de régulation des prix qui ont lamentablement échoué et suscité un sentiment d'amertume à l'égard du régime colonial.

- h)* Les réformes constitutionnelles (la Constitution Richards, par exemple), qui ont beaucoup déçu les espérances et entraîné un surcroît d'agitation qui a abouti, en 1947, à l'envoi d'une délégation par le National Council for Nigeria and the Cameroons (NCNC).
 - i)* L'augmentation phénoménale du coût de la vie, qui ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des salaires, sauf dans le cas des expatriés, et qui a entraîné une grève nationale au Nigéria en 1945.
Tous ces facteurs sont essentiels si l'on veut comprendre la période et les événements qui ont suivi.
- (viii) On a exprimé à plusieurs reprises l'idée qu'il serait souhaitable que le directeur du volume VIII aborde dans le dernier chapitre de ce volume l'examen des solutions envisagées en Afrique pour assurer la libération totale du continent de toute menace impérialiste, celui des projets de société qui s'ébauchent depuis les années 1970 et préparent l'Afrique de l'an 2000.

Le rapport a été adopté au cours de la séance de clôture, le 13 novembre 1980.

Annexe — Note d'orientation

Le Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique a estimé que le volume VIII, qui traite de l'histoire contemporaine de l'Afrique (l'Afrique depuis 1935), exigeait une très grande rigueur scientifique, étant donné l'actualité et la complexité des problèmes en jeu. C'est pourquoi il a proposé l'organisation d'une série de colloques et de réunions d'experts sur l'histoire récente de l'Afrique en vue de préciser la méthodologie et de recenser de manière scientifique les sources disponibles.

Des réunions organisées dans cet esprit ont porté sur les sujets suivants : « L'historiographie de l'Afrique australe » (Gaborone, Botswana); « La décolonisation de l'Afrique : Afrique australe, Corne de l'Afrique » (Varsovie, Pologne); « La méthodologie de l'histoire contemporaine de l'Afrique » (Ouagadougou, Burkina Faso — ex-Haute-Volta); « Les relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique noire et le monde arabe de 1935 à nos jours » (Paris).

Le colloque de Benghazi était consacré à un thème non moins important : « L'Afrique et la seconde guerre mondiale ». Sur la base de l'ordre du jour proposé par le professeur Ali A. Mazrui, directeur du volume VIII, et des études préparées spécialement pour le colloque, le Secrétariat de l'Unesco a élaboré la présente note d'orientation. Elle vise à attirer l'attention des experts sur les points qui méritent un examen approfondi.

Ordre du jour

1. *Présentation de l' « Histoire générale de l'Afrique »*

- (i) Présentation du projet par le professeur B. A. Ogot, président du Comité scientifique international.
- (ii) Présentation du volume VIII de l'*Histoire générale de l'Afrique* par le professeur Ali al-Mazrui, directeur de ce volume.

2. *L'Afrique du Nord, la Libye et l'Égypte dans la seconde guerre mondiale*

Bref tableau de l'Afrique septentrionale à la veille du conflit; types de colonisation (populations d'origine européenne).

Position stratégique du Maghreb; cas de la Libye et de l'Égypte; importance des potentialités économiques et démographiques du Maghreb pour les économies de guerre (Afrique du Nord : « réserves de forces intactes »).

Les aspirations nationalistes et la guerre (dans chaque pays).

Relations entre les mouvements nationalistes des pays concernés; objectifs poursuivis, comparaison (insister sur l'ancienneté des revendications indépendantistes, qui datent de la première guerre mondiale).

Étude de la société : l'effort de guerre (conscription, réquisition de grains, etc.).

Rôle de l'islam et de la culture arabe dans le mouvement nationaliste (littérature et nationalisme culturel).

Influence de la présence des armées étrangères (américaine et britannique) sur les partis nationalistes.

La propagande des radios nazies et fascistes. La politique de Vichy et celle des Alliés.

Les réformes demandées et celles accordées après la guerre. La prise de conscience et le processus de désintégration du système colonial.

3. *La Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale dans la décennie du conflit mondial (1935-1945)*

- (i) La Corne de l'Afrique à la veille de 1939.
- (ii) La récession économique.
- (iii) L'invasion de l'Éthiopie par l'Italie et ses conséquences pour la Corne (Somalie, Soudan. etc.).

- (iv) L'Éthiopie et la Société des Nations; les conséquences de l'invasion de l'Éthiopie sur les relations internationales.
- (v) Place de la Corne de l'Afrique sur le plan stratégique.
- (vi) Relations entre la Corne, l'Afrique orientale et l'Asie occidentale pendant la guerre; mouvements sociaux et aspirations nationalistes; conséquences politiques en Europe de la libération de l'Éthiopie par les Africains eux-mêmes; impact psychologique en Afrique et dans la diaspora africaine.

4. *L'Union sud-africaine et la seconde guerre mondiale*

La société sud-africaine à la veille de la seconde guerre mondiale.

Les positions des partis politiques à l'égard de l'Allemagne.

La politique d'apartheid pratiquée au sein des troupes de l'Union sud-africaine (80 000 Noirs et 40 000 métis se sont engagés volontairement pour combattre le fascisme et le nazisme, mais n'ont jamais eu l'autorisation de porter des armes).

Conséquences de la présence de l'armée sud-africaine dans la Corne de l'Afrique.
Situation des Noirs pendant la guerre.

Idées nationalistes et combat des Noirs pour l'égalité après la guerre (rôle de la Youth League de l'African National Congress — ANC).

Il serait intéressant de savoir pour quelles raisons la seconde guerre mondiale n'a pu contribuer de façon décisive à l'émancipation des Noirs d'Union sud-africaine, comme elle l'a fait ailleurs en Afrique.

5. *La seconde guerre mondiale et la résistance française en Afrique*

Les colonies françaises à la veille de la seconde guerre mondiale; situation économique.

L'Afrique occidentale, l'Afrique équatoriale et Madagascar sous le régime de Vichy; l'Appel du 18 juin : échos en Afrique française, en dehors du Maghreb; l'attitude du gouverneur général Boisson et le bombardement de Dakar.

Rôle du gouverneur Félix Éboué.

Le ralliement de l'Afrique équatoriale française à la cause des Alliés.

L'effort de guerre (rôle des Africains dans les colonies anglaises, françaises, belges et portugaises; contribution des forces africaines à la victoire alliée; impact psychologique de la défaite de l'Axe à El-Alamein).

La Conférence de Brazzaville.

6. *La seconde guerre mondiale, étape d'intégration de l'Afrique dans le système capitaliste*

L'économie africaine à la veille de la seconde guerre mondiale.

Insertion de l'Afrique dans le système capitaliste mondial.

Orientation nouvelle de l'agriculture africaine vers la satisfaction des besoins des économies de guerre des puissances colonisatrices (production de cacao, d'arachide, de café, de thé, etc.); conséquences de ces orientations.

Maintien de la prédominance des cultures d'exportation après la guerre, au détriment des cultures vivrières.
Détérioration des termes de l'échange.

7. *La seconde guerre mondiale et le développement du nationalisme africain*

Origines du nationalisme africain.
Action politique des étudiants africains en Occident.
Le panafricanisme.
Le concept de négritude.
Les conséquences de la guerre sur les mouvements nationalistes.
Le rôle des syndicats et des partis.
L'attitude des nationalistes à l'égard de l'Axe.
L'impact de la guerre sur la prise de conscience des peuples colonisés.

8. *La seconde guerre mondiale et le déclin de l'Europe dans les affaires du monde*

- (i) Le déclin de l'Europe : la situation du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie.
Le leadership des États-Unis d'Amérique et de l'URSS dans les relations internationales; la bipolarisation du monde (Yalta).
Le plan Marshall et l'Europe.
- (ii) Conséquences pour l'Afrique :
Influence des États-Unis d'Amérique et de l'URSS sur les puissances coloniales en Afrique.
Fin du mythe de l'invincibilité européenne (les récits des soldats revenus en Afrique).
Crises et conflits d'après-guerre en Afrique; prise de conscience et lutte des partis politiques pour obtenir des réformes ou l'autonomie.
Étude de cas : le Rassemblement démocratique africain (RDA) en Afrique francophone; le Convention People's Party (CPP) au Ghana; l'Istiqlal au Maroc.
Le support culturel du nationalisme dans la lutte des partis politiques africains (rôle de la diaspora noire et des mouvements messianiques, d'inspiration islamique ou chrétienne).
Mouvements politiques africains et partis politiques des métropoles.
L'Afrique dans la vie internationale (ONU).

9. *Réformes sociales et constitutionnelles de l'après-guerre en Afrique*

Étude de cas :

- (i) En Afrique du Nord (Tunisie, Algérie).
- (ii) En Afrique centrale et occidentale — les lendemains de la Conférence de Brazzaville; les réformes (suppression de l'indigénat, etc.); la loi-cadre.
- (iii) Le cas du Ghana.
- (iv) Le cas du Kenya; les mouvements sociaux.

10. *Essai de synthèse*

Dégager les traits saillants de la contribution de l'Afrique à la seconde guerre mondiale et les conséquences sociales, économiques et politiques de celle-ci sur l'évolution du continent.

